





# Débats

## REVENU MINIMUM

### Rassembler la nation contre la pauvreté

par CLAUDE FERRAND (\*)

La création d'un droit à un revenu minimum sera une victoire des familles du quart-monde qui le réclamaient depuis des années par la voix du Père Joseph Wresinski. Mais le fondateur d'ATD quart-monde n'a cessé de dire : Attention ! Ce droit risque de n'être qu'une modernisation de l'assistance s'il ne s'inscrit pas dans une politique globale donnant priorité aux plus défavorisés pour leur permettre de vivre dans la dignité (1).

Le droit à un revenu minimum, tel qu'il est envisagé par le gouvernement, devrait permettre à chacun de manger à sa faim, à condition toutefois de ne pas avoir de dettes. Cela devrait apporter à beaucoup une sécurité de base pour penser à autre chose.

Le revenu minimum est voulu, dit-on, pour l'insertion, pour casser l'exclusion. C'est bien ce que les hommes et les femmes du quart-monde ont toujours réclamé : les moyens de leur liberté et de leurs responsabilités de parents et de citoyens. Les plus pauvres ne veulent plus dépendre à long terme de la charité des autres.

Quels seront donc les moyens à mettre en œuvre pour l'insertion de ceux qui ont le plus besoin d'être aidés ? Ceux qui demeurent (même avec un revenu minimum) sans logement décent, sans accès aux soins, sans instruction, sans travail et sans formation, savent par expérience ce que signifie être aidé pour compte. Ils nous invitent à une grande ambition, à des réponses appropriées à leurs droits humains.

#### Gagner sa vie et celle des siens

1) Des gens sont très mal logés ou n'ont pas de logement du tout. La première chose à faire est de rassembler dans chaque commune, dans chaque département, tous ceux qui ont des responsabilités dans le domaine de l'habitat et ceux qui veulent contribuer au respect du droit au logement. De leur côté, beaucoup de chômeurs seraient prêts à donner un coup de main pour remettre en état les logements disponibles. Qu'on fasse appel à eux ! Qu'on leur fournisse les matériaux et les outils nécessaires ! Qu'on leur donne des conseils techniques et des gens capables d'organiser le travail !

Il faudrait également solvabiliser toutes les familles mal logées ou sans logement pour qu'elles puissent assumer les charges d'un logement décent.

2) Des gens ne peuvent pas se soigner comme il le faudrait. Si, déjà, l'Etat accorde une couverture de base à tous ceux qui n'en ont pas, cela permettra un meilleur accès aux soins pour certains. Mais nous savons aussi que la couverture de base ne prend pas tout en charge. Aussi faut-il, là encore, rassembler dans chaque département tous ceux qui ont des responsabilités dans le domaine de la santé et ceux qui veulent contribuer au respect du droit à la santé pour tous.

Il faudra trouver des accords pour créer des mutuelles de la solidarité. Beaucoup de familles pauvres seraient prêtes à y cotiser à la mesure de leurs moyens et à coopérer à l'amélioration de la santé pour tous. Qu'on fasse appel à elles pour les rendre responsables des campagnes de prévention de la santé, pour encourager leurs parents et leurs voisins qui en ont besoin, à se faire soigner correctement, à prendre des vacances, à pratiquer un sport ou des loisirs de détente.

Pourquoi les étudiants des disciplines de la santé et du bien-être ne viendraient-ils pas en parler avec elles, là où elles habitent, pour qu'elles leur disent ce dont elles souffrent le plus et pour étudier les meilleures solutions ?

3) Des gens n'ont pas assez d'instruction et leurs enfants ont du mal à réussir à l'école. C'est avec l'instruction et les apprentissages fondamentaux qu'on peut commencer à parler vraiment d'insertion sociale, une fois que la sécurité des ressources, du logement et de la santé est assurée. Là aussi, il faudrait, dans chaque commune, dans chaque département, rassembler. Beaucoup d'initiatives pourraient concourir à un meilleur partage des savoirs et des savoir-faire avec les plus pauvres, notamment autour de la petite enfance. Nombreux sont les enfants, les jeunes et adultes du quart-monde, s'ils ne se sentent pas jugés, à se retrouver avec d'autres pour apprendre ce qu'ils ignorent ou ne comprennent pas, surtout avec des partenaires qui acceptent de se laisser enseigner par l'école de la vie ;

4. Des gens souffrent de ne pas travailler, de ne servir à rien ou d'être embauchés seulement comme des larmes sans qualification reconnue. Cela aussi est grave pour l'insertion sociale. Gagner sa vie et celle des siens, réaliser des projets pour soi, pour ses enfants, pour d'autres, quel est plus normal ? Là encore, il faut rassembler.

Si l'on pouvait rassembler, soutenir et démultiplier toutes les actions de formation qui ont su s'adapter à une public très défavorisée pour le conduire à de véritables savoir-faire reconnus, on pourrait plus facilement donner mission et moyens aux organismes de formation professionnelle pour contribuer activement à cette tâche.

Si des hommes et des femmes compétents et imaginatifs étaient aidés par les pouvoirs publics pour prospecter la mise en œuvre de nouveaux postes de travail avec une qualification appropriée au développement progressif des capacités des « moins performants » d'aujourd'hui, que d'améliorations dans l'aménagement du territoire, l'environnement urbain, les services de voisinage.

Si des chômeurs indemnisés ou des travailleurs en préretraite pouvaient consacrer une partie de leur temps pour transmettre un peu de leur expérience professionnelle et de

leur savoir-faire, que d'améliorations dans le partage du travail. Bon nombre de travailleurs, sans qualification et au chômage, sont prêts à explorer de nouvelles tâches pour sortir de cette inactivité qui laisse leurs énergies en friches.

Il n'y aura pas de véritable insertion sociale pour tous ceux qui en sont actuellement privés sans une grande mobilisation de la nation. On peut l'entreprendre s'il n'y a pas d'Etat, seul investisseur des moyens de faire prévaloir les exigences d'une solidarité dans notre démocratie ?

#### Le contrat pimenté que l'assistance

Si l'insertion sociale doit faire l'objet d'un contrat, celui-ci ne saurait se réduire à des contreparties individuelles pesant exclusivement sur les plus démunis comme gage d'une prétendue non-assistance. C'est un contrat social qu'il faut instaurer entre l'ensemble des partenaires. Les populations actuellement privées de leurs droits économiques et sociaux comme de leurs libertés civiles et politiques sont des partenaires à part entière pour bâtir la société de demain.

Les plus pauvres doivent, évidemment, pouvoir compter sur le concours d'un accompagnement prodigé par un service social. Traditionnellement, pour organiser cette mobilisation, le Rapport Wresinski (1) a fait à cet égard des propositions concrètes et opérationnelles qui ont déjà reçu l'aval des partenaires sociaux représentés au Conseil économique et social. Le gouvernement ne saurait trouver de meilleure base pour bâtir de façon cohérente et prospective la politique globale d'insertion sociale dont le pays a besoin.

(\*) Délégué général du Mouvement ATD quart-monde.

ment moral unilatéral de la part de son bénéficiaire !

Or celui-ci n'a aucune garantie que son effort lui permettra d'accéder à ses droits économiques et sociaux : logement, soins, formation, travail... Car le service social, s'il est seul contractant, n'a pas le pouvoir de contraindre les partenaires sociaux à remplir leur mission de service public à l'égard de tous. Dès lors, pour une perspective d'insertion sociale authentique, le contrat d'insertion passé avec le seul service social est un leurre. Il faut un contrat tripartite impliquant les responsables publics autant que les bénéficiaires et les médiateurs.

Qui ne voit l'intérêt de situer ces contrats d'insertion individuels dans un cadre collectif, avec le concours des associations et des syndicats qui militent pour l'accès de tous aux droits ? Dans une telle dynamique, les plus pauvres auraient leur place et pourraient exercer avec d'autres leurs responsabilités de citoyens solidaires au lieu d'être enfermés dans un statut de « bénéficiaires ». C'est le chemin de la dignité.

Cette perspective implique des initiatives et un rôle déterminant de la part de représentants de l'Etat, à l'échelle nationale et dans chaque département, pour organiser cette mobilisation. Le Rapport Wresinski (1) a fait à cet égard des propositions concrètes et opérationnelles qui ont déjà reçu l'aval des partenaires sociaux représentés au Conseil économique et social. Le gouvernement ne saurait trouver de meilleure base pour bâtir de façon cohérente et prospective la politique globale d'insertion sociale dont le pays a besoin.

(1) Cf. « Grande pauvreté et précarité économique et sociale », rapport présenté au nom du Conseil économique et social par Joseph Wresinski, fondateur d'ATD quart-monde. Disponible à la Direction des Journaux officiels (26, rue Deshay, Paris-15) et aux éditions Sciences et Services/Quart-monde (15, rue Maître-Albert, Paris-9). Prix : 33 F + port.

## Au courrier du Monde

### NON-RETOUR

#### Le feu d'Israël

Chaque jour qui passe, le conflit israélo-palestinien s'enfoncé un peu plus dans le chaos. Chaque jour apporte son lot de victimes de part et d'autre. Désormais, c'est à l'intérieur même d'Israël que le conflit s'est étendu, faisant la preuve de l'échec de la politique choisie par le gouvernement israélien pour rétablir l'ordre. Loin d'avoir étouffé le soulèvement, la répression n'a fait que développer la haine jusque contre les Juifs et les Israéliens arabes.

Il fallait s'y attendre. Le feu qui embrase les forêts d'Israël traduit symboliquement le point de non-retour où tous, Israéliens et Palestiniens, sont arrivés.

La raison pour laquelle enfin se faire jour avant que cette Terre promise ne devienne terre brûlée ?

Nous adjuons les deux parties d'ouvrir les yeux. La reconnaissance mutuelle et simultanée est la condition indispensable de la paix.

Nous adjuons les Israéliens de reconnaître que la sécurité ne peut être obtenue que par la reconnaissance et le statut qui constituent pour leur intérêt et pour l'avenir de l'Etat d'Israël une politique suicidaire. Israël doit se libérer des territoires occupés. Israël doit négocier avec les Palestiniens, y compris avec l'OLP.

Nous adjuons les Palestiniens de comprendre que leur intérêt est de négocier directement avec Israël. Les Palestiniens doivent décider que la trêve du terrorisme est la seule voie possible pour arriver à une amorce de dialogue.

Mais y a-t-il encore dans les deux parties une volonté de paix ?

Comité français du Centre international pour la paix au Proche-Orient (10, rue Saint-Claude, 75003 Paris).

Présidente : Marie-Claire Mendès France. Comité directeur : André Aoulay, Alain Fonticlerant, Elisabeth de Fontenay, Paul Kessler, Daniel Kachine, Jacques Tarnier, Flora Valluel, André Wormser.

### DÉFINITION

#### A propos du « josphisme »

A propos de l'article de Henri Tineo, paru dans le Monde du 24 juin, M. Joseph Rovani nous écrit :

« Le josphisme se caractérise par l'intervention du prince dans la discipline intérieure de l'Eglise nationale, afin d'affaiblir la souveraineté pontificale » (Larousse).

Joseph II, sans chercher à s'entendre avec le pape, supprime les ordres religieux qui ne sont ni hospitaliers ni enseignants, confisque les biens de convents, terribles persécutions infligées aux religieux, les Pays-Bas se révoltent. Et voilà ce que vous appelez « s'attacher à la collaboration de l'Eglise » ! Le josphisme, c'est la soumission de l'Eglise à l'Etat. C'est l'esprit de la constitution civile du clergé.

JOSEPH ROVANI.

## BIBLIOGRAPHIE

« Diplomatie et outil militaire », de Jean Doise et Maurice Vaisse

### Conflits d'Etats

On sait depuis Clausewitz que la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens et, depuis Raymond Aron, que l'art de convaincre et l'art de contraindre, incarnés dans les personnalités du diplomate et du soldat, dominent les relations internationales. Le versant conflictuel des rapports entre Etats, longtemps mis à l'index dans les cercles intellectuels, mérite donc qu'on le considère, non point, bien entendu, sous la forme suspecte de l'histoire bataille, mais sous l'angle plus large d'une combinaison des moyens à la disposition de l'Etat propres à lui permettre de mener à bien sa politique et de réaliser son « projet ».

Telle est l'optique de Jean Doise et Maurice Vaisse lorsqu'ils analysent dans *Diplomatie et outil militaire*, ce siècle de conflits auxquels, de la guerre franco-prussienne de 1870 à l'Algérie, notre pays a été mêlé.

Ce livre, survolant quatre générations de veilles d'armes, d'hostilités et de lendemains de guerre, ouvre un vaste champ de comparaisons et de réflexions. De cycle en cycle courent plusieurs grands thèmes.

1. Le « projet national », hors duquel il n'est ni stratégie viable ni effort durable. — Les fruits portant bien les promesses des fleurs : quelle différence, en effet, entre l'ambition du Second Empire et le sursaut de la « revanche » ? La diplomatie brouillonne et provocante est abandonnée aux Allemands, la nôtre devenant alors subtile et prudente. L'armée s'ouvre, s'érige en vaste école, à l'écoute de l'évolution technique et industrielle. Tout se tient : la victoire de 1918, comme, pour les Allemands, le succès de 1940, est d'abord victoire intellectuelle. Victoire aussi de la cohérence : celle d'un peuple plus rusé, plus dur que son adversaire, lequel — outrageusement embrigadé, mais soudé, sous Hitler — surclasse, sans difficulté, en revanche, une France qui eût et se laisse aller. Et que dire des hésitations et des démissions de la IV<sup>e</sup> République au regard de l'ambition, de la volonté, en un mot du « projet » du général de Gaulle que l'ensemble du pays finit par adopter ?

2. Discordance entre guerre et politique, hiérarchie et pouvoir, victoire et paix, la « grammaire » militaire et la logique civil tendent souvent à diverger. — Alors qu'au dix-neuvième siècle le corps des officiers prussiens a longtemps médité Clausewitz, voilà que la guerre de 1914 s'enclenche à contre-courant des principes de ce dernier. Mieux encore, après la Marne, l'absolu de la victoire mène à des actions inconsidérées ! Exemple typique que d'autres viennent par la suite corroborer : celui de Hitler, lorsque ayant compromis par excès ses atouts politiques, il ne compte plus que sur son génie guerrier ; celui des Français, dont la stratégie défensive rend impraticables les alliances orientales par ailleurs nouées... Suit l'Indochine, où une politique incisée demande à la

guerre ce qu'elle ne peut donner, puis l'Algérie, où un problème de décolonisation est traité, à coups de sabre, comme une vulgaire insurrection.

3. Dilemme du conformisme et de l'innovation créatrice. — Passons sur quelques épisodes comiques : ces ballons armés qu'en 1914 nos troupes abattent, la manne du secret ayant empêché de les informer... Le cheval vint à l'heure des corps blindés, comme « seul véritable tour terrain » et « consommateur de l'avoine nationale » au lieu et place du « pétrole étranger » ! Plus grave est le fait qu'on ne tient aucun compte, en 1870 des précédentes victoires de Bismarck, pas plus qu'on ne tienne compte de la guerre d'Espagne. A l'instar de l'Ecole de guerre, où l'innovation et l'audace sont proscrites, les attachés militaires sont priés de s'aligner. La stratégie, affaire exclusive des militaires, est décidément une chose trop importante pour être confiée aux mal pensants !

4. Conflit entre stratégie centrale et stratégie périphérique, tropisme continental et tropisme maritime. — Le clivage terre-mer se situe d'abord, au niveau global du « perturbateur », maître de la Terre, affronté à la puissance maritime majeure. Après Bonaparte, Guillaume II puis Hitler essaient donc de rivaliser, mais sans plus de succès !

A son échelle, la France, puissance maritime, mais vulnérable aux frontières, n'a cessé d'être écartelée entre l'impératif terrestre et l'option marine, la veille au créneau et l'Empire. Le préjugé continental l'a fait dans l'ensemble emporté, sauf à Vichy — arrière victoire — le retrait d'Algérie, tourné vers l'organisation d'une force nucléaire océanographique, réalisant toutefois une sorte de percée dialectique. Bataille de l'avant, nouveaux porte-avions ou simple dissuasion... le débat n'est pas épuisé !

5. Coexistence difficile, enfin, entre indépendance — but suprême de la défense — et alliance ; toujours chéchine, tactique ou « encombrante », selon une formule de Foch qui aurait pu s'appliquer aux alliés de la France. — Au lendemain de la victoire de 1918, l'idée fixe de la Grande-Bretagne, conforme à sa politique continentale, n'est-elle pas de nous rabaisser, quitte à dédaigner l'Allemagne ? — Rien d'étonnant à ce que l'alliance tardive de 1940 soit bancale. Les « malentendus transatlantiques » ne sont qu'un maillon d'une longue chaîne, le processus étant toujours le même : pour prix d'un soutien dont nous n'avons pu, depuis près d'un siècle, nous passer, les Anglo-Saxons attendent de notre pays qu'il rentre tout bonnement dans le rang, tandis que, avec une constance sans équivalent, la France, même lorsqu'elle s'aligne, ne cesse de régimber.

PIERRE DABEZIES.

\* *Diplomatie et outil militaire*, de Jean Doise et Maurice Vaisse, Imprimerie nationale, 190 F.

## L'an I des relations australo-japonaises

Le Japon et l'Australie ont signé un accord de coopération militaire. Les deux pays ont également signé un accord de coopération économique. Les deux pays ont également signé un accord de coopération culturelle.

Le Japon et l'Australie ont signé un accord de coopération militaire. Les deux pays ont également signé un accord de coopération économique. Les deux pays ont également signé un accord de coopération culturelle.

Le Japon et l'Australie ont signé un accord de coopération militaire. Les deux pays ont également signé un accord de coopération économique. Les deux pays ont également signé un accord de coopération culturelle.

Le Japon et l'Australie ont signé un accord de coopération militaire. Les deux pays ont également signé un accord de coopération économique. Les deux pays ont également signé un accord de coopération culturelle.

Le Japon et l'Australie ont signé un accord de coopération militaire. Les deux pays ont également signé un accord de coopération économique. Les deux pays ont également signé un accord de coopération culturelle.

Le Japon et l'Australie ont signé un accord de coopération militaire. Les deux pays ont également signé un accord de coopération économique. Les deux pays ont également signé un accord de coopération culturelle.

Le Japon et l'Australie ont signé un accord de coopération militaire. Les deux pays ont également signé un accord de coopération économique. Les deux pays ont également signé un accord de coopération culturelle.

Le Japon et l'Australie ont signé un accord de coopération militaire. Les deux pays ont également signé un accord de coopération économique. Les deux pays ont également signé un accord de coopération culturelle.

Le Japon et l'Australie ont signé un accord de coopération militaire. Les deux pays ont également signé un accord de coopération économique. Les deux pays ont également signé un accord de coopération culturelle.

Le Japon et l'Australie ont signé un accord de coopération militaire. Les deux pays ont également signé un accord de coopération économique. Les deux pays ont également signé un accord de coopération culturelle.

Le Japon et l'Australie ont signé un accord de coopération militaire. Les deux pays ont également signé un accord de coopération économique. Les deux pays ont également signé un accord de coopération culturelle.

Le Japon et l'Australie ont signé un accord de coopération militaire. Les deux pays ont également signé un accord de coopération économique. Les deux pays ont également signé un accord de coopération culturelle.

Le Japon et l'Australie ont signé un accord de coopération militaire. Les deux pays ont également signé un accord de coopération économique. Les deux pays ont également signé un accord de coopération culturelle.

Le Japon et l'Australie ont signé un accord de coopération militaire. Les deux pays ont également signé un accord de coopération économique. Les deux pays ont également signé un accord de coopération culturelle.

Le Japon et l'Australie ont signé un accord de coopération militaire. Les deux pays ont également signé un accord de coopération économique. Les deux pays ont également signé un accord de coopération culturelle.

Le Japon et l'Australie ont signé un accord de coopération militaire. Les deux pays ont également signé un accord de coopération économique. Les deux pays ont également signé un accord de coopération culturelle.

Le Japon et l'Australie ont signé un accord de coopération militaire. Les deux pays ont également signé un accord de coopération économique. Les deux pays ont également signé un accord de coopération culturelle.

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27

Tél. MONDIPAR 650672 F

Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

Microfilms et Index du Monde

Renseignements au (1) 42-47-99-81

Antenne de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »

Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises.

MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wonts.

Rédacteur en chef : Daniel Vernet.

Correspondant en chef : Claude Solès.

Imprimerie de « Le Monde » 7, rue des Italiens PARIS-IX

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél. MONDIPUB 206 136 F

Imprimerie de « Le Monde » 7, rue des Italiens PARIS-IX

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél. MONDIPUB 206 136 F

Imprimerie de « Le Monde » 7, rue des Italiens PARIS-IX

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél. MONDIPUB 206 136 F

Imprimerie de « Le Monde » 7, rue des Italiens PARIS-IX

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél. MONDIPUB 206 136 F

Imprimerie de « Le Monde » 7, rue des Italiens PARIS-IX

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél. MONDIPUB 206 136 F

Imprimerie de « Le Monde » 7, rue des Italiens PARIS-IX

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél. MONDIPUB 206 136 F

Imprimerie de « Le Monde » 7, rue des Italiens PARIS-IX

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél. MONDIPUB 206 136 F

**Le Monde L'EDUCATION**

**SOCIÉTÉ**

- CHIEF D'ENTREPRISE A 20 ANS : une idée, une passion, des copains. Le goût de l'indépendance. Ils sont 40 000 chaque année à se lancer dans l'aventure.

**GUIDE**

- LES PREMIÈRES INSCRIPTIONS EN FAC : les pièges à éviter. Province : où et comment s'inscrire. Paris : fac par fac, les places disponibles.
- PALMARES
- ÉTRANGER
- Les meilleures business-schools américaines.

Numéro de juillet-août : 100 pages - 15 F  
En vente chez tous les marchands de journaux.

**ART LANCASTER**

**SAN SARANDON**

**MICHEL PICCOLI**



# Etranger

## BIBLIOGRAPHIE

Diplomatie et outil militaire  
Jean Doris et Maurice Valise

## Conflits d'Etats

Le conflit d'Etats est un phénomène complexe, qui implique des facteurs politiques, économiques, sociaux et culturels. Les conflits d'Etats peuvent être internes ou externes, et ils peuvent avoir des conséquences graves pour les populations concernées. Les auteurs de cet ouvrage, Jean Doris et Maurice Valise, analysent les causes et les conséquences des conflits d'Etats, et proposent des solutions pour les éviter.

Le conflit d'Etats est un phénomène complexe, qui implique des facteurs politiques, économiques, sociaux et culturels. Les conflits d'Etats peuvent être internes ou externes, et ils peuvent avoir des conséquences graves pour les populations concernées. Les auteurs de cet ouvrage, Jean Doris et Maurice Valise, analysent les causes et les conséquences des conflits d'Etats, et proposent des solutions pour les éviter.

### La visite de M. Takeshita en Australie

## L'an I des relations australo-japonaises

Général par les manœuvres protectionnistes de ses partenaires américains et japonais, l'Australie s'inquiète de voir régresser son premier débouché à l'exportation, le Japon. Le premier ministre, M. Norio Takeshita, qui a terminé le lundi 4 juillet une visite officielle à Canberra, a écouté d'une oreille polie les récriminations de son hôte M. Bob Hawke contre « le protectionnisme japonais qui menace la prospérité de l'Australie » et a annoncé avec bienveillance que l'année du bicentenaire australien serait « l'an I des relations australo-japonaises ».

SYDNEY  
correspondance

M. Bob Hawke, le premier ministre australien, aime à marquer la détente à coups de tapes fraternelles dans le dos et de parties de golf, comme il l'avait fait lors de la visite du secrétaire d'Etat américain M. Shultz l'année dernière. Mais la familiarité n'est pas le style de M. Takeshita, qui a refusé poliment l'invitation de son homologue australien à arpenter le green. On se console dans les milieux diplomatiques en songeant que M. Takeshita, qui, à soixante-quatre ans, est ceinture noire du judo, aurait pu proposer à M. Hawke de s'affronter sur le dojo.

An-déjà de la diplomatie sportive, il est clair que les sujets d'intérêt commun ne manquent pas entre M. Hawke et M. Takeshita : commerce, défense, culture et avenir de la région Pacifique furent au menu des discussions bilatérales du lundi 4 juillet à Canberra.

Le commerce a tenu la vedette. Le Japon reste le principal partenaire de l'Australie : en 1986, 21 % des importations australiennes provenaient du Japon, qui a absorbé le quart des exportations de Canberra. Mais les 7,4 milliards de dollars d'excédent engrangés par l'Australie sont tombés à 2,7 milliards de dollars seulement un an plus tard. Dans les années 70, les Australiens auraient 9 % des importations japonaises, cette part n'est plus que de 5 % dans les années 80. L'Australie fait les frais des rivalités commerciales entre les Etats-Unis et le Japon, qui protègent leurs marchés. Mais est-elle de taille à disputer les marchés japonais aux Américains ?

M. Takeshita, avec toute sa bonne volonté, ne pouvait pas faire de promesse mirobolante à son hôte. Il s'est d'ailleurs contenté d'assurer à M. Hawke qu'il « étudierait les possibilités d'abaisser les barrières commerciales ». Cela sera difficile, puisque pour conserver leur part du marché américain, les Japonais sont

contraints de diminuer leurs importations de matières premières en provenance d'Australie, notamment le charbon, pour l'acheter aux Etats-Unis à un prix plus élevé. Les Américains ont été clairs : c'est maintenant.

De plus, les denrées de base et les produits agricoles qui représentent 80 % des exportations australiennes vers le Japon rendent les échanges commerciaux extrêmement vulnérables aux fluctuations des cours des matières premières. C'est la raison pour laquelle Canberra souhaite diversifier la nature de ses exportations en encourageant les investissements japonais en Australie, et pas seulement dans le domaine immobilier comme cela a été le cas ces douze derniers mois.

### « Invasion »

Le raz de marée japonais sur l'hôtellerie et les résidences australiennes les plus convoitées a provoqué une telle hausse des prix qu'elle a placé la plupart des propriétés hors de portée de nombre d'Australiens. La hantise d'une « invasion japonaise » a même déclenché une vague de racisme, limitée, mais voyante, créant un climat extrêmement désagréable pour les touristes nippons passant leurs vacances sur les plages de la Gold Coast.

M. Hawke s'est d'ailleurs excusé de ces manifestations racistes qui ne représentent, a-t-il assuré, « ni les vues du gouvernement ni celles de la majorité des Australiens ».

Si l'on fait peu de promesses, le premier ministre japonais a du moins fait un geste significatif et courageux en doublant les importations de bœuf australien, un marché de 1 milliard de dollars pour l'Australie.

Il est un autre domaine sensible et délicat qui tient à cœur du gouvernement japonais : celui de la défense. Les routes commerciales doivent, elles aussi, être protégées. Le Japon a déjà annoncé qu'il fournirait d'ici à 1992 une assistance financière record de 50 milliards de dollars pour les Etats de la région, y compris la Papouasie-Nouvelle-Guinée et les îles Fidji, dont les souverainetés répétées inquiètent tant l'Australie que le Japon. Mais comment faire pour que les Japonais augmentent leur participation à la défense de la région sans pour autant devenir une puissance militaire trop encombrante ?

Les vieux démons ont la vie dure, de nombreux Australiens ayant vécu à la dernière guerre mondiale le souvenir de la tentative d'invasion japonaise en Australie. Il y a quarante ans. La patience est une vertu japonaise, dit-on, une description totale et récapitulative en demandant sans doute beaucoup.

JOËLLE ANDREOLI

## La conférence des pays de l'ASEAN à Bangkok

# Le processus de règlement politique au Cambodge avance à petits pas

BANGKOK  
de notre envoyé spécial

La négociation d'un règlement cambodgien doit reprendre, fin juillet, à Java et, pour la première fois depuis le début de leur intervention militaire en 1978, les Vietnamiens rencontreront les représentants de la résistance khmère. En dehors de ce pronostic, avancé avec encore quelques précautions, l'équation cambodgienne demeure assez complexe pour que personne ne parie sur un aboutissement rapide de négociations qui relèvent encore de la partie d'échecs. C'est du moins l'impression que donnent les discussions dont Bangkok est le théâtre depuis le début de la semaine.

La capitale thaïlandaise a accueilli, les lundi 4 et mardi 5 juillet, une conférence des ministres des affaires étrangères de l'ASEAN, l'association des nations non communistes de l'Asie du Sud-Est, qui regroupe Brunei, l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour et la Thaïlande. Mardi soir, ces ministres se sont entretenus avec le prince Sihanouk avant de rencontrer, d'ici à la fin de la semaine, leurs principaux partenaires, les Américains, les Japonais, la CEE, le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

Tout ce monde soutient le prince Sihanouk et approuve la « résolution informelle », prévue à Bogor le 23 juillet, entre les dirigeants de la résistance khmère, y compris M. Khieu Samphan, pour les Khmers rouges, le premier ministre de Phnom-Penh, M. Hun Sen, et le vice-premier ministre vietnamien, M. Nguyen Co Thach. Personne ne sait encore ce qui pourra en résulter, mais, de l'avis général, il s'agit d'un pas dans la bonne direction.

Le souhait des Soviétiques

En d'autres termes, les initiatives du prince Sihanouk, depuis mai 1987, ont déjà, dans un premier temps, fait avancer le dossier, notamment en débouchant sur ses deux rencontres en France, en décembre et en janvier, avec M. Hun Sen. L'effet algaïen a pris, en quelque sorte, le relais jusqu'à ce que les Vietnamiens, qui s'étaient déjà engagés à retirer leurs troupes du Cambodge en 1990 au plus tard, affirment qu'ils accélèrent le mouvement en rapatriant la moitié de leur contingent dès cette année.

Ces événements ont amené les Thaïlandais — plus que les Chinois — à se montrer moins intransigeants. Après avoir reconquis M. Gorbatchev à Moscou, à la mi-mai, le gé-

ral Prem s'est convaincu que les Soviétiques souhaitent sincèrement un règlement. Le sentiment que des discussions sérieuses pouvaient s'amorcer s'est renforcé, ici, un mois plus tard, à l'issue de la visite de M. Nguyen Co Thach, qui s'est déroulée dans un climat plus favorable que prévu.

Entre-temps, si l'on en croit des sources sérieuses, les troupes vietnamiennes ont évacué l'ouest du Cambodge, abandonnant aux soldats de Phnom-Penh la surveillance des couloirs d'infiltration à partir de la Thaïlande, d'une résistance dont l'élément le plus dynamique est formé par les quelques trente ou quarante mille Khmers rouges. Les Vietnamiens ne contrôleraient plus eux-mêmes qu'un secteur qu'ils considèrent comme vital, celui des « trois frontières » (Laos, Thaïlande et Cambodge). Hanói a, en outre, retiré de Phnom-Penh un grand nombre de conseillers civils.

Mais, pour l'instant, toujours selon les mêmes sources, de nombreuses unités vietnamiennes ne se sont repliées que sur l'est du Cambodge, entre le Mékong et la frontière cambodgienne. Leur QG se trouverait à Cu-Chi, du côté vietnamien de cette frontière, à la hauteur de Ho-Chi-Minh-Ville. Autrement dit, on assisterait à une réédition de ce que les Vietnamiens ont fait, voilà

quelques mois, au Laos : une réduction très substantielle de troupes et un repli sur les régions frontalières du Vietnam — celles du « glacis stratégique » — des unités demeurées sur place.

Selon les premières informations — qu'il faut accueillir encore avec prudence — les Khmers rouges profiteraient déjà de l'appel d'air ainsi créé dans l'ouest du Cambodge, où ils stockent, depuis des mois, armes et munitions. Plutôt que d'en découler avec les soldats ou miliciens de Phnom-Penh, ils y auraient déjà lancé une campagne contre le prince Sihanouk et ses partisans regroupés au sein de l'ANS (Armée nationale sihanoukiste, une guérilla de moindre envergure).

Ces récents développements sur le terrain expliquent l'importance que le prince Sihanouk — même quand il a failli signer le contrat, mardi soir, dans un discours distribué à la presse mais qu'il n'a pas prononcé — attache à l'intervention d'une force multinationale de paix. Il ne veut pas prêter une partition déguisée de son pays, les Khmers rouges à l'ouest et des éléments pro-vietnamiens à l'est. Il n'entend pas davantage livrer, de nouveau, son pays aux communistes à l'occasion d'un accord entre Khmers rouges des deux bords : la guérilla actuelle et le soubresaut du régime de Phnom-Penh, formé de dissidents.

L'intervention d'une force multinationale — une idée peu populaire à Hanói et rejetée par M. Hun Sen — aurait pour objet de tenir à égale distance Khmers rouges et Vietnamiens.

Pour toutes ces raisons — même quand la dynamique de paix est incontestable — les choses n'avancent qu'à petits pas. Les Vietnamiens demandent à leurs adversaires de lever l'hypothèque khmère rouge. Ces derniers se gardent bien de le faire, car c'est leur atout maître, et ils ont l'intention de l'abattre au moment opportun. La méfiance subsiste de part et d'autre. Chaque camp veut encore accumuler les gains. Le jeu reste donc ouvert.

La partie va reprendre en Indonésie à la fin du mois, en présence des Laotiens et de représentants de l'ASEAN. Mais les premiers concernés — les Vietnamiens, M. Hun Sen, les Khmers rouges et le prince Sihanouk — envisagent ce rendez-vous sans grand enthousiasme, comme s'il s'agissait d'une concession à la conjoncture. Personne ne doute, ici, qu'un règlement soit possible, mais chacun pense qu'il ne se fera pas du jour au lendemain. Dans l'immédiat, la logique voudrait même plutôt que les enchevêtrements d'un cran avant le « cocktail » de Bogor.

JEAN-CLAUDE POMONTI

### L'afflux continu des « boat people »

## Les pays d'accueil perdent patience

BANGKOK  
de notre envoyé spécial

Confrontés à un afflux continu de réfugiés indochinois — notamment de « boat people » vietnamiens — les Etats non communistes de la région durcissent leur attitude et demandent, entre autres mesures, la convocation, sous l'égide de l'ONU, d'une conférence internationale du type celle qui avait déjà eu lieu en 1979. « Trois ans après la fin de la guerre du Vietnam, on ne s'est toujours pas vraiment attaqué aux racines du problème », et « des stratégies plus nouvelles et plus efficaces doivent être développées » pour y faire face, déclare le communiqué publié, le mardi 5 juillet, à l'issue de la conférence des ministres de l'ASEAN à Bangkok.

Le HCR — haut commissariat pour les réfugiés de l'ONU — a calculé que plus d'un million a déjà quitté l'Indochine pour chercher refuge depuis 1975 dans les pays voisins. A l'exception de la Chine, ces derniers n'ont offert que le transit vers des pays d'asile définitif. Plus d'un million de gens ont ainsi été réinstallés hors de la région dans plus de trente pays, pour l'essentiel occidentaux. Mais ces derniers se ferment de plus en plus et, en Thaïlande, plus de cent douze mille demandeurs d'asile

indochinois sont actuellement en attente dans des camps. Ce chiffre ne tient pas compte, en outre, des quelques trois cent mille Cambodgiens, considérés comme des « non-personnes », éparpillés dans des camps à proximité de la frontière avec leur pays.

Cet afflux ne semble pas se tarir. En 1987, on a dénombré près de trente-trois mille nouveaux réfugiés indochinois, dont plus de vingt-trois mille « boat people » vietnamiens.

### « Immigrants illégaux »

Pour la première fois depuis 1981, le nombre des arrivées a ainsi dépassé celui des départs vers les pays d'accueil définitif. Il dépasse également — et de loin — le nombre des « départs légaux » du Vietnam — treize mille — dans le cadre d'un programme mis au point avec la collaboration du HCR. Le nombre de « boat people » a encore augmenté pendant les quatre premiers mois de 1988 : plus de dix mille d'entre eux ont gagné Hong-Kong, la Thaïlande ou la Malaisie.

Au début de l'année, les Thaïlandais ont, pendant plusieurs semaines, refusé ces réfugiés de la mer. Depuis, les nouveaux venus sont expédiés dans un camp sur la frontière cambodgienne et n'ont pas le droit, pour

l'instant, d'être candidats à une réinstallation ailleurs. La Malaisie, de son côté, menace de fermer le camp de Pulau-Sidong, une petite île sur sa côte orientale, où sont regroupés les « boat people ». Plus récemment, Hongkong a décidé de considérer les réfugiés vietnamiens de la mer comme des « immigrants illégaux » et de n'accorder le statut de réfugiés qu'à ceux qui peuvent prouver qu'ils ne sont pas des réfugiés économiques, fuyant notamment la disette qui sévit dans le nord du Vietnam.

Pendant de plus en plus patients, les Etats de l'ASEAN demandent maintenant à la communauté internationale un effort supplémentaire pour les aider « à partager le fardeau » et que des pressions soient exercées sur le Vietnam pour que soit renforcé le programme des départs légaux et que Hanói prévienne les départs illégaux. Ils souhaitent également qu'un centre pour les réfugiés indochinois, géré par le HCR, soit aménagé en dehors de la région. Ils ne voient pas pourquoi le flot de « boat people » se tarirait ; la moitié des familles de l'ancienne Saïgon ont des parents à l'étranger, et 675 000 personnes, au Vietnam, répondent aux critères actuels d'immigration des Etats-Unis.

J.-C. P.

## Les ministres algériens et marocains étudient des possibilités de coopération

Les ministres algérien et marocain de l'énergie, MM. Mohamed Fethat et Belkacem Nabil ont présidé, le mardi 5 juillet à Oujda (Maroc), la cérémonie de réouverture des lignes électriques entre les deux pays. Ils ont profité de cette occasion pour évoquer les possibilités de coopération en matière énergétique. Ils sont convenus d'organiser des réunions d'experts en vue d'examiner notamment les modalités de « création de gazoducs pour le gaz liquéfié à travers le territoire marocain ».

De son côté, le ministre algérien de l'intérieur, M. Hédi Khédir, est arrivé, mardi, à Rabat. Cette visite s'inscrit dans le cadre

des retrouvailles algéro-marocaines, qui se sont concrétisées par le rétablissement, le 13 mai dernier, des relations diplomatiques puis la réouverture, mardi, d'une partie de la frontière algéro-marocaine. Le ministre algérien des affaires étrangères, M. Ahmed Ibrahim, a, d'autre part, quitté Alger, mardi, pour une tournée européenne qui le conduira en Espagne, puis en Italie. Il était porteur d'un message du chef de l'Etat, M. Bendjedid Chadli, au président du gouvernement espagnol, M. Felipe Gonzalez, qui pourrait se rendre en visite officielle en Algérie à l'automne prochain. — (AFP.)

## Visites de travail de M<sup>me</sup> Mitterrand en Afrique centrale

M<sup>me</sup> Danielle Mitterrand, présidente de la fondation Franco-Libertés, est arrivée, le mardi 5 juillet, à Brazzaville, pour une visite de travail de trente-six heures au Congo, où elle aura de nombreux contacts avec des responsables congolais de la santé et des affaires sociales. M<sup>me</sup> Mitterrand est venue apporter un « soutien matériel et logistique » aux équipes qui travaillent sur le SIDA. Elle doit notamment remettre un don de cinquante mille seringue et un chèque d'environ 400 000 F (20 millions de francs CFA). Après son séjour au Congo, M<sup>me</sup> Mitterrand effectuera au Zaïre et en République centrafricaine deux missions également consacrées à témoigner de la solidarité des pays du Nord avec l'Afrique dans la lutte contre le SIDA. — (AFP.)

### Une réponse du Quai d'Orsay à l'agence Tass

## « Il n'y a pas de conseillers militaires français en Afghanistan »

Le ministère français des affaires étrangères n'a pas connaissance de la présence de conseillers militaires français auprès des moudjahidins en Afghanistan, a indiqué, le mardi 5 juillet, un porte-parole du Quai d'Orsay. L'agence Tass avait affirmé que des conseillers français et égyptiens participaient à la formation militaire de moudjahidins afghans dans un camp d'entraînement du Parti islamique d'Afghanistan installé récemment dans la région de Khost, dans l'est du pays.

Le porte-parole a fait remarquer que l'agence Tass avait déjà plusieurs fois diffusé de semblables informations, alors que seuls étaient trouvés parfois sur le terrain des Français membres d'organisations non gouvernementales humanitaires ou caritatives, travaillant auprès des populations réfugiées ou des moudjahidins.

ajouté : « La situation reste tendue sur les plans militaire et politique dans la province de Fariab », frontalière avec l'Iran, où, selon elle, trois conseillers iraniens sont arrivés récemment. Plus d'une quarantaine de personnes ont été tuées, « rien qu'au cours de ces cinq derniers jours », par des tirs de la résistance afghane contre soixante-sept localités, a encore affirmé Tass sans préciser dans quelles régions.

Dans la province de Ghazni (sud du pays), le principal commandant moudjahidin de la région, Fazalur Rehman (appartenant au Hezbe Islami de Gulbuddin Hekmatyar) aurait été tué récemment par l'armée afghane au cours d'un affrontement. Radio-Kaboul a affirmé, mardi, que Fazalur Rehman s'employait depuis de nombreuses années « à piller et à tuer les gens de Ghazni ».

Toujours sur le terrain, selon des diplomates occidentaux à Islamabad, la ville de Maidan-Shahr (à 30 kilomètres au sud-ouest de

Kaboul) aurait été gravement endommagée par des bombardements soviétiques destinés, selon l'AFP, à punir ses habitants d'avoir aidé les rebelles. Les moudjahidins avaient pris le contrôle de cette ville stratégique pendant environ vingt-quatre heures le 23 juin, après d'âpres combats contre l'armée soviétique.

### Attentat à Kaboul : sept morts

Sept personnes ont trouvé la mort et vingt-six autres ont été blessées, mercredi matin 6 juillet à Kaboul, dans l'explosion d'une voiture piégée, a annoncé l'agence Tass, citant l'agence officielle afghane.

Le véhicule, qui contenait 700 kilogrammes d'explosifs, a sauté dans un des marchés centraux de la capitale afghane. L'attentat, selon Tass, a été perpétré par des « extrémistes », nom donné traditionnellement aux moudjahidins. — (AFP.)

MANITZ présente

BURT LANCASTER  
SUSAN SARANDON  
MICHEL PICCOLI

LOUIS MALLE  
ATLANTIC CITY



# Proche-Orient

## Après la destruction de l'Airbus d'Iran Air

- A Téhéran, M. Rafsandsjani met en garde contre tout acte de vengeance prématuré
- A Washington, le président Reagan présente ses excuses et estime l'« affaire close »

L'Iran a demandé, le mardi 5 juillet, une réunion urgente du Conseil de sécurité des Nations unies pour examiner l'affaire de l'Airbus iranien, abattu dimanche, avec deux cent quatre-vingt-dix personnes à bord, par un navire de guerre américain dans le détroit d'Ormuz. C'est la première fois, depuis le début de la guerre Iran-Irak, que le gouvernement de Téhéran saisi officiellement le Conseil de sécurité, dont il contestait jusqu'ici l'impartialité en raison de ses prises de position successives sur le conflit depuis 1981, jugées par les dirigeants iraniens comme favorables à l'Irak.

En annonçant cette démarche au cours d'une conférence de presse, l'ambassadeur iranien à l'ONU, M. Mohammad Jafar Mottaki, a précisé dans sa requête que cette affaire constituait un « problème séparé » devant être examiné par les membres du Conseil « indépendamment des autres aspects » du conflit Iran-Irak. Il a ajouté qu'il avait obtenu sur ce point l'accord du président du Conseil de sécurité, M. Paulo Nogueira-Baptista (Brésil). Il a indiqué que le versement à l'Iran de compensations financières était une question secondaire. Il a en revanche précisé que l'Iran souhaitait le retrait des forces américaines du Golfe et le respect par Washington d'une neutralité réelle à l'égard des belligérènes.

Le diplomate iranien est resté très ambigu sur d'éventuelles représailles de l'Iran contre les Etats-Unis. « Tout acte de terrorisme devrait être puni », a-t-il dit, en ajoutant que l'Iran prendrait toutes les mesures nécessaires pour protéger sa population.

L'adjoint iranien Rafsandsjani, le nouveau commandant en chef par intérim de l'armée, sortant de son ministère (le Monde du 6 juillet), a

invité mardi ses compatriotes à ne pas réagir trop vite et maladroitement à la destruction de l'Airbus. S'adressant aux députés du Majlis, il a préconisé la prudence. « Il est fort probable qu'aujourd'hui ils attendent de notre part une réaction maladroite quelque part dans le monde pour atténuer la pression internationale qui s'exerce actuellement sur les Etats-Unis. C'est le moment de l'examen pour toute la communauté internationale, et pour nous c'est une occasion pour démontrer la nature des Etats-Unis », a-t-il poursuivi, attend. « La réaction, face à ce crime, du Conseil de sécurité de l'ONU et d'autres instances internationales qui se prononcent humanitaires ».

« La lutte ininterrompue »

Le président du Majlis a rappelé cependant que l'Iran se réservait le droit de venger la mort des deux cent quatre-vingt-dix occupants de l'Airbus. « Nous ne pouvons nous permettre de renoncer à la vengeance, mais le choix du moment ne dépend que de nous », a-t-il dit. Auparavant, le Majlis avait adopté un projet de loi donnant la priorité à « la lutte ininterrompue » contre l'oppression des Etats-Unis et à la poursuite de la guerre contre l'Irak. Le texte voté à cette occasion affirme : « La lutte ininterrompue et à un niveau mondial contre l'oppression, à la tête de laquelle se trouve le grand Satan, les Etats-Unis, et la guerre contre l'Irak jusqu'à la victoire totale sont désormais considérées comme la stratégie prioritaire de la République islamique ».

A Washington, la Maison Blanche a révisé, mardi, que le gouver-

nement américain avait transmis dimanche à l'Iran un message exprimant « ses profonds regrets », à la suite des pertes en vies humaines dans l'Airbus abattu. Ce message a été transmis par l'intermédiaire de l'ambassade de Suisse à Téhéran. Le président Reagan, pour sa part, a estimé devant la presse qu'il s'était suffisamment excusé auprès de l'Iran et que l'« incident » était « clos ».

Le problème des indemnités

Le président Reagan a précisé que l'un des motifs de l'enquête ouverte par la marine était de déterminer si les Etats-Unis devaient indemniser les familles des victimes de la catastrophe. Certains parlementaires soutiennent cette position, mais d'autres membres du Congrès, comme le sénateur républicain de l'Etat de Virginie John Warner, membre de la commission de la défense, estiment que la question de l'indemnisation ne devait pas attendre. Thonny Downey, représentant démocrate de New-York et membre de la commission des forces armées, s'est quant à lui déclaré hostile à tout de hâte en disant aux journalistes : « Avant de commencer à parler de dédommagement, tous les otages américains (détenus au Liban par des groupes pro-iraniens) devraient être libérés ».

Mardi soir, un interlocuteur anonyme affirmait parler au nom du Djihad islamique avait menacé à Beyrouth de tuer un otage américain pour venger les « martyrs » de l'Airbus. Mais le délai fixé — 17 heures GMT — est passé, et rien ne laisse penser que l'attentat ait effectivement eu lieu. La menace n'avait pas été d'ailleurs prise au sérieux par les observateurs, car le

Djihad islamique a toujours proféré ses menaces dans des communiqués dactylographiés accompagnés de la photo d'un de ses otages.

Sur les lieux de la tragédie de dimanche, dans le détroit d'Ormuz, où la situation était calme et le trafic pétrolier normal, la marine iranienne a poursuivi mardi ses recherches pour retrouver la « boîte noire » de l'Airbus et les corps des deux cent quatre-vingt-dix passagers, dont plus de deux cents ont jusqu'à présent été repêchés.

En dépit de ce calme, une certaine inquiétude était perceptible dans les capitales arabes du Golfe concernant les suites possibles de cette affaire. Le roi Fahd, d'Arabie saoudite, a ainsi lancé un message appelant à la « vigilance », soulignant la nécessité, pour les pays de la région qui n'ont pas condamné les Etats-Unis, d'être prêts « à faire face à n'importe quelle éventualité subite ».

Les relations franco-iraniennes

A Téhéran, le nouvel ambassadeur de France en Iran, M. Christian Graef, a transmis au chef de l'Etat iranien, l'adjoint au président M. Khatami, les condoléances de M. François Mitterrand, lors de la cérémonie de la présentation de ses lettres de créance. Au cours d'une brève allocution, il a souhaité qu'« une solution raisonnable et durable puisse mettre fin aux troubles dans la région ». Pour sa part, le président Khatami, évoquant la guerre Iran-Irak et ses « effets sur les relations franco-iraniennes », a exprimé le vœu que ces « relations amicales entre la France et l'Iran se transforment en une alliance entre les deux pays ». — (AFP, Reuters, AP.)

## « Ami ou ennemi » ?

Une commission d'enquête militaire américaine, conduite par l'amiral William Fogarty, est arrivée, le mardi 5 juillet à Bahrein, pour tenter d'éclaircir dans quelles conditions le croiseur lance-missiles Vincennes a pu abattre par erreur un Airbus A-300 de la compagnie Iran Air au-dessus du détroit d'Ormuz.

Les contradictions s'accroissent sur les caractéristiques du vol de cet Airbus. Tout d'abord, les Américains ne sont pas d'accord entre eux sur la localisation et l'altitude de l'avion. Plusieurs hauts responsables militaires avaient expliqué la méprise du commandant du Vincennes par le fait que l'Airbus se trouvait en dehors du couloir aérien normal entre Bandar Abbas et Doubaï et qu'il descendait vers le navire de guerre, ce qui pouvait laisser supposer qu'il s'agissait d'un avion militaire F-14 en train d'attaquer.

Or M. Les Aspin, président de la commission militaire de la Chambre des représentants des Etats-Unis, a estimé que l'avion n'avait jamais quitté le couloir aérien. Certes, il avait dévié de 6,5 km, mais comme le couloir était large de 7,7 km (37 km selon d'autres versions), ne s'agissait pas d'une erreur de trajectoire. L'avion avait donc été abattu dans le couloir... et dans l'axe du Vincennes. D'autre part, selon le Washington Post, les enregistrements radar d'une autre frégate américaine, le Sides, présente dans les parages, confirment que l'Airbus continuait de monter au moment où il a été abattu.

La polémique s'est déplacée sur un autre plan. Le porte-parole du Pentagone, M. Dan Howard, a

rappelé mardi que deux messages radio avaient été envoyés par deux bâtiments américains à l'équipage de l'Airbus pour lui demander de s'identifier et que celui-ci n'avait pas répondu. M. Howard a ajouté que l'avion civil avait bien envoyé des signaux électroniques IFF (transpondeur permettant d'identifier l'ami ou l'ennemi), mais d'une façon qui l'avait fait confondre avec un avion de combat. L'IFF peut fonctionner en mode 2 ou 3. « L'Airbus a émis des signaux dans les deux modes, a-t-il affirmé. Les avions de ligne n'utilisent pas le mode 2, qui nécessite un équipement spécial. » De plus, les signaux ainsi émis auraient été identiques à ceux qu'émettent les chasseurs-bombardiers iraniens F-14.

Au cours d'une conférence de presse réunie à Londres, un pilote d'Iran Air, M. Masoud Razaavi, a contredit ces informations. Selon lui, le commandant de bord de l'Airbus abattu « n'avait aucune raison d'utiliser le mode 2 » de la procédure d'identification IFF, et il employait un code civil de transmission donné avant le décollage par le contrôle aérien de Doubaï. Un autre pilote, M. Mehrouj Ghahvi, chargé des questions de sécurité auprès du gouvernement de Téhéran, a annoncé que le contenu des deux « boîtes noires » de l'Airbus serait rendu public dès que celles-ci auraient été retrouvées et analysées. Il a déclaré que son gouvernement était prêt à collaborer avec toutes les organisations internationales désireuses de l'aider à éclaircir les circonstances de cette tragédie.

## Le siège du camp palestinien de Borj-Barajneh

### La Libye retire ses observateurs pour marquer l'échec de sa médiation

BEYROUTH  
de notre correspondant

La Libye a retiré le mardi 5 juillet ses observateurs qui faisaient fonction d'observateurs entre les belligérants du camp palestinien de Borj-Barajneh, pour protester contre la poursuite des affrontements entre factions palestiniennes rivales.

Ainsi, le scénario qui a abouti, la semaine dernière, à la chute du camp de Chatila semble se reproduire à Borj-Barajneh. Les arabistes du colonel Abou Moussa resserrent l'étau autour du camp, s'appuyant sur les forces de l'armée syrienne qui, depuis son entrée dans la banlieue sud en juin, encercle le camp, sans toutefois participer aux combats. C'est ainsi que les Palestiniens pro-syriens se sont installés sur deux positions, à la lisière de Borj-Barajneh, du côté du boulevard de l'aéroport, au cours des dernières vingt-quatre heures. En même temps, le camp est soumis à un pilonnage d'artillerie plus ou moins intense. Bilan de la journée de mardi : trois morts et douze blessés.

Lentement mais sûrement, la défense s'effondre, le processus étant parfois freiné par des interventions arabes qui le ralentissent, en provoquant des temps de pause.

N'obtenant même pas ce résultat et dépités de servir finalement de faux témoins, les Libyens se sont retirés sur Damas « pour protester contre la violation des accords sur l'arrêt des combats entre les Palestiniens », souligne l'agence libyenne Jana qui ajoute : « Un complot se tramait au Libye ne veut pas participer ».

Les anti-arabistes ont annoncé, depuis Damas, le ralliement, mardi, de cinquante combattants parisiens du chef de l'O.L.P. Ce que le chef militaire arabiste de Borj-Barajneh, le commandant Ryad Aboul Azzam, a démenti, attribuant la diffusion de l'information « à une campagne psychologique destinée à saper le moral des défenseurs du camp ». Ses habitants

avaient été appelés par mégaphone à se rendre avant 17 heures, mardi, avec garantie d'impunité. Une cinquantaine de personnes sont effectivement sorties du camp ; notamment des jeunes gens mais aussi des femmes et des enfants.

Damas a marqué aussi un point politique de plus, en obtenant que les deux principaux partis de la gauche libanaise (le PS de M. Walid Joumblatt et le Parti communiste) condamnent « la ligne déviante » de M. Arafat et sa politique anti-syrienne, alors qu'ils avaient adopté jusqu'à une attitude de neutralité, favorable, de facto, au chef de l'O.L.P.

LUCIEN GEORGE.

## A TRAVERS LE MONDE

### Angola

De nouvelles conversations quadripartites

Les prochaines conversations quadripartites (Afrique du Sud, Angola, Cuba et Etats-Unis) sur l'Angola et la Namibie auront lieu aux Etats-Unis, probablement à New-York, les 11 et 12 juillet, vient de confirmer le ministre sud-africain des affaires étrangères, M. P. W. Botha. La délégation sud-africaine à ces conversations sera dirigée par le directeur général des affaires étrangères, M. Neil van Heerden, et le chef des forces armées, le général Jannie Geldenhuys. Les conversations sur l'Angola et la Namibie ont eu lieu d'abord les 3 et 4 mai à Londres (négociations quadripartites) puis le 13 mai à Brazzaville (entre l'Afrique du Sud et l'Angola seulement) et les 24 et 25 mai au Caire (négociations quadripartites). — (AFP.)

● NAMIBIE : attentat à Windhoek. — Au moins dix-neuf personnes ont été blessées dans l'explosion d'une bombe, le mercredi 6 juillet, dans un magasin de la banlieue de Windhoek, a indiqué un porte-parole de la police dans la capitale namibienne. La porte-parole a précisé que quatre blessés étaient dans un état critique mais que l'explosion, qui s'est produite vers 10 h 10 locales (8 h 10 GMT), n'avait pas fait de morts. — (AFP.)

● PAKISTAN : cinq Palestiniens condamnés à mort. — Cinq Palestiniens ont été condamnés à mort le mercredi 6 juillet au Pakistan pour le détournement en septembre 1986 d'un Boeing 747 de la compagnie américaine Pan Am sur l'aéroport de Karachi. Vingt-deux des trois cent quatre-vingt-dix passagers et membres d'équipage à bord de l'appareil avaient été tués.

● M. Dumas à Londres. — Le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, a eu, le mardi 5 juillet à Londres, quatre heures d'entretiens avec son collègue britannique, Sir Geoffrey Howe. Il s'agit de l'entretien « le plus substantiel » entre les deux ministres depuis le retour de M. Dumas au Quai d'Orsay, a-t-on indiqué de source britannique.

### Chine

M. Deng Xiaoping évoque sa mort prochaine

Pour la première fois, M. Deng Xiaoping a évoqué publiquement, le mardi 5 juillet, devant un chef d'Etat étranger, l'approche de sa mort en déclarant au président brésilien, M. José Sarney, qu'il était en train de prendre les « dernières dispositions » afin d'assurer sa succession.

M. Deng, quatre-vingt-trois ans, a estimé que « sa vie était arrivée à son terme » et a déclaré à son collègue portugais de son pays, M. N. Zhao Ziyang dans son rôle de dauphin.

### Hongrie

Voyage officiel de M. Grosz à Moscou

Le nouveau secrétaire général du Parti communiste hongrois, M. Karoly Grosz, a quitté Moscou, le mardi 5 juillet, après un voyage officiel de deux jours, au cours duquel il a eu un entretien de plus de trois heures avec M. Gorbatchev. La rencontre entre les deux dirigeants a permis non seulement de dégager les convergences de vues entre l'URSS et la Hongrie sur les principales questions internationales, notamment en matière de désarmement, mais aussi de souligner les concordances existant entre la « perestroïka » en Union soviétique et la politique actuellement poursuivie en Hongrie.

(Publié)  
SYRIE-LIBAN : LA METHODE KANAAN  
Comment le général Ghazi Kanaan dévot depuis cinq ans l'« ordre syrien », de Beyrouth à Zablé de Tripoli à Baalbek.  
Dans le numéro double de juillet-août d'ARABES en kiosques et en librairies 78, rue Joffroy, 75017 Paris Tél. : 46.22.34.14

## Le procès de Mohamed Hamadé en RFA Sous le regard des hezbollahs et de l'Amérique

Le procès du chite libanais Mohamed Hamadé, qui s'est ouvert le mardi 5 juillet à Francfort, a été ajourné dès la fin de la première journée. Il devait reprendre le 6 juillet. Le juge a pris cette décision afin de permettre à la Cour d'examiner les différentes requêtes présentées par la défense. Mohamed Hamadé est accusé de diverses opérations terroristes, notamment avoir participé au détournement d'avion en août 1985 d'un Boeing-727 de la compagnie américaine TWA entre Athènes et Rome.

FRANCFORT  
de notre envoyé spécial

Le visage glabre, simplement vêtu d'un pantalon et d'une chemise de toile bleue, Mohamed Ali Hamadé a fait, mardi 5 juillet, son entrée dans le box des accusés de la cour d'assises des mineurs de Francfort-sur-le-Main.

Le décor sent encore la peinture fraîche. Le public et les journalistes sont assis de la salle d'audience pour un village à l'épreuve des balles. Avant de pénétrer dans la salle — une cantine de la prison de Preungesheim, transformée pour l'occasion, — les observateurs de ce procès sont obligés de se soumettre à une double fouille. Ces mesures de sécurité exceptionnelles — l'enquête a été confiée à la justice allemande l'équivalent de 45 millions de francs — s'expliquent par un seul précédent en RFA : le procès des dirigeants de la « bande à Baader » (fraction armée rouge, RAF), en 1975 à la prison de Stammheim.

Le président du tribunal, M. Müllerberger, choisi pour sa plaidité et son aptitude à mener les débats d'une main ferme, sait, en entrant dans cette salle d'audience peu ordinaire, qu'il va passer de longues heures dans les lieux. Les audiences sont programmées, annonce-t-il d'emblée, « jusqu'au 14 décembre ». Mais rien ne dit que le procès sera terminé à cette date. « Nous avons tout notre temps pour

parvenir à la manifestation de la vérité », ajoute-t-il.

L'accusé et ses cinq défenseurs, commis d'office, se sont employés, dans les premières heures de ce procès, à tenter, par des artifices de procédure, de retarder le moment de la lecture de la liste des faits et des crimes reprochés à Hamadé : des requêtes, en suspension légitime contre l'interprète, un juge suppléant, un expert commis par la cour furent rejetés par les juges. Mohamed Hamadé lui-même, en fin de compte, récusait l'un des avocats commis d'office, M. Stock, sans succès. Si bien que l'on put enfin venir aux faits, du moins à la présentation de ceux-ci par l'accusation.

Mohamed Hamadé est accusé d'avoir « entre le mois d'août 1985 et le mois de janvier 1987 commis, sur le territoire allemand et celui d'autres pays, les crimes d'assassinat, de sévices corporels, de vol à main armée et les délits d'importation illégale d'explosifs et d'utilisation de faux papiers ». L'accusé général, parlant lentement pour laisser le temps de la traduction à un inculpé qui, à plusieurs reprises, manifeste une très bonne connaissance de l'allemand, passe alors aux détails. C'est l'odyssée effrayante des cent quarante-trois passagers du vol Athènes-Rome de la TWA qui, le 13 août 1985, a été détournée par deux hommes vers l'aéroport de Beyrouth. Le jeune homme, aujourd'hui dans le box, a été reconnu par de nombreux témoins comme l'un des deux pirates de l'air.

Ce dernier, si l'on en croit l'une de ses avocates, M. Gotschalk-Sögel, va s'attacher à démontrer son innocence. La filiation du martyre des otages du détournement, égrenée d'une voix neutre par l'avocat général, n'est que plus impressionnante. Les passagers frappés à coup de crosses de revolvers, le tabassage en règle de deux soldats américains à l'aide d'un bras de fauteuil attaché au siège du commandant de bord, l'image enfin du marin américain Robert Stethem, exécuté d'une balle dans la nuque et jeté sur la piste de l'aéroport de Beyrouth.

La suite des aventures de Mohamed Hamadé, disparaissant à Alger

le 30 août 1985 et arrêté le 13 janvier 1987 à l'aéroport de Francfort en possession de quatre baguettes explosives liquides, nous fait passer de l'évocation du terrorisme du théâtre diplomatique tendu à la République fédérale par les hezbollahs du Liban, dont la famille Hamadé est l'un des clans les plus influents.

A peine Mohamed est-il arrêté et démasqué que son frère Abbas, qui avait, lui, passé sans encombre les contrôles douaniers de Francfort, retourne à Beyrouth et organise l'enlèvement de deux ingénieurs allemands, MM. Alfred Schmidt et Rudolf Cordes. Le premier était libéré en septembre 1987, mais le second est toujours détenu quelque part sur le territoire libanais.

Controverse sur l'âge de l'accusé

Abbas, revenu en RFA, était lui-même arrêté quelque temps plus tard. Reconnu coupable de participation au rapt des deux Allemands, il était condamné au mois d'avril dernier à quatorze ans d'emprisonnement. La justice allemande, qui réclamait l'extradition de Mohamed Hamadé, ne parvenait pas à ses fins. Le chantage aux otages avait payé. L'affaire présumée du détournement d'avion meurtrier serait jugée en Allemagne, malgré la grogne, ouvertement exprimée, de Washington.

Une nouvelle péripétie est venue s'ajouter à cet imbroglio judiciaire. Un acte de naissance — dont l'authenticité fera naturellement l'objet de controverses — venu de Beyrouth au cours de l'instruction fait naître Mohamed le 14 août 1964 ; or, selon la loi allemande, l'accusé n'ayant pas atteint sa majorité pénale lors de la préparation d'actes criminels, celui-ci ne peut être jugé que par une cour d'assises des mineurs. La peine dont il est passible pour les faits incriminés n'est pas, en principe, amoindrie mais la cour doit tenir compte de l'âge et de la maturité de l'accusé avant de prononcer sa sentence.

L'avocat allemand des parties civiles, prenant la parole pour une déclaration liminaire après la lecture de l'acte d'accusation, a chargé le sens de sa mission de défense : « Je suis ici pour défendre les droits moraux et matériels des victimes du détournement, a-t-il déclaré, mais aussi pour rappeler à la justice allemande qu'il s'agit là d'un singulier procès, le premier du genre en Allemagne fédérale où, pour des raisons d'opportunités politiques, on juge dans ce pays un homme accusé d'avoir commis des crimes sur un territoire non allemand faisant des victimes américaines ». La cour était prévenue. Un regard sans complaisance passe sur elle : celui des hezbollahs de Beyrouth et celui de l'Amérique.

LUC ROSENZWEIG.

# Europe

Le Parlement autorise la publicité sur les chaînes de radio et de télévision privées

Le Parlement européen a voté, le mardi 5 juillet, une résolution autorisant la publicité commerciale sur les chaînes de radio et de télévision privées. Cette décision marque un tournant important dans la régulation des médias en Europe. La résolution, adoptée à l'unanimité, reconnaît le droit des stations de radio et de télévision privées de diffuser des publicités commerciales, sous réserve qu'elles ne soient pas discriminatoires par rapport aux stations publiques. Elle insiste également sur l'importance de garantir l'indépendance éditoriale des médias privés et de prévenir toute ingérence politique ou économique excessive. La mesure est considérée comme une étape décisive vers une plus grande concurrence et une plus grande diversité dans le paysage médiatique européen.

## Des victimes à Erevan

Des victimes à Erevan. Une nouvelle vague de violence a éclaté dans la capitale arménienne, entraînant la mort de plusieurs personnes et de nombreuses blessures. Les autorités locales ont déclaré l'état d'urgence et ont déployé des forces de sécurité pour maintenir l'ordre. Les causes de ces émeutes restent floues, mais elles semblent liées à des tensions sociales et politiques profondes. Des rumeurs de persécution religieuse ou ethnique ont circulé, provoquant une réaction en chaîne. Les services de secours ont été mobilisés pour soigner les blessés et identifier les victimes. La situation à Erevan reste tendue, et les autorités appellent à la modération et à la non-violence.

Des victimes à Erevan. Les autorités arméniennes ont annoncé la mort de trois personnes et de nombreuses blessures lors d'émeutes survenues à Erevan. Les causes de ces émeutes restent floues, mais elles semblent liées à des tensions sociales et politiques profondes. Des rumeurs de persécution religieuse ou ethnique ont circulé, provoquant une réaction en chaîne. Les services de secours ont été mobilisés pour soigner les blessés et identifier les victimes. La situation à Erevan reste tendue, et les autorités appellent à la modération et à la non-violence.

Des victimes à Erevan. Les autorités arméniennes ont annoncé la mort de trois personnes et de nombreuses blessures lors d'émeutes survenues à Erevan. Les causes de ces émeutes restent floues, mais elles semblent liées à des tensions sociales et politiques profondes. Des rumeurs de persécution religieuse ou ethnique ont circulé, provoquant une réaction en chaîne. Les services de secours ont été mobilisés pour soigner les blessés et identifier les victimes. La situation à Erevan reste tendue, et les autorités appellent à la modération et à la non-violence.

**Barnett**  
Chemisier Habilleur  
**SOLDE**  
TOUT SON STOCK  
AVANT TRAVAUX  
OUVERT SANS INTERRUPTION  
DE 10 H A 19 HEURES  
10, AV. VICTOR-HUGO, 169



## Europe

DANEMARK : après de longues querelles politiques

### Le Parlement autorise la publicité sur les chaînes de radio et de télévision privées

COPENHAGUE  
de notre correspondante

Après Danemark, les stations de radio et de télévision locales ou privées, ont, comme dans le reste de l'Europe occidentale, poussé comme des champignons ces dernières années. Après des mois de controverses, elles ont obtenu le droit de faire appel à la publicité pour financer leurs activités. Ce fut, vort, assorti de certaines restrictions, leur a été donné juste avant les vacances d'été par le Parlement à la suite d'un compromis scellé entre les trois partis au pouvoir (conservateur, libéral et radical) et les trois partis de l'opposition (socialiste, chrétien-démocrate, centre-démocrate et progressif).

Ces nouvelles dispositions entrèrent en vigueur le 1<sup>er</sup> août pour les radios et le 1<sup>er</sup> mars 1989 pour les télévisions. Chaque station doit verser 10 % de ses bénéfices à un fonds, qui aidera, par le biais de subventions, les stations « déshéritées », c'est-à-dire celles qui refusent la publicité, ou qui ne peuvent obtenir des contrats pour passer un minimum d'annonces. Les quotidiens nationaux et les journaux locaux pourront investir dans ces radios et télévisions privées.

Pendant de longues années, les milieux politiques danois, de gauche comme de droite, s'étaient opposés avec acharnement à l'introduction de la publicité dans l'audiovisuel, public ou privé. Mais, sous les pressions extérieures diverses (dans ce domaine, les autres pays nordiques ont nettement devancé le Danemark) et avec la multiplication des satellites, appelés à faire entrer la publicité dans tous les foyers, ils ont dû jeter du lest.

L'Estat a été le premier à donner l'exemple en décidant, il y a environ

deux ans, la création d'une seconde chaîne de télévision nationale, qui devrait pouvoir fonctionner à partir de l'automne prochain. Elle sera en partie financée par la publicité. Quant aux radios et aux télévisions locales privées, autorisées à émettre « à titre uniquement expérimental », elles essayaient de se débrouiller comme elles le pouvaient pour survivre. La plupart avaient recours au bingo, aux loteries et tombolas, susceptibles de remplir leurs caisses.

Le plus grand succès remporté jusqu'ici par cette catégorie de stations revient à Kanal 2, qui n'a pas le droit d'émettre en dehors de la capitale et de sa banlieue. Grâce à un système de décodage inspiré du système français, cette station, en partie soutenue par des capitaux suédois, a vu grandir de façon insoupçonnée le nombre de ses abonnés.

Les sociaux-démocrates et l'extrême gauche avaient voté contre ces nouvelles dispositions, ce qui est assez surprenant. En ce qui concerne les stations de radio privées locales et six stations de télévision contrôlées uniquement par les syndicats. Au dernier congrès de la centrale syndicale, LO, qui compte un million deux cent mille membres, les délégués ont décidé d'allouer 20 millions de couronnes (18 millions de francs) au secteur audiovisuel de leur mouvement, qui est très étroitement lié au Parti social-démocrate. De surcroît, pour renforcer leur influence, ils ont créé une société pour l'audiovisuel, AEM Invest, qui a émis 40 millions de couronnes d'actions, vendues aux principaux syndicats dominés par le social-démocratie. Pour sa campagne aux élections générales de septembre 1987 et de mai 1988, la gauche avait pu s'appuyer sur ces moyens appréciables de propagande.

CAMILLE OLSEN.

### Les troubles ethniques en URSS

#### Des victimes à Erevan

(Suite de la première page.)

Depuis le début de la semaine, des rassemblements de masse se tiennent à nouveau autour de la place de l'Opéra. Mardi soir, selon des sources, entre cent cinquante mille et deux cent mille personnes s'étaient réunies pour marquer le jour anniversaire de la décision prise, selon eux, par Staline, en 1923, de rattacher la région, en majorité arménienne, du Haut-Karabakh à l'Azerbaïdjan.

Les grèves ont été déclenchées, selon les *Investia*, à l'appel du Comité arménien du mouvement Karabakh. Celui-ci a présenté cinq revendications. Il demande un règlement « sans délai » de la question du Haut-Karabakh, le retrait d'Erevan des forces armées dépendant du ministère de l'Intérieur. Il demande aussi que le procès de Soumgaït (contre les auteurs présumés du massacre de fin février, ayant fait au moins trente-trois morts parmi les Arméniens) se déroule entièrement sous la responsabilité du Soviet suprême.

Il réclame ensuite que toute la lumière soit faite sur une récente

affaire d'empoisonnement au gaz dans une usine textile d'Arménie, que des rumeurs attribuent à un acte criminel azerbaïdjanais. Enfin, les grévistes exigent « la fin du blocus imposé à la région du Haut-Karabakh » qui n'est plus reliée à l'Arménie que par une voie aérienne, les routes situées en territoire azerbaïdjanais ayant été coupées.

A Moscou, l'académicien André Sakharov s'est déclaré déçu par les résultats de la conférence du PC soviétique relative au Haut-Karabakh, dont la population arménienne réclame le rattachement à l'Arménie. Au chapitre des nationalités, la conférence s'est achevée en proposant la création d'un organisme gouvernemental chargé d'examiner ce dossier et les relations interethniques. « J'attendais davantage en tout cas et je voudrais davantage (...), le problème doit être réglé selon la Constitution et le droit du peuple arménien, qui est majoritaire dans cette région autonome. J'espère qu'il en sera ainsi », a-t-il déclaré dans une interview accordée à Radio-France et TF 1. (AFP, Reuter.)

### OU TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ ?

Téléphonez d'abord ou venez à la  
LIBRAIRIE  
LE TOUR DU MONDE  
9, rue de la Pompe, 75116 PARIS  
45-20-87-12

- Si le titre que vous cherchez figure dans notre stock (100 000 livres dans tous les domaines) : vous l'aurez en 24 heures.

- Si n'y figure pas : nous diffusions gratuitement votre demande auprès d'un réseau de correspondants ; vous recevrez une proposition écrite et chiffrée que nous soumettons à nos clients.

AUCUNE OBLIGATION D'ACHAT

### MARIA RAZUMOVSKY

signera son livre paru aux éditions NOIR SUR BLANC

### MARINA TSVETAIEVA

Mythe et Réalité

Textes lus par Catherine Baugue  
élève d'Antoine Vitez  
le 7 juillet à 18 heures

Librairie-Galerie EFTE  
7, rue de Bourgogne, 75007 Paris

## Amériques

Cuba à l'heure de la « castroïka »

### La révolution banalisée

LA HAVANE  
de notre envoyé spécial

En l'an 30 de sa révolution, Cuba occupe toujours la scène internationale une place de choix. Quel pays sous-développé, d'une surface égale au cinquième de la France et dont la population ne dépasse que légèrement les dix millions d'habitants, peut prétendre à une aussi forte présence ? La grande île des Caraïbes sait encore faire entendre sa voix. Pourtant l'image traditionnelle du « pays révolutionnaire exportateur de guérillas » a bien changé.

Un récent exemple illustre cette évolution. Peu après l'enlèvement en Colombie du dirigeant conservateur Alvaro Gomez Hurtado à la fin du mois de mai, Fidel Castro a tenu à téléphoner au président colombien, M. Virgilio Barco, ainsi qu'à son prédécesseur, M. Belisario Betancur. Leurs assauts non seulement Cuba n'était pour rien dans cette opération, menée par un mouvement de guérilla dit « pro-castro », mais proposa une aide éventuelle pour mettre fin à ce nouvel épisode tragique de la violence colombienne.

Dans la plupart des pays d'Amérique latine — exception faite des dictatures chiliennes et paraguayennes — l'ancien mythe du « monde cubain » n'a plus cours. La Brésil est le dernier pays à avoir renoué ses relations diplomatiques avec La Havane. Le président uruguayen Julio María Sanguinetti estimait pour sa part, dans ces colonnes, il y a tout juste un an, que « Cuba n'est plus aujourd'hui exportateur de révolution » (le Monde du 18 juin 1987). Il rappelait que des relations diplomatiques « normales » avaient été rétablies entre les deux pays. Pour beaucoup d'autres Etats du continent, une telle perspective ne paraît plus impensable.

En avril 1985, le président équatorien de l'époque, M. Fabra Cordero, avait été le premier chef d'Etat « conservateur » de la région à être accueilli officiellement à La Havane. Son successeur, M. Borja — élu le 8 mai dernier — invite Fidel Castro à Quito pour les cérémonies d'investiture du mois d'août. Comme le souligne un observateur, « les problèmes de sécurité mis à part, le chef de l'Etat cubain soutient de plus en plus sa tendance à l'étranger et parcourt le monde — pas seulement socialiste — comme n'importe quel autre dirigeant politique ».

Depuis la guerre des Malouines, qui a renforcé une « conscience latino-américaine », et le retour à la démocratie de beaucoup de pays de la région, Cuba apparaît de plus en plus comme un partenaire acceptable. Les multiples erreurs politiques du grand voisin américain dans la région, qu'il s'agisse du Nicaragua ou du ridicule imbroglio panaméen, ont accéléré cette évolution. Dans le cas de Panama, Cuba joue au vu et au vent, sans son credo sur « l'impérialisme américain » trouve ici un exemple sur mesure. Les autorités de La Havane peuvent même s'offrir le luxe de ne soutenir le général Noriega que du bout des lèvres en insistant, comme le dit un haut fonctionnaire du ministère cubain des relations extérieures, sur le fait que « les qualités ou les défauts de l'homme n'ont rien à voir. Il s'agit avant tout de l'ingénierie inacceptable de Washington sur une armée d'origine populaire attachée à défendre son indépendance et sa prochaine souveraineté sur la canal ».

En Amérique centrale, la réaffirmation évidente de l'appui au gouvernement sandiniste et aux guérillas salvadoriennes du Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) n'empêche pas Cuba, comme le souligne un membre du comité central, « d'applaudir au dialogue au Nicaragua et de soutenir une solution comparable au Salvador en soulignant toutefois que les deux mouvements armés, la Contra (appuyée par Washington) et le FMLN, n'ont aucun point commun ».

#### « Subventions » soviétiques

Ce que l'on pourrait considérer comme une recherche nouvelle de respectabilité de la part des autorités cubaines ne concerne pas seulement le sous-continent américain. En Afrique australe, où la présence cubaine en Angola remonte à plus de treize ans, l'évolution est aussi sensible. Les pourparlers quadripartites entre l'Afrique du Sud, les Etats-Unis, l'Angola et Cuba semblent connaître de rapides progrès, même si, du point de vue de La Havane, la nécessité d'un compromis à plusieurs origines.

Le renforcement de la présence militaire cubaine en Angola, qui dépasserait actuellement cinquante mille hommes, a certes permis des succès sur le terrain. Mais cette présence, avec le coût des transports et de maintenance qu'elle implique, constitue un lourd fardeau. Même si l'armement provient d'Union soviétique et si le ravitaillement des troupes est assuré par les Angolais, l'accroissement important des forces cubaines reste à la charge de La Havane ; d'autant plus que le matériel sophistiqué envoyé sur place exige un entretien coûteux.

La mobilisation « internationaliste » de la population cubaine est cause de multiples difficultés. Elle est souvent synonyme de promotion pour les cadres, mais les « appelés » ou les sans grade ne souhaitent qu'une chose : déserter l'Angola. « Tous sont volontaires et fiers », affirment les autorités, plus simplement, la population a créé un mythe pour désigner cette « corvée » : c'est le travail volontaire... La presse a beau souligner le courage de ces « héros » et publier des témoignages enthousiastes, personne n'est dupe.

Un autre élément vient encore accroître le malaise, c'est le nombre des victimes. « Les familles sont prévenues personnellement du décès d'un proche », dit un observateur, « mais aucun bilan global n'est connu. Récemment — c'est exceptionnel — erreur, lorsque un avion cubain a été abattu par la DCA cubaine... ».

La décente Est-Ouest et les exemples afghans et cambodgiens exercent une influence évidente. Même si les autorités cubaines « démentent catégoriquement une quelconque intervention soviétique », dans le dossier angolais, l'influence de l'URSS n'est sans doute pas étrangère aux progrès enregistrés ces derniers mois. Or les relations entre Moscou et La Havane, si elles sont qualifiées « d'excellentes » à Cuba, se développent dans un contexte sensiblement transformé.

L'accord de coopération, reconduit à l'automne dernier entre les deux pays, permet toujours à Cuba de recevoir une aide d'environ 4 milliards de dollars par an. L'assentiment de ce

soutien relève de « subventions ». Moscou achète du sucre à un cours supérieur au marché mondial et cède du pétrole à un prix inférieur, le carburant non consommé par La Havane pouvant être revendu au prix fort. Mais les évolutions récentes en Union soviétique peuvent être à l'origine de nouveaux problèmes pour La Havane. La plus grande autonomie des entreprises soviétiques, par exemple, risque de rendre plus difficile les échanges entre les deux pays, Cuba n'ayant pas la réputation d'être un fournisseur exempt de critiques. La campagne de rectification engagée par La Havane, qui vise à rationaliser la production et à retrouver une certaine « efficacité économique », ne serait pas sans lien avec cette nouvelle nécessité imposée par le grand frère.

La présence soviétique est encore forte. L'ambassade d'URSS s'abrite dans l'un des bâtiments les plus imposants de la Havane, en forme de tour de contrôle d'aéroport. Selon des sources américaines, près de 10 000 Soviétiques vivraient en permanence dans le pays. La plupart des grands bateaux du port battent pavillon soviétique, comme ce navire de guerre hérisé d'antennes et de radars qui vient se ravitailler régulièrement.

#### « L'après-Reagan »

Au plan intérieur les relations entre l'Eglise et les autorités cubaines ont été marquées par de considérables assouplissements. Pour la première fois depuis la Révolution une vingtaine de religieux étrangers ont été autorisés le mois dernier à exercer leur apostolat dans l'île. Cette normalisation, publiquement acceptée depuis 1985, touche aussi les droits de l'homme. L'évêque américain O'Connor a obtenu officiellement, il y a peu, la libération d'environ trois cent cinquante prisonniers politiques qui seront autorisés, s'ils le désirent, à émigrer vers les Etats-Unis. Une cinquantaine jugés « dangereux » restent dans les geôles cubaines.

Les récentes pressions exercées aux Nations unies par Washington sur le régime des prisons de l'île ont finalement abouti à une visite d'une délégation de la Croix-Rouge qui, en juin, se trouvait en mission à La Havane. Fait rarissime : le dirigeant de l'une des deux commissions dissidentes des droits de l'homme, M. Elizardo Sánchez-Cruz, a été autorisé à séjourner quelques mois à Miami et aux Etats-Unis et à retourner ensuite dans son pays.

La « banalisation » du régime castriste a, bien sûr, ses limites. Les liens privilégiés avec l'Union soviétique et les pays du bloc socialiste ne sont pas rompus en cause. L'idéologie « révolutionnaire » est rappelée avec la campagne actuelle pour la « rectification » et le combat contre le « voisin impérialiste ». Mais les autorités de La Havane insistent sur « l'évolution positive attendue avec l'élection du prochain chef d'Etat américain ». « L'après-Reagan, dit un haut dirigeant du comité central, ne peut qu'augurer des jours meilleurs. Même un républicain comme Georges Bush ne devait pas commettre les mêmes erreurs que Ronald Reagan. » Toutefois, le « nouveau pragmatisme » prêté par Cuba aux pays occidentaux et aux Etats-Unis n'est pas l'apanage de ces derniers : Cuba aussi a inféché sa politique, même si on ne l'admet encore que du bout des lèvres à La Havane.

DENIS HAUTIN-GUIRAUT.

### ÉTATS-UNIS : le départ prochain de M. Meese

#### La démission du ministre de la justice soulage les républicains

WASHINGTON  
correspondance

L'annonce de la démission — sans doute à compter du mois d'août — de l'atorney général Edwin Meese a été accueillie avec soulagement par le président Reagan et surtout avec une grande satisfaction par le vice-président Bush, candidat à la Maison Blanche.

M. Meese était devenu en effet un personnage embarrassant. Mais, assuré du soutien de son vieil ami le président Reagan, il avait longtemps résisté à toutes les pressions, y compris celles des républicains qui souhaitaient voir partir au plus vite ce ministre de la justice qui, comme la femme de César, aurait dû être accusée de tout soupçon.

Or M. Meese n'a cessé, dès son entrée en fonctions, d'avoir des démêlés avec la justice. A deux reprises, il a fait l'objet d'enquêtes menées par des procureurs spéciaux. Il lui a été reproché, notamment, d'avoir usé de son influence pour favoriser un ami, M. Wallace, en l'aider à renforcer l'entreprise Wedtech travaillant pour la défense nationale. Il aurait également « aidé » M. Wallace pour un projet d'olédune en Irak, qui n'a jamais été réalisé. Enfin M. Meese aurait favorisé une compagnie de téléphone dans laquelle sa femme et lui-même avaient des intérêts.

Aussi, plusieurs hauts fonctionnaires et proches collaborateurs de l'atorney général avaient démissionné depuis le début de l'année, estimant ne plus pouvoir travailler avec un patron suspect d'agissements douteux.

Apparemment, M. Meese a attendu, pour faire part de sa démis-

sion, les conclusions du rapport du procureur spécial McKay spéficiant qu'il ne serait pas inculpé. En fait, ce rapport n'a pas encore été rendu public, mais M. Meese n'a pas attendu longtemps pour annoncer que ce document de huit cents pages, rédigé après une enquête de quinze mois, le disculpait complètement de toutes les accusations de trafic d'influence portées contre lui. Sa démission a été habilement calculée. Il aurait en effet pu faire l'objet d'une enquête administrative des services du ministère de la justice, notamment sur une éventuelle violation des règles de l'éthique. Mais dès l'instant où il cesse d'appartenir à ce ministère, il est à l'abri de l'enquête administrative.

#### La cible favorite des démocrates

A l'approche de la campagne électorale, M. Meese n'a pas été finalement insensible aux arguments des républicains, dont certains lui ont déjà exprimé leur gratitude. Il était devenu la cible favorite des démocrates pour qui il incarnait la corruption ambiante de la Maison Blanche. Après les condamnations de MM. Deaver et Nofziger, anciens proches collaborateurs du président, les activités de M. Meese étaient considérablement M. Bush. Aussi, à l'annonce de la démission de l'atorney général, le candidat républicain a dit laconiquement : « Il a bien fait... Je lui souhaite bonne chance... ».

Reste à savoir si le rapport McKay innocentera M. Meese aussi complètement que celui-ci l'affirme. Les observateurs pensent que le rapport fera état de violations des règles

de l'éthique ne justifiant pas des poursuites criminelles, mais tout de même révélatrices d'un comportement douteux et indigne d'un ministre de la justice. Les démocrates, eux, sont satisfaits de voir partir un homme dont l'attitude était dictée par l'idéologie conservatrice, aussi bien en matière d'avortement que de défense des droits civiques ou de protection légale des prisonniers. Mais pour les républicains de droite, M. Meese reste « un héros... Le meilleur attorney général de notre époque... ».

Les journalistes appréciaient cet homme rubicond, jovial, pour son franc-parler, son souci de répondre à toutes les questions, et surtout pour son aptitude à encaisser les coups sans jamais perdre son sang-froid.

Il était vraiment « la créature » du président Reagan qu'il avait connu et servi à l'époque où celui-ci n'était encore que gouverneur de Californie. Le président lui manifestait une grande indulgence, le considérant sans doute maladroit plutôt que malhonnête. Une véritable affection liait les deux hommes, et jamais le président ne défendit avec autant de force un ami en difficulté.

Son départ marque la fin des « Californiens » de l'administration Reagan, dont beaucoup ont en maille à partir avec la justice. En tout cas, après les démissions successives de collaborateurs aussi proches que furent Casper Weinberger à la défense, Donald Regan et Howard Baker à la Maison Blanche, le départ de M. Meese crée une atmosphère de fin de règne et marque le début d'une désintégration progressive de l'établissement républicain.

HENRI PIERRE.

## Afrique

### TUNISIE

#### Ratification de la convention des Nations unies contre la torture

TUNIS  
de notre correspondant

La Tunisie est devenue le premier pays arabe à ratifier la convention des Nations unies « contre la torture et autres peines ou traitements cruels inhumains ou dégradants », instituée en décembre 1984 par l'Assemblée générale et entrée en vigueur voici un an.

A l'époque, le représentant tunisien à l'ONU avait émis des réserves — comme la plupart des pays socialistes et du tiers-monde — sur les dispositions de la convention relative aux prérogatives accordées à une commission de contrôle.

C'est sur la demande de M. Ben Ali que ces réserves ont été levées et que les députés tunisiens ont voté à l'unanimité, le mardi 5 juillet, la loi portant ratification de la convention. Cette ratification, a déclaré le premier ministre, M. Hédi Baccouche, « est l'occasion pour nous de nous engager et d'affirmer que la pratique de la torture a cessé d'avoir cours dans notre pays, et de concrétiser les orientations humanistes et civilisées, proclamées par le chef de l'Etat dans sa déclaration du 7 novembre ».

M. D.



# Le "Vieux", le dauphin

Combien de temps le « béliet de Yamoussoukro » tiendra-t-il sur cette périlleuse liende de défense? Que comment se passe cette épreuve? Les forces en allures de poker menteur? De la réponse à ces questions dépend largement l'avenir immédiat de dix millions d'Ivoiriens. Or le cacao est par nature un produit périssable. Sous les tropiques un stock de fèves ne se conserve que quelques mois. Au-delà, l'humidité le fait moisir. A Vridi, quartier portuaire d'Abidjan, la société Abile-Gal a fait œuvre

**Diversifier :** ce mot d'ordre ivoirien est devenu réalité. L'hévéa est le fleuron de cette politique. Sur un marché très « porteur » — celui du caoutchouc de qualité — la Côte-d'Ivoire a rapidement réussi une percée exemplaire, au point d'attirer chez elle les grands du pneumatique. Autre succès : le coton, dans le Nord, l'huile de palme, les fruits tropicaux. Ces cultures d'appoint.

« Mais le maintien de l'actuel « prix garanti », qui surprotège le planteur, n'est-il pas contraire à l'esprit de compétition ? L'hostilité de principe de M. Félix Houphouët Boigny à une baisse du prix au producteur, réaffirmée à toute occasion, n'empêche pas cette idée de faire son chemin dans les allées du pouvoir. Même si les ivoiriens rappellent avec raison à leurs conseillers versatiles que, il y a tout juste trois ans, la Banque mondiale leur demandait

Conséquence salutaire de l'austérité, les Ivoiriens « ont appris à compter ». « On ne voit plus les grands pachas distribuer des billets de banque dans leur village », note un chef d'entreprise. Mais, ce qui importe, ajoute un enquier, c'est de redonner aux Ivoiriens la foi et l'enthousiasme qui leur ont permis de construire leur pays. »

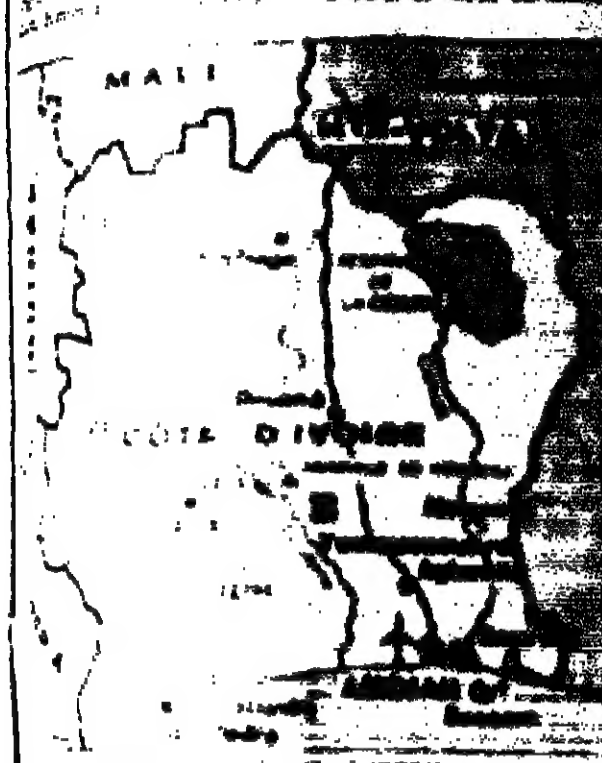
C'est ici que l'épreuve de force où est engagée la Côte-d'Ivoire prend sa valeur symbolique pour le tiers-monde. Le « Vieux » mit toujours un point d'honneur à

« On nous a trop volés ! ». Ce n'est pas un hasard si le « Vieux » retrace aujourd'hui l'accusation qu'il prononçait dès 1932 — lorsqu'il prit pour la première fois la défense des petits planteurs autochtones dans une lettre ouverte anonyme publiée par le *Troisième d'union*, un journal de la C.G.T. d'ailleurs. Manière, pour le « Vieux », de premier syndicat agricole en 1946, pour l'arrêter à l'abolition du travail forcé en 1946, d'inscrire, un demi-siècle plus tard, son combat d'aujourd'hui dans le droit fil de ses luttés d'hier. Manière aussi de faire comprendre que la Côte-d'Ivoire vit une période cruciale et délicate. Si Houphouët-Boigny s'obstine, s'il refuse de céder sur le cacao, c'est parce que le recul vaudrait à ses yeux reniement. Voilà pourquoi ce dernier combat du « Vieux » — le plus incertain — est presque pathétique.

**JEAN-PIERRE LANGELLIER**

(1) 1 franc CFA = 0,02 franc français.  
(2) Cité par Eric Fottorino dans *Le Festin de la terre*. Lieu commun, 1988, page 14.

### 36.15 LEMONDE



DE GUINÉE

[illegible]

\_\_\_\_\_

4-10-1944  
 1-10-1944  
 2-10-1944  
 3-10-1944  
 4-10-1944  
 5-10-1944  
 6-10-1944  
 7-10-1944  
 8-10-1944  
 9-10-1944  
 10-10-1944  
 11-10-1944  
 12-10-1944  
 13-10-1944  
 14-10-1944  
 15-10-1944  
 16-10-1944  
 17-10-1944  
 18-10-1944  
 19-10-1944  
 20-10-1944  
 21-10-1944  
 22-10-1944  
 23-10-1944  
 24-10-1944  
 25-10-1944  
 26-10-1944  
 27-10-1944  
 28-10-1944  
 29-10-1944  
 30-10-1944  
 31-10-1944  
 1-11-1944  
 2-11-1944  
 3-11-1944  
 4-11-1944  
 5-11-1944  
 6-11-1944  
 7-11-1944  
 8-11-1944  
 9-11-1944  
 10-11-1944  
 11-11-1944  
 12-11-1944  
 13-11-1944  
 14-11-1944  
 15-11-1944  
 16-11-1944  
 17-11-1944  
 18-11-1944  
 19-11-1944  
 20-11-1944  
 21-11-1944  
 22-11-1944  
 23-11-1944  
 24-11-1944  
 25-11-1944  
 26-11-1944  
 27-11-1944  
 28-11-1944  
 29-11-1944  
 30-11-1944  
 1-12-1944  
 2-12-1944  
 3-12-1944  
 4-12-1944  
 5-12-1944  
 6-12-1944  
 7-12-1944  
 8-12-1944  
 9-12-1944  
 10-12-1944  
 11-12-1944  
 12-12-1944  
 13-12-1944  
 14-12-1944  
 15-12-1944  
 16-12-1944  
 17-12-1944  
 18-12-1944  
 19-12-1944  
 20-12-1944  
 21-12-1944  
 22-12-1944  
 23-12-1944  
 24-12-1944  
 25-12-1944  
 26-12-1944  
 27-12-1944  
 28-12-1944  
 29-12-1944  
 30-12-1944  
 31-12-1944  
 1-1-1945  
 2-1-1945  
 3-1-1945  
 4-1-1945  
 5-1-1945  
 6-1-1945  
 7-1-1945  
 8-1-1945  
 9-1-1945  
 10-1-1945  
 11-1-1945  
 12-1-1945  
 13-1-1945  
 14-1-1945  
 15-1-1945  
 16-1-1945  
 17-1-1945  
 18-1-1945  
 19-1-1945  
 20-1-1945  
 21-1-1945  
 22-1-1945  
 23-1-1945  
 24-1-1945  
 25-1-1945  
 26-1-1945  
 27-1-1945  
 28-1-1945  
 29-1-1945  
 30-1-1945  
 31-1-1945  
 1-2-1945  
 2-2-1945  
 3-2-1945  
 4-2-1945  
 5-2-1945  
 6-2-1945  
 7-2-1945  
 8-2-1945  
 9-2-1945  
 10-2-1945  
 11-2-1945  
 12-2-1945  
 13-2-1945  
 14-2-1945  
 15-2-1945  
 16-2-1945  
 17-2-1945  
 18-2-1945  
 19-2-1945  
 20-2-1945  
 21-2-1945  
 22-2-1945  
 23-2-1945  
 24-2-1945  
 25-2-1945  
 26-2-1945  
 27-2-1945  
 28-2-1945  
 29-2-1945  
 30-2-1945  
 31-2-1945  
 1-3-1945  
 2-3-1945  
 3-3-1945  
 4-3-1945  
 5-3-1945  
 6-3-1945  
 7-3-1945  
 8-3-1945  
 9-3-1945  
 10-3-1945  
 11-3-1945  
 12-3-1945  
 13-3-1945  
 14-3-1945  
 15-3-1945  
 16-3-1945  
 17-3-1945  
 18-3-1945  
 19-3-1945  
 20-3-1945  
 21-3-1945  
 22-3-1945  
 23-3-1945  
 24-3-1945  
 25-3-1945  
 26-3-1945  
 27-3-1945  
 28-3-1945  
 29-3-1945  
 30-3-1945  
 31-3-1945  
 1-4-1945  
 2-4-1945  
 3-4-1945  
 4-4-1945  
 5-4-1945  
 6-4-1945  
 7-4-1945  
 8-4-1945  
 9-4-1945  
 10-4-1945  
 11-4-1945  
 12-4-1945  
 13-4-1945  
 14-4-1945  
 15-4-1945  
 16-4-1945  
 17-4-1945  
 18-4-1945  
 19-4-1945  
 20-4-1945  
 21-4-1945  
 22-4-1945  
 23-4-1945  
 24-4-1945  
 25-4-1945  
 26-4-1945  
 27-4-1945  
 28-4-1945  
 29-4-1945  
 30-4-1945  
 31-4-1945  
 1-5-1945  
 2-5-1945  
 3-5-1945  
 4-5-1945  
 5-5-1945  
 6-5-1945  
 7-5-1945  
 8-5-1945  
 9-5-1945  
 10-5-1945  
 11-5-1945  
 12-5-1945  
 13-5-1945  
 14-5-1945  
 15-5-1945  
 16-5-1945  
 17-5-1945  
 18-5-1945  
 19-5-1945  
 20-5-1945  
 21-5-1945  
 22-5-1945  
 23-5-1945  
 24-5-1945  
 25-5-1945  
 26-5-1945  
 27-5-1945  
 28-5-1945  
 29-5-1945  
 30-5-1945  
 31-5-1945  
 1-6-1945  
 2-6-1945  
 3-6-1945  
 4-6-1945  
 5-6-1945  
 6-6-1945  
 7-6-1945  
 8-6-1945  
 9-6-1945  
 10-6-1945  
 11-6-1945  
 12-6-1945  
 13-6-1945  
 14-6-1945  
 15-6-1945  
 16-6-1945  
 17-6-1945  
 18-6-1945  
 19-6-1945  
 20-6-1945  
 21-6-1945  
 22-6-1945  
 23-6-1945  
 24-6-1945  
 25-6-1945  
 26-6-1945  
 27-6-1945  
 28-6-1945  
 29-6-1945  
 30-6-1945  
 31-6-1945  
 1-7-1945  
 2-7-1945  
 3-7-1945  
 4-7-1945  
 5-7-1945  
 6-7-1945  
 7-7-1945  
 8-7-1945  
 9-7-1945  
 10-7-1945  
 11-7-1945  
 12-7-1945  
 13-7-1945  
 1



# Enquête

dans l'adversité

## Le « Vieux », le dauphin et les barons

ABIDJAN  
de notre envoyé spécial

**L**E mort n'a pas droit à la parole. M. Félix Houphouët-Boigny aime rappeler ce proverbe baoulé à qui voudrait le voir, de son vivant, désigner son dauphin. Autrement dit, l'héritage se mérite, et que le meilleur gagne, sous le regard muet des ancêtres ! D'ailleurs, assure-t-on, selon la tradition des Baoulés — l'ethnie du président est la plus influente de Côte-d'Ivoire — le chef emporte dans sa tombe le nom du successeur pressenti. Le « Vieux », qui fêtera ses quatre-vingt-trois ans le 13 octobre prochain, honorerait-il la coutume ?

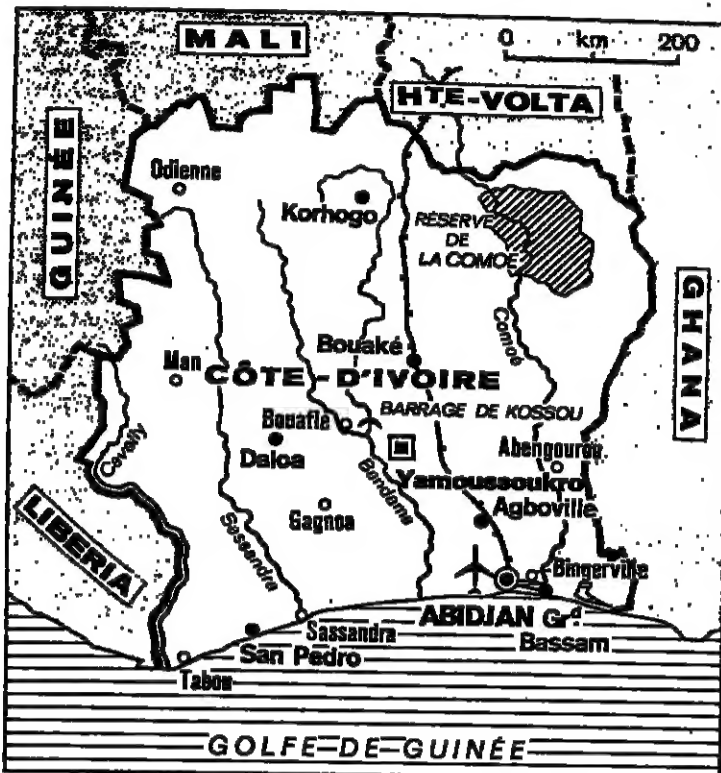
Quelques « barons » du régime, comme M. Camille Alliali, ministre d'Etat, ou M. Jean Konan Banny, ministre de la défense — Baoulés eux aussi — n'ont sans doute pas dit leur dernier mot. Troisième personnage de l'Etat à la tête du Conseil économique et social — un « placard doré », — M. Yacé, malade, semble aujourd'hui hors course.

Il reste néanmoins très populaire auprès des militants du PDCI-RDA. Le réseau d'amitiés tissé par M. Konan Bédié, et susceptible d'assurer la relève le jour venu, regroupe plutôt des cadres étrangers à la « vieille garde » du parti. Ils sont hauts fonctionnaires, enseignants ou députés. Pourra-t-il faire l'économie d'une épreuve de force au sommet ? Il

morale. Le « Vieux », qui devrait bientôt leur pardonner, montra, une fois de plus, qu'il préférerait, selon son mot célèbre, l'« injustice au désordre ».

Le maintien de la paix civile reste en effet son souci primordial. Le mot « paix » revient sans cesse dans les médias et les discours officiels. Chaque jour, la télévision diffuse une citation du président : « La paix n'est pas un vain mot, c'est un comportement. » Si M. Houphouët-Boigny a su échapper au « durcissement » politique qui guette d'ordinaire les autocraties vieillissantes — combien d'autres pays africains peuvent se vanter de ne compter aucun dévoué d'opinion ? — il n'a pu empêcher tout à fait l'immobilisme des fins de règne. « Ce pays est en proie à l'attentisme, note un diplomate. Il ne raisonne plus qu'à court terme. Il semble souvent en panne d'imagination. Il faut lui redonner un projet et des objectifs pour les quinze ans à venir afin que ses cadres donnent à nouveau leur pleine mesure. » Houphouët hier, aujourd'hui et demain », dit un autre slogan du régime. Pour la Côte-d'Ivoire, c'est un programme désormais insuffisant.

J.-P. L.



Une chose est sûre : en Afrique, le pouvoir suprême ne se partage pas. Se choisir un héritier politique exige donc de passer la main aussitôt. On voit mal « Houphouët » accomplir ce geste-là.

### Profil

Cela ne l'empêche pas d'avoir, autant que faire se peut, balisé l'avenir. Depuis la révision de la Constitution en octobre 1985, le mécanisme de la succession est en place. En cas de vacance du pouvoir, le président de l'Assemblée nationale assumera « provisoirement » les fonctions de président de la République et de président du parti unique, le PDCI-RDA. Il est tenu d'organiser une élection présidentielle dans un délai de quarante-cinq à soixante jours et peut s'y présenter. Ce scénario, s'il ne lui garantit pas *ipso facto* le succès, lui donne, à l'évidence, une bonne « longueur d'avance » sur ses éventuels rivaux.

Cet héritier présomptif est M. Henri Konan Bédié, élu président de l'Assemblée en novembre 1980 et reconduit cinq ans plus tard. Encore jeune — cinquante-quatre ans — il a déjà un long passé politique. Ministre de l'économie et des finances pendant dix ans, il fut écarté à Washington à la suite d'une affaire de corruption jamais éclaircie. Cet exil forcé auprès d'une filiale de la Banque mondiale lui permit d'enrichir son expérience et de se faire mieux connaître. Il incarne parfaitement une nouvelle génération d'hommes d'Etat africains, techniciens compétents et conscients des dures réalités internationales.

En attendant son heure, M. Konan Bédié conserve l'indispensable « profil bas » que sa fonction exige. Car il lui importe de ne pas s'exposer aux flèches de ses rivaux qui voient fatalement en lui l'« homme à abattre ». Il ne peut oublier la mésaventure de son prédécesseur, M. Philippe Yacé, naguère dauphin pressenti et, de ce fait, cible de toutes les attaques avant de tomber en disgrâce. M. Konan Bédié a de solides ennemis — et le sait — dans l'entourage présidentiel, envers lequel il garde une certaine distance, et dans l'appareil du parti.

est en tout cas bien armé pour démentir le président Houphouët qui, expliquant un beau jour la procédure intermédiaire de sa succession, évoqua le précédent malheureux d'Alain Fohrer...

Après un si long règne, le doyen des chefs d'Etat africains — réélu avec 100 % des suffrages exprimés en octobre 1985 — commence à éprouver le poids des ans. Ayant subi une double opération de la cataracte et marchant parfois avec difficulté, il doit se ménager. Mais, tous ses interlocuteurs le confirment, sa vivacité intellectuelle est intacte. Le « Vieux » demeure fidèle à un système de gouvernement bien rodé où le sens du dialogue et l'horreur du sang versé tempèrent l'autocratie, où l'alternance entre disgrâce et pardon permet, l'un dans l'autre, de résorber les crises et de récupérer les rebelles ou les déçus. Notamment parmi une jeunesse intellectuelle de plus en plus inquiète, avec raison, de son avenir devant la montée du chômage et sous la menace d'un système d'éducation trop sélectif, qui exclut chaque année des dizaines de milliers d'élèves livrés ensuite à eux-mêmes.

### Douteuse accusation

Rien d'étonnant donc si la plus récente poussée de fièvre a, précisément, eu lieu chez les professeurs. Pendant longtemps, le ministre de l'éducation, M. Balla Keita, avait vainement tenté de neutraliser l'un des très rares syndicats encore autonomes à l'égard du parti, celui des enseignants du secondaire (Synesci). Traités de « communistes » ou d'« agents de Kadhafi » parce qu'ils dénonçaient leurs mauvaises conditions de travail et critiquaient la politique d'éducation, les dirigeants du Synesci furent remplacés, il y a un an, par une équipe à la dévotion du pouvoir. La mise au pas du syndicat fut bien dans le style du régime. On arrêta treize responsables, on en condamna trois, sous la douteuse accusation d'abus de confiance, à six mois de prison avant de tous les envoyer au camp militaire de Seguela, dans le nord du pays, pour y faire leur « éducation civique et

Une basilique dans la savane

## Notre-Dame de la Paix

YAMOUSSOUKRO  
de notre envoyé spécial

soixante colonnes, l'esplanade couvre trois hectares. Cinquante mille personnes pourront prendre place sur le parvis en forme de croix. L'église elle-même et son déambulatoire, entièrement climatisés, accueilleront 18 000 fidèles. Le sommet de la coupole, la plus vaste du monde, surplombera la basilique à une hauteur de 149 mètres. Le recours à du béton architectonique, un matériau remis à la mode par Ricardo Bofill, fabriqué ici avec du sable et du gravier locaux, donnera à l'ensemble une agréable patine beige rosé.

### D'immenses vitraux

Mais l'âme de Notre-Dame, ce seront ces trente-six immenses vitraux. Véritables murs de lumière représentant des épisodes bibliques, vingt-quatre d'entre eux — hauts de 27 mètres et larges de 11 — alterneront avec d'énormes colonnes sur plus de 300 mètres de circonférence. Autour de la coupole, douze autres baies, un peu moins grandes, symboliseront les apô-

tres. L'architecture en paix leur dessin, l'architecte s'était retiré au monastère de Saint-Benoît-sur-Loire. Tout en respectant la technique de fabrication traditionnelle, nos deux verriers inventèrent machines et procédés pour accélérer la production et réduire les coûts. Ils formèrent leurs artisans sur le terrain : coupeurs, scieurs, peintres. Avec une soixantaine de personnes représentant quatorze nationalités, leur atelier est aujourd'hui le plus grand du genre au monde. Et leur pari sera tenu : ils livreront quinze mille panneaux. Chaque mois, un conteneur de douze tonnes s'envole vers l'Afrique.

La construction de Notre-Dame de la Paix est entièrement financée par la famille de M. Houphouët-Boigny. Le président ivoirien est très riche. Il l'a toujours dit et en tire fierté. Alors, une folie, ce « cadeau à la chrétienté » en plein savane ? Tout est relatif. Comme le souligne un expert, elle coûtera trois fois moins cher que l'Arche de la Défense.

J.-P. L.

« Mondes en devenir »

**DIAMANTS NOIRS AU PAYS DU MATIN CLAIR**  
Découvrir la Corée du Nord  
PIERRE BOUDOT  
13,5 x 20 cm - 208 p. - 90 F

**Berger-Levrault**  
5, rue Auguste-Comte - 75006 PARIS

**ATHÈNES 1400 F\***  
\*Départ Paris, Prix A/R, à partir de.

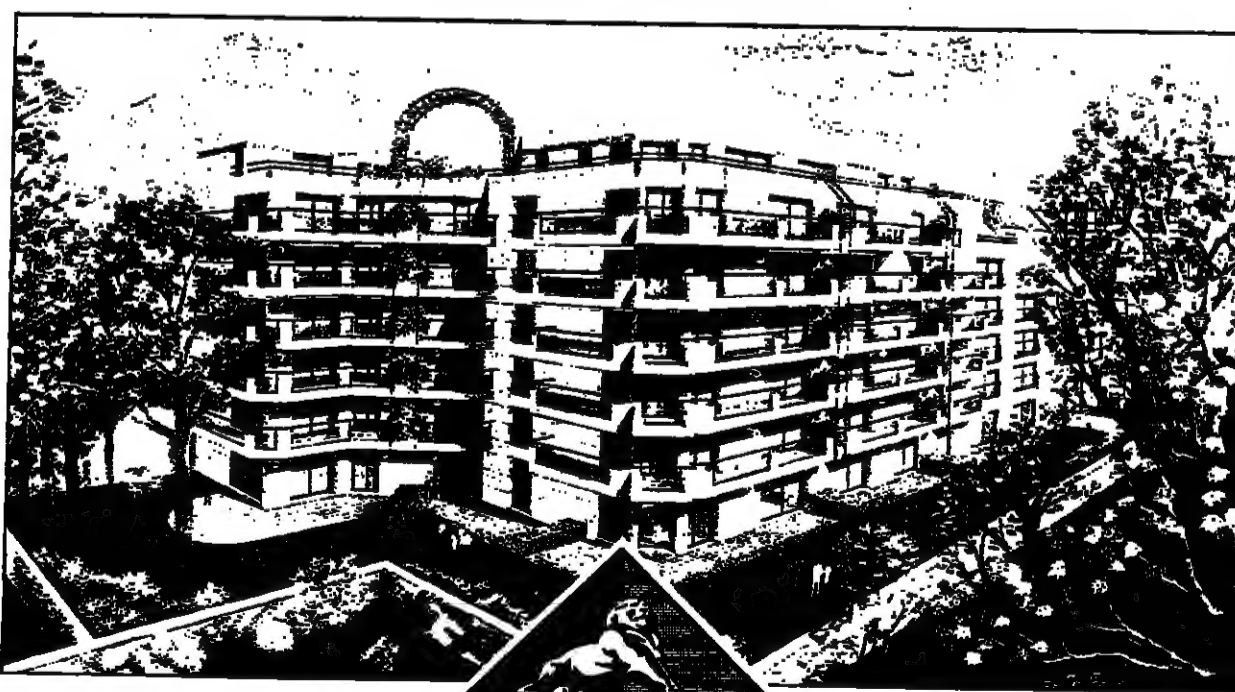
**Avec Air Charter, filiale d'Air France et d'Air Inter.**

**Jumbo CHARTER** SEULS LES OISEAUX PAIENT MOINS CHER.

MINITEL 3615 + JUMBO. PARIS 6° : 46 34 19 79  
PARIS 14° : 45 42 03 87 ET TOUTES AGENCES DE VOYAGES.

## LE PIERRE 1<sup>er</sup> SCHEFFER

5, rue Scheffer-Paris 16°



### GROUPE PIERRE 1<sup>er</sup>

Venez retrouver le sens des valeurs au cœur du Trocadéro, dans un jardin entouré de jardins, à trois rues du pittoresque marché de Passy, à trois minutes des métros, à trois pas de la Tour Eiffel.

Le Pierre 1<sup>er</sup> Scheffer réunit tous les avantages de sa situation exceptionnelle : le calme de son jardin et son ensoleillement, la sécurité, le luxe des prestations et la qualité technique de la construction.

Une résidence de prestige, de 30 appartements où les 4/5 pièces sont des espaces privilégiés.

Bureau de vente : 3, avenue du Président Wilson - 75116 PARIS - Tél. 47.20.18.16







## Politique

L'avenir de la Nouvelle-Calédonie

### M. Rocard rend hommage « au courage et au sang-froid » de la gendarmerie

Le premier ministre, qui présidait, le mardi 5 juillet à Nouméa, le baptême de la promotion des officiers de la gendarmerie nationale, a rendu hommage, à cette occasion, à « l'efficacité de l'action de la gendarmerie, dans le quotidien comme dans les circonstances exceptionnelles ». M. Michel Rocard, qui était accompagné du ministre de la Défense, M. Jean-Pierre Chevènement, a évoqué les événements de Nouvelle-Calédonie pour « rendre hommage au courage et au sang-froid dont ont fait preuve les personnels de la gendarmerie dans ces périodes difficiles ». « La nation entière, a-t-il déclaré, sait que la gendarmerie y a payé un lourd tribut. Parce que vous êtes des soldats de la loi et de la justice, vous n'avez redouté ni l'ennemi ni l'adversité. Vous trouvez toujours dans le chef de gouvernement que je suis le défenseur intransigent d'une arme dont je sais les valeurs essentielles : la discipline, la probité, le respect des lois de la République, et tout autant vous trouvez en moi l'autorité intransigente devant des défaillances individuelles qui, si elles étaient avérées, risqueraient d'entacher l'honneur

collectif du corps et, au-delà, de nos forces armées. »

M. Rocard continue, par ailleurs, de suivre personnellement le dossier calédonien. Il a reçu, mardi après-midi, les trois nouveaux hauts fonctionnaires nommés en Nouvelle-Calédonie, MM. Bernard Grassat, qui doit remplacer M. Clément Boubin au poste de délégué du gouvernement, Jean-François Denis, préfet délégué chargé du développement, et Jacques Léclapart, nouveau secrétaire général du territoire.

Dans le cadre de l'instruction menée sur l'attaque de la gendarmerie de Fayoué, le 22 avril, à Ouvéa, le juge Jean-Louis Mazières a ordonné, mardi, la remise en liberté d'un cinquième militant indépendantiste incarcéré en métropole, M. Martial Lamouille, qui avait été placé sous mandat de dépôt le 6 mai. En revanche, le magistrat a refusé la demande de mise en liberté déposée par les avocats de trois autres militants du FLNKS, MM. David Adjoungoupe, Sébastien Baly et Pascal Baly, bien que le parquet ne se soit pas opposé à la libération

du premier cité. Par ailleurs, le juge Mazières a été également chargé de l'instruction de l'affaire d'Ouvéa.

En Nouvelle-Calédonie, une certaine tension persiste dans la région de Canala et sur l'île d'Ouvéa. Deux coups de feu ont été tirés mardi, en fin d'après-midi, par des inconnus, contre des gendarmes qui effectuaient une enquête judiciaire à Canala. Peu de temps auparavant, dans la même localité, un civil avait essuyé un tir qui ne l'a pas atteint.

De même, à Ouvéa, une patrouille de gendarmerie a été la cible de deux coups de feu tirés par des inconnus à la hauteur de la tribu de Waneki. Ces incidents n'ont pas fait de blessés.

En Guyane, l'animateur du Front uni de lutte anti-colonialiste (FULAC), M. Michel Kapel, a fait savoir, à l'issue de la visite d'une délégation du FLNKS, que les indépendantistes locaux feraient campagne, à l'automne, pour une participation « massive » des Guyanais au référendum national prévu par le gouvernement.

### Les avocats du FLNKS déposent deux plaintes à la suite des mauvais traitements subis par la population d'Ouvéa

NOUMÉA  
de notre correspondant

Les avocats du FLNKS ont déposé, le mercredi 6 juillet, auprès du parquet de Nouméa, une plainte pour « violences et voies de faits » à la suite des traitements subis par treize des militants indépendantistes interpellés après l'assaut, le 5 mai, de la grotte de Gossana, à Ouvéa, et incarcérés dans des prisons métropolitaines. Les avocats ont demandé au

procureur de la République de « dénoncer les faits en matière de défense » puisqu'ils mettent en cause des militaires.

Les demandeurs, en outre, au parquet, conformément à l'article 687 du code de procédure pénale, de saisir la chambre criminelle de la Cour de cassation afin de désigner une juridiction compétente, dans la mesure où des « officiers de police judiciaire sont susceptibles d'être inculpés ».

La même procédure, ont-ils indiqué, sera déclenchée ces prochains jours concernant d'autres brutalités dont auraient été victimes les membres de certaines tribus d'Ouvéa, selon des témoignages recueillis sur place par le comité Pierre-Decker, lié au FLNKS.

Ces témoignages, qui mêlent parfois le caennais au tragique, font état de saccages, de vols, d'intimidations, d'interrogatoires « musclés » et de sévices divers qui auraient été commis entre le 22 avril, date de

l'attaque de la gendarmerie de Fayoué, et la localisation, par les forces armées, de la grotte où étaient emprisonnés les gendarmes pris en otages.

Pendant plusieurs jours, la population de la tribu de Gossana aurait ainsi subi, selon ces témoignages, une « gomme » complète de mauvais traitements de la part des forces de l'ordre recherchant les auteurs de la prise d'otages et de l'assassinat des quatre gendarmes tués à Fayoué.

### Accusations de saccages, vols, brutalités, interrogatoires « musclés »...

Voici quelques extraits de ces témoignages sur lesquels se fondent les plaintes déposées. Ils illustrent l'état de guerre qui régnait dans la tribu de Gossana au cours de cette période, et expliquent notamment pourquoi les autorités avaient alors interdit l'île d'Ouvéa à la presse.

Desire Adela : « Chez moi, les militaires ont cassé le magasin. C'est la première maison qu'ils ont détruite. Ils ont pris tout ce qu'il y avait dedans. Moi, j'ai trois maisons et ils ont tout pris dans les trois maisons. »

Ignace Nise : « Samedi 30 avril, c'est-à-dire une semaine après avoir quitté la tribu de Tèoua, le chef de la brigade de Fayoué, qui est venu ici, à Gossana, avec le colonel Picard, a demandé le représentant de la tribu de Tèoua. On s'est présenté, avec le vieux Camille Adela et quelques femmes, et nous sommes partis à la tribu de Tèoua. Dans le magasin de Bruno Matou il n'y a plus rien. Ils ont tout pris, même ce qui a été fait par les femmes. A la coopérative, nous

avons trouvé les étagères vides, les portes et les fenêtres cassées. Ils ont saccagé l'endroit du stock. Tout le contenu de la coopérative était éparpillé à l'extérieur, autour de la maison. J'ai essayé de faire l'inventaire de ce qu'il y avait dans le magasin. Le 18 avril, le jour où ils ont fermé la coop, il y avait une somme de 153 050 francs CFP (8 417,75 FF). Tout a été pris. (...) Une vingtaine de maisons appartenant à des militants FLNKS ont été saccagées par les mobiles mais en comptant celles des gens du RPCR le total se monte à une trentaine de maisons. »

Camille Adela : « Je confirme ce qu'a dit le vieux Ignace Nise (...) et ce qui me touche personnellement, c'est mon argent qui m'a été volé ; il venait du coprah. »

Maki Wéa : « Quand je suis revenu au magasin, j'étais fou. Tout a été pris : des chaussures, des sacs de conchages, des boîtes, la vaisselle, des vêtements, des boîtes. J'ai fait une facture de presque 300 000 F CFP (16 500 FF). Chez moi ils m'ont tué vingt-quatre poules ponduses, c'est-à-dire qu'ils ont fait des brochettes (...). Ils ont emmené ma tête, ils ont cassé l'autisme, ils ont pris ma voiture, et comme elle ne marchait plus, ils ont cassé la suspension avant (...). Dans la maison, c'est pire ; ils ont tout chaviré le lit, ils ont pris les sculptures, les coquillages, les sacs de conchages, les couvertures, l'argent, je ne sais pas, je ne fais pas une comptabilité (...), je sais pas ce qu'il y a dans la caisse. Ils ont pris aussi ma crosse (...). Quand ils m'ont appelé, ils étaient trois : deux GIGN et un gendarme. Ils m'ont dit : « Toi, tu es le frère de Djubelly. Hier, c'était toi qui levait le poing et qui criais fort : « A bas la France ! » Mais maintenant tu vas ramasser. Tu es un ennemi (...). Ils disaient d'importe quoi, des insultes. Ils m'ont emmené dans la maison en dur qui était à côté de la cantine. Là, ils m'ont collé au mur, les mains en l'air, puis ils ont commencé à m'interroger, me questionner. Moi, je ne répondais rien ; je disais que je ne savais pas. Entre-temps, ils me donnaient des coups de poing ; le GIGN avait fait des décharges électriques. Il a commencé à me mettre la matraque au menton. Chaque fois que je ne répondais pas il appuyait là (...) et je tombais par terre à cause de l'électricité. J'ai reçu au moins six à sept décharges électriques. »

Georges Omniwak : « Le gars qui nous posait des questions avait dans sa main une baguette, une espèce de matraque avec une décharge électrique au bout. J'en ai eu droit trois fois : une au ventre, et deux à l'épaule. Le gars portait une cagoule noire. »

Lomani et Anna Omniwak : « Ils ont tout volé (...). Ils ont cassé la vaisselle, les bijoux de ma femme. Les valises, la malle de mon père et de ma mère que je gardais en souvenir, tout était cassé (...). Ils ont également saccagé l'ensemble des deux gosses qui avaient aussi deux petits porte-monnaie comme tire-lire. Ils ont volé de l'argent, pour au moins 2 000 F CFP (110 FF) en pièces de 100 F CFP (5,5 FF). Tout a été volé. »

« PONS  
BOIS & VUS »

Camille Adela : « Il m'a mis un revolver sur la poitrine et il m'a dit de montrer l'endroit où étaient les otages. J'ai répondu que je ne savais pas où ils étaient (...). Ils m'ont attaché le cou avec un manou et m'ont étranglé (...). Il serrait fort, moi je ne pouvais plus respirer et je me suis évanoui (...). C'était un mobile. »

Bruno Matou : « Sur la photo de Paris-Match, du 27 mai 1988, prise à Saint-Joseph, je reconnais parmi les militaires l'un des ceux qui m'ont torturé à l'électricité. »

Gervais Nahiet : « C'est là qu'un membre du GIGN m'a dit : « Alors, tu dis la vérité ou je te descends ». C'est là qu'il a chargé son arme et il a tiré trois coups en face de l'arbre, à ras de moi. Je l'ai reconnu, là-haut dans la grotte, il était pris en otage. »

Raphaël Wéa : « Ils m'ont dit d'abord de toucher la matraque et quand j'ai touché le bouton j'ai lâché : ils m'ont demandé où étaient les otages. Je n'en savais rien et ils ont continué à me fouetter des décharges électriques partout, sur le visage, sur les deux joues, sur le corps, jusqu'au front, partout sur le ventre, plusieurs fois ; je gueulais très fort parce que j'avais mal. »

Pamela Wéa : « Le lundi 25 au matin, nous étions devant l'église. Ils m'ont emmené derrière et m'ont déshabillé. Il y avait trois GIGN. Ils m'ont dit de me mettre à genoux et ils ont commencé à me questionner. Ils m'ont demandé où étaient les otages et je leur ai répondu que je ne savais pas. C'est là qu'ils ont commencé à me donner des coups de poing. (...) Je suis tombé évanoui. Au moment où je suis tombé il a tiré trois coups de feu sur moi, deux côtés, au ras de mon corps, un au-dessous de la gorge en la rasant de près et après ils m'ont laissé comme ça (...). Quand je me suis réveillé, il n'y avait plus personne. Au moment où j'allais partir, un autre est venu me dire : « Rhabille-toi ! » C'est à cet instant que j'ai vu les autres sous

les arbres. Ils étaient les pieds attachés, croisés, contre les poteaux. Puis ils nous ont dit de venir devant la maison avec le vieux. Et là, ils nous ont amenés un par un, à chaque poteau pour croiser ensuite les pieds. Les mains sont attachées devant. Pendant trois ou cinq minutes, on sent encore les pieds. Après, on ne sent plus. Nous sommes restés longtemps ainsi. A ce moment, Pons est venu. Il nous a vus, là-bas, contre les poteaux. Nous, tous, nous l'avons vu. Il nous a regardés seulement, puis il est reparti. »

F.B.

● L'affaire d'Ouvéa : le juge Mazières instruit le dossier. C'est M. Jean-Louis Mazières, premier juge d'instruction au tribunal de Paris, qui a été désigné pour instruire le dossier concernant les circonstances de la mort de trois des indépendantistes calédoniens tués après l'investigation de la grotte d'Ouvéa par les forces de l'ordre. Cette décision est consécutive au désistement du tribunal de Nouméa, décidé le 22 juin, à la demande du procureur de la République de cette juridiction, par la chambre criminelle de la Cour de cassation (le Monde du 25 juin). Précédemment, et au motif d'une procédure identique, M. Mazières a été déjà chargé d'instruire le dossier concernant l'assassinat à Fayoué le 22 avril des quatre gendarmes français et la prise d'otages dans la grotte qui avait suivi.

### Les pieds-noirs mécontents de la suppression du secrétariat d'Etat aux rapatriés

Le porte-parole du mouvement du Retour, M. Jacques Rocca, a écrit, le 5 juillet, au premier ministre, au nom de son organisation, pour lui exprimer le mécontentement des pieds-noirs après la suppression du secrétariat d'Etat aux rapatriés dans le gouvernement réaménagé le 28 juin. Il lui a demandé de « pallier cette disparition par la mise en place d'une délégation interministérielle chargée du suivi des différents dossiers ».

Le Retour a, d'autre part, lancé un « appel à tous les députés et sénateurs de l'opposition pour qu'ils traduisent immédiatement, par le biais des questions au gouvernement et par toutes les voies parlementaires, le profond sentiment d'injustice ressenti par les deux millions de rapatriés ». Le mouvement envisage le lancement d'une « pétition nationale ».

Soulignant que « les problèmes d'indemnisation, d'effacement des dettes, des retraites, des rapatriés de toutes confessions n'ont toujours pas reçu de solutions définitives », M. Rocca a estimé que « des améliorations sensibles peuvent être d'autant plus espérées par les rapatriés que Michel Rocard lui-même démontre, le 15 juillet 1987, dans une lettre adressée aux associations de rapatriés, l'insuffisance des nouveaux textes, amenant même les parlementaires socialistes à ne pas voter ces lois ». (1)

(1) Dans cette lettre, M. Rocard s'exprime, à propos de la dernière loi d'indemnisation adoptée par le gouvernement de M. Chirac : « Il est en effet peu acceptable qu'un texte donnant lieu à distribution de certificats d'indemnisation ne prévoit le début de ses incitations budgétaires qu'en 1989 et les même jusqu'à l'an 2002. S'agissant de titres incalculables, non indexés et dont le montant sera intégralement soumis aux droits de succession, cet appareil constitue une véritable épave pour les rapatriés. Je ne peux que regretter que les amendements présentés par le groupe socialiste ne soient pas parvenus à modifier l'article 40 de la Constitution. »

### POINT DE VUE

#### Pouce !

par Pierre Sudreau,  
ancien ministre,  
maire de Blois

EST-IL possible dans ce pays de formuler quelques observations élémentaires sans se faire « prendre à partie » ?

Est-il impudent de constater que, pour la première fois depuis longtemps, des responsables politiques de très haut niveau poursuivent le même objectif, même s'ils ont un style différent ?

Dépasser les frontières intérieures qui défigurent et paralysent notre pays, tel est, en effet, le souhait du président François Mitterrand, avec une France unie ; du président Giscard d'Estaing, avec la décapitation ; de Michel Rocard, avec l'ouverture ; de Raymond Barre, qui l'approuve, et de nombreux hommes politiques : Philippe Séguin, Pierre Méhaignerie, Alain Juppé, par exemple, qui souhaitent rénover le style surnumé des oppositions.

Ces hommes ont raison. Depuis trop longtemps, la France vit emprisonnée dans ses affrontements internes. Certes, notre histoire est à la fois riche et lourde de passions, de fractures plus ou moins bien guéries. Mais un pays ne peut vivre replié sur son passé, ressassant sans cesse ses querelles. Il faut tourner nos complicités face à l'avenir, à l'étranger, à l'évolution mondiale. Les problèmes mondiaux de cette fin de siècle seront redoublés, et nous ne pouvons plus nous payer le luxe de perdre notre temps et notre énergie à nous quereller, en bons Gaulois que nous sommes, comme au bon temps jadis.

Il faut engager deux démarches essentielles : 1) Obtenir un consensus sur les dossiers essentiels. Il est difficile de faire évoluer les esprits, et il faut du temps. Les susceptibilités, les habitudes, les intérêts locaux, ne peuvent disparaître comme par enchantement.

Pourquoi ne pas organiser un « Marignol » avec des responsables politiques et des grands techniciens afin d'établir une liste de quelques dossiers prioritaires pour l'avenir, sur lesquels un certain accord pour-

rait être obtenu ? Même si la liste n'est pas longue, l'impact politique et psychologique permettrait de réduire sensiblement les tensions et mesquineries traditionnelles et créerait une dynamique.

2) Lutter contre la bipolarisation. Ce sera plus long. La bipolarisation est en effet officialisée, institutionnalisée depuis le référendum de 1982 avec l'affrontement de deux candidats au deuxième tour de l'élection présidentielle. Deux camps se forment, s'investissent, s'en valent. Une fois, deux fois, trois fois peut-être... mais pas toute la vie ! On ne peut gouverner éternellement une moitié de la France contre l'autre, surtout au moment où il faut créer un grand élan pour surmonter des obstacles majeurs.

Il faut donc réfléchir à de nouvelles modalités pour l'élection présidentielle. Des primaires ? Un seul tour ? Aux grands juristes de trouver la solution.

L'ouverture est une formule courageuse, mais précieuse. Il faut aller plus loin. C'est l'apaisement et le désengagement qu'il faut obtenir. Avec du courage, de la volonté, une certaine hauteur de vues, les responsables politiques peuvent y parvenir. Il faut les y aider.

#### M. Le Pen

a tenu son engagement

Paris tout ! MM. Michel Brulé et Jean-Pierre Ville, directeurs de l'Institut de sondage BVA, viennent de remettre à l'Institut Pasteur un chèque de 100 000 francs « correspondant au montant du défilé électoral » lancé par M. Jean-Marie Le Pen.

A la suite de la publication, le 25 mai, d'une enquête *l'ivoire-Paris-Match*, qui donnait le président du Front national battu dans la huitième circonscription des Bouches-du-Rhône aux dernières élections législatives, le candidat du FN avait proposé, le jour même, de parier 100 000 F sur son succès. Ayant pris l'engagement de « reverser immédiatement » cette somme à l'Institut Pasteur, M. Le Pen avait vu, dès le lendemain, BVA relever ce défi. « Les mises en cause répétées du travail des instituts de sondages par M. Le Pen nous ont amenés à ne pas nous dérober », avaient alors expliqué les directeurs de BVA.

### PROPOS ET DÉBATS

#### M. Gaudin (UDF-PR) :

##### Concessions

M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF à l'Assemblée nationale, a regretté, le mardi 5 juillet, au cours de son point de presse hebdomadaire, que les deux projets de loi présentés par le gouvernement soient deux concessions faites au Parti socialiste. Faisant allusion au rétablissement de l'impôt sur les grandes fortunes et à la création d'un Conseil supérieur de l'audiovisuel, M. Gaudin a déclaré : « Avant de réparer les concessions, M. Rocard se précipite pour les renvoyer à ses amis. » Le député (PR) des Bouches-du-Rhône a ainsi déclaré que « déjà, les actes du premier ministre ne s'accordent pas avec ses intentions et ses déclarations ».

M. Gaudin a, par ailleurs, minimisé les conséquences de l'attitude de M. Raymond Barre au sein de l'UDF.

« Il n'y a pas, a-t-il indiqué, entre urgens et l'urgence autant de différences qu'on veut bien le dire », faisant allusion à la définition donnée par l'ancien premier ministre, le 30 juin, au cours de l'émission « Questions à domicile », sur TF 1.

#### PR :

##### Rapprochement avec le RPR

Dans son numéro du 5 juillet, la lettre quotidienne d'information du Parti républicain annonce que M. François Léotard, secrétaire général du PR, et son homologue du RPR, M. Alain Juppé, devraient déjeuner ensemble mercredi. « Il s'agit, est-il expliqué, de donner un contenu concret au rapprochement avec le RPR évoqué lors du conseil national de samedi (le Monde du 5 juillet).

#### M. Lajoinie (PCF) :

##### Retrait immédiat

M. André Lajoinie, président du groupe communiste à l'Assemblée nationale, a exprimé, le mardi 5 juillet, dans *l'Humanité*, son « profond sentiment d'injustice » devant la destruction de l'Aéronef d'Iran Air par la flotte américaine. Suscitant « horreur et colère », cet acte criminel doit être fermement condamné par l'ensemble de la communauté internationale, a-t-il estimé, souhaitant « le retrait de toutes les flottes militaires étrangères ». Celui-ci « s'impose avec acuité », a ajouté M. Lajoinie, en affirmant que « l'intérêt de la France est de ne pas tarder ».







## Société

Auteur présumé d'attentats contre des militants basques

### Une jeune femme se constitue prisonnière à Bayonne

M<sup>me</sup> Dominique Thomas, la jeune femme recherchée comme pouvant être la mystérieuse « tueuse blonde » du GAL (Groupe antiterroriste de libération), soupçonnée de six attentats sanglants commis en 1985 sur la Côte basque — trois morts et de nombreux blessés — s'est spontanément présentée, le mardi 5 juillet, au palais de justice de Bayonne.

Epouse d'un riche Andorran, M<sup>me</sup> Dominique Thomas, trente et un ans, vit dans la principauté depuis une dizaine d'années. Elle y gère une boutique de cuir et de fourrures. Entendue il y a quatre mois sur commission rogatoire des juges d'instruction bayonnais, elle a toujours nié être la personne recherchée, tout en ayant connaissance du commissaire de police espagnol Amado Fouce tenu pour un des « parrains » du GAL, ainsi que M. Christian Hitier, « un voisin aux idées

d'extrême droite », dit-elle, incarcéré actuellement en Belgique.

A l'époque, la jeune femme avait été laissée en liberté alors que la jurisprudence — il n'y a pas de convention d'extradition entre la France et l'Andorre — veut qu'un ressortissant français réfugié dans la principauté soit remis à l'autorité requérante sur simple mandat de justice. Mais, à Andorre-la-Vieille, le vigier, M. Louis Delbé, représentant officiel du président de la République française, restait sourd aux sollicitations des magistrats de Bayonne.

Se disant menacé de mort par des correspondants anonymes, M<sup>me</sup> Dominique Thomas a donc décidé de se présenter devant la justice.

Après l'avoir entendue, M. Armand Riberoles, juge d'instruction à Bayonne, a incarcéré la jeune femme de tentative d'assassinat et d'association de malfaiteurs et l'a placée sous mandat de dépôt.

BIARRITZ  
de notre correspondant

Le 27 juillet prochain, parents et amis de Juan Carlos Garcia Goena, un jeune réfugié basque, déshabillé un an plus tôt par une bombe placée sous sa voiture à Hendaye, se retrouveront sur les lieux de l'attentat pour un hommage à la mémoire du disparu.

Bien que revendiqué par le GAL, cet attentat resta inexpliqué : la victime avait quitté l'Espagne, sept ans plus tôt, pour échapper au service militaire et avait entrepris des démarches auprès du consulat espagnol de Bayonne pour régulariser sa situation. On ne lui connaissait aucun lien avec l'ETA. De plus, cet assassinat intervenait après une « trêve » de dix-sept mois observée par le GAL, responsable depuis 1983 d'une trentaine d'attentats ayant provoqué la mort de vingt-deux personnes. Cette trêve avait été décidée après la décision du gouvernement français d'expulser, sous couvert d'urgence absolue, les Basques espagnols réfugiés sur la côte basque.

Ce dernier attentat sans aucune justification aura été fatal aux commanditaires du GAL : tant les juges d'instruction de Bayonne, MM. Armand Riberoles et Philippe Cavalerie, que leur homologues de Madrid, M. Baltazar Garzon, ont acquis la conviction qu'il a été ordonné contre ou, tout au moins, sans l'avis des instances supérieures, par les commissaires de police de Bilbao, MM. José Amado Fouce et Michel Dominguez qui vont valant l'objet de mandats d'arrêt interna-

tionaux pour complicité dans nombre de ces assassinats.

Les autorités françaises, furieuses, auraient alors menacé de suspendre la collaboration antiterroriste contre l'ETA. Faisant amende honorable, Madrid se serait alors décidé à se débarrasser de l'encombrante organisation secrète : vers le mi-août 1987, un correspondant anonyme téléphonait au quotidien *Diario 16* annonçant des révélations sur le GAL. Et pour preuve de son sérieux, il révélait l'existence à Urrugne, à quelques centaines de mètres de la frontière franco-espagnole, d'une cache d'armes. Deux journalistes madriléños y découvraient un coffre contenant de faux papiers d'identité, des listes de réfugiés basques avec leur signalement et leur adresse, un pistolet 9 millimètres et 2 kilos d'explosifs.

Durant les semaines qui suivirent, le mystérieux informateur devait multiplier ses confidences à la presse, mettant ainsi au jour toute la trame du GAL, ce qui permettait aux autorités judiciaires d'élucider plusieurs attentats.

Trois hommes accusés d'avoir recruté des meurtres et de les avoir présentés au commissaire Amado Fouce étaient rapidement arrêtés dans le sud de la France. Des mandats d'arrêt internationaux étaient lancés contre deux personnages-clés du GAL : Dominique Thomas et Christian Hitier, incarcéré en Belgique, sous écrou extraditionnel. Né en 1936 à Paris, ce dernier milita dans les rangs de l'OAS avant de se réfugier en Espagne en 1963. Amnistié, il ouvrit, à Pau, un magasin d'antiquités spécialisé dans les objets de souvenirs du III<sup>e</sup> Reich.

Puis il s'installa en Andorre, où il monta, en 1981, un piano-bar. Il y retrouva un ancien compagnon artisan plombier près de Bayonne qui lui présente le commissaire Amado Fouce.

Hitier est alors promu agent recruteur pour le compte du GAL : il « embauche » des anciens militaires à la dérive ainsi que la « tueuse blonde ». Profitant des facilités andorranaises, il achète les armes, dont un fusil Remington 7 millimètres qui aurait servi à tuer M. Eugenio Gutierrez, un réfugié basque établi près de Mauléon. Mais, après les ratages de ses commandos (« seulement » trois morts et neuf attentats) Hitier rend ses galons et navigue quelque temps sur les océans avant de s'installer en Belgique, où il sera arrêté le 1<sup>er</sup> mars dernier.

Deux mandats d'arrêt internationaux pour participation à association de malfaiteurs (sa photo figurait sur une fausse carte d'identité découverte dans la cache du GAL) et pour complicité dans l'explosion d'une bombe en 1984 à Hendaye, placée sous la voiture d'un réfugié basque — un blessé léger — n'ont pas entravé, pour l'instant, son extradition. Malgré des appels répétés, les juges bayonnais n'ont pu obtenir aucune information de la part de la justice belge. Un silence qui les préoccupe dans la mesure où ils considèrent Christian Hitier comme l'élément-clé, outre le commissaire Amado Fouce, qui leur permettrait de clore définitivement bon nombre de dossiers.

PHILIPPE ETCHEVERRY.

Au tribunal de Paris

### La fallacieuse « fiction » de M. Patrick du Morne-Vert

M. Patrick Amaury, auteur, sous le pseudonyme de Patrick du Morne-Vert, du livre *Mission oxygène*, consacré à l'affaire Greenpeace, et M<sup>me</sup> Josette Sainte-Marie, PDG des Editions de presse et d'information (EPI), ont été condamnées, mardi 5 juillet, par la dix-septième chambre correctionnelle de Paris, à 20 000 francs d'amende chacune pour « diffamation envers un membre du ministère » en raison d'un passage de l'ouvrage *Mission oxygène* pour M. Pierre Joux, ministre de l'Intérieur.

L'extrait litigieux accusait le ministre d'avoir mis volontairement en danger la vie des agents de la DGSE en leur fournissant des renseignements sur l'opération menée contre le Rainbow Warrior et en leur présentant comme ayant collaboré avec la Nouvelle-Zélande.

Selon la procédure applicable lorsqu'un ministre s'estime diffamé, c'est le parquet qui avait engagé les poursuites, et, à l'audience du 7 juin 1988, la défense de M. Amaury avait soutenu que le livre n'était qu'une œuvre de fiction même

s'il avait pour point de départ l'affaire Greenpeace.

Dans son jugement, le tribunal, présidé par M<sup>me</sup> Jacqueline Clavery, relève à ce propos : « S'il en était ainsi, cela supposerait de la part de son auteur un certain nombre de précautions, une mise en garde faite au lecteur, le changement de noms de divers protagonistes de l'affaire. Aucune de ces précautions élémentaires n'a, ici, été prise. Le lecteur moyen ne peut que supposer qu'il est en fait mis au courant de secrets d'Etat et à partir des confidences d'un participant ».

Les juges constatent ensuite que le passage incriminé porte « incontestablement » atteinte à l'honneur et à la considération du ministre de l'Intérieur, avant de conclure : « Il est évident que M. Amaury ne peut faire état de l'existence d'une enquête objective puisque son avocat soutient qu'il s'agit d'un livre-fiction. Il a ainsi profité de manière abusive, au ministre de l'Intérieur, d'un comportement dont il n'est pas démontré qu'il a été le sien ».

MAURICE PEYROT.

L'accident de l'Airbus A-320

### Les « boîtes noires » mises sous scellés

Un fuge d'instruction de Mulhouse a ordonné, le 5 juillet, la mise sous scellés des deux boîtes noires de l'Airbus A-320 qui s'est écrasé, le 26 juin, à Habsheim (Haut-Rhin), et qui a provoqué la mort de trois passagers. Ces boîtes noires contiennent les enregistrements des conversations de l'équipage et des caractéristiques du vol. Elles sont actuellement déposéées et détenues par la Direction générale de l'aviation civile (DGAC) et par le centre d'essai en vol de Brétigny. M. Germain Sengel, le doyen des juges d'instruction de Mulhouse, a déclaré qu'il était « anormal que l'adminis-

## Communication

Après la nomination de sept experts de l'audiovisuel

### Réactions réservées des partis et des associations

Attentisme et doute : telle est la teneur des réactions des responsables des différents partis politiques à la suite de l'annonce, le 5 juillet, par M. Jack Lang, ministre de la culture et de la communication, et M<sup>me</sup> Catherine Tasca, ministre déléguée à la communication, de la nomination de sept experts chargés de préparer le remplacement de la CNCL par le futur Conseil supérieur de l'audiovisuel (le Monde du 6 juillet). Si certaines organisations critiquent l'aspect « mandarin » de ce collège de sept experts, la plupart des hommes politiques font de ce dossier un double test. Celui de la volonté de dialogue affichée par

le gouvernement et celui du désir de garantir l'indépendance de l'audiovisuel.

Reste le problème de la CNCL. M. Lang et M<sup>me</sup> Tasca souhaitent qu'elle expédie les affaires courantes, sans prendre de décision qui pourrait modifier le paysage audiovisuel. La CNCL se réunira le mercredi 6 juillet. Parmi les sujets abordés : l'attribution des stations de télévision locale dans la région lyonnaise. Un dossier test, qui devrait donner la température des futures relations entre la CNCL et les deux ministres.

● M. François d'Aubert (UDF) : « pas incontestables ». — « Ce n'est pas parce que vous avez un organisme inscrit dans la Constitution qu'il ne se passe pas de décisions contestables », a déclaré sur France Inter le député barrois, qui a refusé de dire s'il voterait le texte de loi sur le Conseil supérieur de l'audiovisuel soumis au Parlement à l'automne prochain.

Il a par ailleurs ajouté que la CNCL avait « pris des décisions contestables mais aussi des décisions courageuses ».

● M. François Léotard (PR) : « un test ». — Insistant sur le « bilan considérable et satisfaisant » de la CNCL, M. Léotard a « regretté » son remplacement par un Conseil supérieur de l'audiovisuel, affirmant que « le meilleur moyen d'assurer l'indépendance de l'audiovisuel est de l'instance chargée de la protéger contre les décisions ».

Le secrétaire général du PR a précisé toutefois que « la réforme sera un test de la volonté de dialogue du gouvernement ».

● M. Jean-Jack Queyranne (PS) : « sortit de la préhistoire ». — Le porte-parole du Parti socialiste a dressé un portrait sévère de la

CNCL, affirmant que son « remplacement par une institution incontestable s'imposait », avant d'insister sur la volonté de dialogue de Jack Lang et de Catherine Tasca « qui tranche sur le comportement du gouvernement précédent ». « Il faut sortir de cette préhistoire de l'audiovisuel où le pouvoir politique dictait en loi dans les médias », a-t-il enfin conclu.

● M. André Lajoinie (PC) : « extrêmes réserves ». — Le député communiste a fait état sur la « 5 » des « extrêmes réserves » de son groupe quant au futur CSA, résumant une nouvelle fois que « nous [le PC] voulons une réforme totale » dans ce domaine.

● M. Pierre Méhaignerie (UDC-CDS) : « indépendance nécessaire ». — « C'est encore une réforme, cela dit, nous serons vigilants », a déclaré sur la « 5 » l'ancien ministre, qui a souligné que « dans une grande démocratie, l'indépendance des médias vis-à-vis du pouvoir politique est nécessaire ».

● M. Lolo Richard (CFDT) : « plus de droit à l'erreur ». — « Au-delà des intentions, l'essentiel va se jouer dans la manière d'aborder le dossier délicat », a déclaré M. Lolo

Richard, pour qui « le droit à l'erreur n'est plus permis ».

● Le Groupe socialiste d'entreprise de l'audiovisuel : « mandarin ». — Le GSE de l'audiovisuel, qui rassemble les professionnels socialistes de l'audiovisuel, a qualifié le collège des sept experts de « groupe surréaliste et mandarin ».

Le GSE a appelé « tous ceux qui aspirent à une véritable évolution démocratique de l'audiovisuel à le rejoindre pour peser sur les décisions qui seront prises, afin que le pluralisme soit restauré et la création nationale enfin réanimée ».

● La télé est à nous : « manque de renouvellement ». — Plaidant pour que s'engage un « véritable débat démocratique, pluraliste et ouvert sur l'audiovisuel de demain », l'association La télé est à nous a déploré « le manque de renouvellement des personnalités chargées de réfléchir sur les problèmes de l'audiovisuel ». (...) « Une fois de plus, les forces vives, jeunes et de renouvellement, sont absentes des centres de décision. Quant aux téléspectateurs, sujets ultimes de ces importantes réflexions, on décide en dehors d'eux de leur place télévisuelle ».

Premier actionnaire français d'une télévision britannique

### Canal Plus prend 10 % de TV South

Rupert Murdoch, Robert Maxwell et Silvio Berlusconi ne sont plus les seuls à défrayer la chronique à coups de rachats spectaculaires aux quatre coins du monde. Fort de ses 9 milliards de francs de capitalisation boursière et de ses 400 millions de bénéficiaires, Canal Plus est entré depuis plusieurs mois dans le club des grands groupes de communication capables de construire une stratégie internationale. Après son implantation en Belgique et en Espagne, ses projets en Afrique et en Allemagne, la chaîne payante vient de faire une entrée fracassante outre-Manche en devenant le premier actionnaire français d'une télévision britannique. Canal Plus a, en effet, acquis 10 % du capital de TV South, une des quinze compagnies de la chaîne privée ITV. La Compagnie générale des eaux, second actionnaire de la télévision à

pléage, a pris, elle aussi, dans la foulée, 10 % de la station britannique.

Fondée en 1981, par le producteur James Gawn, TV South a très rapidement obtenu la franchise de diffusion pour toute la région située au sud et à l'ouest de Londres. Un bassin d'audience qui fournit à la station un chiffre d'affaires de 172 millions de livres (1 720 millions de francs) et un bénéfice de 12,9 millions en 1987 (129 millions de francs). Très vite, la société de Southampton dévoile ses ambitions : faire partie du peloton de tête des compagnies d'ITV, agrandir sa zone de diffusion à l'occasion de la réattribution des franchises en 1992 et acquérir une dimension internationale. TV South rachète successivement Midem Organisation, la société de Bernard Chevry qui a lancé les grandes manifestations

canonnières de l'audiovisuel, et un distributeur américain, Gilson International.

Mais, il y a cinq jours, TV South a changé d'échelle en achetant pour 320 millions de dollars (près de 2 milliards de francs) MTV, la huitième société de production indépendante américaine. Productrice de séries haut de gamme comme « Hill Street Blues » ou « St Elsewhere », MTV réalise environ cinquante-cinq heures de programmes par an pour les trois grandes chaînes américaines et un important catalogue de droits. Elle annonce un chiffre d'affaires annuel de 1 milliard de francs. C'est pour financer en partie cet important achat que TV South s'est tourné vers Canal Plus et la CGE.

L'affaire s'est conclue en quinze jours. Elle coûte quelques 320 millions de francs à Canal Plus, qui dispose d'une réserve de trésorerie de 2 milliards. En échange, la chaîne payante et son partenaire de la CGE deviennent les premiers actionnaires de TV South (les participations au capital de la station sont plafonnées à 10 % et le premier actionnaire britannique n'a que 7 %) et obtiennent deux sièges au conseil d'administration. Outre cette entrée au cœur de la télévision britannique, Canal Plus renforce surtout sa position dans la production audiovisuelle en trouvant dans la corbeille de mariage un partenaire américain de la taille de MTV. Le développement de séries à dimension internationale et l'accès au marché américain sont en effet les défis majeurs de tout producteur européen. Une cellule de travail devrait rapidement être constituée entre MTV, TV South et Ellipse, filiale de production de Canal Plus.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

### La politique du sixième groupe de communication français

#### Bayard-Presse s'intéresse à l'étranger et recentre son activité audiovisuelle

Il n'existe qu'un seul point noir au sein du groupe Bayard-Presse : celui que représente son quotidien, *la Croix*. Avec une diffusion de 103 340 exemplaires en 1987, selon l'ORD (contre 108 647 l'année précédente), le journal enregistre un déficit de l'ordre de 6 millions de francs. Toutefois, le groupe de communication catholique espère le faire parvenir à l'équilibre financier au début des années 90.

Car Bayard-Presse est décidé à rester abimé au sacro. Son chiffre d'affaires en 1987 (1,2 milliard de francs) a progressé de 12 %, tandis que son résultat net s'est établi à 6,5 millions de francs. La diffusion des quatre publications éditées par le sixième groupe de communication français a augmenté de 11 % l'an dernier. Les titres lancés en 1987 ont le vent en poupe : *Popi*, nouveau journal pour enfants, est vendu à 141 000 exemplaires, *I Love English* frôle les 180 000 exemplaires tandis que *Prions en église* ne s'écoule à 125 000, selon la direction. Le groupe a d'autres projets dans ses cartons : deux journaux pour enfants (*Youpi*, dont la formule sera plus « grand public » que celle de *Pomme d'api*, et *Grain de soleil*, un titre au contenu religieux), mais également une revue documentaire pour les huit-dix ans, *Doc Images*, trois titres qui devraient paraître à la rentrée. Un mensuel proche de l'ancien *Lectures pour tous*, *C'est vrai*, dont deux numéros « zéro » ont été réalisés en collaboration avec Pierre Bellemare, devrait voir le jour en 1989, avec un tirage de départ supérieur à 200 000 exemplaires.

Y.-M. L.

### Une télévision pour le Forum des Halles

Le Forum des Halles à Paris va se doter, du 5 septembre au 2 novembre prochains, d'une nouvelle forme d'animation : une télévision. Neuf heures trente de programmes par jour seront diffusées, en circuit fermé.

Le budget de cette opération est évalué à 5 millions de francs environ. Il est financé en grande partie par les recettes publicitaires.

Mais la véritable innovation viendra des émissions en direct et interactives : interviews, caméras cachées dans l'enceinte du Forum, et surtout six liaisons satellites avec divers centres en province et à l'étranger, aux Etats-Unis en particulier.

## DÉFENSE

● **Nouvel accident d'avion militaire en Allemagne fédérale.** — En vol d'entraînement à basse altitude, un avion Phantom F-4 de la 52<sup>e</sup> escadre de reconnaissance de la Luftwaffe, basé dans le nord-ouest de l'Allemagne fédérale, s'est écrasé, le mardi 5 juillet, dans un champ à quelque 30 kilomètres à l'ouest de Hambourg. Ses deux occupants ont été blessés.











## Haut fonctionnaire, le temps d'un stage...

[illegible]

... ..

[illegible]



# Controverse autour de la fonction publique

La fonction publique est-elle une profession ? C'est la question que se pose le ministre de l'Éducation nationale, Jean-Marie Le Goff, dans son livre "La fonction publique" paru chez Grasset. Le Goff y analyse les conditions de travail des fonctionnaires et les problèmes posés par leur statut. Il propose des réformes pour améliorer leur situation et leur permettre de mieux servir le public.

Des impératifs budgétaires... La fonction publique est confrontée à de nombreux défis. Les contraintes budgétaires imposent des choix difficiles. Le Goff insiste sur la nécessité de moderniser la gestion des ressources humaines et de renforcer la responsabilité des fonctionnaires. Il appelle à une meilleure prise en compte de leur rôle social et professionnel.

La fonction publique est un secteur essentiel de notre société. Elle assure le fonctionnement des services publics et contribue au bien-être de tous. Le Goff souligne l'importance de maintenir un haut niveau de compétence et d'éthique parmi les fonctionnaires. Il propose des mesures pour attirer de jeunes talents et favoriser leur développement.

Le Goff conclut son livre en affirmant que la fonction publique est une profession à part entière. Elle mérite le respect et la reconnaissance de la société. Il appelle à une réforme globale du statut des fonctionnaires pour leur offrir de meilleures conditions de travail et leur permettre de mieux servir le public.

**PEREC**  
Entre jeu  
et mémoire

Page 16



**CUNNINGHAM**  
La dissociation

**CINÉMA**  
Les débuts  
du parlant

Pages 18 et 19



**BOULEZ**  
Témoignage  
d'un disciple

**MAGNELLI**  
Le Florentin

Pages 20 et 21



## Le Monde AVIGNON

Directeur du Festival d'Avignon depuis 1985, Alain Crombecque lui a imposé son style. Un style qui lui ressemble : faussement modeste, réellement logique, intelligemment simple. La cour d'honneur étant un lieu prestigieux et coûteux, on n'essaie pas de le subvertir, on le consacre aux « événements » du théâtre et de la danse.

Théâtre : Shakespeare. Dans la Cour, ce n'est vraiment pas une nouveauté. Mais il se trouve que, cette année, c'est Patrice Chéreau qui, pour la première fois d'ailleurs, affronte la nuit et les murailles. Il monte Hamlet, puis ce sera la mise en scène de Luc Bondy pour le Conte d'hiver. Ensuite, Merce Cunningham, déjà venu à plusieurs reprises, crée une nouvelle chorégraphie. Il arrive à la fin du mois de juillet, mais la danse est présente pendant toute la durée du Festival, grâce à Karine Saporta. Elle a séduit Alain Crombecque, qui lui a donné carte

blanche. Elle invite quelques jeunes loups et remet au goût du jour la danse de caractère, principalement russe.

Les Russes sont là — quel festival voudrait s'en passer aujourd'hui — ceux de la « perestroïka » et les autres, l'autre, Tchekhov. Plus Thomas Bernhard, Lenz, Euripide, etc., et Georges Perec, l'auteur de l'année, comme l'ont été précédemment Nathalie Sarraute et Robert Pinget. C'est le côté pédagogique organisée de Crombecque, son goût de la continuité. Il ne cesse pas de prendre en charge de grandes expositions — Magnelli, — de faire connaître les poètes — Reverdy et Passos — et aussi l'histoire du cinéma : on en est arrivé aux débuts du parlant — lequel chantait beaucoup. Sont prévus des accompagnements musicaux en direct sur des films japonais, avec des instruments hautement exotiques.

Les sonorités d'ailleurs fascinent Crombecque qui offre et s'offre cette année des groupes populaires du Pakistan. Dans ce domaine, celui de la musique, l'événement, c'est Pierre Boulez à la carrière Callet — là où, en 1985, Peter Brook présentait son Mahabharata.

Il y a bien d'autres manifestations dans ce Festival. Outre les centaines de spectacles « off » qui viennent chercher le public là où il est. Michel Hermon, qui, voilà une dizaine d'années, avait fait scandale avec les chansons sardoniques de Tilly, interprète Schubert et Brahms. Jean-Claude Carrière demande à des vedettes de lire des textes de leur choix... Le théâtre ne s'enferme pas dans un ghetto catégoriel. Il reste au centre des mouvements de l'esprit.

C. E.

## Chéreau

**PATRICE CHÉREAU** met en scène Hamlet (1) dans la cour d'honneur avec Gérard Philipe dans Richard II, le Fou dans le Lézard d'Edward Bond, Peer Gynt... Au dernier Festival, Patrice Chéreau a présenté à la Charreuse les élèves de Nanterre dans trois spectacles : Catherine de Helbrom et Penthesilée, mises en scène de Pierre Romans, Platonov, qu'il a monté après avoir tourné avec les mêmes comédiens une adaptation modernisée pour le cinéma : Hôtel de France. C'était une première prise de contact, qui se voulait modeste et a fait événement.

Si Patrice Chéreau aborde pour la première fois le plein air et la Cour, c'est jusqu'à présent il avait refusé les propositions. « En plein air, dit-il, on ne peut pas installer de décors, et le théâtre que je fais s'en passe difficilement. On est également plus pauvre en éclairage, il n'y a pas de cintres, le type de jeu est certainement différent. Dans le plein air, le théâtre se disperse, j'essaie de ne pas le disperser mais enfin ! J'ai toujours pensé qu'il était plus fort en vase clos. Maintenant, je ne sais pas, je tiens le pari. Le plein air a ses lois, j'en connais quelques-unes, il m'en reste à découvrir.

« Alors pourquoi j'ai accepté ? Je ne sais plus. J'avais vu Lucrice Borgia montée par Antoine Vitez dans un dispositif dépeuplé. L'an dernier, avec les élèves, j'ai repris confiance dans le public. A Avignon, on voit pour qui on travaille et la nécessité du travail devient évidente. Enfin, il y a Crombecque, je le connais bien, je lui ai dit oui. J'ai d'abord voulu monter la dernière pièce de Bernard-Marie Koltès. Seulement, même avec deux locomotives comme Jacqueline Maillan et Michel Piccoli, je ne suis pas sûr que la Cour soit le lieu adéquat. Pour Hamlet, oui, elle l'est.

« Quand on la voit sans les gradins, sans personne, on comprend pourquoi on y fait du théâtre depuis si longtemps. Il y a une configuration spéciale. J'en ai eu peur pendant quinze ans. A un moment donné, on doit s'essayer à ce qu'on imagine ne pas savoir faire. En définitive, depuis le début des répétitions, le défi, ce n'est plus la Cour, c'est Hamlet.

« Comme Hamlet, Patrice Chéreau vit un doute permanent. « Être ou ne pas être », autant dire : « Quel théâtre je fais ? Quel est son rapport avec le réel ? » Il est un homme du mouvement, normalement anxieux, avide de perfection et surtout de savoir. Ce qui est fait est fait, il est urgent d'avancer. Dans quelle direction ?

Il y a plus de vingt ans que Patrice Chéreau existe avec force sur la scène française, et hors des

frontières. Quelques-uns de ses spectacles marquent la mémoire du théâtre (voir encadré). Il est parvenu à une maîtrise et une notoriété qui lui donnent envie de prendre de nouveaux risques. Lesquels ?

Il est fasciné par le cinéma, peut-être parce qu'il n'y a pas encore trouvé sa vraie place. Mais ses racines sont au théâtre. Avignon lui offre l'occasion de faire le point. Il y envoie les Amandiers. L'an dernier, il y a eu les élèves — on en retrouve plusieurs dans les distributions — cette fois il y a les productions. Le Conte d'hiver dans la mise en scène de Luc Bondy succède à Hamlet dans la Cour d'honneur. Pierre Romans — responsable de l'école — monte un spectacle Tchekhov, et Daniel Emilfork un spectacle de lui-même. Enfin on doit voir la Solitude des champs de coton, de Bernard-Marie Koltès, rencontre entre un dealer frimeur, qui en définitive n'a rien d'autre à vendre que sa faconde et sa carcasse affaissée, et un client méfiant, sournois et naïf.

Le client est Laurent Malet. Le rôle du dealer a été créé par Isaac de Bankolé tout plein du plaisir des mots. Patrice Chéreau a repris le personnage, notamment à Grenoble, Villurbanne, Berlin et pour quelques représentations à Nanterre. C'est la révélation d'un comédien grandiose. Une surprise. Sur scène, il n'avait pas joué depuis la reprise de Toller à l'Odéon en 1973. En 1970, toujours à l'Odéon — et après Marseille — il a provoqué le scandale en faisant de Richard II un adolescent languide entouré de mignons, accroupi dans le sable pour raconter la triste histoire de la mort des rois. Mais il dit n'avoir jamais pensé à devenir un acteur à part entière.

« J'ai toujours su, dit Patrice Chéreau, que je voulais être metteur en scène. Si j'ai beaucoup joué, au lycée Louis-le-Grand, c'est par manque de personnel. Je jouais les vieillards, j'aimais ça. J'aimais me déguiser, changer ma voix, tout. J'étais très fort dans les compositions et les postiches, ce qui apprend très bien à travailler, mais pas forcément à devenir comédien, c'est-à-dire juste à dire ce qu'on a à dire. Des années ont passé avant que je tiens un rôle de mon âge, et c'était seulement un officier, dans Les Solitaires, en 1968, à la reprise à Gémier.

« Et puis il y a eu Richard II. Là j'ai un peu approché ce que c'est que d'être acteur. Je ne pensais pas du tout le faire, mais ça n'avait pas marché avec le comédien prévu, et je ne trouvais personne. Personne ne me faisait confiance, je n'étais pas connu. Finalement, Daniel Emilfork m'a dit : « Pourquoi tu ne joues pas ? » C'est toujours l'histoire, je me



mais laissé convaincre. Il m'a dirigé, m'a empêché de me servir de mes trucs, m'a obligé à parler avec ma vraie voix. J'ai compris des choses un peu secrètes, par exemple le travail sur la mémoire, sur les sensations, et la concentration et ce que ça veut dire, ce que ça entraîne d'oser se montrer soi-même, d'assumer.

J'ai suivi totalement la direction d'Emilfork. J'allais contre mes habitudes. J'avais tendance à ne tenir compte que des rapports de force entre les personnages, il m'a montré que ça ne suffisait pas. Il m'a appris comment acquiescer les bases, comment se remplir d'un rôle et pas seulement jouer les situations. J'ai répété trois semaines, c'est peu. On a tiré la catastrophe, comme toujours. C'était dur, mais pas pour moi. Je tenais le rôle principal, les autres devaient me suivre.

Dans ce genre de circonstances, quand on va jusqu'au bout, on se dit qu'on s'est dépassé, et c'est satisfaisant. Ensuite, j'ai repris Toller à l'Odéon, à la place de Saint-Frey. Daniel Emilfork m'a à nouveau dirigé. J'avais trop peur. C'était un foutoir. J'aurais pu m'en dispenser. Pas de reprendre le spectacle, mais de jouer le rôle.

Pourtant, ces expériences ont été importantes. Après Richard II, mon attitude envers les acteurs s'est modifiée. J'avais compris quelque chose d'important : expliquer le résultat que l'on veut obtenir ne sert à rien. Il faut indiquer le chemin qui y mène. De toute façon, avant de savoir ce qu'il faut faire, on sait ce qu'il ne faut pas. On procède par élimination. A l'opéra, avec les chanteurs, le système est différent. Un peu comme avec les acteurs français : on donne les places, les temps, les rythmes. Ensuite, on revient en arrière, on fouille, on précise. Dans ce domaine, l'opéra ne m'a rien

## acteur

qu'ils ne trichent pas. Au théâtre, on triche toujours un peu, c'est-à-dire qu'on prépare. On a des moments de concentration, pendant lesquels on s'apprête à ce qui suit. On se contrôle. Au cinéma, on peut s'abandonner. Et puis le texte ne compte pas, on l'adapte à soi. Au théâtre, on ne peut pas dire des mots pour rien.

« Mes premières émotions d'acteur, je les ai ressenties avec Youssef Chahine, en tournant Adieu Bonaparte. C'est vrai, c'était la première fois... Le personnage n'avait pas de psychologie, donc je devais la chercher en moi. On ne peut pas travailler dans le vide. D'ailleurs, Chahine m'avait choisi pour ça, parce que je correspondais à ce qu'il voulait. Il m'a vu en répétitions au théâtre, et j'ai mis un point d'honneur à lui restituer l'image qu'il avait reçue : celle d'un despote pressé, expéditif, n'écoulant rien, dépourvu d'humour, qui passe, comme ça, en disant : « Oui, oui, plus tard... »

Cette façon de montrer ce qu'on déteste en soi, de s'en servir, est vraiment agréable : un bon exorcisme. Si je devais être acteur, je ne pourrais pas le refaire tout le temps. Mais une fois tous les cinq ans, c'est drôle. C'est drôle un personnage sans humour. Le côté bonne blague s'impose. Avec derrière soi une armée qui obéit, on joue forcément le fou qui se prend pour Napoléon...

« Je retrouve un peu la même impression avec la Solitude des champs de coton. J'ai décidé de prendre le rôle de Bankolé parce qu'il devait tourner Choclat, avec

Claire Denis. Comme pour Richard II, j'ai d'abord cherché parmi les acteurs, noirs, puis blancs. Et Laurent Malet m'a dit : « Plutôt que tout recommencer avec un acteur blanc, joue le ». Évidemment, je les avais dirigés, lui et Isaac de Bankolé. Mais une chose est d'indiquer : « Plus fort, moins vite... ». Une autre est de le faire. Même si, intellectuellement, je me dis : « Je dois agir de cette manière », je n'y parviens pas à tous les coups. J'hésite, je finis par changer la mise en scène. Quand j'indique, je me sens plus sûr de moi pour résoudre les problèmes.

« Le fait de me recomposer physiquement m'aide, je me retrouve comme au lycée. Je me suis fait couper les cheveux, pousser la barbe. J'ai mis le faux ventre d'Isaac. J'imaginais que ce monsieur énorme, hideux, c'est moi. Et c'était moi. Juste avant de commencer, je me regardais dans la glace et je me demandais comment on peut se laisser aller à ce point. J'entraîne en scène avec le dégoût de moi. Je ne m'aime pas. En même temps c'était très agréable, j'ai fini par l'aimer, ce dealer minable, par le trouver touchant.

Propos recueillis par  
COLETTE GODARD.  
(Lire la suite page 17.)

(1) Hamlet, dans l'adaptation d'Yves Bonnefoy choisie par Patrice Chéreau, est publiée aux éditions du Mercure de France.

UN FILM DE FRANCIS GIROD

*L'enfance de l'Art*

Scénario et Dialogue de FRANCIS GIROD et YVES DANGERFELD

Avec CLOTILDE DE VAYSSÉ - MICHEL BONICOL - BRUNO MOURVICH - REGINE CENDRE - YVES LAMBERT - MARIE-ARMELLE DUCQY - HELENE ALEXANDROU - ETHENE PAMMERT - VINCENT MILLER - OLIVIA BRUNAUD - LAURENCE MASLIAH - PIERRE CENDRE - PATRICIA VIVIAN - AZEE KABOUCHE

Avec la participation de ANNE-MARIE PHILIPPE - JUDITH MAGRE et de ANDRÉ DUSSOLIER Musique de ROMANO MUSUMARRA

Produit par ABEL ZEITOUN

PROJECTIONS : LES 15-16-17-18-19 JUILLET

NOUVEAUX : À 18 H 30 ET 20 H 30

AU CINÉMA : "LE PALACE D'AVIGNON"

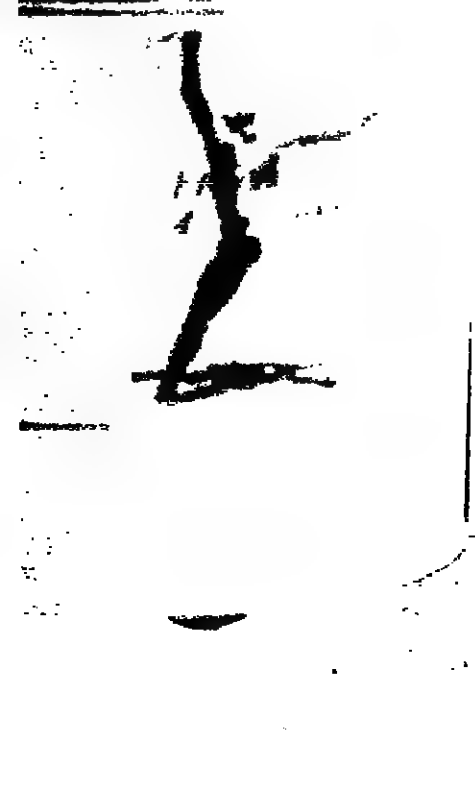
SORTIE LE 31 AOÛT 1988

AAA











# LE GESTE ET L'IMAGE

## Karine Saporta, visions

des formes

**Karine Saporta a travaillé la danse classique, puis moderne, a dansé à Chicago, a fondé sa compagnie en 1982. Il y a trois ans, Avignon la découvrirait grâce à un spectacle « furieusement sensuel » jouant sur les contrastes et faisant appel aux forces obscures : les Pleurs en porcelaine. Alain Crombecque lui a demandé cette fois de composer le programme de danse à son idée. Des idées, Karine Saporta n'en manque pas. La création de Merce Cunningham à la Cour d'honneur ne fait pas partie de son programme. Le grand homme gris, le père de la danse moderne américaine, est une star en France. Il est davantage encore aux Etats-Unis, nous dit Anna Kisselgoff, critique chorégraphique du New York Times.**

CARTE blanche a été donnée à Karine Saporta. Elle crée une chorégraphie, choisit ses invités, explique ses choix.

« En me donnant cette carte blanche, dit Karine Saporta, Alain Crombecque m'avait suggéré de faire appel à des gens qui avaient travaillé avec moi, de présenter une sorte de « famille ». Or il s'avère que nous, chorégraphes, en ce moment, nous ne travaillons pas beaucoup ensemble. Je collabore plutôt avec des compositeurs, des plasticiens. Hideoyuki Yano était le seul avec qui j'ai travaillé. J'avais pensé l'inviter, il est mort, d'où cette soirée d'hommage que je lui dédie, le 29 ».

« Lila Greene et Sidonie Rochon vont remonter Fluxus, qui a été très important, je crois, dans la petite histoire de la danse française : c'est le premier duo où les interprètes dansaient corps à corps, en contact. Il s'agissait d'une matière corporelle sensible, d'un frémissement de corps en relation et non d'une écriture de mouvements et d'enchaînements de pas : cette récréation sera donc la plus fidèle possible à l'esprit de l'œuvre, non à sa lettre. Dans la même soirée, il y aura Elia Wolleston, et un danseur qui a participé aux dernières créations de Yano remontera une version de *Ché-fictions*, en trio, qui n'a jamais été montrée ».

« Seule cette partie de ma carte blanche procède de ma relation directe avec un créateur. Tous les autres choix relèvent d'une démarche très différente. Alain Crombecque souhaitait qu'il y ait une sorte de « tonalité » venant de moi, je me suis dit : essayons de dégager une philosophie de la danse qui m'habite en ce moment, et voyons par le monde si d'autres la partagent. J'ai beaucoup voyagé, je me suis rendu compte que chaque artiste, chaque créateur a vraiment sa vision de la danse, et que la philosophie est très différente, même chez ceux qui produisent des œuvres extérieurement semblables. En parlant avec d'autres chorégraphes, je voyais que ce qui me paraissait évident — sur le métier, la façon de faire travailler



le corps, le mouvement — m'était complètement personnel, et que personne ne partageait ces points de vue. Il n'existe pas à l'heure actuelle de grande école, de grande façon de penser notre art. C'est surprenant de voir à quel point, dans le discours de chacun, les conceptions diffèrent ».

« Je me suis donc rendu compte que je ne pouvais pas créer de grand rassemblement autour d'une idée, d'une cause, d'une vision. Je suis revenue à des concepts plus carrés, plus palpables : peu importe la parenté de style, prenons des gens qui travaillent un peu sur le même thème, qui manifestent des préoccupations communes même s'ils n'en ont pas conscience. Le premier thème a été la relation entre le texte, la chose écrite, et la danse. Mark Tompkins travaillait sur Gertrude Stein : ce qui l'intéressait, c'était une certaine déconstruction du sens, une chorégraphie des mots, une introduction de la notion de répétition dans la langue, des notions d'ordre formel plutôt que narratif, explicatif, fictionnel. Sa pièce s'appelle *Nou-*

*velles*. Elle inclut la vidéo, quatre danseurs, une scénographie légère ».

« Ce qui m'intéresse dans le travail de Mark Tompkins : c'est un des rares chorégraphes qui parle des rapports entre les sexes d'une façon plastique, visuelle, et non simplement par toute cette gestuelle de prendre, repousser, carresser, agresser. Elle fut sans doute importante dans l'évolution de la danse, mais la réflexion de Tompkins me semble aller beaucoup plus loin. Il a une véritable vision d'auteur, presque d'écrivain. Il fait vraiment des œuvres — et son *Triptique* est une œuvre d'une envergure unique dans la danse actuelle. Un grand film ».

« Jean-François Duroure travaillait sur Genet. Sa façon de penser la danse me concerne, car elle va dans le sens du développement de la pensée allemande (il a été très marqué par son passage en Allemagne chez Pina Bausch). Il a la clé pour que le corps produise non seulement des émotions et des mouvements, mais des mouvements en relation avec les émotions. Parce qu'il y a un grand

problème dans la danse : lorsqu'on veut dire trop de choses, on s'arrête de bouger (autre chose se met en marche, qui n'est pas de l'ordre de l'écriture du mouvement), et quand on commence à étudier l'artisanat, on s'éloigne de la source des émotions ».

« La difficulté est de faire dire quelque chose au corps tout en sachant jouer avec les composantes de l'art chorégraphique, de faire que l'émotion engendre une gestuelle spécifique liée à elle. Duroure me semble avoir perçu tout cela. Quand il travaille sur un thème, il enclenche immédiatement le mécanisme du mouvement ».

« Et puis Genet, c'est très fort par rapport au corps, à la danse. J'étais enthousiasmé de rencontrer un jeune chorégraphe qui travaille là-dessus — et qui montre qu'un danseur peut lire Genet : nous avons encore la réputation d'être incultes... »

« C'est aussi une réponse au fait qu'Avignon est essentiellement un festival de théâtre — cela me préoccupait, et mon choix du

thème de l'écriture n'est pas innocent. J'ai été passionnée d'apprendre que Jan Fabre, que je connaissais comme metteur en scène de théâtre, avait soudain fait une chorégraphie avec des danseurs classiques. J'avais eu un coup de foudre pour sa longue nuit au Théâtre de la Bastille. Je l'ai rencontré, j'ai eu aussi un coup de foudre pour l'être, ses conceptions, même si elles sont très contestables, et j'ai vu une vidéo de son spectacle. J'ai eu immédiatement une réaction de créatrice : il y avait dans ses propositions des choses qui me paraissaient horriblement choquantes, inacceptables, une vision de la danse terrifiante. Et à côté de cela une rigueur, d'autres visions qui nous entraînaient complètement de nos habitudes ».

« Même si j'aime beaucoup tous les gens que j'ai invités, une partie de moi chorégraphe refuse beaucoup de choses dans leurs œuvres, et une autre partie est fascinée par la différence : vis-à-vis de Jan Fabre, je ressentais à l'égalité cette fascination et cette peur. Mais il m'a paru très important que le monde de la danse reçoive ce choc — quitte à dire ensuite que cela témoigne d'une ignorance terrible de ce qui s'est passé dans la danse des dernières années. C'est un spectacle à la fois splendide et aride, esthétiquement très fort, qui va sûrement susciter des réactions variées ».

« J'ai invité aussi, du côté de la Belgique, une jeune chorégraphe qui était venue à la Chartraine il y a trois ans, Nicole Mossoux. Si elle est soutenue — car elle travaille dans des conditions très difficiles — elle produira des œuvres qui vont ébranler très profondément. Elle a une sensibilité surréaliste. Elle propose une chorégraphie avec un réfrigérateur et un dinosaure assis à une table, il ne bouge quasiment pas, il fait simplement vibrer la table, des bouteilles se cassent, des couvercles s'entrechoquent. C'est un univers très surprenant, très particulier. On sent que ses moyens sont limités et qu'elle n'a pas l'habitude de sortir des performances en studio, mais il est important de faire place, à Avignon, à des gens qui en sont à ce stade de leur tra-

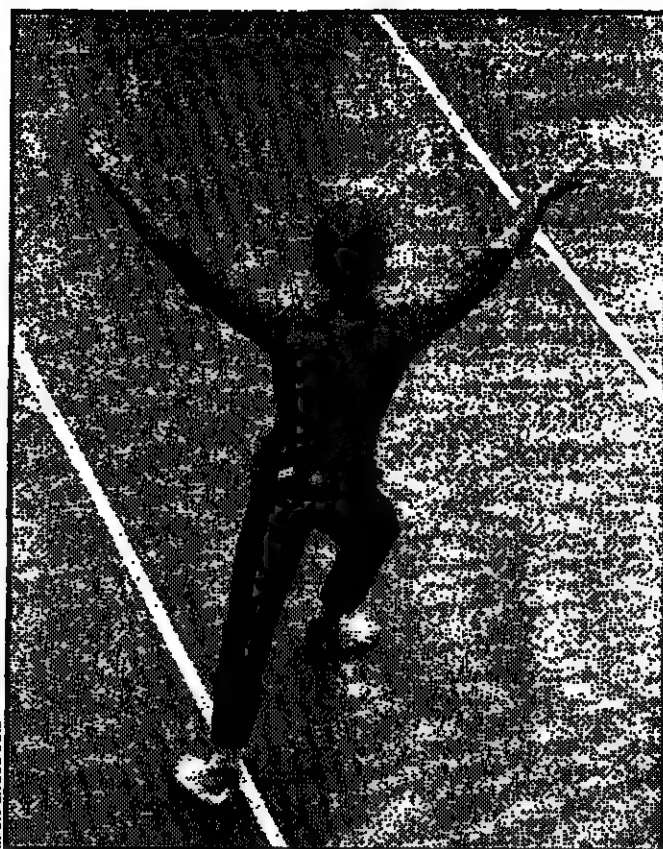
« Cette soirée est organisée par l'Association de la Cour d'honneur, en collaboration avec le Festival Off d'Avignon. Les billets sont à 10 francs, les places de 5 francs. Les places de 10 francs sont à la vente à 5 francs. Les places de 5 francs sont à la vente à 2 francs. Les places de 2 francs sont à la vente à 1 franc. Les places de 1 franc sont à la vente à 0,50 franc. Les places de 0,50 franc sont à la vente à 0,25 franc. Les places de 0,25 franc sont à la vente à 0,125 franc. Les places de 0,125 franc sont à la vente à 0,0625 franc. Les places de 0,0625 franc sont à la vente à 0,03125 franc. Les places de 0,03125 franc sont à la vente à 0,015625 franc. Les places de 0,015625 franc sont à la vente à 0,0078125 franc. Les places de 0,0078125 franc sont à la vente à 0,00390625 franc. Les places de 0,00390625 franc sont à la vente à 0,001953125 franc. Les places de 0,001953125 franc sont à la vente à 0,0009765625 franc. Les places de 0,0009765625 franc sont à la vente à 0,00048828125 franc. Les places de 0,00048828125 franc sont à la vente à 0,000244140625 franc. Les places de 0,000244140625 franc sont à la vente à 0,0001220703125 franc. Les places de 0,0001220703125 franc sont à la vente à 0,00006103515625 franc. Les places de 0,00006103515625 franc sont à la vente à 0,000030517578125 franc. Les places de 0,000030517578125 franc sont à la vente à 0,0000152587890625 franc. Les places de 0,0000152587890625 franc sont à la vente à 0,00000762939453125 franc. Les places de 0,00000762939453125 franc sont à la vente à 0,000003814697265625 franc. Les places de 0,000003814697265625 franc sont à la vente à 0,0000019073486328125 franc. Les places de 0,0000019073486328125 franc sont à la vente à 0,00000095367431640625 franc. Les places de 0,00000095367431640625 franc sont à la vente à 0,000000476837158203125 franc. Les places de 0,000000476837158203125 franc sont à la vente à 0,0000002384185791015625 franc. Les places de 0,0000002384185791015625 franc sont à la vente à 0,00000011920928955078125 franc. Les places de 0,00000011920928955078125 franc sont à la vente à 0,000000059604644775390625 franc. Les places de 0,000000059604644775390625 franc sont à la vente à 0,0000000298023223876953125 franc. Les places de 0,0000000298023223876953125 franc sont à la vente à 0,00000001490116119384765625 franc. Les places de 0,00000001490116119384765625 franc sont à la vente à 0,000000007450580596923828125 franc. Les places de 0,000000007450580596923828125 franc sont à la vente à 0,0000000037252902984619140625 franc. Les places de 0,0000000037252902984619140625 franc sont à la vente à 0,00000000186264514923095703125 franc. Les places de 0,00000000186264514923095703125 franc sont à la vente à 0,000000000931322574615478515625 franc. Les places de 0,000000000931322574615478515625 franc sont à la vente à 0,0000000004656612873077392578125 franc. Les places de 0,0000000004656612873077392578125 franc sont à la vente à 0,00000000023283064365386962890625 franc. Les places de 0,00000000023283064365386962890625 franc sont à la vente à 0,000000000116415321826934814453125 franc. Les places de 0,000000000116415321826934814453125 franc sont à la vente à 0,0000000000582076609134674072265625 franc. Les places de 0,0000000000582076609134674072265625 franc sont à la vente à 0,00000000002910383045673370361328125 franc. Les places de 0,00000000002910383045673370361328125 franc sont à la vente à 0,000000000014551915228366851806640625 franc. Les places de 0,000000000014551915228366851806640625 franc sont à la vente à 0,0000000000072759576141834259033203125 franc. Les places de 0,0000000000072759576141834259033203125 franc sont à la vente à 0,00000000000363797880709171295166015625 franc. Les places de 0,00000000000363797880709171295166015625 franc sont à la vente à 0,000000000001818989403545856475830078125 franc. Les places de 0,000000000001818989403545856475830078125 franc sont à la vente à 0,0000000000009094947017729282379150390625 franc. Les places de 0,0000000000009094947017729282379150390625 franc sont à la vente à 0,00000000000045474735088646411895751953125 franc. Les places de 0,00000000000045474735088646411895751953125 franc sont à la vente à 0,000000000000227373675443232059478759765625 franc. Les places de 0,000000000000227373675443232059478759765625 franc sont à la vente à 0,0000000000001136868377216160297393798828125 franc. Les places de 0,0000000000001136868377216160297393798828125 franc sont à la vente à 0,00000000000005684341886080801486968994140625 franc. Les places de 0,00000000000005684341886080801486968994140625 franc sont à la vente à 0,000000000000028421709430404007434844970703125 franc. Les places de 0,000000000000028421709430404007434844970703125 franc sont à la vente à 0,0000000000000142108547152020037174224853515625 franc. Les places de 0,0000000000000142108547152020037174224853515625 franc sont à la vente à 0,00000000000000710542735760100185871124267578125 franc. Les places de 0,00000000000000710542735760100185871124267578125 franc sont à la vente à 0,000000000000003552713678800500929355621337890625 franc. Les places de 0,000000000000003552713678800500929355621337890625 franc sont à la vente à 0,000000000000001776356839400250464677810668953125 franc. Les places de 0,000000000000001776356839400250464677810668953125 franc sont à la vente à 0,0000000000000008881784197001252323389053344765625 franc. Les places de 0,0000000000000008881784197001252323389053344765625 franc sont à la vente à 0,00000000000000044408920985006261616945266723828125 franc. Les places de 0,00000000000000044408920985006261616945266723828125 franc sont à la vente à 0,000000000000000222044604925031308084726333619140625 franc. Les places de 0,000000000000000222044604925031308084726333619140625 franc sont à la vente à 0,0000000000000001110223024625156540423631668095703125 franc. Les places de 0,0000000000000001110223024625156540423631668095703125 franc sont à la vente à 0,00000000000000005551115123125782702118158334478515625 franc. Les places de 0,00000000000000005551115123125782702118158334478515625 franc sont à la vente à 0,0000000000000000277555756156289135105907916723928125 franc. Les places de 0,0000000000000000277555756156289135105907916723928125 franc sont à la vente à 0,00000000000000001387778780781445675529539583619640625 franc. Les places de 0,00000000000000001387778780781445675529539583619640625 franc sont à la vente à 0,000000000000000006938893903907228377647697918098203125 franc. Les places de 0,000000000000000006938893903907228377647697918098203125 franc sont à la vente à 0,0000000000000000034694469519536141888238489590491015625 franc. Les places de 0,0000000000000000034694469519536141888238489590491015625 franc sont à la vente à 0,0000000000000000017347234759768070944119244795245078125 franc. Les places de 0,0000000000000000017347234759768070944119244795245078125 franc sont à la vente à 0,00000000000000000086736173798840354720596223976225390625 franc. Les places de 0,00000000000000000086736173798840354720596223976225390625 franc sont à la vente à 0,000000000000000000433680868994201773602981119881126953125 franc. Les places de 0,000000000000000000433680868994201773602981119881126953125 franc sont à la vente à 0,0000000000000000002168404344971008868014905599405634765625 franc. Les places de 0,0000000000000000002168404344971008868014905599405634765625 franc sont à la vente à 0,00000000000000000010842021724855044340074527997028173828125 franc. Les places de 0,00000000000000000010842021724855044340074527997028173828125 franc sont à la vente à 0,000000000000000000054210108624275221700372639985140869140625 franc. Les places de 0,000000000000000000054210108624275221700372639985140869140625 franc sont à la vente à 0,0000000000000000000271050543121376108501863199925704345703125 franc. Les places de 0,0000000000000000000271050543121376108501863199925704345703125 franc sont à la vente à 0,00000000000000000001355252715606880542509315999628521728515625 franc. Les places de 0,00000000000000000001355252715606880542509315999628521728515625 franc sont à la vente à 0,000000000000000000006776263578034402712546579998142608642578125 franc. Les places de 0,000000000000000000006776263578034402712546579998142608642578125 franc sont à la vente à 0,00000000000000000000338813178901720135627328999907130043212890625 franc. Les places de 0,00000000000000000000338813178901720135627328999907130043212890625 franc sont à la vente à 0,000000000000000000001694065894508600678136644999535650216064453125 franc. Les places de 0,000000000000000000001694065894508600678136644999535650216064453125 franc sont à la vente à 0,00000000000000000000084703294725432003390683224997678251080322265625 franc. Les places de 0,00000000000000000000084703294725432003390683224997678251080322265625 franc sont à la vente à 0,000000000000000000000423516473627160016953416124988391255401611328125 franc. Les places de 0,000000000000000000000423516473627160016953416124988391255401611328125 franc sont à la vente à 0,0000000000000000000002117582368135800084767080624944195627008056640625 franc. Les places de 0,0000000000000000000002117582368135800084767080624944195627008056640625 franc sont à la vente à 0,00000000000000000000010587911840679000423835403124720978135040283203125 franc. Les places de 0,00000000000000000000010587911840679000423835403124720978135040283203125 franc sont à la vente à 0,000000000000000000000052939559203395002119177015623604890675201416015625 franc. Les places de 0,000000000000000000000052939559203395002119177015623604890675201416015625 franc sont à la vente à 0,0000000000000000000000264697796016975001058885078118024453376007080078125 franc. Les places de 0,0000000000000000000000264697796016975001058885078118024453376007080078125 franc sont à la vente à 0,00000000000000000000001323488980084875000529442539089122266880035400390625 franc. Les places de 0,00000000000000000000001323488980084875000529442539089122266880035400390625 franc sont à la vente à 0,000000000000000000000006617444900424375002647212695445611334400177001953125 franc. Les places de 0,000000000000000000000006617444900424375002647212695445611334400177001953125 franc sont à la vente à 0,000000000000000000000003308722450212187500132360634772772266720008850009765625 franc. Les places de 0,000000000000000000000003308722450212187500132360634772772266720008850009765625 franc sont à la vente à 0,0000000000000000000000016543612251060937500661803173863863333600044250048828125 franc. Les places de 0,0000000000000000000000016543612251060937500661803173863863333600044250048828125 franc sont à la vente à 0,00000000000000000000000082718061255304687500330900158693166680002212500244140625 franc. Les places de 0,00000000000000000000000082718061255304687500330900158693166680002212500244140625 franc sont à la vente à 0,0000000000000000000000004135903062765234375001654500793468333400011062501220703125 franc. Les places de 0,0000000000000000000000004135903062765234375001654500793468333400011062501220703125 franc sont à la vente à 0,00000000000000000000000020679515313826171875000827250396734166700055312506103515625 franc. Les places de 0,00000000000000000000000020679515313826171875000827250396734166700055312506103515625 franc sont à la vente à 0,0000000000000000000000001033975765691308593750041362519836708335002765625305017578125 franc. Les places de 0,0000000000000000000000001033975765691308593750041362519836708335002765625305017578125 franc sont à la vente à 0,000000000000000000000000051698788284565429687500206812599183667500138281251525087890625 franc. Les places de 0,000000000000000000000000051698788284565429687500206812599183667500138281251525087890625 franc sont à la vente à 0,00000000000000000000000002584939414228271484375001034062995918337500691406257625443953125 franc. Les places de 0,00000000000000000000000002584939414228271484375001034062995918337500691406257625443953125 franc sont à la vente à 0,0000000000000000000000000129246970711413574218750051703149795916875003457031253812219765625 franc. Les places de 0,0000000000000000000000000129246970711413574218750051703149795916875003457031253812219765625 franc sont à la vente à 0,00000000000000000000000000646234853557067871093750025851574897979584375001728515625190610987890625 franc. Les places de 0,00000000000000000000000000646234853557067871093750025851574897979584375001728515625190610987890625 franc sont à la vente à 0,000000000000000000000000003231174267785339355546875001292578744897979584375000864257812595304943953125 franc. Les places de 0,000000000000000000000000003231174267785339355546875001292578744897979584375000864257812595304943953125 franc sont à la vente à 0,00000000000000000000000000161558713389266967777343750006462893724489797958437500043212890625476524719765625 franc. Les places de 0,00000000000000000000000000161558713389266967777343750006462893724489797958437500043212890625476



# LE GESTE ET L'IMAGE

## des formes Cunningham, la dissociation

par Anna Kisselgoff



comme une réaction néo-expressionniste au formalisme du pur mouvement adopté par Cunningham et ses disciples.

Alors qu'elle travaille avec Kurt Joos, le chorégraphe de l'expressionnisme allemand, Pina Bausch se retrouve à New-York en 1960, où elle danse au Metropolitan Opera Ballet sous le nom de Philippa Bausch. Son séjour à New-York a coïncidé avec l'effervescence artistique des années 60 et à l'expression des idées de Cunningham (comme la valeur individuelle du mouvement), qui imprégnait lentement la jeune génération. En réaction aux danses psychologiques du passé, Cunningham affirmait qu'un geste n'avait aucun sens, et qu'un mouvement n'exprimait une idée que par rapport à son contexte.

Lorsque la compagnie allemande de Pina Bausch fit ses débuts à New-York en 1984, son usage de la répétition expressive fut compris et apprécié. Contrairement aux Européens qui ont été sensibles aux thèmes socio-politiques des ballets de Pina Bausch, les Américains se sont intéressés à la forme, à l'assemblage disparate des images et des textes, proche de Cunningham.

Rien ici ne prouve une influence directe de Cunningham sur Pina Bausch, mais c'est la preuve de la perméabilité des jeunes artistes aux idées de leur temps.

Nous vivons actuellement dans l'ère post-Cunningham. Ses créations en danse se retrouvent chez Jean-Claude Gallotti, en France, et chez tous les chorégraphes qui travaillent le mouvement naturel autant que la virtuosité. Ainsi, Twyla Tharp, Lucinda Childs, Trisha Brown, David Gordon, pour ne citer que les plus célèbres. Tous doivent quelque chose à Cunningham.

Ce dernier, même si le côté hermétique des créations, a souvent été critiqué, est aujourd'hui une figure nationale, reconnue et honorée. Ses œuvres, une fois adoptées par des troupes de ballet, ont enfin pu toucher un public plus important. Cunningham invite ce public à revoir ses habitudes contemplatives, à regarder la danse différemment.

(Traduction Agnès Bertola.)

création de mouvements que l'esprit pourrait considérer comme physiquement impossibles.

Ce collage de mouvements est une telle dominante dans les chorégraphies de Cunningham que ses danseurs semblent toujours explorer, avec des changements de rythme surprenants, même quand le hasard n'intervient pas dans la composition des ballets.

Les fondements de ses idées ont eu beaucoup de succès auprès des Américains depuis les années 50, et ses intérêts pour la philosophie asiatique ont pratiquement lancé une mode. De ses études approfondies du zen et de la divination chinoise, Cunningham a retenu le principal : l'aléatoire et la chance se retrouvent dans la vie ; alors, ils conviennent à la danse.

Les jours se suivent et ne se ressemblent pas. Les mouvements peuvent donc, eux aussi, se suivre

pour se rendre compte de l'influence du chorégraphe américain Merce Cunningham aux Etats-Unis, il suffit d'allumer la télévision. Depuis quarante ans, sa vision de la vie et de l'art s'est révélée quasi prophétique.

La caractéristique prédominante du travail de Cunningham a toujours été la discontinuité, et les clips de rock que l'on peut voir sur MTV (la célèbre télévision musicale américaine) représentent la plupart des inventions de celui qu'on baptise le « père de l'avant-garde », aujourd'hui âgé de soixante-neuf ans. Des images saccadées, des flashes, se succèdent sans logique, alors que des mots extraits des chansons apparaissent, étrangers aux fragments de film : le sens n'émerge que de notre perception individuelle.

L'Américain moyen a pris l'habitude de vivre dans un chaos sonore et visuel propre à l'univers urbain, et nous vivons tous dans un monde où les discontinuités se superposent. Comparables à un peuple de jockeys, un walkman vissé sur nos oreilles, nous parlons finalement le même langage que Cunningham.

C'est que la frontière entre la vie et l'art n'est pas aussi évidente qu'on le pense. Non pas que l'art imite la vie, mais plutôt, comme le dit Cunningham, que l'art pourrait bien fonctionner comme la vie. L'artiste qui a compris ce concept est ouvert à de nouvelles possibilités créatrices.

Aujourd'hui, la danse et la musique s'inspirent d'innovations communes à Cunningham et à son collaborateur musical John Cage, qui furent autrefois violemment critiqués. Cunningham a découvert depuis longtemps que la chorégraphie pouvait être structurée grâce au hasard : lancer les dés et jouer à pile ou face afin de rapprocher deux mouvements, pour décider de l'orientation d'un danseur, pour définir le rythme d'une séquence particulière.

Il y a, dans cette méthode, autant de jeu que de sérieux. Mais, par-dessus tout, Cunningham y voit la libération du corps, l'annulation de ses automatismes et la

sibilité brutes, terribles. Il n'y a pas eu d'équivalent dans le ballet occidental. Il a fallu un moment pour que le frottement empirique et un peu expérimental entre ces deux formes d'énergie prenne forme, et c'est en 1930 qu'est né véritablement le style qu'on a appelé « danse de caractère ».

Cette danse est enseignée à l'Opéra de Paris, au Bolchoï, au Kirov ; elle regroupe huit styles (le tzigane, le caucasien, l'espagnol...), intègre des rythmes pratiqués dans les danses traditionnelles, un travail du corps complètement étrangères à la danse classique. Elle a finalement été reprise dans le monde entier, mais un peu comme une sous-danse classique, à l'occasion de numéros inclus dans les ballets, « divertissements » moins respectables que le reste. Et cette possibilité pour la danse classique de trouver une autre forme d'énergie s'est rigidifiée, codifiée ; n'importe quel chorégraphe en panne d'imagination piochait un peu dedans, les gens de cabaret aussi.

Je trouve donc intéressant de porter un regard neuf sur ce style atrophie, de le montrer aux jeunes chorégraphes et au jeune public, qui le percevront peut-être autrement après ce qui s'est passé dans l'interval.

Il y aura aussi des extraits de danses traditionnelles de l'URSS, par des émigrés russes vivant à Paris, qui travaillent dans des conditions misérables mais sont conscients de devoir garder ces danses. J'ai découvert là une richesse incroyable, vivante, qui est à côté de nous et que nous ne connaissons pas.

On verra enfin des danseurs soviétiques issus de compagnies de différentes régions d'URSS. Débarquant du fin fond de l'Azerbaïdjan, d'Arménie ou de Sibérie, en plein Avignon. Des Géorgiens, avec leur fabuleux travail sur points... Ce qui me fascine, c'est que je trouve là-dedans des correspondances avec mon propre travail, davantage que dans les recherches d'autres chorégraphes européens !

Propos recueillis par SYLVIE DE MUSSAC.

vail, si ce qu'ils ont à dire est très fort.

Il y aura aussi Marc Monnet. Il est drôle de voir comment, ces temps-ci, les chorégraphes ont envie de faire du théâtre (Anna Teresa de Keersmaecker, que je voulais inviter, est prise par une mise en scène). Jan Fabre et Bob Wilson se sont essayés à la chorégraphie, et voici que Marc Monnet, bien connu comme compositeur, a décidé depuis deux ans d'avoir une compagnie de danse.

Son travail me paraît important parce que la danse et la musique sont relativement mauvaises, actuellement. Soit on a recours à des œuvres du passé, soit on fait appel à des compositeurs vivants mais dont la démarche n'a pas bougé comme la danse l'a fait depuis dix ou quinze ans. Il y a un décalage. Tous les courants qui auraient pu concerner les danseurs, avec des méthodes de travail pouvant s'enclencher dans les notes, se sont atrophies. Je suis donc contents qu'un compositeur comme Marc Monnet se repose la question de l'intérieur : comment un corps bouge-t-il par rapport à un son ? On a maintenant à notre disposition des tas de machines à produire du son qui pourraient entrer en dialogue vivant avec ce qui se passe sur scène, et peu de chorégraphes osent se lancer là-dedans.

Marc Monnet, qui a toute la technologie nécessaire, peut mener très loin l'expérience. A corps et à cris est très bien fait, avec minutie, avec perfection dans cette troublante relation entre son enregistré et son réel. Evidemment, on peut lui reprocher que ce qu'il invente sur le plan du mouvement ne soit pas nouveau : il ne possède pas à la fois les clés de l'imaginaire sonore et celles d'une gestuelle captivante, peu m'importe car c'est ailleurs qu'il innove.

Reste une partie qui obturera ma carte blanche, sur le thème : la danse de caractère, qu'est-elle ? C'est-elle maintenant ? Il s'est passé un phénomène incroyable au début du siècle, en Russie : l'introduction, dans la danse classique, d'influences totalement populaires, d'une énergie et d'une sen-

## chanter Al Jolson



Greta Garbo dans « Anna Christie ».

Cinéma. Les intérieurs sont tournés aux studios d'Elstree, en Angleterre, car Pierre Braunberger n'a pu obtenir la location des studios Pathé-Natan, en train de s'équiper (2).

Dans ces studios, Marcel L'Herbier tourne entièrement l'« Enfant de l'amour », adaptation d'une pièce de Henry Bataille pour laquelle il a signé un contrat le 14 octobre 1929, avec un producteur débutant, Jean de Marly, qui a exigé trois versions, une française, une anglaise, une allemande. Terminé au début de 1930, ce serait donc le premier film parlant français. Disons qu'il est mieux réalisé que les précédents malgré les contraintes effrayantes de la nouvelle technique. Les micros sont très sensibles et encombrants. Quand on le présente au bout d'une perche, on risque de voir leur ombre sur les décors. Alors, on les glisse un peu partout, dans les pots de fleurs,

derrière des objets. Les acteurs sont souvent figés, craignant de déclencher des tempêtes sonores s'ils élèvent trop la voix. Les déplacements de caméra produisent des bruits qu'il faut éviter, ainsi que les ronronnements de l'appareil.

Pour l'« Enfant de l'amour », si certains acteurs parlent le français et l'anglais, ils débitent, pour la version allemande, « un texte germanique hâtivement appris, qui n'est pas enregistré ». On enregistre le même texte, dit par des interprètes allemands cachés sous les meubles du décor ! Pas étonnant que certains voient dans le parlant une régression artistique. René Clair, qui l'a d'abord refusé, escamote les dialogues dans « Sous les toits de Paris » (1930), où Albert Préjean chante une romance. Un style va se créer contre la pesanteur de la technique.

Le cinéma parle beaucoup, chante souvent, s'accompagne de musique. Peut-il faire autre chose ? C'est ce que lui demande un public pas encore rassasié de ces plaisirs nouveaux. Un public qui n'accepte pas les sous-titres sur l'écran pour les films étrangers (sauf les cinéphiles). Alors, on invente le doublage, cette hérésie. Pour l'éviter, on tente le système des versions multiples américaines et françaises aux Etats-Unis ; françaises, anglaises et allemandes en Europe. Même scénario, mêmes décors, mêmes techniciens, même mise en scène, des distributions différentes. La Paramount installe une filiale à Joinville et organise une production européenne.

Et c'est à Berlin que se généralisent les doubles ou triples versions, car les studios sont parfaitement équipés.

Le parlant s'impose. La Russie soviétique y viendra, après tout le monde, vers 1933. En Amérique, Charlott restera irrédoutable jusqu'en 1936 (les Temps modernes). Le parlant s'impose et provoque des drames. Toutes les voix ne passent pas les micros, et à Hollywood, où bon nombre d'acteurs et d'actrices avaient des accents impossibles, ou des voix ne correspondant pas à leur physique, c'est l'hécatombe. On redoute l'examen de passage : des studios. Des carrières s'effondrent du jour au lendemain. Partout, les musiciens d'orchestre qui accompagnaient les projections des films muets en salle sont au chômage.

A côté de ces drames éclate la joie des gens de théâtre. Il faut des mots, des textes. En France, Sacha Guitry, à qui le muet « donnait l'impression d'être sourd », et Marcel Pagnol tourment, provoquant la querelle du

« théâtre filmé » qui passe par-dessus la tête du public. On n'arrête pas le progrès.

Dernier événement d'importance mondiale : Greta Garbo, « la divine » va-t-elle parler ? Ou n'était-elle qu'un miracle de la photographie ? Son dernier film muet, le « Balzer », réalisé par le Français Jacques Feyder, est sorti aux Etats-Unis le 15 novembre 1929. La MGM a « testé » Garbo mais la Suédoise n'est pas très sûre de son anglais. Elle accepte de jouer, en 1930, dans « Anna Christie », film parlant de Clarence Brown, d'après une pièce d'Eugene O'Neill, parce que la MGM fait réaliser, en même temps, par Jacques Feyder, une version allemande. La star n'a pas de difficultés avec cette langue.

« Garbo talks ! » annonce la publicité d'« Anna Christie ». Oui, elle parle, et en anglais, sans problème majeur. Le monde entier retient son souffle lors de l'apparition historique de cette Anna Christie, prostituée qui entre dans un bar à matelots et dit : « Give me a whiskey, ginger ale on the side, and don't be stingy, baby. » Depuis le fameux « How do you like this, mother ? » d'Al Jolson, jamais paroles n'ont fait autant d'impression. Pour Garbo, c'est la victoire.

Or, entre le 4 novembre 1929 et le 22 janvier 1930, à Berlin, Josef von Sternberg a tourné l'« Ange bleu » (en allemand et en anglais) avec une certaine Mariëne Dietrich, qui va débarquer à Hollywood. Garbo, Mariëne... le cinéma parlant existe bel et bien !

JACQUES SICLIER.

(1) Editions Belfond, 1979.  
(2) Pierre Braunberger producteur. Cinéma-mémoire : Editions Centre Georges-Pompidou-CNC, 1987.

LE THEATRE NATIONAL CONSACRE A LA CREATION ET AU REPERTOIRE CONTEMPORAIN  
88-89 : 9 SPECTACLES DONT 1 OPERA

BILLETDOUX  
COPI  
ENGEL-MULLER  
REDONNET  
TOMEBO  
NOREN  
LAPLACE  
DEUTSCH-LACQUE-LABARTHE  
KRAUZE

LA SAISON COLLINE AVEC LA CARTE COLLINE POUR 450 F

1. REVEILLE-TOI PHILADELPHIE Bilaloum	2. UNE VISITE INOUPORTUNE Capi	3. LA NUIT DES CHASSEURS Engel-Muller
4. TIR ET LIR Redonnet	5. MONSTRE AIME Tomebo	6. LA VEILLEE Noren
7. NATIONALITE FRANCAISE Laplace	8. SIT VENIA VERBO Deutsch Lacque-Labarthe	9. LA STAR Krauze

Pour recevoir VOTRE CARTE qui vous donne entrée à tous les spectacles, renvoyez-nous le modèle ci-joint, accompagné de votre chèque de 450 F. (Spectacles de 450 F au lieu de 1.000 F)

CARTE COLLINE

THEATRE NATIONAL DE LA COLLINE  
Direction Jorge Lovelli  
15, rue Molière Brun  
75020 PARIS (1) 43 66 43 60

Nom :  
Adresse :

88/89  
Carte N°



**Pierre Boulez invité du Centre Acanthes dirige Repons à la Carrière Collet. C'est l'événement musical d'Avignon sans oublier la « Nuit de l'IRCAM ». Collaborateur de la première heure, et depuis évincé, Gerald Bennett parle de l'IRCAM des débuts.**

geant beaucoup. J'enseignais alors au conservatoire, on m'en a proposé la direction. J'ai accepté.

» Boulez, peut-être à cause de cette nomination, me croyait à tort bon organisateur. Quand il m'a demandé, aux environs de 1970, de faire partie d'un centre de recherches qu'il était en train de créer en France, il pensait probablement que je me consacrerai à la planification et à la

» Pendant mes études à Harvard, mon oreille s'était éveillée. J'avais pris conscience de l'existence d'une logique auditive, au-delà de la logique rationnelle. Le monde des sons avait des lois que, soudain, je reconnaissais. Cela ressemblait d'assez près à une expérience mystique.

■ Entre 1972 et 1976, je suis resté à la direction du conservatoire et j'ai fait la navette avec Paris. Le projet de FIRCAM s'élaborait peu à peu. La définition d'une nouvelle disposition des lieux nous avait éclairés sur nos intentions. Boulez avait lui-même défini les quatre départements — informatique, électro-acoustique, instruments et voix, diagonale — que Jean-Claude Risset, Luciano Berio, Vinko Globokar et moi devions diriger de façon autonome. Michel Decoust prit ensuite la tête du département pédagogique.

direction. On se voyait assez rarement. On passait deux ou trois jours par mois à Paris. Berio était moins souvent là que les autres. Nous n'avions pas tous le même poids sur le marché. Berio avait l'âge de Boulez, c'était la star. Globokar était une demi-star. Risset était le Français obligatoire, indispensable au raison des connaissances en informatique qu'il était le seul à avoir. Quant à moi, tout le monde se demandait visiblement ce que je venais faire, et pourquoi moi.

« Mon idée de l'IRCAM était un peu celle d'un monastère. Chacun y aurait non pas sa cellule, mais une pièce où il mènerait ses recherches pour les soumettre ensuite à la communauté. Celle-ci serait unie par une seule pensée : la recherche sur la musique contemporaine. La production ne m'intéressait pas. S'il devait être bon, en effet, de composer et de jouer des musiques à l'IRCAM, cela ne devait pas être obligatoire. J'étais jeune et naïf. J'avais pas mal composé, effectué un travail très pratique au conservatoire. J'avais envie de réfléchir aux choses de la musique.

» Nous avons beaucoup réfléchi et beaucoup travaillé. De l'IRCAM, à l'époque, sont sortis des travaux marqués. Ceux de James Moore sur l'acoustique des salles; ceux de Westcott et Risset sur la perception du timbre; tout un ensemble autour de la synthèse et de l'analyse de la voix chantée, que j'avais initié avec Xavier Rodet et qui donne encore lieu à des parutions de qualité. Le programme de synthèse des sons que nous avons alors développé constitue un pas en avant dans l'évolution des synthèses musicales sur ordinateur. Si aucun de ces créateurs n'a eu les suites qu'il méritait, c'est qu'il aurait fallu le poursuivre à plusieurs sur des années.

» Mais Boulez allait décider que la recherche non appliquée à la création musicale devait être abandonnée. Entre 1976 et 1978, il avait passé beaucoup de temps à New-York et à Londres. Ce n'est qu'en automne 1978, rentrant de Bayreuth, qu'il s'aperçut de la vraie nature de ses activités. Celles-ci battaient leur plein mais n'avaient encore donné lieu à aucun chef-d'œuvre.

» Pendant toutes ses années d'activité en tant que chef d'orchestre, il avait pris l'habitude de réaliser très vite des choses très difficiles. Sa vie entière lui fournissait la preuve qu'il lui suffisait de prendre une situation en main pour que les difficultés s'aplanissent. Jamais il n'avait eu l'expérience de la recherche, hasardeuse, lente par nécessité. Et c'est vrai qu'en deux ans nous n'étions pas arrivés à des résultats scientifiques bouleversants.

« Toute cette agitation lui a donc semblé bidon. Je crois d'ailleurs me rappeler qu'on le pressait à l'extérieur de justifier par des œuvres l'importance de son budget. Il aurait pu demander qu'on nous laisse travailler

- L'année 1979 a été tendue. Boulez était mécontent, sans trop savoir que décider. Au printemps, Jean-Claude Risset a décidé de regagner Lumigny — son congé était terminé, il n'a pas pu passer à l'étranger. Boulez a réagi très déçu, comme un camouflet. A la fin de l'été, il est arrivé avec un plan de réorganisation, qu'il a présenté aux chefs de département sans les avoir au préalable sérieusement consultés. Nous nous sommes retrouvés privés de toute responsabilité. Les départements étaient remplacés par des services, mais la disposition de compétence était toujours la même. On devait laisser la place à des techniciens. En l'absence d'autorités scientifiques, il devenait impossible de définir un plan de recherche à long terme.

« Je crois maintenant que tout avait en fait débût sur un quiproquo. Nous voulions faire de la recherche. Boulez pensait à ses propres problèmes de création. Il y a toujours chez lui une foi singulière dans la magie de la construction. Il s'était fixé comme un devoir moral l'obligation de donner une structure à la musique après le chaos des années 40. Et cette volonté d'organiser le matériau musical, opposée, si l'on peut dire, à la volonté de résistance de ce matériau, allait donner des œuvres aussi fulgurantes que le *Marteau sans maître*, le *Sonatine* ou les *Structures pour deux pianos*, vrais triomphes de la technique de composition sur la matière désorganisée.

— Puis ça n'a plus marché à Dornes, une œuvre remise plusieurs fois sur le métier. Il manquait le feu sacré. Boulez n'était pas le premier compositeur à qui ce genre d'aventure arrivait. On acquiert une technique, on mûrit. Quand on les a dépassés totalement, qu'est-ce qu'on fait ? Bech, Beethoven, Monteverdi ont cherché ailleurs les sources de leur musique, dans des profondeurs intérieures. Boulez, lui, a choisi le parti opposé, réécrivant des œuvres anciennes pour les rendre plus luxuriantes, magouillant et, parfois, transgressant les structures originales. C'est comme la troisième version de *Wago*. Le résultat est purement décoratif.

» Restaient ces fameuses machines, auxquelles il n'avait à peu près jamais touché mais qui sans cesse le fascinaient. Peut-être a-t-il imaginé qu'elles lui permettraient d'ajouter dans son œuvre un degré de complexité supplémentaire, et qu'à nouveau le matériau résisterait. Dans *Repons*, ainsi, le feu bouillonnant s'est rallumé. Merveilleusement orchestrée, plus virtuose que jamais, c'est une pièce qu'on ne se lasse pas d'écouter mais qui, technologiquement, regarde vers le passé : l'utilisation de l'ordinateur n'y est ni très nouvelle ni très imaginative. Elle ne saurait donc justifier à elle seule l'existence de l'IRCAM.

— Est-ce que la musique aurait bénéficié au bout du compte de la recherche pure, telle que nous la concevions à la naissance de l'Institut ? Je crois qu'il y aurait eu des jaillissements périodiques du théorique vers le musical. Si certains travaux, déjà promoteurs, avaient pu être menés à terme, un humus se serait formé d'où seraient sorties des connaissances généralisables. Le niveau global de la musique électroacoustique étant ce qu'il est — d'une relative médiocrité, — nous aurions peut-être établi et fait reconnaître un seuil en-deçà duquel on ne pourrait plus parler de travail professionnel pour la musique sur bande et pour l'informatique musicale. Centrale d'informations recueillies dans le monde entier, lieu de recherche réellement ouvert, l'IRCAM aurait pu exercer une influence certaine. Même si ce genre de grosse unité centralisée ne correspond plus vraiment aux nécessités actuelles.

# Alberto M

Alberto Magnelli.

[illegible]

Fin 1916 ou début 1918, alors que les armées pétarolées, Cava-  
no et ses redoublants les vers  
sides profitent à nouveau, Magnan  
Vergant croque Magnan le ge-  
noux. D'abord, son propriétaire  
Mignard, le patron de la  
Mignard, la subvention de l'État  
de la ville. Les autres se  
de tout réclamer à l'État.

## Mécénat

[illegible][illegible]

"There is something very wrong  
 about it," says the American  
 labor representative, "and  
 I am thinking it would be  
 good to present to President  
 Roosevelt a no change in the  
 transportation bill. I am  
 sure the people would  
 be glad to see it."

**Estuaries and Coasts**

# Napierre Amandiers



**Abonnements: (1) 47.21.18.81**

**Kolès Chéreau**  
**Maïlan Piccoli**  
**LE RETOUR AU DÉSERT**  
.....  
**Tchékhov Stein**  
**LES TROIS SŒURS**

**Comtesse de Ségur**  
**Patte Oppenot**  
**VOTRE GRAND'MÈRE**  
***QUI VOUS AIME***

**Shakespeare Chéreau**  
**Desarthe Keller Renucci**  
*HAMLET*

**Emilfork Péron Leidgens**  
**LA JOURNÉE**  
**DES CHAUSSURES**

**Tchékhov Romans**  
**Sandre Strancar**  
*IVANOV*

POUR RECEVOIR GRATUITEMENT  
LE PROGRAMME DE LA SAISON 88-89,  
REMPLIR CE COUPON ET LE RENVoyer À  
NANTIERES-AMANDIERS 7, ALFRED PICASSO,  
93022 NANTERRE CEDEX

NAME	POSITION
ADDRESS	
CITY/STATE/ZIP	PHONE

**En ouverture du Festival,  
l'UAP crée l'événement théâtral  
en parrainant l'un des spectacles vedettes :**

**HAMLET de William SHAKESPEARE**  
mis en scène par Patrice CHÉREAU.

**Le N° 1 de l'Assurance  
se doit de participer à la vie culturelle  
nationale et internationale.**

**UAP**  
N°1 OBLIGE

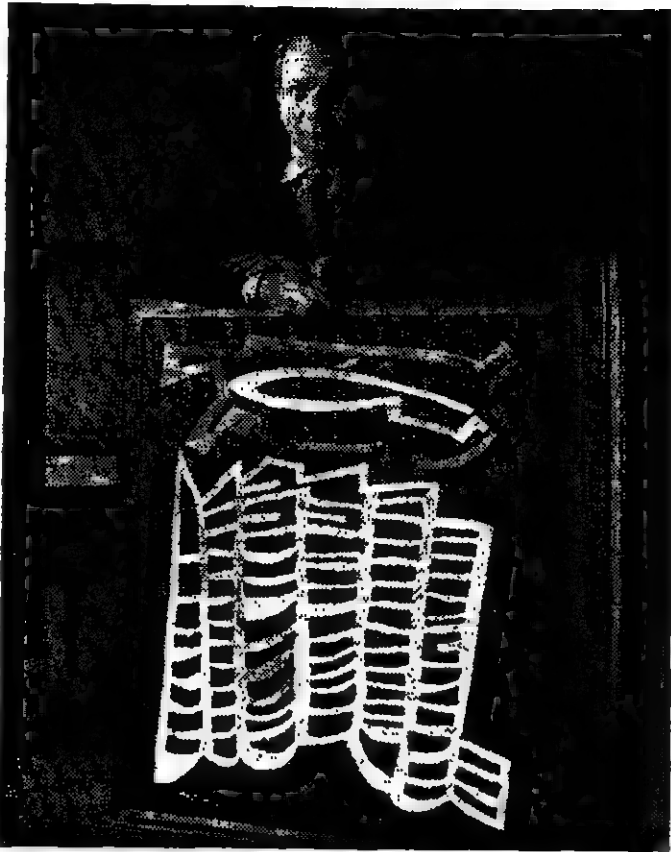
- Toute cette agitation lui a donc semblé bidon. Je crois d'ailleurs me rappeler qu'on le pressait à l'extérieur de justifier par des œuvres l'importance de son budget. Il aurait pu demander qu'on nous laisse travailler



# NOTES ET COULEURS

## Alberto Magnelli, pittore fiorentino

Avignon organise une rétrospective Alberto Magnelli, la première depuis sa mort, et qui n'oublie rien de ce peintre étrange, figuratif et, par périodes, abstrait.



MAGNELLI, c'est un peu Hélio à rebours. Hélio a été l'un des meilleurs champions de l'abstraction géométrique dans les années 30, et doit l'essentiel de sa notoriété à ses peintures très figuratives de l'après-45. Magnelli a été l'un des meilleurs champions du retour à la figuration des années 20, et doit l'essentiel de sa célébrité aux œuvres abstraites qu'il a exécutées de 1931 à sa mort, en 1971. Et tous deux, Hélio, le Français émigré aux États-Unis, et Magnelli, le Florentin établi à Meudon, illustrent les glissements et métamorphoses de la peinture prise entre deux désirs, celui de la figure représentée et celui de la pure construction.

Consacrer à Magnelli une rétrospective qui ne passe sous silence aucune de ses époques, c'est mettre en scène un singulier ballet, aux actes apparemment contradictoires, aux ruptures faites ou vraies ; et c'est nécessairement montrer combien se révèlent indécises des séparations que l'on a coutume de prendre très au sérieux.

A ne considérer que l'ordre chronologique, Magnelli apparaît comme le maître de l'hésitation et de l'alternance des genres. Né en 1888, il parvient à une première originalité en 1914, au retour d'un voyage à Paris où il a connu Picasso, Matisse, Léger, Gris et Apollinaire. Leurs influences, qu'il additionne et entrecroise avec infiniment d'adresse, suscitent une très abondante série de scènes de rue, de portraits et de natures mortes traitées dans un

style réglé par le contour géométrique, courbe ou droit, et l'aplatissement. En 1915, sans guère de transition, changement à vue : Magnelli, point indifférent au futurisme de ses compatriotes Balla ou Severini, expérimente des compositions par plans triangulaires ou demi-circulaires qui se coupent et se replient. L'espace est parcouru d'arêtes et transpercé de pointes de lance, comme on en voit plus tard dans les travaux de bien des abstraits de la seconde génération.

Naturellement, Magnelli n'en demeure pas là. Il fait le système dès qu'il le sent venir, et il le sent venir de très loin. Entre 1916 et 1919, il cherche des compromis, tantôt des figures évoquées de manière si allusive qu'elles manquent disparaître, tantôt des compositions d'ovales et d'ellipses rythmées nommées « explosions lyriques » et où l'arrangement des courbes et contre-courbes se laisse aller à suggérer cuisses, ventre et gorge d'une nymphe moins invisible que les titres ne veulent le faire croire. L'anatomie gagne progressivement contre la géométrie, les arabesques se mêlent à nouveau en contours.

Fin 1919 ou début 1920, alors que les anciens futuristes, Carrà ou Tàtò, redécouvrent les vertus des primitifs toscans, Magnelli le Florentin invente Magnelli le géométrique. Désormais les proportions monumentales, paysans herculéens : la robustesse et l'Antiquité sont de mode. L'ex-abstrait ne sait ou ne veut résister à l'engouement mi-nationaliste mi-esthétique des

années 20 qu'incarne un Sironi. Un œil sur le Panthéon, un œil sur l'Italie contemporaine, il donne à sa chronique rustique des airs de défilé des Panathénées. Chirico lui-même ne lui est pas indifférent, quoiqu'il ne fasse que reprendre à sa « pictura metafisica » quelques effets d'architecture et ne tombe pas dans le chic Cinéclit néo-grec.

Cette dernière réserve lui a été presque fatale. S'il avait accepté toutes les concessions, s'il avait, comme quelques-uns, délibérément cherché le suffrage des stations balnéaires et des gens comme il faut, il n'aurait pas eu de difficulté. Ses œuvres auraient eu un public et des collectionneurs. Mais Magnelli prétend renouveler la figuration par

l'enseignement de l'abstraction et ne pas se renier. Il lui faut des formes-cylindres, des maisons-cubes, des arbres-cylindres, des mers plates et des voiliers triangulaires. On imagine le malentendu. Ses paysages les plus pittoresques ont des airs de Gardanne vue par Paul Cézanne et ses « ragasse » sont les petites sœurs des nalgas archaïques du Picasso de 1928.

Résultat : incompréhension et échec. Le « réalisme imaginaire » — l'appellation est du peintre — ne séduit personne ; et sans doute ne séduit-il plus son auteur lui-même, qui peut estimer vers 1928 avoir épuisé les ressources de la synthèse de la figure et de la géométrie.

Pour revenir à l'abstrait, il faut à Magnelli une crise, démentager

de Florence à Paris, cesser de peindre près de deux ans et une période de transition de près de quatre ans. Cette période est dite des « pierres éclatées » : ce motif fait la part assez belle aux angles et aux volumes réguliers pour que le peintre l'utilise afin d'éliminer lentement les habitudes anciennes. L'abstraction réapparaît ainsi déguisée, par le biais de fantaisies mi-géométriques mi-surréalistes, plus singulières que séduisantes. Le volume résiste longtemps, il impose ombres, modèles et efforts de trompe-l'œil.

En 1934, enfin, ses défenses faiblissent, la profondeur s'estompée et les formes s'aplatissent. Magnelli se lie avec Arp et Kandinsky. Il se pourrait que ces fréquentations aient eu leur rôle dans son abandon de la troisième dimension, abandon somme toute surprenant de la part de qui avait expérimenté en 1915 les mécanismes d'une abstraction dans un espace et non rabattu sur un plan.

En 1936, année des premiers collages, ou en 1937 au plus tard, Magnelli a achevé de fixer les principes de ce qui est demeuré comme l'essentiel de son œuvre, un art frontal, découpé, précis et rigoureusement gouverné par la géométrie, la règle et le compas. Les toiles se nomment *Accords alternés* ou *Limites ordonnées*, comme chez Kandinsky. Équilibres et déséquilibres, constructions et éclatements, parallèles et divergences : cette abstraction ne se veut ni statique ni répétitive, quoique rien ne lui soit plus étranger que l'expressionnisme. Elle se renouvelle en explorant ses possibilités formelles, avec méthode, par variations méditées. La composition s'épure ou se contracte, les arrangements deviennent tantôt plus limpides et s'intitulent alors *Conception claire*, et tantôt d'une complexité très savante. La peinture se réfère principalement, sinon uniquement, à l'histoire de son élaboration et ne connaît plus d'autre sujet qu'elle-même, ses lois, sa grammaire et ses exercices.

Il lui arrive de se prendre à son propre jeu et de sembler se développer moins au nom de quelque nécessité intérieure ou d'envie d'expression qu'en raison d'une sorte de plaisir de la difficulté résolue. De là le sentiment quelquefois d'une virtuosité, admirable sans doute, mais dévouée essentiellement à son propre égo et à la démonstration de son habileté. Magnelli a, que ce soit dans une toile de grand format, dans un collage ou dans une petite gouache sur ardoise, le même talent pour enchaîner arrondis et obliques, contraindre l'expansion d'un trapèze ou perfectionner assonances et dissonances chromatiques. Aussi complique-t-il à l'occasion très généreusement son schéma, avec un savoir-faire hors du commun et un souci de l'exécution achevée et polie qui contrastent avec les usages contemporains.

Le Magnelli des années 50 ne diffère pas, sur ce point, du Magnelli de 1914 ou des années 20. Abstrait ou figuratif, matissien ou admirateur de Kandinsky, chroniqueur de la rusticité toscane ou algébiste de la pure peinture, il ne cesse de faire épurer et diaphane une sorte d'élégance jusqu'à s'absorber de son œuvre et ne tolère pas la plus discrète intrusion du moment ou du sentiment. Il est peu d'œuvres en son siècle qui manifestent la même sérénité, peu où l'on s'inquiète plus vainement de la trace d'un drame personnel ou universel.

Kandinsky se confie dans ses toiles, Klee même une entreprise autobiographique. Mondrian et Kupka aspirent à une communion mystique. Magnelli non. Il peint. Il peint à la perfection et cette perfection est l'âme de sa peinture. Ce Florentin serait-il le premier grand maniériste de l'abstraction ?

PHILIPPE DAGEN

## Mécénat

M I-JUIN, Alain Crombecq, qui avait réuni autour de lui, dans l'hôtel du Crédit local de France (ex-CAECL), rue de Lille, les principaux bailleurs de fonds privés du Festival d'Avignon : Outre l'hôte, fille de la puissante Caisse des dépôts, et mécène de longue date du Festival, les représentants de l'UAP, de Vuitton, d'Air France, de Total et de la FNAC. Chacun d'entre eux présente à la presse les raisons de son action et le détail de celle-ci. Tous restèrent étonnamment discrets sur le montant des sommes versées. « Peu de chose au regard de nos chiffres d'affaires », reconnaît l'un d'eux.

Pour ces entreprises privées, le mécénat culturel est un excellent moyen de communication. Ce mot, séduisant des années 80, revient sans cesse dans leurs propos. « La culture est un bon vecteur de communication interne », affirme le représentant de l'UAP, vieille abonnée du sponsoring sportif. « Mais nous ne sommes pas béotiens », précise-t-il. L'homme monté par Chéreau profite donc cette année de sa générosité.

« Le mécénat relève aussi du devoir moral des entreprises », reprend l'homme d'Air France, qui finira l'an dernier le *Soulier de satin*. « Il est important pour nous de jouer la qualité. Le mécénat partage l'image du spectacle qu'il soutient. » Eclectique, la compagnie aérienne s'est tournée cette année vers la danse. Son choix est sans surprise, mais en or massif : Merce Cunningham.

La Fondation Total préfère se consacrer à l'opéra contemporain. Elle accorde son soutien au *Micromégas* de Paul Méfano, mis en scène par Jean Deuremoy. Toujours côté musique, la Fondation Vuitton apporte son

concours à la version définitive de *Repons*, que son auteur, Boulez, dirigera lui-même. Les représentations auront lieu dans la carrière Calet, à Boulbon, déjà aménagée par son propriétaire pour le *Mahabharata* monté par Brooks. Pierre Boulez sera également présent au Centre Acanthes de la chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon, où il animera une session pédagogique parrainée par la Caisse des dépôts et consignations.

Quant à la FNAC, elle s'engage à défendre depuis vingt-trois ans le théâtre vivant et la création à Avignon. Elle soutient de ses deniers des pièces comme les *Très Saintes* de Tchekhov, dans la mise en scène de Maurice Béjart, ou *Carte blanche* à Karine Saporta. En outre, elle se charge, en partie, de la billetterie du Festival.

Mais ces sociétés industrielles ou commerciales permettent aussi le renouvellement d'une partie du public d'Avignon, note Alain Crombecq : un nombre non négligeable de places, sont vendues ou distribuées par l'intermédiaire des entreprises. Enfin, cet argent frais vient compenser l'immobilisme du budget alloué par l'Etat et les collectivités territoriales (30 millions de francs environ).

Pour la première fois, cette année, ce sont les entreprises qui sont demandées. Une société italienne a même proposé de prendre le Festival entièrement à sa charge. Ce qui lui fut aimablement refusé. Alain Crombecq préfère prudemment diversifier la source de ses revenus. Pour la saison 1988, son budget est assuré à 12 % par des financements privés, 20 % si l'on prend en compte les sommes directement versées aux entrepreneurs de spectacles.

EMMANUEL DE ROUX.

### BILLETEL

SPECIAL FESTIVAL

EN DIRECT

AVIGNON

BEAUNE

CHATEAUVALLON

GRENOBLE-LE ZIGOM

LYON BIENNALE INTERNATIONALE DE LA DANSE

MARSEILLE

PARIS FESTIVAL ESTIVAL

SUR LOIRE

VAISON LA ROMAINE

Mais aussi à PARIS, pour les spectacles, les concerts, les expositions, le théâtre...

LES BORNES BILLETEL :

Toutes les FNAC de la région parisienne et des grandes villes de province, plus EURO-MARCHE, AUTEUIL et SI QUENTIN-EN-YVELLINES ; et cet été en AVIGNON : Office de tourisme et Grand Postal.

Informations : 06 15 BILLETEL

BILLETEL

## ODEON

THEATRE NATIONAL

### Comédie Française

Un Théâtre pour le XX<sup>ème</sup> Siècle

88/89

13 septembre - 16 octobre

### LES EXILES

JAMES JOYCE

Mise en scène : Jacques Bailion

Coproduction : Théâtre de Carouge, Théâtre national de l'Odéon et Comédie-Française

25 octobre - 27 novembre

### RETOURS

PIERRE LAVILLE

Mise en scène : Patrice Kerbrat

Coproduction : Théâtre national de l'Odéon, Théâtre national de Marseille-La Grèce avec la participation de la Comédie-Française

6 décembre - 12 janvier

### LA VILLE DONT LE PRINCE EST UN ENFANT

HENRY DE MONTERLIANT

Mise en scène : Jean-Louis Thamin

Coproduction : Théâtre national de l'Odéon et Comédie-Française

24 janvier - 26 février

### UN BON PATRIOTE

JOHN OSBORNE

Mise en scène : Jean-Paul Lucet

Coproduction : Théâtre national de l'Odéon, Théâtre des Célestins avec la participation de la Comédie-Française

**ABONNEZ-VOUS ! 43257032**

Je désire recevoir la brochure de la saison 88/89 du Théâtre national de l'Odéon

NOM \_\_\_\_\_ PRENOM \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

Bulletin à compléter et à retourner au Théâtre national de l'Odéon, 1 place Paul Claudel 75006 Paris accompagné d'une enveloppe timbrée à 3,70 F.



[illegible]







## Spectacles

## THÉÂTRE

## LES SPECTACLES NOUVEAUX

(Les jours de première et de répétition sont indiqués en italique)

**LE TRANSMANQUÉ** (43-62-35) (mar. 23 h 30, dim. 22 h 15) (6).**LE CARREFOUR DES TROIS BROUILLARDS** (43-62-35) (mar. 23 h 30, dim. 22 h 15) (6).**L'ÉCHANGE** 20 h 30; **DIEU QUI EST TARDIEU** 18 h 30; **ROUSSEAU** Théâtre (42-71-30-20) (6).**GILLES RUTIN** (42-71-30-20) (6).**LES APPARENCES SONT TROMPEUSES** (42-71-30-20) (6).**L'ILE DES ESCLAVES** (42-71-30-20) (6).**TROP C'EST TROP** (43-57-54-55) (dim. 20 h 30) (11).**JOURNAL D'UN LOUP-GAROU** (43-57-54-55) (dim. 20 h 30) (11).**LE CANAPÉ BLEU** (43-57-54-55) (dim. 20 h 30) (11).**LES AUTRES SALLES****BERRY** (43-57-51-52). **Poèmes** 18 h 30. Rel. dim. lun. 20 h 30. Trop, c'est trop 18 h 30.**BOUFFES PARISIENS** (43-60-64). Si jamais le piteux 21 h. sam. 18 h. dim. 15 h 30. Rel. dim. soir. lun. 15 h 30.**CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE** (43-78-44-45). **Et vote... la galère** 21 h. dim. 15 h 30. Rel. dim. soir. lun. 15 h 30.**COMÉDIE DE PARIS** (43-60-61). **Voltaire** 18 h 30. Rel. dim. 15 h 30.**COMÉDIE ITALIENNE** (43-21-22-23). **Les Délices du bûcher** 20 h 30. Rel. dim. 15 h 30.**COMÉDIE-FRANÇAISE** (40-15-00-15). **Salle Richelieu** 18 h 30. Rel. dim. 15 h 30.**CRYPTE SAINT-AGNÈS (ÉGLISE SAINT-EUSTACHE)** (47-00-19-31). **Stéphane** 20 h 30. Rel. dim. 17 h.**EDGAR** (43-20-85-11). **Les Bâtons** 20 h 30. Rel. dim. 15 h 30.**FONTAINE** (48-74-74-00). **Chant dans la nuit** 18 h 30. Rel. dim. 15 h 30.**GILBERT MONTMARTRE** (43-27-86-61). **Le Bateau Éclair** 20 h 30. Rel. dim. 15 h 30.**HOTEL DE LA MONNAIE (SALLE DUPRE)** (40-46-56-66). **L'Épave** 20 h 30. Rel. dim. 15 h 30.**HUCHETTE** (43-26-38-99). **Le Cauter** 20 h 30. Rel. dim. 15 h 30.**LA BRUYÈRE** (48-74-76-99). **Ca qui voit** 20 h 30. Rel. dim. 15 h 30.**LE GRAND EDGAR** (43-20-80-99). **Bien** 20 h 30. Rel. dim. 15 h 30.**LE PROLOGUE** (43-27-86-61). **Si on** 20 h 30. Rel. dim. 15 h 30.**LUCIENNE FORUM** (44-54-57-34). **Théâtre** 20 h 30. Rel. dim. 15 h 30.**MATHURINS** (42-65-00-00). **Les M** 20 h 30. Rel. dim. 15 h 30.**MATHURINS (PETITS)** (42-65-00-00). **Fricote** 20 h 30. Rel. dim. 15 h 30.**MICHEL** (42-65-35-02). **Pjama** 20 h 30. Rel. dim. 15 h 30.**MICHOUDÈRE** (47-42-93-23). **Ma** 20 h 30. Rel. dim. 15 h 30.**MONTMARTRE** (43-27-77-74). **Le** 20 h 30. Rel. dim. 15 h 30.**MONTMARTRE (PETIT)** (43-27-77-74). **Le** 20 h 30. Rel. dim. 15 h 30.**MUSEUM NATIONAL D'HISTOIRE NATURELLE** (43-35-75-23). **Buffon** 20 h 30. Rel. dim. 15 h 30.**NOUVEAUTÉS** (47-70-52-76). **Le** 20 h 30. Rel. dim. 15 h 30.**ŒUVRE** (48-74-42-52). **Exercices** 20 h 30. Rel. dim. 15 h 30.**PALAIS ROYAL** (42-97-59-81). **Avant** 20 h 30. Rel. dim. 15 h 30.**POCHE-MONTMARTRE** (43-49-92-77). **Salle** 20 h 30. Rel. dim. 15 h 30.**POTINÈRE** (42-61-44-16). **Frio** 20 h 30. Rel. dim. 15 h 30.**ROUSSEAU-THÉÂTRE** (42-71-30-20). **Dieu** 20 h 30. Rel. dim. 15 h 30.**SAINT-GEORGES** (49-78-63-47). **Drôle** 20 h 30. Rel. dim. 15 h 30.**SQUARE CLIGNANCOUR** (42-62-21-21). **Poète** 20 h 30. Rel. dim. 15 h 30.**THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR** (49-05-67-89). **Salle** 20 h 30. Rel. dim. 15 h 30.

## MUSIQUE

## Les concerts

**AMPHITHÉÂTRE DE LA SORBONNE** (42-51-69-11). **Chœur** 20 h 30. Rel. dim. 15 h 30.**CHAPPELLE** (48-87-33-82). **Bar** 20 h 30. Rel. dim. 15 h 30.**CENTRE GEORGES-POMPIDOU** (42-71-11-12). **Musiques** 20 h 30. Rel. dim. 15 h 30.**TRISTAN-BERNARD** (45-22-08-40). **Be** 20 h 30. Rel. dim. 15 h 30.**CENTRE MANDAPA** (45-89-01-60). **Chœur** 20 h 30. Rel. dim. 15 h 30.**CHAMP DE MARS** (42-71-11-12). **Harmonie** 20 h 30. Rel. dim. 15 h 30.**CHAPPELLE SAINT-LOUIS DE LA** (42-71-11-12). **Harmonie** 20 h 30. Rel. dim. 15 h 30.**ÉGLISE AMÉRICAINE DE PARIS** (42-71-11-12). **Harmonie** 20 h 30. Rel. dim. 15 h 30.**ÉGLISE DE LA MADEIRA** (42-71-11-12). **Harmonie** 20 h 30. Rel. dim. 15 h 30.**ÉGLISE SAINT-GERMAIN** (42-71-11-12). **Harmonie** 20 h 30. Rel. dim. 15 h 30.**ÉGLISE SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE** (42-71-11-12). **Harmonie** 20 h 30. Rel. dim. 15 h 30.**ÉGLISE SAINT-MICHEL** (42-71-11-12). **Harmonie** 20 h 30. Rel. dim. 15 h 30.**ÉGLISE SAINT-ROCH** (42-71-11-12). **Harmonie** 20 h 30. Rel. dim. 15 h 30.**ÉGLISE SAINT-VINCENT** (42-71-11-12). **Harmonie** 20 h 30. Rel. dim. 15 h 30.**ÉGLISE SAINT-ÉTIENNE** (42-71-11-12). **Harmonie** 20 h 30. Rel. dim. 15 h 30.**ÉGLISE SAINT-LOUIS** (42-71-11-12). **Harmonie** 20 h 30. Rel. dim. 15 h 30.**ÉGLISE SAINT-GERMAIN** (42-71-11-12). **Harmonie** 20 h 30. Rel. dim. 15 h 30.**ÉGLISE SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE** (42-71-11-12). **Harmonie** 20 h 30. Rel. dim. 15 h 30.**ÉGLISE SAINT-MICHEL** (42-71-11-12). **Harmonie** 20 h 30. Rel. dim. 15 h 30.**ÉGLISE SAINT-ROCH** (42-71-11-12). **Harmonie** 20 h 30. Rel. dim. 15 h 30.**ÉGLISE SAINT-VINCENT** (42-71-11-12). **Harmonie** 20 h 30. Rel. dim. 15 h 30.**ÉGLISE SAINT-ÉTIENNE** (42-71-11-12). **Harmonie** 20 h 30. Rel. dim. 15 h 30.**ÉGLISE SAINT-LOUIS** (42-71-11-12). **Harmonie** 20 h 30. Rel. dim. 15 h 30.**ÉGLISE SAINT-GERMAIN** (42-71-11-12). **Harmonie** 20 h 30. Rel. dim. 15 h 30.**ÉGLISE SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE** (42-71-11-12). **Harmonie** 20 h 30. Rel. dim. 15 h 30.**ÉGLISE SAINT-MICHEL** (42-71-11-12). **Harmonie** 20 h 30. Rel. dim. 15 h 30.**ÉGLISE SAINT-ROCH** (42-71-11-12). **Harmonie** 20 h 30. Rel. dim. 15 h 30.**ÉGLISE SAINT-VINCENT** (42-71-11-12). **Harmonie** 20 h 30. Rel. dim. 15 h 30.**ÉGLISE SAINT-ÉTIENNE** (42-71-11-12). **Harmonie** 20 h 30. Rel. dim. 15 h 30.**ÉGLISE SAINT-LOUIS** (42-71-11-12). **Harmonie** 20 h 30. Rel. dim. 15 h 30.**ÉGLISE SAINT-GERMAIN** (42-71-11-12). **Harmonie** 20 h 30. Rel. dim. 15 h 30.**ÉGLISE SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE** (42-71-11-12). **Harmonie** 20 h 30. Rel. dim. 15 h 30.**ÉGLISE SAINT-MICHEL** (42-71-11-12). **Harmonie** 20 h 30. Rel. dim. 15 h 30.**ÉGLISE SAINT-ROCH** (42-71-11-12). **Harmonie** 20 h 30. Rel. dim. 15 h 30.**ÉGLISE SAINT-VINCENT** (42-71-11-12). **Harmonie** 20 h 30. Rel. dim. 15 h 30.**ÉGLISE SAINT-ÉTIENNE** (42-71-11-12). **Harmonie** 20 h 30. Rel. dim. 15 h 30.**ÉGLISE SAINT-LOUIS** (42-71-11-12). **Harmonie** 20 h 30. Rel. dim. 15 h 30.**ÉGLISE SAINT-GERMAIN** (42-71-11-12). **Harmonie** 20 h 30. Rel. dim. 15 h 30.**ÉGLISE SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE** (42-71-11-12). **Harmonie** 20 h 30. Rel. dim. 15 h 30.**ÉGLISE SAINT-MICHEL** (42-71-11-12). **Harmonie** 20 h 30. Rel. dim. 15 h 30.**ÉGLISE SAINT-ROCH** (42-71-11-12). **Harmonie** 20 h 30. Rel. dim. 15 h 30.**ÉGLISE SAINT-VINCENT** (42-71-11-12). **Harmonie** 20 h 30. Rel. dim. 15 h 30.

## CINÉMA

## La cinémathèque

**PALAIS DE CHAILLOT** (47-04-24-24)**MERCREDI** **La Chute de la maison Usher** (1928), de Jean Epstein, 16 h; **Richard et Cosima** (1987), v.o.s., de Peter Patzak, 19 h; **Winstanley** (1977), v.o., d'Andrew Mollo et Kevin Brownlow, 21 h.**JEUDI** **L'Atlantide** (1921), de Jacques Feyder, 16 h; **My Way Home** (1978), v.o., de Bill Douglas, 19 h.**VENREDI** **Le Diable au corps** (1926), de Marcel L'Herbier, 16 h; **Sans** (1954), v.o.s., de Lucien Vassallo, 19 h; **Scènes de la vie de Jeanne** (1923), de George Pearson, 21 h.**SAMEDI** **L'Accuse** (1918), d'Abel Gance, 15 h; **L'Anglais** (1918), d'Abel Gance, 15 h; **Scènes de la vie de Jeanne** (1923), de George Pearson, 21 h.**DIMANCHE** **La Fille de l'eau** (1927), de Jean Renoir, 15 h; **Scènes de la vie de Jeanne** (1923), de George Pearson, 21 h.**LUNDI** **Heat and Sunlight** (1987), v.o., de Rob Nilsson, 16 h; **Scènes de la vie de Jeanne** (1923), de George Pearson, 21 h.**MARDI** **Le Voyage imaginaire** (1925), de René Clair, 16 h; **Scènes de la vie de Jeanne** (1923), de George Pearson, 21 h.**MERCREDI** **Le Cinéma français des années cinquante** (1950-1959), de Christian-Jaques, 16 h 30; **Scènes de la vie de Jeanne** (1923), de George Pearson, 21 h.**JEUDI** **Le Cinéma français des années cinquante** (1950-1959), de Christian-Jaques, 16 h 30; **Scènes de la vie de Jeanne** (1923), de George Pearson, 21 h.**VENREDI** **Le Cinéma français des années cinquante** (1950-1959), de Christian-Jaques, 16 h 30; **Scènes de la vie de Jeanne** (1923), de George Pearson, 21 h.**SAMEDI** **Le Cinéma français des années cinquante** (1950-1959), de Christian-Jaques, 16 h 30; **Scènes de la vie de Jeanne** (1923), de George Pearson, 21 h.**DIMANCHE** **Le Cinéma français des années cinquante** (1950-1959), de Christian-Jaques, 16 h 30; **Scènes de la vie de Jeanne** (1923), de George Pearson, 21 h.**LUNDI** **Le Cinéma français des années cinquante** (1950-1959), de Christian-Jaques, 16 h 30; **Scènes de la vie de Jeanne** (1923), de George Pearson, 21 h.**MARDI** **Le Cinéma français des années cinquante** (1950-1959), de Christian-Jaques, 16 h 30; **Scènes de la vie de Jeanne** (1923), de George Pearson, 21 h.**MERCREDI** **Le Cinéma français des années cinquante** (1950-1959), de Christian-Jaques, 16 h 30; **Scènes de la vie de Jeanne** (1923), de George Pearson, 21 h.**JEUDI** **Le Cinéma français des années cinquante** (1950-1959), de Christian-Jaques, 16 h 30; **Scènes de la vie de Jeanne** (1923), de George Pearson, 21 h.**VENREDI** **Le Cinéma français des années cinquante** (1950-1959), de Christian-Jaques, 16 h 30; **Scènes de la vie de Jeanne** (1923), de George Pearson, 21 h.**SAMEDI** **Le Cinéma français des années cinquante** (1950-1959), de Christian-Jaques, 16 h 30; **Scènes de la vie de Jeanne** (1923), de George Pearson, 21 h.**DIMANCHE** **Le Cinéma français des années cinquante** (1950-1959), de Christian-Jaques, 16 h 30; **Scènes de la vie de Jeanne** (1923), de George Pearson, 21 h.**LUNDI** **Le Cinéma français des années cinquante** (1950-1959), de Christian-Jaques, 16 h 30; **Scènes de la vie de Jeanne** (1923), de George Pearson, 21 h.**MARDI** **Le Cinéma français des années cinquante** (1950-1959), de Christian-Jaques, 16 h 30; **Scènes de la vie de Jeanne** (1923), de George Pearson, 21 h.**MERCREDI** **Le Cinéma français des années cinquante** (1950-1959), de Christian-Jaques, 16 h 30; **Scènes de la vie de Jeanne** (1923), de George Pearson, 21 h.**JEUDI** **Le Cinéma français des années cinquante** (1950-1959), de Christian-Jaques, 16 h 30; **Scènes de la vie de Jeanne** (1923), de George Pearson, 21 h.**VENREDI** **Le Cinéma français des années cinquante** (1950-1959), de Christian-Jaques, 16 h 30; **Scènes de la vie de Jeanne** (1923), de George Pearson, 21 h.**SAMEDI** **Le Cinéma français des années cinquante** (1950-1959), de Christian-Jaques, 16 h 30; **Scènes de la vie de Jeanne** (1923), de George Pearson, 21 h.**DIMANCHE** **Le Cinéma français des années cinquante** (1950-1959), de Christian-Jaques, 16 h 30; **Scènes de la vie de Jeanne** (1923), de George Pearson, 21 h.**LUNDI** **Le Cinéma français des années cinquante** (1950-1959), de Christian-Jaques, 16 h 30; **Scènes de la vie de Jeanne** (1923), de George Pearson, 21 h.**MARDI** **Le Cinéma français des années cinquante** (1950-1959), de Christian-Jaques, 16 h 30; **Scènes de la vie de Jeanne** (1923), de George Pearson, 21 h.**MERCREDI** **Le Cinéma français des années cinquante** (1950-1959), de Christian-Jaques, 16 h 30; **Scènes de la vie de Jeanne** (1923), de George Pearson, 21 h.**JEUDI** **Le Cinéma français des années cinquante** (1950-1959), de Christian-Jaques, 16 h 30; **Scènes de la vie de Jeanne** (1923), de George Pearson, 21 h.**VENREDI** **Le Cinéma français des années cinquante** (1950-1959), de Christian-Jaques, 16 h 30; **Scènes de la vie de Jeanne** (1923), de George Pearson, 21 h.**SAMEDI** **Le Cinéma français des années cinquante** (1950-1959), de Christian-Jaques, 16 h 30; **Scènes de la vie de Jeanne** (1923), de George Pearson, 21 h.**DIMANCHE** **Le Cinéma français des années cinquante** (1950-1959), de Christian-Jaques, 16 h 30; **Scènes de la vie de Jeanne** (1923), de George Pearson, 21 h.**LUNDI** **Le Cinéma français des années cinquante** (1950-1959), de Christian-Jaques, 16 h 30; **Scènes de la vie de Jeanne** (1923), de George Pearson, 21 h.**MARDI** **Le Cinéma français des années cinquante** (1950-1959), de Christian-Jaques, 16 h 30; **Scènes de la vie de Jeanne** (1923), de George Pearson, 21 h.**MERCREDI** **Le Cinéma français des années cinquante** (1950-1959), de Christian-Jaques, 16 h 30; **Scènes de la vie de Jeanne** (1923), de George Pearson, 21 h.**JEUDI** **Le Cinéma français des années cinquante** (1950-1959), de Christian-Jaques, 16 h 30; **Scènes de la vie de Jeanne** (1923), de George Pearson, 21 h.**VENREDI** **Le Cinéma français des années cinquante** (1950-1959), de Christian-Jaques, 16 h 30; **Scènes de la vie de Jeanne** (1923), de George Pearson, 21 h.**SAMEDI** **Le Cinéma français des années cinquante** (1950-1959), de Christian-Jaques, 16 h 30; **Scènes de la vie de Jeanne** (1923), de George Pearson, 21 h.**DIMANCHE** **Le Cinéma français des années cinquante** (1950-1959), de Christian-Jaques, 16 h 30; **Scènes de la vie de Jeanne** (1923), de George Pearson, 21 h.**LUNDI** **Le Cinéma français des années cinquante** (1950-1959), de Christian-Jaques, 16 h 30; **Scènes de la vie de Jeanne** (1923), de George Pearson, 21 h.**MARDI** **Le Cinéma français des années cinquante** (1950-1959), de Christian-Jaques, 16 h 30; **Scènes de la vie de Jeanne** (1923), de George Pearson, 21 h.

## DIMANCHE

**Les artistes étrangers** (1978), de Claude Lelouch, 16 h; **Scènes de la vie de Jeanne** (1923), de George Pearson, 21 h.**JEUDI** **L'Atlantide** (1921), de Jacques Feyder, 16 h; **My Way Home** (1978), v.o., de Bill Douglas, 19 h.**VENREDI** **Le Diable au corps** (1926), de Marcel L'Herbier, 16 h; **Sans** (1954), v.o.s., de Lucien Vassallo, 19 h; **Scènes de la vie de Jeanne** (1923), de George Pearson, 21 h.**SAMEDI** **L'Accuse** (1918), d'Abel Gance, 15 h; **L'Anglais** (1918), d'Abel Gance, 15 h; **Scènes de la vie de Jeanne** (1923), de George Pearson, 21 h.**DIMANCHE** **La Fille de l'eau** (1927), de Jean Renoir, 15 h; **Scènes de la vie de Jeanne** (1923), de George Pearson, 21 h.**LUNDI** **Heat and Sunlight** (1987), v.o., de Rob Nilsson, 16 h; **Scènes de la vie de Jeanne** (1923), de George Pearson, 21 h.**MARDI** **Le Voyage imaginaire** (1925), de René Clair, 16 h; **Scènes de la vie de Jeanne** (1923), de George Pearson, 21 h.**MERCREDI** **Le Cinéma français des années cinquante** (1950-1959



**UN LONG FLEUVE** des braves, bon et

[illegible][illegible]

**Probable du temps en France**  
le mercredi 6 juillet à 0 heure et

[illegible]



**Exceptional biological scientist  
to manage commercially-oriented research**

**Extend our technological lead  
into the twenty-first century.**

**Your time starts now.**

**From £40,000+ choice of quality car**

Pedigree Petfoods leads the food industry in both commercial performance and technical achievement. As well as developing the UK's biggest-selling grocery brand and many other market-leaders, our R&D division has been consistently successful in generating the technological innovations that have given Mars Group food companies a competitive edge throughout the world.

Now, following an international career development move, we seek an exceptional young individual to manage the strategic research programme which will ensure retention of this technical lead — on a European and, increasingly, global basis — into the next century.

Looking between two and twenty years ahead, you will manage a high-calibre team of research scientists working on the identification and development of technologies designed to secure our future commercial success. Your brief will include the creative investigation of novel options across the full spectrum of biological sciences, from food science to biochemistry and biotechnology. This will involve a strong external focus on academic and research institutions around the world, with the aim of applying new knowledge creatively to business ends: considerable international travel will therefore be involved.

Working closely with product development, marketing groups and other key functions, you will have wide freedom to deploy substantial and diverse R&D

resources in order to anticipate and satisfy the business needs of the future: your technical expertise must therefore be backed by a high level of commercial judgment.

Preferably PhD-qualified in any biological science, you will readily demonstrate how the achievements of your 5-8 years' career (whether in process industry or independent research) have resulted in significant commercial benefits, and will welcome the opportunity to influence the technological direction and business success of a £500-million company. It follows that your personal impact and persuasive skills will be of a high order.

The position offers excellent career development opportunities within the international Mars Group. Benefits include private health care and comprehensive assistance with relocation to the attractive rural East Midlands of England, if appropriate.

To find out more, call 19 44 47664253 (line manned 8am-8pm, Mon-Fri). Do not send a cv at this stage. Closing date for receipt of completed application forms: 20th July 1988.

We welcome applications equally from women and men.

**Pedigree  
Petfoods**



**OFFICE EUROPÉEN DES BREVETS  
à MUNICH**

recrute

### UN TRADUCTEUR

pour la section française de son service linguistique, pour la traduction vers le français de textes allemands et anglais à caractère juridique, économique ou technique.

**QUALIFICATIONS:** diplôme universitaire de langues vivantes; une expérience pratique dans le domaine linguistique concerné serait un avantage; Maîtrise parfaite du français et très bonne connaissance de l'allemand et de l'anglais. Élégance du style, clarté et précision de l'expression et aptitude à acquérir des connaissances techniques et spécialisées.

Comme les autres organisations internationales, il est offert pour ce poste un traitement élevé, exempté de l'impôt national sur le revenu, auquel s'ajoutent, le cas échéant, diverses indemnités telles que l'indemnité d'expatriation.

Les candidatures doivent être présentées sur le formulaire spécial délivré par l'OEB et être adressées le plus vite possible à:  
L'OFFICE EUROPÉEN DES BREVETS  
Service du personnel - Erhardstrasse 27, D-8000 MUNICH 2.  
Téléphone: (089) 2399 4318.

**Le Monde**

**CADRES**

**CPIO**

**THE LAIRD GROUP P.L.C.**

Compagnie des Produits Industriels de l'Ouest

Nous appartenons à un groupe «leader» en Europe dans son métier (2,5 Mds de CA).

Nous développons et fabriquons des composants complexes pour l'industrie et l'automobile.

Nous recherchons un

### RESPONSABLE DE L'INDUSTRIALISATION

Vous êtes Ingénieur diplômé Grande Ecole, débutant ou confirmé, passionné par l'organisation et les «process» nouveaux. Rejoignez-nous à NANTES.

Adressez votre candidature sous réf. R.I. à Mme HEURTAULT  
CPIO - BP 1226 - 44023 NANTES Cedex 01.

**Centre hospitalier régional de Tours**

recrute

**UN STATISTICIEN  
(niveau maîtrise)**

&

**UN ANALYSTE FINANCIER**

(niveau DECS)

Rémunération intéressante.

Expérience professionnelle souhaitée.

Envoyer C.V. à : Monsieur le Directeur du Personnel,  
Centre Hospitalier régional de TOURS, 37044 Tours Cedex.

NOTRE GROUPE SPÉCIALISTE DANS LA FABRICATION DE  
VANNES PAPILLON, AUTOMATISMES ET ACTIONNEURS  
LIÉS AU SECTEUR DE POINTE.

recherche

pour son usine de la ROCHE CHALAIS (Dordogne)

**Ingénieur  
Logistique**

Rattaché au Directeur Général de production, vous aurez la responsabilité d'organiser et de coordonner les fonctions planification, lancement, approvisionnement, magasin emballage et transport en étroite liaison avec la production et le commercial.

Ingénieur, vous avez déjà acquis en milieu industriel la maîtrise de la logistique et de la gestion informatisée de production.

L'ampleur des responsabilités, l'autonomie attachées à la fonction et les conditions offertes sont de nature à intéresser une personnalité de valeur.

Adressez C.V., photo et prétentions à :

AMRI - Service du Personnel  
40, rue Jean Jaurès - 93176 BAGNOLET CEDEX

Une nouvelle société pour la recherche de terrains et de bâtiments, faisant partie du groupe financier le plus important en Italie, recherche :

- 1 - ASSISTANT A LA DIRECTION DU REAL ESTATE
- 2 - EXECUTIVE FINANCIAL ANALYST

Pour ces postes il est nécessaire d'avoir de l'expérience dans la distribution de détail avec références dans des shopping centers, hypermarchés, supermarchés, si possible en France.

- 3 - ARCHITECTE POUR LES SURFACES DE DISTRIBUTION AU DÉTAIL

Il est nécessaire d'avoir de l'expérience dans l'évaluation du coût de la location et de son développement, de l'étude de la réalisation et l'utilisation des données de recherches au consommateur pour shopping centers, hypermarchés, supermarchés, projets commerciaux de renouvellement industriel et urbain.

Date d'entrée : mi-septembre 1988.

Lieu de travail : Milan - Italie.

Envoyer curriculum vitae sous chiffre AR 21912 LM à :

ATHENA Research  
via S.C. Serbelloni 4 - 20122 Milano (Italy)



**Exceptional scientist  
to lead new product d**

**Be the brains  
behind our next**

**From £40,000 + choice of**

... successful record  
... of progress  
... one of the most  
... of industry  
... long experience of  
... working with his  
... above - including the  
... secure - that together  
... of £500 million  
... international career  
... looking for an  
... to be based upon a really  
... development  
... strong background  
... to be in a well established  
... can bring his own  
... strong personal qualities  
... working in the highly industrial  
... working in a highly technical  
... laboratory work  
... to work closely  
... to develop new ideas  
... through to full  
... ability to

**DI**

**LAND**

**MOO COM**

**INSTITUTEURS**

**PROFESSEUR**







# Le Monde INTERNATIONAL

## SWITZERLAND

THE BANK FOR INTERNATIONAL SETTLEMENTS,  
an international institution in Basle,

is looking for a

## STATISTICIAN/DATA BASE TECHNICIAN

to fill a vacancy in its Monetary and Economic Department. The emphasis of the Department's work is on the analysis of national and international economic developments, including monetary and financial markets. The job will involve participating in the development and use of statistical systems and computer-based analytical techniques. Facilities include mainframe and micro-computers and telecommunication links with reporting institutions and commercial data services.

Candidates, who should be aged between 25 and 35, should have good qualifications in computer/statistical methods and, preferably, in economics. In addition, they should have previous experience with national or international statistics. Knowledge of English is essential; knowledge of French and/or German would be an advantage.

The Bank offers a good salary and first-class pension and welfare benefits.

Please write, enclosing curriculum vitae, copies of testimonials and recent photograph, to the Personnel Office,

BANK FOR INTERNATIONAL SETTLEMENTS  
4002 Basle, Switzerland



## directeur

La Cour de Justice des Communautés européennes à Luxembourg recherche un directeur (grade A2) pour sa Direction bibliographique, recherche et documentation qui est notamment chargée de gérer et d'exploiter le fonds de la bibliothèque de la Cour ainsi que de rechercher des ouvrages et de l'établissement des ouvrages de référence relatifs à la jurisprudence communautaire.

Les candidats, qui doivent être ressortissants d'un Etat membre des Communautés européennes, doivent avoir une formation juridique complète sanctionnée par un diplôme universitaire, une connaissance approfondie du droit communautaire, l'aptitude à diriger et à coordonner les travaux d'une unité administrative importante ainsi qu'une bonne connaissance des problèmes de la recherche juridique, de la documentation juridique et de la gestion d'une bibliothèque juridique.

Une expérience confirmée appropriée à la fonction est nécessaire.

Les candidats doivent avoir une connaissance approfondie d'une langue officielle des Communautés, une très bonne connaissance d'une autre langue officielle des Communautés et une bonne connaissance d'une troisième langue officielle des Communautés européennes. Il sera tenu compte de la connaissance d'autres langues officielles des Communautés.

Les candidats sont priés d'utiliser le formulaire prévu qui peut être obtenu auprès du Bureau d'Information et de presse de la Commission des C.E., 44, rue des Belles-Feuilles, 75782 Paris cedex 16 ou auprès de la Cour de Justice des C.E. et d'adresser leurs candidatures accompagnées d'un curriculum vitae complet et de tous autres documents utiles, avant le 30 septembre 1988, au Greffier de la Cour de Justice des C.E., Place du Kirchberg, L-2925 Luxembourg. Pour d'autres informations, prière de contacter: 4303-4071 (Luxembourg).

LA COUR DE JUSTICE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES À LUXEMBOURG

# Le Monde

## SÉLECTION IMMOBILIÈRE

### appartements ventes

**1<sup>er</sup> arrdt**  
COMÈRE-FRANCAISE  
4-5 p., 100 m<sup>2</sup>, imm. 1500,  
1<sup>er</sup> ét., étud. 2.100.000 F.  
Trans Opéra, 43-45-23-15.

**2<sup>e</sup> arrdt**  
**ÉTIENNE-MARCEL**  
Bel apt 2/3 p., s.d., double,  
chambre, cuis., bain, tout  
confort, imm. d'angle, étud.  
43-23-12-29.

**PARIS-3**  
ORIGINAL studio  
28 m<sup>2</sup>, 1<sup>er</sup> ét., 485 000 F.  
DOLÉAC 42-33-12-29.

**RUE STE-ANNE**  
3 pces de charme,  
P.C., asc., 54 m<sup>2</sup>, s.d.,  
Parfait état, 45-24-23-33.  
ST-SAUVEUR 2<sup>e</sup> original  
studio 25 m<sup>2</sup>, 1<sup>er</sup> ét.,  
485 000 F. DOLÉAC.  
42-33-12-29.

**3<sup>e</sup> arrdt**  
MARAIN beau 2 p., parfait  
état, hanc. s/plat, 3,30 m.  
banc, poutres apparentes, ch.  
200 F, pte 1 015 000 F.  
Trans Opéra 43-45-23-15.  
MARAIN superbe 2/3 p.,  
57 m<sup>2</sup>, s.d., mezzanine, 1<sup>er</sup>  
ét., en loc., comm. pour  
appart., chanc. 2 276 000 F.  
TRANS OPÉRA.  
43-45-23-15.  
MARAIN superbe PICASSO  
Apt duplex 5 p., s.d.,  
3 chbres, 3 s. bns, 3 w.c.,  
part. en loc., comm. pour  
appart., chanc. 2 276 000 F.  
TRANS OPÉRA.  
43-45-23-15.  
MARAIN superbe 2/3 p.,  
grand studio de prestige,  
mezzanine, 1 050 000 F.  
KEM: 47-54-06-88.

**4<sup>e</sup> arrdt**  
**ILE SAINT-LOUIS 38 m<sup>2</sup>**  
grand studio de prestige,  
mezzanine, 1 050 000 F.  
KEM: 47-54-06-88.

**MUSÉE PICASSO, imm.**  
XVII<sup>e</sup>, 2 p., original duplex  
s/cour, jns, 1 200 000 F.  
43-25-73-14.

**ILE SAINT-LOUIS**  
Tête exceptionnelle 2/3 pces,  
vue unique sur Notre-Dame,  
Seine et ensemble R. Gau-  
che, 5<sup>e</sup> ét., asc., extracordi-  
naire charpente 17<sup>e</sup> s.  
Part. 3 450 000 F.  
Part. 43-25-73-10.

**ILE SAINT-LOUIS 50 m<sup>2</sup>**  
2 pces, belle décoration,  
poutres, cheminée, solail.  
KEM: 47-54-06-88.

**5<sup>e</sup> arrdt**  
EXCEPTIONNELLE PLACE  
DE LA CONTRERIE  
Imm. récent, asc. v.o., 2 p.  
tout confort, cuisine terrassée,  
veranda, 45-34-13-18.

**ARÈNES DE LUTÈCE**  
STUDIO cuis., bain, imm.  
p. de l. standing, étud.  
d'él., asc., 43-23-12-29.

**MONGE grand studio**  
cuis., bain, imm. p. de l.  
standing, étud. d'él., asc.  
800 000 F. 43-23-12-29.

**CHAMBERE DES DÉPUTÉS**  
tous bns, 3 chbres dans  
imm. réo. de stand., s.d.,  
d'él., asc., 43-23-12-29.

**BRETELLE, s.d., chbr + chbr**  
ch. 63 m<sup>2</sup>, imm. pierre  
s/rue et jrd., solail.  
47-05-81-81  
45-81-88-87

**VARENNE RASPAEL**  
Imm. pierre, asc., beau mdo-  
le, bns, s.d., asc., 43-23-12-29.

**Document sur**  
CHAMP DE MARS  
Côté soleil, bnc., 4 p.,  
170 m<sup>2</sup>, s.d., 3 services,  
Pte. 45-23-12-29.

**6<sup>e</sup> arrdt**  
**ODÉON-LUXEMBOURG**  
Idéal pied-à-terre.  
Imm. XVII<sup>e</sup>, grand studio,  
pces, chanc. 40-55-00-21.

**ST-SULPICE, 3 p., 60 m<sup>2</sup>**  
1<sup>er</sup> ét., 2<sup>e</sup> ét., s.d., asc.,  
1 575 000 F. TRANS  
OPÉRA, 43-45-23-15.

**RUE GUERNEVAL**  
Bel imm. mod., 2/3 p.,  
40 m<sup>2</sup>, rue et cour,  
545 000 F. R. ST-J.B.  
DE LA SALLE, BON RM.  
ANGEN, 4<sup>e</sup> ét., 2 p., s.d.,  
chbr, bain, cuis. équipée  
parfait état, 1 100 000 F.  
11, rue Rousselle, 75007 PARIS.

**ST-MÉDARD**  
Imm. p. de l. t., escal. ppil,  
p. de l. t., s.d., asc.,  
belle chbr de serv.,  
belle, solail, vue ch. pces.  
Françoise Faure, 45-87-88-17.

**RUE CASSETTE, 6<sup>e</sup>**  
3 p., 55 m<sup>2</sup>, s.d., asc.,  
asc. t. ch. 1 480 000 F.  
DOLÉAC, 42-33-12-29.

**7<sup>e</sup> arrdt**  
ALMA, 4 p., 85 m<sup>2</sup>, pierre  
de l. wdg, fables chbps,  
s.d., asc., 3 045 000 F.  
TRANS OPÉRA, 43-45-23-15.

**PARC MONSIEUR**  
Apt 7/2/3 p.  
Libre 3 M.  
Prière: Luxembourg, Suisse.  
T: 1841 21 29 87 11, lux.  
43-23-12-29.

**SAINT-PÈRES**  
90 m<sup>2</sup>, bng, 2 chbres +  
terrace, cuisine, parfait état.  
3 300 000 F. Part. à part.  
43-23-12-29.

**CHAMBERE DES DÉPUTÉS**  
tous bns, 3 chbres dans  
imm. réo. de stand., s.d.,  
d'él., asc., 43-23-12-29.

**BRETELLE, s.d., chbr + chbr**  
ch. 63 m<sup>2</sup>, imm. pierre  
s/rue et jrd., solail.  
47-05-81-81  
45-81-88-87

**VARENNE RASPAEL**  
Imm. pierre, asc., beau mdo-  
le, bns, s.d., asc., 43-23-12-29.

**Document sur**  
CHAMP DE MARS  
Côté soleil, bnc., 4 p.,  
170 m<sup>2</sup>, s.d., 3 services,  
Pte. 45-23-12-29.

**6<sup>e</sup> arrdt**  
**ODÉON-LUXEMBOURG**  
Idéal pied-à-terre.  
Imm. XVII<sup>e</sup>, grand studio,  
pces, chanc. 40-55-00-21.

**ST-SULPICE, 3 p., 60 m<sup>2</sup>**  
1<sup>er</sup> ét., 2<sup>e</sup> ét., s.d., asc.,  
1 575 000 F. TRANS  
OPÉRA, 43-45-23-15.

**RUE GUERNEVAL**  
Bel imm. mod., 2/3 p.,  
40 m<sup>2</sup>, rue et cour,  
545 000 F. R. ST-J.B.  
DE LA SALLE, BON RM.  
ANGEN, 4<sup>e</sup> ét., 2 p., s.d.,  
chbr, bain, cuis. équipée  
parfait état, 1 100 000 F.  
11, rue Rousselle, 75007 PARIS.

**ST-MÉDARD**  
Imm. p. de l. t., escal. ppil,  
p. de l. t., s.d., asc.,  
belle chbr de serv.,  
belle, solail, vue ch. pces.  
Françoise Faure, 45-87-88-17.

**RUE CASSETTE, 6<sup>e</sup>**  
3 p., 55 m<sup>2</sup>, s.d., asc.,  
asc. t. ch. 1 480 000 F.  
DOLÉAC, 42-33-12-29.

**10<sup>e</sup> arrdt**  
MAGENTA, 4 p., 85 m<sup>2</sup>, pierre  
de l. wdg, fables chbps,  
s.d., asc., 3 045 000 F.  
TRANS OPÉRA, 43-45-23-15.

**PARC MONSIEUR**  
Apt 7/2/3 p.  
Libre 3 M.  
Prière: Luxembourg, Suisse.  
T: 1841 21 29 87 11, lux.  
43-23-12-29.

**SAINT-PÈRES**  
90 m<sup>2</sup>, bng, 2 chbres +  
terrace, cuisine, parfait état.  
3 300 000 F. Part. à part.  
43-23-12-29.

**CHAMBERE DES DÉPUTÉS**  
tous bns, 3 chbres dans  
imm. réo. de stand., s.d.,  
d'él., asc., 43-23-12-29.

**BRETELLE, s.d., chbr + chbr**  
ch. 63 m<sup>2</sup>, imm. pierre  
s/rue et jrd., solail.  
47-05-81-81  
45-81-88-87

**VARENNE RASPAEL**  
Imm. pierre, asc., beau mdo-  
le, bns, s.d., asc., 43-23-12-29.

**Document sur**  
CHAMP DE MARS  
Côté soleil, bnc., 4 p.,  
170 m<sup>2</sup>, s.d., 3 services,  
Pte. 45-23-12-29.

**6<sup>e</sup> arrdt**  
**ODÉON-LUXEMBOURG**  
Idéal pied-à-terre.  
Imm. XVII<sup>e</sup>, grand studio,  
pces, chanc. 40-55-00-21.

**ST-SULPICE, 3 p., 60 m<sup>2</sup>**  
1<sup>er</sup> ét., 2<sup>e</sup> ét., s.d., asc.,  
1 575 000 F. TRANS  
OPÉRA, 43-45-23-15.

**RUE GUERNEVAL**  
Bel imm. mod., 2/3 p.,  
40 m<sup>2</sup>, rue et cour,  
545 000 F. R. ST-J.B.  
DE LA SALLE, BON RM.  
ANGEN, 4<sup>e</sup> ét., 2 p., s.d.,  
chbr, bain, cuis. équipée  
parfait état, 1 100 000 F.  
11, rue Rousselle, 75007 PARIS.

**ST-MÉDARD**  
Imm. p. de l. t., escal. ppil,  
p. de l. t., s.d., asc.,  
belle chbr de serv.,  
belle, solail, vue ch. pces.  
Françoise Faure, 45-87-88-17.

**RUE CASSETTE, 6<sup>e</sup>**  
3 p., 55 m<sup>2</sup>, s.d., asc.,  
asc. t. ch. 1 480 000 F.  
DOLÉAC, 42-33-12-29.

**7<sup>e</sup> arrdt**  
ALMA, 4 p., 85 m<sup>2</sup>, pierre  
de l. wdg, fables chbps,  
s.d., asc., 3 045 000 F.  
TRANS OPÉRA, 43-45-23-15.

**PARC MONSIEUR**  
Apt 7/2/3 p.  
Libre 3 M.  
Prière: Luxembourg, Suisse.  
T: 1841 21 29 87 11, lux.  
43-23-12-29.

**SAINT-PÈRES**  
90 m<sup>2</sup>, bng, 2 chbres +  
terrace, cuisine, parfait état.  
3 300 000 F. Part. à part.  
43-23-12-29.

**CHAMBERE DES DÉPUTÉS**  
tous bns, 3 chbres dans  
imm. réo. de stand., s.d.,  
d'él., asc., 43-23-12-29.

**BRETELLE, s.d., chbr + chbr**  
ch. 63 m<sup>2</sup>, imm. pierre  
s/rue et jrd., solail.  
47-05-81-81  
45-81-88-87

**VARENNE RASPAEL**  
Imm. pierre, asc., beau mdo-  
le, bns, s.d., asc., 43-23-12-29.

**Document sur**  
CHAMP DE MARS  
Côté soleil, bnc., 4 p.,  
170 m<sup>2</sup>, s.d., 3 services,  
Pte. 45-23-12-29.

**6<sup>e</sup> arrdt**  
**ODÉON-LUXEMBOURG**  
Idéal pied-à-terre.  
Imm. XVII<sup>e</sup>, grand studio,  
pces, chanc. 40-55-00-21.

**ST-SULPICE, 3 p., 60 m<sup>2</sup>**  
1<sup>er</sup> ét., 2<sup>e</sup> ét., s.d., asc.,  
1 575 000 F. TRANS  
OPÉRA, 43-45-23-15.

**RUE GUERNEVAL**  
Bel imm. mod., 2/3 p.,  
40 m<sup>2</sup>, rue et cour,  
545 000 F. R. ST-J.B.  
DE LA SALLE, BON RM.  
ANGEN, 4<sup>e</sup> ét., 2 p., s.d.,  
chbr, bain, cuis. équipée  
parfait état, 1 100 000 F.  
11, rue Rousselle, 75007 PARIS.

**ST-MÉDARD**  
Imm. p. de l. t., escal. ppil,  
p. de l. t., s.d., asc.,  
belle chbr de serv.,  
belle, solail, vue ch. pces.  
Françoise Faure, 45-87-88-17.

**RUE CASSETTE, 6<sup>e</sup>**  
3 p., 55 m<sup>2</sup>, s.d., asc.,  
asc. t. ch. 1 480 000 F.  
DOLÉAC, 42-33-12-29.

**17<sup>e</sup> arrdt**  
PTE CHAMPERRET,  
appt 4 p., 80 m<sup>2</sup>, 3<sup>e</sup> ét.  
s.d., asc., 1 575 000 F. R. C38.  
ANDRÉ KORCHIA S.A.  
43-70-88-88.

**PARC MONSIEUR**  
Apt 7/2/3 p.  
Libre 3 M.  
Prière: Luxembourg, Suisse.  
T: 1841 21 29 87 11, lux.  
43-23-12-29.

**SAINT-PÈRES**  
90 m<sup>2</sup>, bng, 2 chbres +  
terrace, cuisine, parfait état.  
3 300 000 F. Part. à part.  
43-23-12-29.

**CHAMBERE DES DÉPUTÉS**  
tous bns, 3 chbres dans  
imm. réo. de stand., s.d.,  
d'él., asc., 43-23-12-29.

**BRETELLE, s.d., chbr + chbr**  
ch. 63 m<sup>2</sup>, imm. pierre  
s/rue et jrd., solail.  
47-05-81-81  
45-81-88-87

**VARENNE RASPAEL**  
Imm. pierre, asc., beau mdo-  
le, bns, s.d., asc., 43-23-12-29.

**Document sur**  
CHAMP DE MARS  
Côté soleil, bnc., 4 p.,  
170 m<sup>2</sup>, s.d., 3 services,  
Pte. 45-23-12-29.

**6<sup>e</sup> arrdt**  
**ODÉON-LUXEMBOURG**  
Idéal pied-à-terre.  
Imm. XVII<sup>e</sup>, grand studio,  
pces, chanc. 40-55-00-21.

**ST-SULPICE, 3 p., 60 m<sup>2</sup>**  
1<sup>er</sup> ét., 2<sup>e</sup> ét., s.d., asc.,  
1 575 000 F. TRANS  
OPÉRA, 43-45-23-15.

**RUE GUERNEVAL**  
Bel imm. mod., 2/3 p.,  
40 m<sup>2</sup>, rue et cour,  
545 000 F. R. ST-J.B.  
DE LA SALLE, BON RM.  
ANGEN, 4<sup>e</sup> ét., 2 p., s.d.,  
chbr, bain, cuis. équipée  
parfait état, 1 100 000 F.  
11, rue Rousselle, 75007 PARIS.

**ST-MÉDARD**  
Imm. p. de l. t., escal. ppil,  
p. de l. t., s.d., asc.,  
belle chbr de serv.,  
belle, solail, vue ch. pces.  
Françoise Faure, 45-87-88-17.

**RUE CASSETTE, 6<sup>e</sup>**  
3 p., 55 m<sup>2</sup>, s.d., asc.,  
asc. t. ch. 1 480 000 F.  
DOLÉAC, 42-33-12-29.

**7<sup>e</sup> arrdt**  
ALMA, 4 p., 85 m<sup>2</sup>, pierre  
de l. wdg, fables chbps,  
s.d., asc., 3 045 000 F.  
TRANS OPÉRA, 43-45-23-15.

**PARC MONSIEUR**  
Apt 7/2/3 p.  
Libre 3 M.  
Prière: Luxembourg, Suisse.  
T: 1841 21 29 87 11, lux.  
43-23-12-29.

**SAINT-PÈRES**  
90 m<sup>2</sup>, bng, 2 chbres +  
terrace, cuisine, parfait état.  
3 300 000 F. Part. à part.  
43-23-12-29.

**CHAMBERE DES DÉPUTÉS**  
tous bns, 3 chbres dans  
imm. réo. de stand., s.d.,  
d'él., asc., 43-23-12-29.

**BRETELLE, s.d., chbr + chbr**  
ch. 63 m<sup>2</sup>, imm. pierre  
s/rue et jrd., solail.  
47-05-81-81  
45-81-88-87

**VARENNE RASPAEL**  
Imm. pierre, asc., beau mdo-  
le, bns, s.d., asc., 43-23-12-29.

**Document sur**  
CHAMP DE MARS  
Côté soleil, bnc., 4 p.,  
170 m<sup>2</sup>, s.d., 3 services,  
Pte. 45-23-12-29.

**6<sup>e</sup> arrdt**  
**ODÉON-LUXEMBOURG**  
Idéal pied-à-terre.  
Imm. XVII<sup>e</sup>, grand studio,  
pces, chanc. 40-55-00-21.

**ST-SULPICE, 3 p., 60 m<sup>2</sup>**  
1<sup>er</sup> ét., 2<sup>e</sup> ét., s.d., asc.,  
1 575 000 F. TRANS  
OPÉRA, 43-45-23-15.

**RUE GUERNEVAL**  
Bel imm. mod., 2/3 p.,  
40 m<sup>2</sup>, rue et cour,  
545 000 F. R. ST-J.B.  
DE LA SALLE, BON RM.  
ANGEN, 4<sup>e</sup> ét., 2 p., s.d.,  
chbr, bain, cuis. équipée  
parfait état, 1 100 000 F.  
11, rue Rousselle, 75007 PARIS.

**ST-MÉDARD**  
Imm. p. de l. t., escal. ppil,  
p. de l. t., s.d., asc.,  
belle chbr de serv.,  
belle, solail, vue ch. pces.  
Françoise Faure, 45-87-88-17.

**RUE CASSETTE, 6<sup>e</sup>**  
3 p., 55 m<sup>2</sup>, s.d., asc.,  
asc. t. ch. 1 480 000 F.  
DOLÉAC, 42-33-12-29.

**95- Val-d'Oise**  
Dans résidence 3 étages à  
SARNOIS, 3 pces tout  
confort, 75 m<sup>2</sup> terrasse +  
jardin entouré 50 m<sup>2</sup>, loggia  
10 m<sup>2</sup>, bnc en sous-sol.  
R.E.R. prochainement.  
2 chbres, séjour, cuisine,  
s. de bns, w.c., s.d.,  
placard aménagé.  
Pte 820 000 F. à débiter.  
Tél: 34-14-85-51.

**PARIS-3**  
ORIGINAL studio  
28 m<sup>2</sup>, 1<sup>er</sup> ét., 485 000 F.  
DOLÉAC 42-33-12-29.

**ST-SULPICE, 3 p., 60 m<sup>2</sup>**  
1<sup>er</sup> ét., 2<sup>e</sup> ét., s.d., asc.,  
1 575 000 F. TRANS  
OPÉRA, 43-45-23-15.

**RUE GUERNEVAL**  
Bel imm. mod., 2/3 p.,  
40 m<sup>2</sup>, rue et cour,  
545 000 F. R. ST-J.B.  
DE LA SALLE, BON RM.  
ANGEN, 4<sup>e</sup> ét., 2 p., s.d.,  
chbr, bain, cuis. équipée  
parfait état, 1 100 000 F.  
11, rue Rousselle, 75007 PARIS.

**ST-MÉDARD**  
Imm. p. de l. t., escal. ppil,  
p. de l. t., s.d., asc.,  
belle chbr de serv.,  
belle, solail, vue ch. pces.  
Françoise Faure, 45-87-88-17.

**RUE CASSETTE, 6<sup>e</sup>**  
3 p., 55 m<sup>2</sup>, s.d., asc.,  
asc. t. ch. 1 480 000 F.  
DOLÉAC, 42-33-12-29.

**7<sup>e</sup> arrdt**  
ALMA, 4 p., 85 m<sup>2</sup>, pierre  
de l. wdg, fables chbps,  
s.d., asc., 3 045 000 F.  
TRANS OPÉRA, 43-45-23-15.

**PARC MONSIEUR**  
Apt 7/2/3 p.  
Libre 3 M.  
Prière: Luxembourg, Suisse.  
T: 1841 21 29 87 11, lux.  
43-23-12-29.

**SAINT-PÈRES**  
90 m<sup>2</sup>, bng, 2 chbres +  
terrace, cuisine, parfait état.  
3 300 000 F. Part. à part.  
43-23-12-29.

**CHAMBERE DES DÉPUTÉS**  
tous bns, 3 chbres dans  
imm. réo. de stand., s.d.,  
d'él., asc., 43-23-1







# Economie

## SOMMAIRE

■ La Cour des comptes a remis son rapport annuel au président de la République. Erreurs de l'administration, fraudes et gaspillages sont dénoncés (lire page 31).

■ Le conflit aux Chantiers de l'Atlantique : une réunion de conciliation devait avoir lieu mercredi 6 juillet à Paris (lire ci-dessous).

■ La visite de M. Takeshita en Australie illustre la vulnérabilité de l'économie australienne et la puissance nipponne dans la région (lire p. 36).

■ Le nombre de licenciements de cadres a considérablement diminué. Il est au plus bas depuis douze ans, selon l'Association paritaire pour l'emploi des cadres (lire ci-dessous).

Selon l'enquête semestrielle de l'APEC

## Le nombre des licenciements de cadres est le plus bas depuis douze ans

L'optimisme est de rigueur à l'Association paritaire pour l'emploi des cadres (APEC). Après les bons résultats enregistrés au premier semestre 1988, les perspectives d'emploi pour le second semestre s'annoncent rassurantes. A tel point que, « à moins de pépins », on se met à croire à la fin de l'hémorragie pour le début de l'année 1989.

Pour la première fois depuis douze ans, le niveau prévisible des licenciements de cadres de personnel d'encadrement, évalué à 6,3 %, retrouve celui de 1976. Le volume d'embauches, qui avait été fort au premier semestre, sera de 14,6 % dans les six derniers mois. Prévue pour être de 7 %, la balance positive aura été de 11 % depuis le début de l'année et devrait être de 8,2 % à la fin décembre.

### Grève à Air Inter et à UTA

Les syndicats de pilotes (SNPL, SPAC) et de mécaniciens (SNO, MAC) d'Air Inter ont déposé un nouveau préavis de grève pour la période allant du 11 au 17 juillet inclus, à l'exception du 14 juillet. Ces arrêts de travail prendront, comme les semaines précédentes, la forme d'une prise de service tardive à 8 heures du matin ayant pour effet de désorganiser et de retarder les vols du matin. Ces syndicats demandent une période d'essai de pilotage à trois de l'Airbus A-320 conçu pour être conduit par deux pilotes seulement.

D'autre part, le Syndicat national du personnel navigant commercial (SNPNC) a lancé un mot d'ordre auprès des hôtesses et stewards de la compagnie UTA, appelés à cesser le travail du mercredi 6 au vendredi 8 juillet.

### Avantage aux jeunes diplômés

Pour l'ensemble des salariés, le second semestre devrait globalement se traduire, en solde, par une compression des effectifs de l'ordre de 3,8 %, qui représente toutefois une sensible amélioration par rapport aux mouvements enregistrés les années précédentes. Il faut, en effet, remonter à 1982 pour observer un rapprochement des courbes entre les volumes de licenciements et d'embauches, et aller jusqu'en 1980 pour voir les recrutements dépasser temporairement les réductions d'effectifs.

Pour les cadres, 6,3 % des entreprises comptent réduire leurs effectifs et 14,6 % envisagent de

les augmenter. L'amélioration est surtout due à la baisse du nombre de licenciements, tandis que le flux des embauches paraît se ralentir après la progression de 18,6 % enregistrée au cours des six premiers mois. L'APEC estime cependant que ce coup frein, relatif, peut s'expliquer par la pause que choisissent de faire les chefs d'entreprise pour digérer une progression plus forte que prévue.

Comme toujours à cette période de l'année, ce sont les jeunes diplômés qui devraient profiter des bonnes dispositions des employeurs : 30,8 % des embauches leur sont destinées contre 23,9 % pendant le premier semestre. Mais, note M. Jean Prével, le « jeune cadre » ayant de deux à cinq années d'expérience après son diplôme apparaît de plus en plus comme la valeur montante. Il a bénéficié de 20,9 % des embauches au premier semestre et devrait en obtenir 26 % au second. Les cadres confirmés demeurent la grande catégorie pour les recrutements. Au premier semestre, ils ont profité de la reprise de l'emploi en obtenant 55,2 % des postes proposés mais n'en auront plus que 41,8 % au second.

Par fonctions, les déplacements sont tout aussi significatifs. Les postes de recherche et développement, les fonctions administratives et de direction sont moins demandés, la diminution étant forte pour les cadres commerciaux. Les informaticiens et les financiers sont toujours recherchés mais on assiste à une forte croissance des propositions pour les cadres techniques ou de production. Là aussi, le paysage professionnel bouge qui réhabilite certaines activités au détriment d'autres.

A. L.

## Nouveaux incidents dans le conflit des Houillères de Provence

MARSEILLE de notre correspondant

Alors que le dialogue venait d'être renoué, le lundi 6 juillet, entre la direction des houillères de Provence et les représentants des mineurs en grève à l'appel de la CGT et de la CFDT, depuis le 7 avril, de nouveaux incidents ont éclaté dans la nuit de lundi à mardi. Le feu a été mis devant la mairie de Meyreuil ainsi qu'à Simiane, un village proche de Gardanne où l'on déplore 100 000 francs de dégâts à la mairie, un château récemment rénové.

Dans la matinée de mardi, une centaine de grévistes ont mis le feu à du charbon d'importation entreposé sur le quai minéralier de Fos.

Les forces de l'ordre sont intervenues et ont interpellé seize militants CGT, qui ont été conduits au commissariat de Martigues. D'autres manifestants, au nombre de cent cinquante, se sont alors réunis devant le commissariat. Les seize militants ont été libérés dans l'après-midi de mardi.

Cependant une nouvelle réunion avait été fixée le mercredi 6 juillet à 15 heures, à la sous-préfecture d'Aix-en-Provence, entre les représentants de la direction des Houillères et des grévistes, à la suite de la mission de conciliation conduite par le vice-président du Parc autonome de Marseille, M. Raymond Vidal.

La direction a donné son accord pour examiner très rapidement certains problèmes spécifiques aux bas salaires de l'exploitation de Provence, en dehors des problèmes salariaux généraux qui seront examinés au niveau de la direction des Charbonnages de France.

JEAN CONTRUCCI.

## Réunion de conciliation à Paris sur les Chantiers de l'Atlantique

### Les « inaptes » font le ménage

Les métallurgistes des Chantiers de l'Atlantique ont occupé, le mardi 5 juillet, la mairie de Saint-Nazaire (Loire-Atlantique). Ils protestent contre le plan social de la direction, qui prévoit la mise en congé-conversion, pour deux ans, de cent trente-cinq salariés, le 1<sup>er</sup> août.

SAINT-NAZAIRE de notre envoyée spéciale

En cette fin d'après-midi, ils sont une trentaine, assis sur les marches de pierre de l'hôtel de ville, au milieu des pelures d'orange, des mégots et des capsules de bouteilles de bière. Depuis le matin, ils attendent ainsi au pied du fronton de la mairie de Saint-Nazaire, qui porte les mots « liberté, égalité, fraternité » en lettres roses. L'air est doux, les jets d'eau murmurent, la journée a été longue.

Au matin du 5 juillet, plus de cinq cents grévistes des Chantiers de l'Atlantique se sont retrouvés ici pour remettre au maire socialiste de la ville, M. Joël Betteux, les lettres nominatives de mise en congé-conversion reçues par les cent trente-cinq salariés des Chantiers, menacés par le plan social de la direction. Ceux dont M. Jean-Joël d'Acremont, le directeur du chantier, disait, au début du conflit : « ils se sont réveillés inaptes au métier de la construction navale ». Le mot avait, alors, fait bondir, mais les quatre mille huit cents ouvriers des Chantiers ignorent encore les noms de ces « poids morts » de l'usine. Depuis la réception des lettres, le samedi 3 juillet, ils ne décollent pas.

Marie-France Belin, une « inapte à la construction navale » ? Elle travaille derrière un bureau, à la mutuelle du chantier, mais elle se dit elle-même « une militante combattive de lutte ouvrière », en ajoutant : « il

s'agit d'un règlement de comptes ». Et de citer le cas de Daniel Labarille, trente-sept ans, qui s'apprête à fêter ses dix-sept ans de chantier le 25 août. Electricien OP 3, formateur d'internautes, il fut délégué CGT de 1974 à 1980. En tout, cinq délégués CGT et un délégué FO.

Le matin, devant la mairie, environ quatre-vingt lettres ont été remises à Joël Betteux : les cinquante-cinq autres destinataires, qui s'apprêtent à fêter les dix-sept ans de chantier le 25 août. Electricien OP 3, formateur d'internautes, il fut délégué CGT de 1974 à 1980. En tout, cinq délégués CGT et un délégué FO.

### Les dockers ont volé

Exaspérés par ces quatre semaines de grève, qui font de ce conflit le plus long aux chantiers depuis 1987, les ouvriers ont investi, dans la matinée, la mairie de Saint-Nazaire, afin de « faire le ménage » dans le bureau de « leurs » ministres, M. Claude Evin. Elu aux dernières législatives, il a démissionné le jour de sa nomination au poste de porte-parole du gouvernement et de ministre de la Santé, de la Santé et de la Protection sociale. Pendant cette petite heure de « ménage », les dockers ont volé, les trois ont été vidés, les meubles renversés, mais les déclarations se sont arrêtées là : la mairie de Saint-Nazaire avait su se montrer prudente : durant la journée, aucun policier n'a été aperçu sur les lieux. « Seulement deux gentils qui faisaient la circulation », ajoute l'un des grévistes en souriant. Il sait que ses camarades avaient de quoi riposter au fond de leurs poches.

18 h 30 : Joël Betteux, épuisé par une journée de négociations serrées avec Paris, rejoint les manifestants au pied des marches. Depuis le matin, la mairie, la sous-préfecture et le gouvernement étaient restés en contact. Pendant que les métallurgistes campaient dans l'hôtel de ville de Saint-Nazaire, une réunion interministérielle se tenait à Paris.

### Débat de déblocage

Le soir, Joël Betteux put annoncer aux grévistes un début de déblocage : Alain Gili, directeur général de la division navale du groupe Alsthom et l'inter-syndicale CGT, CFDT, FO des chantiers devaient se rencontrer mercredi à Paris. « Cette réunion a au moins le mérite de renouer le fil de la négociation », dira-t-il plus tard. Mais il s'agit d'un conflit à double étage : un problème immédiat concernant les congés de conversion et un problème plus profond, concernant l'avenir de la construction navale à Saint-Nazaire. Ce problème de fond n'est pas à la portée d'un ministre, ni même d'une réunion interministérielle : c'est au gouvernement de s'en occuper. Et, pour cela, il faudra du temps.

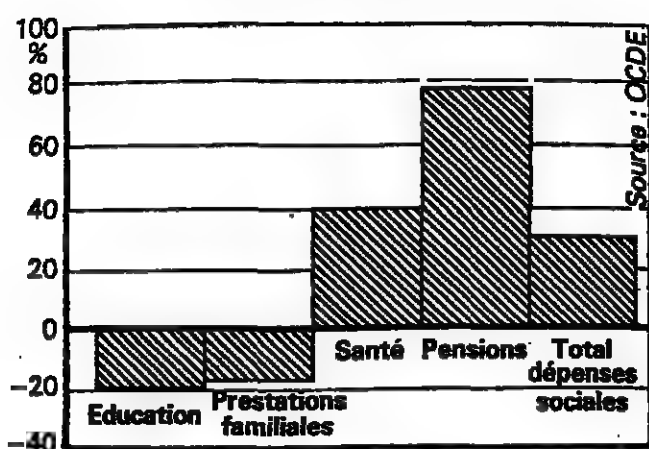
Sur le peron, dans la chaleur du soir, la dizaine de grévistes encore présents faisaient la moue. Ils ne paraissent guère enthousiasmés par cette réunion qui devait se tenir si loin d'eux, à Paris. Mais, après tout, n'était-ce pas mieux que rien ? Hélas ! la nouvelle devait être démentie dans la soirée par la direction d'Alsthom-Atlantique.

Ils ont ramassé leurs petites affaires, échangé quelques mots avec Joël Betteux et se sont éloignés lentement en traînant silencieusement les pieds. « Depuis le 14 juin, j'ai vraiment l'impression que les ministères nous mènent en bateau », murmure l'un d'entre eux. Ce fait quatre semaines que cela dure...

ANNE CHEMIL.

## L'effet de l'évolution démographique sur les dépenses sociales entre 1980 et 2040

### Forte augmentation de la masse des pensions



(1) Projection moyenne sur les douze grands pays de l'OCDE : Australie, Belgique, Canada, États-Unis, Danemark, France, Grande-Bretagne, Allemagne fédérale, Italie, Japon, Pays-Bas, Suède. Source : OCDE. Le vieillissement démographique, conséquences pour la politique sociale.

A long terme, l'un des défis majeurs des politiques de protection sociale, dans les pays industrialisés que les ministères des affaires sociales des États de l'OCDE examinent mercredi 6 et jeudi 7 juillet à Paris, sera la croissance du nombre de personnes âgées de plus de 65 ans. Celle-ci ira de 30 % en Suède et au Danemark à près de 400 % en Australie, au Canada et en Turquie. Leur poids dans la population passera de 13,9 % en moyenne vers 2000 (contre 12,7 % en 1986) à 20 % à 25 % vers 2040. La RFA et la Suisse atteignent 28 %. Les plus de 75 ans, pour leur part, représenteront 10 % à 12 %, contre 5,4 % en 1986 et 5,8 % en 2000.

Cette augmentation va exercer une forte pression sur les dépenses sociales, notamment sur les retraites, dont le volume a déjà plus que doublé au cours des décennies 60 et 70, notamment par la revalorisation des pensions et l'allongement des carrières, mais aussi sur les dépenses de santé.

## AFFAIRES

### Après le retrait du canadien Cascades

## M. François Pinault préside seul aux destinées de la Chapelle-Darblay

« François Pinault prend en main aujourd'hui les destinées de la Chapelle-Darblay avec la ferme volonté d'assurer le succès de cette entreprise ». C'est en ces termes que M. Pinault a lui-même présenté, le 5 juillet, l'accord conclu avec le canadien Cascades qui met un terme aux liens qui les unissaient depuis trois mois à la tête du groupe papeter français Chapelle-Darblay.

Après arbitrage du président du tribunal de commerce de Nanterre, Cascades SA a accepté de se retirer de la Franco-canadienne de papier en cédant ses actions à M. François Pinault pour 40 millions de francs. Celui-ci devient du même coup principal actionnaire de Chapelle-Darblay à hauteur de 85 % du capital, la filiale du Crédit lyonnais Clivert détenant les 15 % restants.

« La direction à 50-50 était très difficile. Il fallait une majorité », a seulement précisé M. Pinault, démentant toute incompatibilité d'humeur avec M. Bernard Lemaire, le patron de Cascades SA. M. Pinault a souligné qu'il reprendrait « à titre personnel » les actions vendues par Cascades afin de ne pas retarder l'introduction prochaine en Bourse — au second marché — du groupe Pinault SA, lequel « possède actuellement sa dynamique propre ». Et d'ajouter : « La Chapelle-Darblay doit être redressée définitivement avant d'apporter ses actions à Pinault SA dans les années qui viennent ».

Ainsi s'achève le dernier épisode du feuilleton Chapelle-Darblay qui avait vu le ministre de l'Industrie du gouvernement Chirac, M. Alain Madelin, marier le nantais Pinault et le canadien Cascades sans que l'un et l'autre aient eu le temps ou l'occasion de se connaître au préalable.

### Marché porteur

Seul aux commandes, M. Pinault entend suivre à la lettre le plan de redressement qu'il était engagé à mener avec son ancien partenaire : les deux sites de Grand-Couronne et de Saint-Etienne-du-Rouvray (Seine-Maritime) seront maintenus et les productions accrues grâce à la mise en route d'une troisième machine de papier journal et d'une autre de papier couché. Les effectifs passeront, comme prévu, dans les deux ans, de mille deux cents à mille cinquante salariés. M. Pinault estime qu'un cash-flow de 200 millions de francs sera dégagé en 1988.

Le bilan devrait être positif à Grand-Couronne et négatif à Saint-Etienne-du-Rouvray. Quant à la créance de 2 milliards de francs détenue par l'Etat sur la Chapelle-

Darblay, le PDG du groupe Pinault a assuré qu'elle serait honorée dans les conditions fixées par le tribunal : le prêt de 900 millions de francs sera remboursé à compter de 1992. La subvention de 1,050 milliard de francs verra son remboursement subordonné à la réalisation par la Chapelle-Darblay d'un cash-flow annuel de 350 millions de francs. M. Pinault espère atteindre de tels résultats dès 1989.

Outre l'outil qu'il juge « très performant », il compte sur un marché du papier « porteur ». Lorsqu'elle fonctionnera à plein régime, la Chapelle-Darblay devrait pouvoir produire 350 000 tonnes de papier journal, soit la moitié des besoins français actuels. Elle devrait en outre fournir 220 000 à 240 000 tonnes de papier couché, soit le tiers des besoins du pays. « Cette entreprise occupe une place de premier rang dans l'industrie papetière française (...). Elle dispose d'un potentiel de développement remarquable », affirmait, le mardi 5 juillet, M. François Pinault. Un directeur dont il n'a pas voulu dévoiler l'identité (il dirige actuellement un grand groupe français hors de l'industrie du papier) sera prochainement nommé à la Chapelle-Darblay.

ERIC FOTTORINO.

## Le rapport de la Cour des

### Heurs et malheurs des sociétés

pour rendre compte de son activité en 1987, la Cour des comptes a remis son rapport annuel au président de la République. Le rapport, qui sera lu par le président de la République, le 11 juillet, est le premier d'un cycle de cinq ans. Il est le fruit d'un travail de la Cour des comptes, qui a été renforcé en 1987 par la loi de finances. Le rapport de la Cour des comptes est le fruit d'un travail de la Cour des comptes, qui a été renforcé en 1987 par la loi de finances. Le rapport de la Cour des comptes est le fruit d'un travail de la Cour des comptes, qui a été renforcé en 1987 par la loi de finances.

### « Il faut deux milliards »

Sur plus de 100 milliards de francs de dépenses, le rapport de la Cour des comptes pour 1987, remis au président de la République, le 11 juillet, est le premier d'un cycle de cinq ans. Il est le fruit d'un travail de la Cour des comptes, qui a été renforcé en 1987 par la loi de finances. Le rapport de la Cour des comptes est le fruit d'un travail de la Cour des comptes, qui a été renforcé en 1987 par la loi de finances. Le rapport de la Cour des comptes est le fruit d'un travail de la Cour des comptes, qui a été renforcé en 1987 par la loi de finances.

Le rapport de la Cour des comptes pour 1987, remis au président de la République, le 11 juillet, est le premier d'un cycle de cinq ans. Il est le fruit d'un travail de la Cour des comptes, qui a été renforcé en 1987 par la loi de finances. Le rapport de la Cour des comptes est le fruit d'un travail de la Cour des comptes, qui a été renforcé en 1987 par la loi de finances.

Le rapport de la Cour des comptes pour 1987, remis au président de la République, le 11 juillet, est le premier d'un cycle de cinq ans. Il est le fruit d'un travail de la Cour des comptes, qui a été renforcé en 1987 par la loi de finances. Le rapport de la Cour des comptes est le fruit d'un travail de la Cour des comptes, qui a été renforcé en 1987 par la loi de finances.

## Les droits des instituteurs

Les instituteurs de France ont obtenu, le 5 juillet, la reconnaissance de leur statut de fonctionnaires de l'Etat. Cette reconnaissance, qui leur donne accès à la fonction publique, est le fruit d'une longue lutte. Les instituteurs de France ont obtenu, le 5 juillet, la reconnaissance de leur statut de fonctionnaires de l'Etat. Cette reconnaissance, qui leur donne accès à la fonction publique, est le fruit d'une longue lutte.

### Les dépenses du ministère de l'Éducation

Le rapport de la Cour des comptes pour 1987, remis au président de la République, le 11 juillet, est le premier d'un cycle de cinq ans. Il est le fruit d'un travail de la Cour des comptes, qui a été renforcé en 1987 par la loi de finances. Le rapport de la Cour des comptes est le fruit d'un travail de la Cour des comptes, qui a été renforcé en 1987 par la loi de finances. Le rapport de la Cour des comptes est le fruit d'un travail de la Cour des comptes, qui a été renforcé en 1987 par la loi de finances.

**An AMERICAN UNIVERSITY in PARIS**  
MBA Diplôme de Master in Business Administration  
COURS DU JOUR ET DU SOIR  
**UNIVERSITY of HARTFORD BUSINESS SCHOOL**  
15, av. de la Grande Armée - 75116 Paris  
Tél. (1) 45.00.96.25

**SAINT-GOBAIN**  
prend la parole aux  
1<sup>res</sup> Journées Prospectives du journal  
**Le Monde**  
11.12.13 Octobre 1988 à l'UNESCO  
Tél. (1) 47.53.70.70

**LE MONDE IMMOBILIER**  
Publicité  
Renseignements :  
**45-55-91-82**  
poste 4138 - 4324

**hp HEWLETT PACKARD**  
prend la parole aux  
1<sup>res</sup> Journées Prospectives du journal  
**Le Monde**  
11.12.13 Octobre 1988 à l'UNESCO  
Tél. (1) 47.53.70.70



# Économie

## Le rapport 88 de la Cour des comptes

Le rapport annuel de la Cour des comptes, remis la semaine dernière au président de la République, a été rendu public le mardi 5 juillet. Le rapport, qui a également été déposé à l'Assemblée nationale et au Sénat, comprend deux cent soixante-six pages divisées en quatre parties et une annexe : Etat et établissements publics nationaux ; collectivités territoriales et établissements publics locaux ; protection sociale ; entreprises publiques.

### Heurs et malheurs des sociétés de conversion de la sidérurgie

Quand il faut réparer au plus vite les pots cassés, les bavures deviennent inévitables. Rien ne serait plus injuste que d'apprécier les méthodes employées pour lutter contre les conséquences sociales de la crise de la sidérurgie en oubliant la situation d'urgence qui était celle de l'époque.

Telle est, en substance, la ligne de défense adoptée par le ministre de l'Industrie et par le président de la société Usinor-Sacilor pour répondre aux sévères critiques formulées par la Cour des comptes dans son rapport consacré à l'examen des sociétés de conversion de la sidérurgie.

Nées en 1982 et 1983, ces sociétés — au nombre de sept (Soldev, Sodilor, Sodilar, Sodonor, Sodionne, Socadec et Somidex) — devaient répondre aux besoins de deux groupes, Usinor et Sacilor, encore rivaux. Créées en fonction des difficultés des bassins d'emploi de la Lorraine et du Nord, ces sociétés ont eu une existence mouvementée et, aussitôt contestée. Au pire moment, elles ont dû explorer un nouveau métier : celui du développement local, dont les spécialistes sont rares. En outre, sur le terrain, il leur a fallu inventer des procédures inconnues pour aider à la création d'emplois dans des zones marquées par la mono-industrie. Elles ont dû enfin s'ouvrir à l'innovation, avec des tuteurs parmi les moins préparés : le ministère de l'Industrie et les patrons d'une sidérurgie toute puissante mais vieillie.

Jugé à l'aune des moyens financiers accordés par l'Etat (803 millions de francs au total, dont 573 pour la période 1982-1985), le bilan économique et social, « inégal », est entaché de plusieurs « lacunes graves », note la Cour. Avec le recul et débarrassée des contingences sociales, les résultats sont mesurés sèchement.

Sur les 608 millions de francs effectivement versés par les sociétés de conversion au 31 décembre 1986

pour soutenir quelque 880 opérations, 568 sont allés à des entreprises et le reste, seulement, à d'anciens sidérurgistes devenus « essayeurs » (1) pour développer leur propre activité. A 82 %, les aides se sont résümées à des prêts à long terme et, plus rarement (9 %), en des prises de participation. Le taux de « sinistres », c'est-à-dire le rapport entre les échecs définitifs et les versements s'élève à 35 %, soit 33 millions de francs pour Sodilor et pour beaucoup, comme à Vireux-Molhain, mais « les erreurs d'appréciation et de gestion n'y sont pas étrangères », remarque la Cour.

#### Entre deux extrêmes

Sur plan social, avance-t-elle, le bilan est « limité », mais il faut admettre « la faible concordance entre les emplois nouveaux proposés et les qualifications des salariés de la sidérurgie » ou encore reconnaître que « les garanties de revenus offertes par les conventions de protection sociale jusqu'à l'âge de la retraite n'encourageaient guère ces anciens salariés à accepter des emplois de conversion ». Au 31 décembre 1986, le total des emplois « créés et maintenus » était de 11 950, dont 1 058 par « essai » et 827 par des subventions directes à l'embauche de sidérurgistes. En définitive, note le rapport, « 2 885 créations d'emplois ont bénéficié directement à d'anciens sidérurgistes ».

« Ni l'Etat ni les groupes sidérurgiques n'ont su créer les conditions d'un véritable accompagnement des reconversions régionales et des actions localisées, au bénéfice des

anciens sidérurgistes. Etaient-il justifié que la Soldev participe au projet de parc de loisirs — « Le nouveau monde des Schtroumpfs » — pour lequel elle a mobilisé 24,5 millions de francs ? Usinor et Sacilor n'ont pas joué leur rôle, n'ont pas collaboré, ont laissé seules les sociétés de conversion ou ont en leur regard des comportements désinvoltes, parfois lourds en charges financières. Elles « n'ont édicté aucune doctrine générale pour écarter certaines pratiques dangereuses », comme les avances en compte courant.

A cause de procédures mal maîtrisées, certains projets ont fait l'objet d'« une instruction insuffisamment approfondie, sans son maître ». Sodilor a consacré 4,9 millions de francs pour la commercialisation d'un appareil téléphonique avant que l'agrément ne soit refusé par la Direction générale des télécoms.

En quelques occasions, on a constaté « des manquements aux conditions et aux formes des engagements financiers inscrits dans les conventions » passées avec les entrepreneurs. Sodilor a accordé 6,5 millions de francs à une société qui s'est effondrée de virer la somme sur le compte d'une autre entreprise de son groupe.

Soldev a consacré 8,6 millions d'avances au fabricant d'un nouveau modèle de fermeture de porte et en a assuré la trésorerie « risquant même d'être considéré comme gestionnaire de fait ». Certaines opérations se sont soldées par un échec total. Sur un dossier, à Neuves-Maisons et à Longwy, « la perte définitive s'élève à 17,5 millions de francs, et aucun emploi durable n'a été créé sur les sites concernés ». Sodilor s'est engagé pour 16,4 millions de francs — contre la promesse de deux cents emplois — vis à vis d'une société fabriquant des trophées sportifs, qui a finalement été mise en liquidation. Sodilor, en 1983, a fourni 3 millions de francs à une société qui ne s'est

installée que trois ans plus tard, à l'extérieur de la zone de conversion de Vireux-Molhain. Avec ces fonds, celle-ci a restructuré son capital et a pu acquiescer au matériel, « parfois auprès de membres de la famille de son président ».

Dans sa réponse, le ministre de l'Industrie invoque « la période de rodage » et « le contexte de crise aiguë et localisée ». Sans nier les dérives, il estime que « le rapport coût-efficacité » de l'action menée est « meilleur que ne le laisse penser le rapport ». Le coût global doit être comparé à celui des mesures sociales, et l'opération « apparaît tout à fait rentable ». Il s'agit de la reconversion industrielle d'un bassin d'emploi dans son ensemble et, ajoute le ministre, « on peut se demander si l'existence d'une autre structure qui aurait permis, dans un tel contexte, d'obtenir les mêmes résultats dans les mêmes délais ».

Compte tenu des difficultés sociales, « qui exigent un démarrage immédiat », rétorque de son côté le président d'Usinor-Sacilor, l'objectif assigné aux sociétés de conversion « n'est pas, à l'évidence, d'importantes prises de risques ». Il affirme en outre que tout est désormais rentré dans l'ordre.

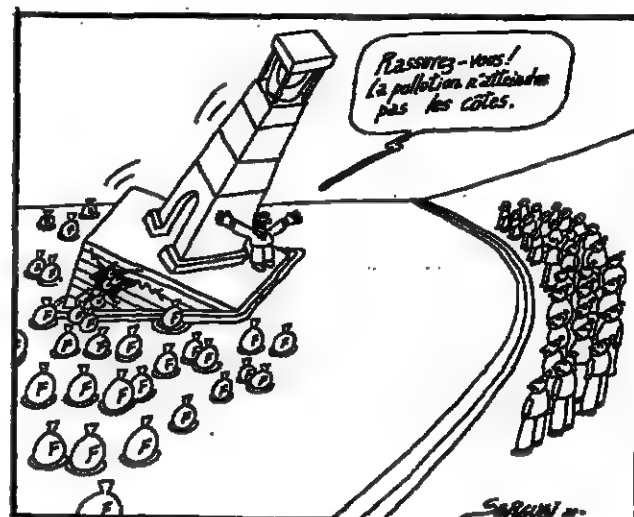
Le jugement a posteriori de la Cour des comptes est sévère. Mais doit-on oublier les raisons qui ont présidé à la création des sociétés de conversion ? Des millions de francs mal utilisés dans une tentative sociale et industrielle nouvelle ? Soit. Mais que dire des milliards de francs — 100, estime M. Jacques Chirac — dépensés auparavant pour éviter le déclin pourtant inéluctable de la sidérurgie ? Pour être complet, il faudrait aussi avoir la mémoire des comptes.

A. L.

(1) Anciens salariés ayant reçu des aides qui créent ou reprennent une activité (à Lorraine, beaucoup de petits restaurants ont ainsi été créés).

### Le « super-phare » d'Ouessant

160 millions de francs au fond de la mer



M. Louis Le Penec, qui vient de quitter le ministère de la mer pour la DOM-TOM dans le deuxième gouvernement Rocard, est directement visé par le chapitre n° 11 du rapport de la Cour des comptes qui raconte l'histoire du « super-phare » d'Ouessant. C'est, en effet, en décembre 1982, lorsqu'il était — déjà — ministre de la mer, que fut décidée la création de cet ouvrage. Les travaux furent entrepris en avril 1985 (M. Guy Langagne, PS, avait succédé à M. Le Penec) et la décision de les abandonner en mai 1986, quelques semaines après l'arrivée au pouvoir de M. Jacques Chirac, qui avait comme secrétaire d'Etat à la mer le finistérien centriste Armand Guélec.

Si la décision de construire cet immense phare (à 70 kilomètres de l'Arco-Cadix, dans une zone de 130 mètres et d'une portée de 55 kilomètres) a été prise fin 1982, c'est parce que la France avait décidé en 1980 et 1981 d'éloigner très au large de la Bretagne la route des pétroliers, pour éviter de nouvelles catastrophes comme celle de l'Amoco-Cadiz. Cela impliquait la mise en place, demandée par l'OMI (1), d'un équipement nouveau d'aide à la navigation.

De 1983 à 1985, de nombreuses études techniques, géologiques, météorologiques, furent menées quant aux caractéristiques de ce « super-phare » et les appels d'offres lancés auprès des entreprises. Il fallait notamment étudier de très près les phénomènes de liquéfaction du sol au fond de la mer. Spie Batignolles et le chantier Dubigeon à Nantes, notamment, furent retenus. Mais la Cour note que, « sur la base d'études techniques insuffisantes, l'opération a été menée dans des conditions critiques

bles, qu'il s'agisse de la sélection des entreprises, des modalités de financement, des estimations du coût et des délais ainsi que du retard mis à décider l'abandon des travaux, alors que le service des phares et balises, maître d'ouvrage, proposait en juin 1985 cet abandon dès que possible ».

C'est au milieu du mois de mai 1986 que MM. Guélec et Chirac, au vu des difficultés techniques considérables que rencontraient les ingénieurs, décidèrent d'arrêter les frais. D'autant que les capitaines de navires mettaient de plus en plus en doute l'utilité d'un ouvrage qui aurait conduit à modifier les routes maritimes et les couloirs de navigation dans la Manche. La décision de tout stopper à cette époque le coût global de l'ouvrage était évalué à 500 millions de francs, « soit une augmentation de 120 % en francs constants par rapport aux 180 ou 200 millions de mai 1981 », souligne la Cour) provoqua les protestations de M. Le Penec, alors dans l'opposition, qui déclara notamment : « Les Bretons, ainsi que l'ensemble des Français, n'ont pas la mémoire courte. Ils se souviennent du drame écologique que fut l'Amoco-Cadix. Ils sauront, le moment venu, rappeler au gouvernement qu'il vient de priver la France d'un moyen important de protection de son environnement maritime ».

La Cour écrit que « l'ensemble de l'opération, soldée en 1987, aura coûté en pure perte près de 160 millions de francs à l'Etat, dont 40 % en indemnités aux entreprises ».

F. G.

(1) Organisation maritime internationale.

### Quand un ministre répond...

La lecture du rapport annuel de la Cour des comptes, si elle n'est pas toujours folichonne, réserve souvent des surprises. Il est rare que ce soient les ministres qui se montrent plus bavards que la Cour dans leur réponse. C'est pourtant le cas à propos de l'utilisation des appartements acquis par la Caisse nationale d'épargne (CNE) pour sa dotation.

La dotation de la CNE a pour objet de couvrir le risque d'une éventuelle insuffisance des ressources de la Caisse. Elle est placée en terrains, immeubles et valeurs mobilières. La plus grande partie des placements mobiliers (297 millions de francs au 31 décembre 1986) est affectée aux services d'exploitation de la poste. « Les autres immeubles sont loués à des tiers pour des prix nettement inférieurs à ceux du marché », notent les sages de la rue Cambon. En effet, expliquent-ils, « certains des occupants sont titulaires de concessions pour l'utilisation de locaux qui autorisent la fixation de loyers réduits ». Mais, « d'autres bénéficient aussi de taux préfé-

rentiels pour des raisons diverses ».

Qui sont ces « autres » ? La Cour des comptes n'en dit pas plus, se contentant de préconiser « une révision d'ensemble des conditions d'occupation des immeubles non affectés au service et une plus grande rigueur dans leur gestion ». Aussi est-on quelque peu surpris en voyant la longue réponse de l'ancien secrétaire d'Etat auprès du ministre des P et T, en l'occurrence, M. Gérard Longuet, qui écrit notamment : « L'attribution de logement pour les services, aux hauts fonctionnaires, dont la plupart, précédemment chefs de services extérieurs, étaient logés gratuitement, tient compte d'obligations particulières qui leur sont imposées notamment la mobilité ». M. Longuet ajoute : « En ce qui concerne les membres du cabinet (l'attribution des logements se traite entre cabinet du ministre des P et T et cabinet du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation ».

Tiens, tiens... F. V.

### Les droits des instituteurs contre l'intérêt de l'école

L'éducation nationale serait-elle un tonneau des Danaïdes ? La question apparaît en filigrane dans l'analyse très critique que fait la Cour des comptes de la gestion des trois cent mille instituteurs en poste dans les seize mille écoles publiques.

A croire cette partie du rapport, les efforts consentis depuis une dizaine d'années pour améliorer la qualité de l'enseignement n'auraient guère atteint leur objectif. Accusés : les rigidités de la gestion, les pressions syndicales, l'absence d'évaluation.

Ainsi, les nombreuses créations de postes d'instituteurs décidées en 1981 et 1982 (8 500 au total), dans un contexte de dénatalité, si elles ont permis d'alléger les classes et de renforcer le potentiel de remplacement et de formation, n'ont pas préservé le système de l'échec scolaire. La Cour note en particulier que la politique des « zones prioritaires » (ZEP) — que M. Jospin entend à présent relancer — a été abandonnée de facto faute d'instructions ministérielles depuis 1986, et que son impact réel n'a « jamais (...) été évalué de manière systématique », pas plus que les actions en faveur de l'intégration scolaire des enfants handicapés. Le rapport prône une « remise en ordre » des groupes d'aide psycho-pédagogique (GAPP), chargés de détecter et de prévenir l'inadaptation scolaire, dont il critique la « large autonomie ».

De même, selon la Cour, les efforts budgétaires récents n'ont pas suffi à mettre l'école à l'abri des soubresauts de la démographie et ont laissé intactes les inégalités géographiques. Tandis que certains départements accumulent les déficits en effectifs d'instituteurs, d'autres ont bénéficié d'une confortable rente de situation, comme Paris, où les directeurs d'école sont entièrement déchargés de classe, quelle que soit la taille de leur école, ou la Creuse, l'Aude, l'Ariège, les Alpes de Haute-Provence, le Gers et le Lot, qui, en 1986, disposaient d'un potentiel de remplacement susceptible de couvrir plus de deux fois le nombre des absences comatées.

Cette question des remplacements, si sensible pour les usagers de l'école, fait l'objet de constatations alarmantes.

Les créations de postes dans ce domaine ont vu leurs effets annulés par la montée de l'absentéisme : en 1986, les remplaçants ont été deux fois plus souvent absents que les instituteurs titulaires qu'ils étaient censés suppléer (10,65 % contre 5,21 % en moyenne nationale). « Constat préoccupant », notent les magistrats, qui s'interrogent sur « la qualité de la scolarisation » dans les départements qui, comme l'Isère, les Alpes-Maritimes ou la Drôme, assurent moins de 70 % des besoins de remplacements, ou la Corse-du-Sud (moins de 40 %).

Les explications au rendement « souvent très faible » du dispositif ne manquent pas : ici, les moyens

dégagés pour les remplacements servent en réalité à ouvrir une classe supplémentaire au mépris des normes, sous la pression des parents ; là, comme en Martinique, les maîtres organisent leurs absences pour pouvoir aller faire le plein d'un remplaçant dans leur école.

Quant à l'absentéisme croissant des remplaçants, il s'expliquerait notamment par la « démotivation » des jeunes instituteurs, qui se savent condamnés à errer d'école en école pendant des années, au gré des maladies et des congés de maternité, sans pouvoir s'intégrer dans une équipe pédagogique, avant de trouver une affectation fixe. Dans les départements méridionaux, où sont

concentrés des instituteurs anciens et enrégimés, les maîtres frais émoulus de l'école normale « peuvent envisager (...) dix à quinze ans de remplacement ». C'est l'un des aspects du paradoxe le plus affligeant mis en lumière par la Cour des comptes : « On confie les classes les plus difficiles aux personnels les moins expérimentés ».

En effet, « sous la pression syndicale et avec le consentement de l'administration », l'ancienneté a pris « un poids déterminant » et commande la carrière, évacuant de fait les appréciations liées au mérite, aux efforts de formation et à la difficulté du poste. Contrairement au projet initial, le plan de revalorisation de 1983 ne tient aucun compte de ces critères. « Dans l'équilibre difficile à préserver entre le droit et les intérêts des instituteurs et les nécessités du service, ces dernières sont souvent perdues de vue », résume la Cour, qui estime que les instituteurs sont « trop peu inspectés ». Dans le Val-de-Marne, par exemple, ils étaient quatre-vingt-deux en avril 1987 à n'avoir pas reçu la visite d'un inspecteur depuis huit ans ou plus.

Le plan de 1983 n'a pas contribué à atténuer la crise de recrutement, qui s'explique notamment, selon le rapport, par « l'attrait financier modéré de la carrière d'instituteur ».

Le rapport cite, encore, le cas de casernes, à Barby-Challes (Hautes-Alpes), où il a fallu verser des indemnités aux entreprises (entre 1,7 million et 8 millions de francs, selon les circonstances) pour cause de fautes, imprévisibles au service de la DCG, dans la coordination et le suivi des travaux. A Toulon, c'est la DCTIM qui est rendue responsable d'un doublement (51,7 millions de francs, au lieu des 22,4 millions de francs inscrits au marché initial) des dépenses consacrées à la construction d'un atelier nucléaire.

Dans sa réponse, le ministre de la défense, tout en admettant que « les opérations complexes engendrent un volume non négligeable d'écarts, de retards, de litiges et de dépenses supplémentaires », considère que les exemples choisis par la Cour ne paraissent pas très significatifs « dans la mesure où les difficultés sont indépendantes du service ».

J. L.

Ph. B.

### Les dépenses somptuaires du ministère de la défense

La Cour des comptes s'en prend à ce qu'elle appelle « les pratiques critiquables » et « les exigences excessives » de certains maîtres d'ouvrages, au ministère de la défense. Sont citées la direction centrale du génie (DCG) et la direction centrale des travaux immobiliers maritimes (DCTIM). Ces deux services sont spécialisés dans les opérations d'infrastructure au profit des trois armées et de la gendarmerie.

Dans son rapport, la Cour cite des cas de dépassements de crédits, par rapport aux devis initiaux, pour cause d'amélioration (plus ou moins justifiée) du confort des installations visées, ou des cas d'opérations immobilières complexes, dont les services en question n'ont pu maîtriser ni les délais d'exécution ni les limites de coûts prévus.

Ainsi, la construction de deux villas pour officiers généraux à l'Ecole supérieure de la gendarmerie nationale de Melun (Seine-et-Marne), a coûté 3,2 millions de francs quand elle avait été évaluée à 2 millions de francs en 1984.

De même, la résidence du préfet maritime de Toulon, au fort de Cap Brun (Var), qui faisait l'objet d'un marché global de 5,2 millions de francs pour son aménagement, devait, en fin de compte, revenir à 14,4 millions de francs. Des modifications en cours de chantier, comme

une piscine et un escalier en marbre de Carrare, expliquent ce surcoût.

Pour ces deux opérations, le ministre de la défense répond à la Cour que les occupants de ces résidences sont tenus, par leurs fonctions, à être en relation avec des autorités françaises et étrangères de haut niveau. Ce qui leur impose, à Melun comme à Toulon, des obligations.

Le rapport cite, encore, le cas de casernes, à Barby-Challes (Hautes-Alpes), où il a fallu verser des indemnités aux entreprises (entre 1,7 million et 8 millions de francs, selon les circonstances) pour cause de fautes, imprévisibles au service de la DCG, dans la coordination et le suivi des travaux. A Toulon, c'est la DCTIM qui est rendue responsable d'un doublement (51,7 millions de francs, au lieu des 22,4 millions de francs inscrits au marché initial) des dépenses consacrées à la construction d'un atelier nucléaire.

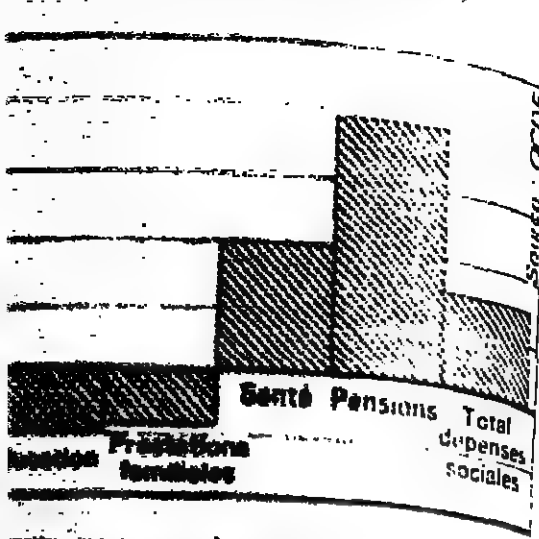
Dans sa réponse, le ministre de la défense, tout en admettant que « les opérations complexes engendrent un volume non négligeable d'écarts, de retards, de litiges et de dépenses supplémentaires », considère que les exemples choisis par la Cour ne paraissent pas très significatifs « dans la mesure où les difficultés sont indépendantes du service ».

J. L.

Ph. B.

### L'effet de l'évolution démographique des dépenses sociales entre 1980 et 2040

Fortes augmentations de la masse des pensions



Le rapport annuel de la Cour des comptes, remis la semaine dernière au président de la République, a été rendu public le mardi 5 juillet. Le rapport, qui a également été déposé à l'Assemblée nationale et au Sénat, comprend deux cent soixante-six pages divisées en quatre parties et une annexe : Etat et établissements publics nationaux ; collectivités territoriales et établissements publics locaux ; protection sociale ; entreprises publiques.

Le rapport annuel de la Cour des comptes, remis la semaine dernière au président de la République, a été rendu public le mardi 5 juillet. Le rapport, qui a également été déposé à l'Assemblée nationale et au Sénat, comprend deux cent soixante-six pages divisées en quatre parties et une annexe : Etat et établissements publics nationaux ; collectivités territoriales et établissements publics locaux ; protection sociale ; entreprises publiques.

Le rapport annuel de la Cour des comptes, remis la semaine dernière au président de la République, a été rendu public le mardi 5 juillet. Le rapport, qui a également été déposé à l'Assemblée nationale et au Sénat, comprend deux cent soixante-six pages divisées en quatre parties et une annexe : Etat et établissements publics nationaux ; collectivités territoriales et établissements publics locaux ; protection sociale ; entreprises publiques.

Le rapport annuel de la Cour des comptes, remis la semaine dernière au président de la République, a été rendu public le mardi 5 juillet. Le rapport, qui a également été déposé à l'Assemblée nationale et au Sénat, comprend deux cent soixante-six pages divisées en quatre parties et une annexe : Etat et établissements publics nationaux ; collectivités territoriales et établissements publics locaux ; protection sociale ; entreprises publiques.

Le rapport annuel de la Cour des comptes, remis la semaine dernière au président de la République, a été rendu public le mardi 5 juillet. Le rapport, qui a également été déposé à l'Assemblée nationale et au Sénat, comprend deux cent soixante-six pages divisées en quatre parties et une annexe : Etat et établissements publics nationaux ; collectivités territoriales et établissements publics locaux ; protection sociale ; entreprises publiques.

Le rapport annuel de la Cour des comptes, remis la semaine dernière au président de la République, a été rendu public le mardi 5 juillet. Le rapport, qui a également été déposé à l'Assemblée nationale et au Sénat, comprend deux cent soixante-six pages divisées en quatre parties et une annexe : Etat et établissements publics nationaux ; collectivités territoriales et établissements publics locaux ; protection sociale ; entreprises publiques.

Le rapport annuel de la Cour des comptes, remis la semaine dernière au président de la République, a été rendu public le mardi 5 juillet. Le rapport, qui a également été déposé à l'Assemblée nationale et au Sénat, comprend deux cent soixante-six pages divisées en quatre parties et une annexe : Etat et établissements publics nationaux ; collectivités territoriales et établissements publics locaux ; protection sociale ; entreprises publiques.

Le rapport annuel de la Cour des comptes, remis la semaine dernière au président de la République, a été rendu public le mardi 5 juillet. Le rapport, qui a également été déposé à l'Assemblée nationale et au Sénat, comprend deux cent soixante-six pages divisées en quatre parties et une annexe : Etat et établissements publics nationaux ; collectivités territoriales et établissements publics locaux ; protection sociale ; entreprises publiques.

Le rapport annuel de la Cour des comptes, remis la semaine dernière au président de la République, a été rendu public le mardi 5 juillet. Le rapport, qui a également été déposé à l'Assemblée nationale et au Sénat, comprend deux cent soixante-six pages divisées en quatre parties et une annexe : Etat et établissements publics nationaux ; collectivités territoriales et établissements publics locaux ; protection sociale ; entreprises publiques.

Le rapport annuel de la Cour des comptes, remis la semaine dernière au président de la République, a été rendu public le mardi 5 juillet. Le rapport, qui a également été déposé à l'Assemblée nationale et au Sénat, comprend deux cent soixante-six pages divisées en quatre parties et une annexe : Etat et établissements publics nationaux ; collectivités territoriales et établissements publics locaux ; protection sociale ; entreprises publiques.

Le rapport annuel de la Cour des comptes, remis la semaine dernière au président de la République, a été rendu public le mardi 5 juillet. Le rapport, qui a également été déposé à l'Assemblée nationale et au Sénat, comprend deux cent soixante-six pages divisées en quatre parties et une annexe : Etat et établissements publics nationaux ; collectivités territoriales et établissements publics locaux ; protection sociale ; entreprises publiques.

Le rapport annuel de la Cour des comptes, remis la semaine dernière au président de la République, a été rendu public le mardi 5 juillet. Le rapport, qui a également été déposé à l'Assemblée nationale et au Sénat, comprend deux cent soixante-six pages divisées en quatre parties et une annexe : Etat et établissements publics nationaux ; collectivités territoriales et établissements publics locaux ; protection sociale ; entreprises publiques.

Le rapport annuel de la Cour des comptes, remis la semaine dernière au président de la République, a été rendu public le mardi 5 juillet. Le rapport, qui a également été déposé à l'Assemblée nationale et au Sénat, comprend deux cent soixante-six pages divisées en quatre parties et une annexe : Etat et établissements publics nationaux ; collectivités territoriales et établissements publics locaux ; protection sociale ; entreprises publiques.

Le rapport annuel de la Cour des comptes, remis la semaine dernière au président de la République, a été rendu public le mardi 5 juillet. Le rapport, qui a également été déposé à l'Assemblée nationale et au Sénat, comprend deux cent soixante-six pages divisées en quatre parties et une annexe : Etat et établissements publics nationaux ; collectivités territoriales et établissements publics locaux ; protection sociale ; entreprises publiques.

Le rapport annuel de la Cour des comptes, remis la semaine dernière au président de la République, a été rendu public le mardi 5 juillet. Le rapport, qui a également été déposé à l'Assemblée nationale et au Sénat, comprend deux cent soixante-six pages divisées en quatre parties et une annexe : Etat et établissements publics nationaux ; collectivités territoriales et établissements publics locaux ; protection sociale ; entreprises publiques.



# Économie

## BILLET

### La fidélité des petits porteurs à l'épreuve

Le jeudi 7 juillet, dix-huit mois après la privatisation de Saint-Gobain, tout actionnaire ayant gardé ses titres jusqu'à aujourd'hui aura obtenu une action gratuite pour dix possédées. Ainsi, près d'un million de titres seront distribués aux porteurs de parts.

Ces actionnaires pourront ensuite, s'ils le souhaitent, céder leurs actions, entraînant, peut-être, une modification de la répartition du capital de la première — chronologiquement — privatisée. Que feront les 40 % de « petits porteurs » (1,1 million de personnes) qui détenaient en moyenne vingt à vingt-cinq actions pour un placement initial de 10 000 à 12 000 F ? Leur attitude pourra servir de test pour les autres privatisées. Elle pourrait donner le départ à un vaste reclassement de l'actionariat de la douzaine d'entreprises remises sur le marché par le gouverne-

ment Chirac. Réorganisation à laquelle participera aussi la pression politique, discrète ou pas, concernant les « noyaux durs ».

Toutefois, le test risque d'être un peu faussé. Le groupe que préside M. Jean-Louis Boffa est un de ceux qui ont le mieux résisté au krach boursier, renforçant son image traditionnelle d'action de « père de famille ». Jamais, à la différence d'autres privatisées, son cours n'est descendu en dessous de son prix de vente au public, qui était de 310 F. Les détenteurs de titres ont enregistré depuis décembre 1986 un gain de 86 %. A cela s'ajoute le versement d'un dividende appréciable (10,50 F nets), en augmentation de 31 % par rapport à l'année dernière, et à présent l'attribution d'une action gratuite. Cela devrait encourager le petit porteur dans sa fidélité, d'autant que les perspectives pour 1988 semblent très prometteuses.

Selon le calendrier, Paribas sera, le 5 septembre, la deuxième firme à procéder à une telle opération. Le cas de ce groupe, qui compte le plus grand nombre de petits porteurs (2,8 millions de personnes) qui se partagent 20 % du capital, est différent de celui de Saint-Gobain. La demande a été telle, en février 1987, que l'attribution des actions Paribas a dû être réduite à quatre titres pour dix demandés. Sera-t-il possible d'attribuer quatre dixièmes d'action gratuite ? Il semble que l'on s'achemine plutôt vers un versement en espèces. Une solution qui pourrait inspirer d'autres privatisées contraintes, elles aussi, de procéder de manière analogue devant l'afflux d'acquisiteurs. Mais une fois l'argent touché, la fidélité...

D. G.

## REPÈRES

### Conjoncture

#### La croissance de la demande va ralentir un peu

« La hausse de la demande étrangère s'est poursuivie en juillet, mais elle est nettement inférieure à celle de juin. Elle a touché la construction automobile », écrit l'INSEE dans son enquête trimestrielle dans l'industrie. Pour les mois à venir, la demande globale et la demande étrangère continueront de croître, mais à un rythme qui diminuera progressivement.

L'enquête montre que la croissance de la demande a été la plus forte, que les « goulots » de production (1) se sont progressivement accrus. En juin 1988, 17 % des entreprises se déclarent incapables de produire davantage ; cette proportion est passée à 20 % en juin 1987. Elle était de 30 % en juin 1986, niveau rarement atteint.

Malgré cela, les chefs d'entreprise prévoient que la réduction des effectifs — après s'être ralentie au cours des prochains mois.

Dans l'ensemble de l'industrie, les prix à la production ont augmenté un peu moins vite entre mars et mai qu'au début de l'année (0,3 % par mois, contre 0,4 %). Ce ralentissement s'accentuerait jusqu'en septembre, le rythme mensuel de hausse n'étant plus que de 0,2 %. Interrogés sur les augmentations mensuelles de salaires, qui sont d'environ 0,3 % par mois depuis octobre dernier, les industriels ont répondu à l'INSEE que le rythme de hausse pourrait être plus important au cours des mois à venir.

(1) Impossibilité de produire davantage.

### Dette

#### Demande formelle de crédit du Brésil auprès du FMI

Dans une lettre adressée au directeur général du Fonds monétaire international, M. Michel Camdessus, le Bré-

sil a formalisé, le vendredi 1<sup>er</sup> juillet, sa demande de crédit pour un montant de 1,436 milliard de dollars, annonce Brasília. Cette lettre rappelle les engagements de redressement économique du pays le plus endetté du tiers-monde : un excédent de 5,4 milliards de dollars de la balance des comptes courants en 1988 ; la réduction à 4 % du produit intérieur brut des déficits budgétaires contre 5,6 % en 1987 ; la baisse d'une inflation appelée à tourner cette année autour de 800 %. Cette demande formelle, la première adressée au FMI depuis l'arrivée au pouvoir du président Sarney en 1985, devrait permettre au Brésil d'obtenir une première tranche de crédit de 30 millions de dollars d'ici le 15 août si le conseil d'administration du Fonds l'autorise, comme l'espère Brasília, avant la fin juillet.

### Budget

#### Réduction du déficit allemand en 1989

Le ministre fédéral des finances, M. Gerhard Stoltenberg, a annoncé que le projet de budget allemand de 1989, qui sera adopté le jeudi 7 juillet par le gouvernement, sera en déficit de 32 milliards de deutschemarks (107 milliards de francs), contre 58 milliards en 1988 (131 milliards de francs) (1). Cette contraction sera obtenue malgré une augmentation de 4,6 % des dépenses, qui atteindront 228,15 milliards de deutschemarks : 2,3 milliards seront consacrés aux dépenses de fonctionnement, et 2,3 milliards à l'Office fédéral du travail, qui connaît des difficultés de trésorerie.

Le ministre a, par ailleurs, annoncé la poursuite de la politique de rigueur, grâce à une limitation de la croissance des dépenses à 2 % en 1989 et 2,5 % en 1991 et 1992.

Un allègement de la fiscalité indirecte portant sur les carburants, le gaz de ville et le cube et les assurances domaniales, en 1989, 8 milliards de deutschemarks de recettes supplémentaires, compensant largement les dépenses nouvelles.

(1) 1 DM = 3,36 F.

### Commerce extérieur

#### Les échanges soviétiques avec l'Ouest redevenaient déficitaires

Après avoir enregistré pour la première fois depuis trois ans, un excédent de 312 millions de roubles en 1987, le commerce extérieur soviétique est redevenu déficitaire avec les pays occidentaux durant le premier trimestre 1988. Ce déficit a atteint 1,04 milliard de roubles (1,62 milliards de dollars) durant ces trois premiers mois de l'année.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### Monécic

La Sicav court terme

Actif net au 29.06.1988 : F 1.265.651.165  
Valeur liquidative au 29.06.1988 : F 5.926,11  
Performance du 31.12.1987 au 29.06.1988 : + 5,27 %  
Dividende 1987/1988 : F 447,64 + F 8,51 d'avoir fiscal mis en paiement le 4 juillet 1988

Consultez les valeurs liquidatives de nos Sicav et FCP sur Minitel 3615 code ASSOCIC.

**GROUPE CIC**

Le Président, M. Pierre Laroche, a déclaré :

« Monécic Sicav court terme régulière a pleinement joué son rôle au cours de cette période d'instabilité prononcée des marchés. »

Malgré son caractère défensif qui lui a été bénéfique lors des événements d'octobre 1987, notre Sicav a largement profité de la reprise ultérieure de la Bourse. »

(A.G.O. du 30 juin 1988)

### publications filpacchi

Société Anonyme au capital de 46 413 500 francs  
Siège Social : 63, avenue des Champs-Élysées 75008 Paris  
R.C.S. Paris 8 642 015 440

Le chiffre d'affaires hors taxe du groupe Publications Filpacchi s'est élevé en 1987 à 1 591,1 millions de francs, le résultat net groupe à 100,5 millions de francs (progression de 10,4 % par rapport à l'exercice précédent). Les prévisions de résultat 1988 permettent d'espérer une nouvelle amélioration du même ordre de grandeur que celle constatée pendant l'exercice 1987. Les actionnaires de la société Publications Filpacchi se sont réunis en assemblée générale ordinaire et extraordinaire le 23 juin 1988 et ont approuvé l'ensemble des résolutions proposées par le conseil d'administration. Le dividende global (avoir fiscal compris) de 17,25 francs par action, soit un total distribuable de 26 687 762,50 francs (20 781 650 francs en 1986), sera payable à compter du 15 juillet 1988. Le secrétariat général de la société adressera à toute personne intéressée un exemplaire du rapport annuel 1987 et du rapport à l'assemblée générale extraordinaire sur simple demande.

63, avenue des Champs-Élysées 75008 Paris  
Tél : (1) 42 56 72 72, postes 1550, 1339 ou 1335 (de 10 h à 13 h et de 15 h à 17 h 30).

### LE MONDE IMMOBILIER

#### Publicité

Renseignements :  
45-55-91-82  
Poste 4138 - 4324

### Le Monde

#### PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :  
45-55-91-82, poste 4330



ECU 500,000,000  
75% Bonds due 1994

## European Coal and Steel Community and European Economic Community represented by the Commission of the European Communities

Deutsche Bank  
Aktiengesellschaft

Banque Paribas

BNP Capital Markets Limited

Dresdner Bank  
Aktiengesellschaft

Istituto Bancario San Paolo di Torino

Kreditbank S.A. Luxembourgeoise

S. G. Warburg Securities

Algemene Bank Nederland N.V.

Allied Irish Bank Plc

Amsterdam-Rotterdam Bank N.V.

Banco Bilbao Vizcaya

Bank Brussel Lambert N.V.

Banque Générale du Luxembourg S.A.

Banque Indosuez

Banque Internationale  
à Luxembourg S.A.

Baring Brothers & Co.,  
Limited

Bayerische Vereinsbank  
Aktiengesellschaft

Bea, Stearns International  
Limited

Caisse des Dépôts et Consignations

Citicorp Investment Bank  
Limited

Commerzbank  
Aktiengesellschaft

County NatWest  
Limited

Crédit Agricole

Crédit Commercial de France

Crédit Lyonnais

Credit Suisse First Boston  
Limited

Generale Bank

The Long-Term Credit Bank  
of Japan (Europe) S.A.

Merrill Lynch  
International & Co.

Mitsubishi Trust International  
Limited

The Nikko Securities Co.,  
(Europe) Ltd.

Rabobank Nederland

SBCI Swiss Bank Corporation  
Investment Banking

Société Générale

Spaarkassen SDS

Union Bank of Switzerland  
(Securities) Limited

Westdeutsche Landesbank  
Girozentrale

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



### ACQUISITION DE ROWENTA

Le Groupe SEB a signé le 1<sup>er</sup> juillet avec Chicago Pacific Corporation (USA) l'acquisition de l'ensemble des sociétés du groupe allemand Rowenta.

Cette acquisition fait du Groupe SEB avec les marques Calor, Rowenta, Seb et Tefal, un groupe européen de 6 milliards de francs en 1988, plus fort pour affronter les premiers compétiteurs mondiaux des secteurs d'activité suivants :

— articles de ménage, articles culinaires anti-délicats, autocuiseurs ;  
— petit électroménager culinaire : friteuses, grille-pain, robots, cafetières, fours portables, balances de ménage électroniques ;  
— petit équipement du foyer : fers à repasser, aspirateurs, chauffage mobile ;  
— petit équipement relatif aux soins de la personne : pils-personnes électroniques, sèche-cheveux, dentifrice.

La mise en commun des compétences, la complémentarité des implantations commerciales et la notoriété des marques vont permettre à ce Groupe d'accroître la proposition produits aux consommateurs européens et, s'appuyant sur le marché unique de 1992, de prendre un nouvel essor pour affronter la compétition sur les marchés nord-américain et japonais.

Le Groupe SEB mène une stratégie dynamique d'innovation et de pénétration des différents marchés mondiaux. Il croit que sa principale richesse réside dans les hommes et les femmes qui le composent et travaillent avec motivation et compétence pour la réussite d'objectifs clairs et cohérents dans le cadre de sa stratégie.

Se gérant en centres de responsabilité et de profit restera la règle avec une vision encore plus mondiale de ses opérations.

L'acquisition stratégique qu'il vient d'effectuer permettra au Groupe SEB de renforcer sa compétitivité, d'améliorer la qualité et le service rendu aux consommateurs et d'associer étroitement ses actionnaires et son personnel à la progression de ses résultats.

## ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

ALLOCATION DU PRÉSIDENT  
DIVIDENDE : 122 % - AUGMENTATION



## ALLOCATION DU PRÉSIDENT

Le Président de la République a déclaré, le 7 juillet 1988, que le montant de la prime d'attribution de la présidence de la République pour l'année 1988 est de 300 000 francs. Cette prime est versée à l'issue de l'exercice de la présidence de la République, c'est-à-dire le 1<sup>er</sup> juillet de l'année suivante. Le montant de la prime d'attribution de la présidence de la République pour l'année 1989 est de 350 000 francs. Cette prime est versée à l'issue de l'exercice de la présidence de la République, c'est-à-dire le 1<sup>er</sup> juillet de l'année suivante. Le montant de la prime d'attribution de la présidence de la République pour l'année 1990 est de 400 000 francs. Cette prime est versée à l'issue de l'exercice de la présidence de la République, c'est-à-dire le 1<sup>er</sup> juillet de l'année suivante. Le montant de la prime d'attribution de la présidence de la République pour l'année 1991 est de 450 000 francs. Cette prime est versée à l'issue de l'exercice de la présidence de la République, c'est-à-dire le 1<sup>er</sup> juillet de l'année suivante. Le montant de la prime d'attribution de la présidence de la République pour l'année 1992 est de 500 000 francs. Cette prime est versée à l'issue de l'exercice de la présidence de la République, c'est-à-dire le 1<sup>er</sup> juillet de l'année suivante.



Le Sieu court terme

Le Président, M. Pierre Lacroix, a déclaré :  
"Monsieur Sieu court terme..."  
Malgré une certaine déception...

ns filpacchi

Chapelle Filpacchi 75001 Paris  
01 42 51 44 00

Le Président, M. Pierre Lacroix, a déclaré :  
"Monsieur Sieu court terme..."

Le Président, M. Pierre Lacroix, a déclaré :  
"Monsieur Sieu court terme..."

Le Président, M. Pierre Lacroix, a déclaré :  
"Monsieur Sieu court terme..."

Le Président, M. Pierre Lacroix, a déclaré :  
"Monsieur Sieu court terme..."

Le Président, M. Pierre Lacroix, a déclaré :  
"Monsieur Sieu court terme..."

Le Président, M. Pierre Lacroix, a déclaré :  
"Monsieur Sieu court terme..."

Le Monde  
PUBLICITÉ FINANCIÈRE  
Renseignements :  
45-55-91-82, poste 400

Community  
mmunity  
Communities

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE**

**MESSAGE DU PRÉSIDENT**

Quelle richesse d'événements pour notre Groupe en 1987 !

Tout d'abord une présence parmi les meilleures valeurs du Second Marché de la Bourse de Paris. Ensuite, un renforcement très important de nos fonds propres à hauteur de 250 millions de francs. Enfin, une progression de notre chiffre d'affaires consolidé de 290 millions de francs à 441 millions de francs et une amélioration du résultat net de 4,9 % à 6,8 %.

Cette réussite confirme et affirme encore plus notre position sur le marché de la Monétique que en forte évolution.

Si l'exercice écoulé s'est caractérisé par une consolidation de nos activités de base, déjà d'autres perspectives se présentent qui enrichiront davantage nos compétences. Ainsi, en fin d'année, SODINFORG s'est intéressé à la Télé-distribution en prenant une participation impor-

tante dans un groupe spécialisé dans l'achat à distance qui constitue l'interface entre la Télématique et la Monétique.

En 1988, la forte croissance du marché de la Monétique et de son environnement devrait permettre à SODINFORG d'augmenter son chiffre d'affaires d'environ 30 % et de maintenir son taux de marge bénéficiaire.

Le Marché va bientôt considérablement se développer par l'ouverture prochaine des frontières de l'Europe, offrant à SODINFORG un vaste champ d'actions pour l'ensemble de ses activités.

Notre ambition s'aligne face à ce nouveau pari, et nous réaffirmons, riches de la confiance que nous témoignent nos partenaires clients, consommateurs, distributeurs et banquiers, riches aussi de la cohésion de notre Groupe et de celle de nos actionnaires.

**SODINFORG** Bernard BOSMORIN

**EXERCICE 1987 - CHIFFRES CLÉS**

	1986	1987
Chiffre d'affaires consolidé (en MF)	289.075	441.268
Marge brute d'autofinancement (en MF)	21.171	41.744
Résultat net (en MF)	14.164	30.030
Résultat net par actions (en F)	8,34	24,95
Dividende (hors avoir fiscal) (en F)	6,50	10,50

Le rapport annuel est disponible sur simple envoi de votre carte de visite - 21, rue des Bourdonnais - 75001 PARIS.

**ALLOCATION DU PRÉSIDENT  
LORS DE L'ASSEMBLÉE  
GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 17 MARS 1988**



Mesdames, Messieurs, chers actionnaires,

Il y a maintenant trois ans que NORD-SUD DEVELOPPEMENT a été créée par la Caisse des Dépôts et Consignations et la Caisse Centrale de Coopération Économique. Après quelques hésitations, les milieux financiers se sont vite convaincus de l'intérêt de l'expérience et ont formé nos premiers souscripteurs. Il restait à démontrer la viabilité de cette formule.

C'est le bilan que je voudrais examiner avec vous, le délai me paraissant suffisant pour le faire.

Nous avons toujours dit, il suffit pour cela de se référer aux deux assemblées précédentes, que nous privilégierions la prudence, tout en essayant d'assurer une rentabilité satisfaisante à nos actionnaires.

C'est ainsi que depuis l'ouverture au public le 15 avril 1985, la performance actuarielle annuelle a été de 11,7 %, coupons réinvestis. Comparé à une inflation moyenne de 3,5 %, ce résultat peut être estimé très satisfaisant. Si l'on veut maintenant examiner ce qui s'est passé en 1987, il est intéressant de constater que la SICAV NORD-SUD DEVELOPPEMENT, toujours fidèle à une politique de prudence s'est retrouvée dans le peloton de tête des SICAV obligataires internationalement diversifiées, treizième sur cent soixante dix (source TGF).

De nombreux articles dans la presse et des commentaires à la radio ont souligné cette réussite qui peut paraître paradoxale à certains.

Si l'on examine maintenant l'évolution de l'actif et du nombre d'actions, on constate que l'actif est passé de deux cent millions de francs à la création, à six cent trente et un millions sept cent mille francs le 31 décembre 1987. Le nombre d'actions, quant à lui, a progressé de deux cent mille à cinq cent vingt six mille cinq cent vingt trois, exactement. Ces résultats sont satisfaisants, mais ne sont pas à la hauteur des ambitions des promoteurs de cette SICAV, qui désiraient en faire un instrument important du développement.

En fait, il semble que les français ne connaissent pas encore la qualité intrinsèque de NORD-SUD DEVELOPPEMENT : un placement sûr, rentable, et dont l'utilité a été largement démontrée.

René LENOIR

**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES ACTIONNAIRES DE MATRA**  
**DU 30 JUIN 1988**

**ALLOCATION DU PRÉSIDENT : UNE STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT QUI NE SE LIMITERA PAS À L'EUROPE**  
**DIVIDENDE : + 12,2 % - AUGMENTATION DE CAPITAL : ÉMISSION D' ACTIONS À RAISON D'UNE ACTION NOUVELLE POUR SIX ANCIENNES**



**ALLOCATION DU PRÉSIDENT**

Je suis heureux d'annoncer solennellement à cette Assemblée du 30 juin 1988 que 300.000 actionnaires nouveaux ont fait confiance à Matra et sont devenus les partenaires de ceux qui nous sont restés fidèles depuis bien longtemps malgré les péripéties que nous avons traversées.

Ces nouveaux actionnaires venus à l'occasion de la privatisation de notre Société représentent une nouvelle génération, un nouveau public, conquis ces dernières années par l'Entreprise. Ils ont marqué leur confiance, leur implication, leur engagement vis-à-vis de l'Entreprise en devenant des Actionnaires, ce que je considère comme dynamisant pour l'industrie de notre Pays.

Il y a 6 ans - jour pour jour - le 30 juin 1982, notre Assemblée accueillait l'État comme actionnaire majoritaire. Bien que j'aie clairement exprimé ma désapprobation à ce changement, je vous ai assuré que ma fidélité et mon dévouement à Matra resteraient intacts tant que je pourrais maintenir l'essentiel de la stratégie du Groupe, une indépendance suffisante et la poursuite d'un programme de Recherche et Développement prioritaire même s'il devait nuire aux profits. Ceci a pu être fait et je dois en rendre grâce aux représentants de l'État. Pourtant, nous n'avons pu augmenter nos fonds propres et avons quelquefois souffert d'une mobilité insuffisante pour saisir certaines opportunités.

En revanche, nous avons mis ces années à profit pour recentrer nos activités, élaguer des branches dont la rentabilité se révélait problématique, renforcer celles où nous pouvions prétendre à des positions de leader international. Matra est aujourd'hui plus forte, en ayant maintenu sa stratégie fondamentale : un Groupe de Haute Technologie diversifié à très fort potentiel de développement.

Grâce au statut retrouvé de Société Privée, Matra va disposer de tous les atouts nécessaires à une nouvelle phase d'expansion interne et externe, nationale et internationale. Il n'est pas inutile de rappeler que notre Société est jeune : née pratiquement après la guerre, son chiffre d'affaires - depuis 25 ans que je la dirige - a été multiplié par près de 400. Ceci n'a pu être accompli que

parce qu'elle a maintenu une totale indépendance, tout au long de ce parcours, et que son indépendance, c'est avant tout l'indépendance affirmée de son actionariat dont la détermination a été inébranlable en toute circonstance. C'est ainsi que je veux continuer la route, à la suite des Fondateurs, Messieurs Floirat et Chassagny. J'ai mobilisé tous les moyens dont je dispose (principalement le contrôle de la Holding MMB créée en 1982 avec tous les actionnaires de Matra présents avant l'entrée de l'État) pour garantir à la Société un actionariat stable, solide qui l'abrite contre toute tentative d'ingérence extérieure. La part de MMB seule est passée de 6 %, au moment de la privatisation, à plus de 10 % aujourd'hui, elle atteindra très prochainement 15 % et ultérieurement 20 à 25 %. De plus, le personnel a marqué sa foi en l'avenir en acquérant 10 % du capital et il sera représenté au Conseil d'Administration, en même temps, du reste, que les actionnaires du Grand Public.

Il m'est apparu essentiel que la nouvelle structure du capital démontre une ambition stratégique européenne. La privatisation offrait une opportunité que nous avons saisie. Désormais 10 % sont répartis entre 3 des plus grands groupes européens : Daimler-Benz en Allemagne, General Electric Marconi en Grande-Bretagne, Wallenberg (c'est-à-dire Ericsson, Saab, Asea) en Suède. D'autres groupes sont rentrés au niveau de filiales comme Fiat en Italie.

Notre stratégie de développement ne se limitera pas à l'Europe. Les États-Unis constituent - pour la Haute Technologie - un milieu, un environnement, un marché sans lequel on ne peut pas prétendre faire partie de l'élite. Nous nous efforçons de réussir une implantation substantielle dans ce grand pays pour établir un vrai "pont technologique". Cela est possible et je viens de le démontrer avec le Groupe Hachette.

Enfin, il est grand temps de resserrer des liens solides avec le reste du monde. Le Moyen-Orient, client fidèle dont l'économie est parfaitement complémentaire de l'Europe, l'Extrême-Orient, trop souvent redouté pour sa compétitivité, mais représentant un marché considérable que l'on peut pénétrer à condition que l'on y fasse les efforts suffisants et continus.

La mode est aujourd'hui aux concentrations d'Entreprises, au gigantisme. Certains pensent que Matra est trop petit, trop hexagonal pour rester longtemps indépendant. C'est faux et j'apporterai deux réponses.

- Dans la "Haute Technologie", le succès couronne l'innovation, la motivation, la culture de l'Entreprise et non la masse, car la différence se fait essentiellement sur la supériorité technique aussi bien pour les systèmes que pour les produits ou les équipements.

- Ensuite le Groupe Matra, outre ses alliés européens minoritaires, bénéficie, au sein du Groupe que j'anime, du rapprochement avec le Groupe Hachette, un des géants mondiaux de la Communication. La complémentarité de la Haute Technologie et des Services crée une synergie importante. Ces deux Groupes - indépendants mais rapprochés - totalisent des activités et une rentabilité qui les classent ensemble aux tous premiers rangs des groupes privés français. Cela constitue un atout important en France, mais surtout dans le monde.

Matra ne manque donc ni de moyens ni d'ambitions. Les résultats de 1987 marquent une progression de 50 % sur ceux de 1986 et les prévisions de 1988 sont très bonnes. Bien sûr pour les réaliser, il faut maintenir la stratégie que j'ai définie et poursuivre la modernisation. C'est ce que je m'engage à faire avec la rigueur toujours indispensable à une grande politique d'expansion. Pour cela aussi nous avons les hommes et les meilleurs qui viennent à Matra, acquièrent l'esprit fameux de l'Entreprise. Un rajeunissement sans précédent a été entrepris dans toutes les activités opérationnelles. Peut-être, est-ce là, dans l'association intime entre les gens d'expérience et les gens inventifs et dynamiques, que repose le plus sûrement l'avenir de Matra.

Jean-Luc Lagardère

**DIVIDENDE**

L'Assemblée Générale Ordinaire du 30 juin 1988 a décidé la mise en répartition d'un dividende net de 5,50 F par action, contre 4,92 F (valeur ajustée) au titre de l'exercice précédent. Ce dividende a été remis en paiement le 5 juillet 1988.

**AUGMENTATION DE CAPITAL**

À l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire, s'est tenue une Assemblée Générale Extraordinaire, au cours de laquelle un certain nombre de décisions financières ont été prises. Le Conseil d'Administration réunit le même jour a, en particulier, fixé les bases d'un projet d'augmentation de capital dans la proportion d'une action nouvelle pour six anciennes. À ces actions seraient attachés des bons de souscription donnant la possibilité de souscrire une action nouvelle pour deux bons.

**Relations et Informations Actionnaires :**

- Service Minitel 3616 code MATRA.
- Base d'information téléphonique : (1) 47.20.20.
- À partir du 1<sup>er</sup> septembre 1988 : bureau d'accueil permanent - 5, rue Beaufort, 75008 Paris.

**MATRA**



## Marchés financiers

## Dégradation dans la branche automobile

## Nouvelle et forte progression de l'assurance-vie en 1987

L'assurance se porte bien : son chiffre d'affaires total (primes émises) a augmenté de 11,8 % en 1987 (+ 13 % pour le seul marché français) contre 10 % en 1986, et a atteint 322 milliards de francs. Cette performance est due essentiellement au nouveau bond de l'assurance-vie (+ 23 %), avec 118 milliards de primes émises. En conséquence, ses placements totaux, au titre des provisions techniques constituées par cette branche, se sont inscrits en hausse de 110 milliards de francs à 700 milliards de francs (+ 18 %), dont 54 % en obligations.

## Monroe s'allie à Bosch pour lancer un amortisseur « intelligent »

Le groupe américain Monroe, numéro un mondial de l'amortisseur pour véhicules (plus de 50 millions de pièces par an), vient de signer avec la firme allemande Bosch, leader européen de l'équipement automobile, un accord visant à fabriquer à l'échelon industriel un nouvel amortisseur de sa conception.

Le nouvel amortisseur développé par Monroe est électronique et d'une nouvelle race. Pour la première fois, il travaille en fonction de paramètres relevés par des capteurs internes. Les renseignements recueillis sont fournis à un calculateur intégré, qui commande un actuateur capable, à tout instant, de faire varier l'amortisseur et d'adapter sa course au point idéal. Ce système permet donc d'optimiser instantanément le tarage de l'amortisseur pendant le déroulement d'une seule compression (détente). Il possède en outre l'avantage de rendre chaque amortisseur indépendant des trois autres. Le nouvel amortisseur est actuellement en essai chez plusieurs constructeurs.

A. D.

Selon le président de la Fédération française des sociétés d'assurances, M. Jacques Lallemand, les résultats globaux de cette profession pour l'an dernier, peu affectés par le krach du 19 octobre 1987, ne sont pas très différents de ceux de 1986.

Pour les cinq premiers mois de 1988, la croissance de l'assurance-vie s'annonce plus forte que pour 1987, tandis que l'assurance-dommages (incendie, accidents et risques divers) présente le même volume que l'année précédente.

Pour l'assurance automobile, il est prévu en 1988 un déficit global d'un milliard de francs, pour la première fois depuis 1983, alors qu'en 1985 cette branche dégageait encore un excédent égal à 3,5 % de son chiffre d'affaires.

Une dégradation est donc observée depuis trois ans, qui a conduit déjà à un résultat nul en 1987. Elle est due à plusieurs facteurs. Le premier est la remontée du nombre des sinistres (+ 14 % d'accidents mortels et + 28 % d'accidents corporels pour les cinq premiers mois de 1988). Le deuxième est la forte augmentation du coût des réparations, après la libération des prix accordée aux garagistes au début de 1987. Le troisième est l'augmentation de la circulation, à la faveur notamment d'un hiver très doux en 1987-1988 et, peut-être, de l'attente de l'annulation présidentielle qui a rendu les conducteurs plus insouciant ou moins vigilants. Par ailleurs, le parc des véhicules s'est accru de 2,5 % l'an dernier, atteignant 22 millions de véhicules.

Le quatrième facteur d'aggravation est l'exacerbation de la concurrence entre les compagnies commerciales et les mutuelles sans intermédiaire, ces dernières assurant 59 % du parc automobile français (+ 57 % pour les Mutuelles de Niort, MACIF, MAAF, MAIF et 12 % pour la Mutualité agricole).

F.R.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

L'émission étant entièrement souscrite, le présent avis n'est publié qu'à titre d'information



## SOCIÉTÉ DE BANQUE OCCIDENTALE

Emprunts à taux variable (TIOP à 1 mois) juin 1988 de F 500 000 000

CREDIT LYONNAIS  
BANQUE FRANÇAISE DU COMMERCE EXTERIEUR  
BANQUE STERN  
ROTHSCHILD ET Cie BANQUE

Via COB : 88-160 du 24 Mai 1988

Notices au Balo : 6 Juin 1988

## CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

CNT - Obligations 17,50 % - 1991

Les intérêts courus du 17 juillet 1987 au 16 juillet 1988 seront payables à partir du 16 juillet 1988 à raison de 787,50 F par titre de 5 000 F nominal contre détachement du coupon n° 7 après retenue à la source d'un droit à un avoir fiscal de 87,50 F.

En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément du prélèvement libératoire sera de 148,69 F, soit un net de 638,81 F.

A compter de la même date, les obligations comprises dans les séries de numéros de 169 223 à 170 621 et 203 955 à 235 888 sortent au tirage au sort du 17 mai 1988 et seront de porter intérêt et seront remboursables à 5 000 F, coupon n° 8 au 16 juillet 1989 attaché.

Le paiement des coupons et le remboursement des titres seront effectués sans frais auprès des intermédiaires financiers habituels.

Il est rappelé que les titres compris dans les séries de numéros 243 802 à 276 508, 373 851 à 400 000, 627 à 7 809, 108 036 à 141 368, 239 167 à 243 801, 276 509 à 305 206, 92 665 à 108 035, 141 369 à 159 330 et 170 622 à 203 954 sont respectivement remboursables depuis le 16 juillet 1982, le 16 juillet 1983, le 16 juillet 1984, le 16 juillet 1985, le 16 juillet 1986 et le 16 juillet 1987.

Avec Le Monde sur Minitel

## Admission ESSEC

GRANDES ÉCOLES  
36.15 LEMONDE

## NEW-YORK, 6 juillet ↑

## Hausse

Surprise mardi à Wall Street. Alors qu'après trois jours de chômage (lundi était férié pour la fête de l'Indépendance), beaucoup tablèrent sur une baisse en réaction avec la destruction par missile de l'Aïrbus iranien, la Bourse américaine, au contraire, a fait preuve de fermeté. La hausse n'a pas été immédiate. Les cours avaient d'abord un peu baissé. Mais le marché s'est ensuite bien rattrapé. Si bien même qu'à la clôture, l'indice des valeurs industrielles s'élevait à 2 159,61 (+ 27,03), son plus haut niveau depuis le krach. Il ne s'en faut plus que de 4,1 % pour que Wall Street ait totalement effacé les pertes causées par le grand séisme du 19 octobre 1987.

Les professionnels se disent tous très étonnés par la rigueur du marché et se perdent en conjectures sur les raisons profondes de ce sursaut. Les prix de position sont souvent habituels au début de transition. Possible dans la perspective des très bons résultats - spectaculaires assurément - que les entreprises pourraient annoncer pour les trois derniers mois. Mais cela explique pas forcément cela. Les investisseurs semblent galvanisés par la fermeté du dollar et croient à une baisse des taux. Mais une fois encore, ce sont les professionnels d'achat - informatiques qui ont fait la différence.

VALEURS	Cours de 5 juillet	Cours de 6 juillet
Alcoa	52 5/8	53
A.T.T.	26 5/8	27 1/8
Bell	28 3/4	29 1/2
Chemical Bank	32 1/2	33 1/2
Du Pont de Nemours	32 1/2	33 1/2
Exxon	44 5/8	45 1/4
GenCorp	44 1/2	45 1/4
General Electric	78 3/4	79 1/8
General Motors	64 1/4	65 3/4
IBM	128 7/8	129 7/8
Johnson & Johnson	51 5/8	52 3/8
McDonald's	43 3/4	44 1/2
Merck	51 5/8	52 3/8
Microsoft	46 5/8	47 1/4
Novartis	37 1/2	38 3/4
United Technologies	51 5/8	52 3/8
U.S. Steel	31 5/8	32 5/8
Westinghouse	58 1/8	59 3/8
Yarn Corp.	54 7/8	55 1/4

## LONDRES, 6 juillet ↑

## Hausse sensible

Changement de tendance au Stock Exchange mardi. Alors que les semaines précédentes ont été décevantes, les investisseurs ayant été déçus par la hausse des taux d'intérêts britanniques, le marché a repris son avance le 5 juillet. En progrès initial dans le sillage de Tokyo, l'avance s'est amplifiée dès l'ouverture de la place new-yorkaise. L'indice FT a terminé en hausse de 7 points à 1 485,30 (+ 0,47 %). Trois cent quatre-vingt-trois millions de titres ont été échangés soit légèrement plus que lors de la séance de la veille. La société Granada (club de télévision commerciale, production cinématographique, vente et location de téléviseurs...) a annoncé une progression de 27 % de son bénéfice nettable à 58,1 millions de livres (58,4 millions de francs).

Parmi les titres en hausse figuraient ceux de la firme Johnson Matthey (métaux précieux) après que le groupe métallurgique Cookson eut annoncé une prise de participation de 6,3 % de son capital.

Les actions du groupe financier danois de Balcus, spécialisé dans les assurances et investissements, seront cotées dès le mercredi 8 juillet à la City.

## FAITS ET RÉSULTATS

● Merit immobilier passe sous le contrôle du groupe britannique Mac Carthy and Stone. - La société Merit immobilier (immobilier de loisir) appartenait à Peter dans les mains du groupe britannique Mac Carthy and Stone Plc pour un peu moins de 160 millions de francs. L'annonce de ce rachat n'est pas une surprise. Depuis le début de l'année, avec le départ en retraite de son fondateur, M. Guy Merit, la société s'acheminait inévitablement vers cette issue. En janvier dernier, la Banque La Hénin, partenaire de zozzons de Merit, lui a premièrement offert de lui racheter 35 % du capital. A l'époque, M. Guy Merit décide de se retirer des affaires et confie la présidence de la société à son fils Bernard, qui possède lui-même 27 % du capital. En mars dernier, la Banque La Hénin confortait sa position en rachetant à Bernard Merit sa participation. Elle vient de passer la main en consentant une option d'achat à 309 F sur 92,6 % de capital de Merit. Home Life SA, filiale de Mac Carthy. Un maintien des cours à ce niveau sera décisif. En attendant, la cotation de Merit a été maintenue.

● Pier Import : les salariés contestent la société. - Les salariés de Pier Import et la nouvelle équipe de direction contestent 51 % des droits de vote de Pier, société holding qui détient plus de 75 % de Pier Import après le récent RES sur cette société (Réponse de l'entreprise par les salariés). A côté de cette équipe, on trouve différents investisseurs institutionnels tels Baring Capital Investors, la Société générale, Charterhouse Initiative et Finance ainsi que le groupe de François Lemaire, qui était le repreneur de Pier Import avant ce RES effectué avec son plein accord.

## PARIS, 6 juillet ↑

## Encourageant

Encourageant par l'ensemble du sentiment des investisseurs qui n'a finiement pas réagi aux tensions dans le Golfe après la destruction d'un Airbus iranien, la Bourse de Paris a continué sa progression régulière. L'indice des valeurs françaises a gagné jusqu'à 0,80 % en séance. Le volume des transactions restait élevé, comme la veille où il avait dépassé les 2,5 milliards de francs. Au rendez-vous, près des groupes de cotations des valeurs-supports, les gérants de portefeuilles s'interrogeaient mutuellement sur l'évolution du cours de l'LNMI. Et d'évoquer des niveaux aux alentours de 3 000 F à partir duquel serait déclenchée une éventuelle OPA. Le titre, même s'il ne faisait pas partie des principales hausses de la journée, restait très travaillé. Pas moins de 125 000 actions étaient échangées en début d'après-midi. S'orientait-on vers une bataille pour la prise de la minorité de blocage (32,4 %) du groupe entre les deux familles Vuitton d'un côté et Hennessy de l'autre ? Un troisième intervenant n'en profiterait-il pas pour s'introduire dans l'affaire ? Aucune réponse officielle ne circule, tous deux encore au stade de l'hypothèse et le nom de M. Bernard Arnault, président de la financière Agache, revenait avec insistance. Les principales hausses étaient ornées par une ancienne spécialiste Darty dont les salariés ont pris le contrôle. Vient ensuite des valeurs bancaires (Compagnie bancaire, Midland et UCB), ainsi que des firmes industrielles (Valéo, Matra). En fin de séance, on notait Eurocom, Interstich et C&S.

Sur le front des OPA, la Société des Bourses françaises (SBF) a décidé de prolonger jusqu'au 13 juillet l'offre de rachat par Thom Emi du groupe français Holophone. A cette date sera rendu l'arrêt de la cour d'appel de Paris. Mais aussi par la dette approuvée par le Britannique Ernest, dont la contre-proposition de rachat a été repoussée.

Enfin, le MATIF demeure stable, le contrat de septembre se maintenant à 104,30.

## TOKYO, 6 juillet ↑

## Nouvelle avance

Pour la deuxième journée consécutive, les cours ont monté à Tokyo. Une fois encore, le mouvement de hausse est allé en s'accroissant. En fin de séance, l'indice Nikkei a progressé de 104,86 points. A la clôture, il portait son avance à 189,43 points (+0,69 %) pour s'établir à 27 766,60. Les investisseurs ont, semble-t-il, été favorisés par la fermeté de Wall Street, mais aussi par la détente apparue sur les marchés des changes. A cet effet, notamment, qu'à long terme, les courbes des taux japonais, n'ont pas cessé de baisser. Les chandeliers navals et électroniques ont tiré tout le marché. Bonne tenue des instruments de précision, des produits chimiques et des textiles. Une forte activité a régné au point que le record d'échanges enregistré le 27 mars 1987 aurait été battu. Au moment où nous mettons sous presse, les statistiques définitives sur les transactions n'étaient pas encore tombées.

VALEURS	Cours de 5 juillet	Cours de 6 juillet
Alcatel	700	695
Bridgestone	1 280	1 300
Casio	250	250
Fujitsu	3 190	3 190
Honda Motors	1 870	1 780
Isuzu	2 300	2 300
Mitsubishi Heavy	524	580
Sony Corp.	5 200	5 310
Toshiba Motors	2 300	2 340

## PARIS:

## Second marché (réaction)

VALEURS	Cours de 5 juillet	Cours de 6 juillet
A.E.P.S.A.	286 80	284
Assurances	571	584
Assurances	270	286
B.A.C.	430	430
B. de France	358	357
B.C.M.	570	580
B.P.	478 10	478 10
Bolton	410	412
Bolton Technologies	910	900
Bolton	1020	1020
Calsonic	1470	1460
Calsonic	780	800
Castrol	580	572
Castrol	1080	1020
C.A.T.C.	334 20	334 20
C.A.T.C.	918	918
C.D.M.E.	308 80	308 80
C.E.S.I.A.	648	648
C.E.S.P.	170 50	170 50
C.E.P.	1480	1480
C.E.L. Industrielle	728	728
Chassis d'Oliver	630	640
C.I.M.I.	530	530
Comptax	241	241
Comptax	810	810
Comptax	451	451
Dafin	181 40	207 10
Dafin	4700	4700
Dafin	1050	1010
Dafin	620	620
Dafin	900	900
Edison	125 80	125
Edison	24 85	24 80
Edison	465	465
Edison	480	480
Edison	817	817
Edison	244	244 80
Edison	228	227
Edison	140	142 30

LA BOURSE SUR MINITEL  
36-15 TAPPEZ LEMONDE

## Marché des options négociables le 5 juillet 1988

Nombre de contrats : 11 419

VALEURS	PRIX carrée	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		Septembre	Décembre	Septembre	Décembre
		derrière	derrière	derrière	derrière
Accor .....	440	40,50	-	15	-
CGE .....	328	22,30	37	20	26
ED-Agip .....	328	19	30	13	-
Lafarge-Caprie .....	1 380	123	160	40	60
Michelin .....	280	30,50	39,70	9	-
Midi .....	1 280	275	-	27	-
Parifin .....	360	41	-	7	13,30
Peugeot .....	1 100	232	-	18,90	41
Saint-Gobain .....	480	41	55	11,50	-
Thomson-CSF .....	180	33	39	5	9

## MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 5 juillet 1988

Nombre de contrats : 37 888

COURS	ÉCHÉANCES		
	Sept. 88	Déc. 88	Mars 89
Dernier	104,35	103,15	102,15
Précédent	104,45	103,30	102,25

## Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Sept. 88	Déc. 88	Sept. 88	Déc. 88
102	2,51	2,37	0,07	1,19

## INDICES

## CHANGES

Dollar : 6,1345 F ↓

Sur des marchés généralement assez calmes, le dollar s'est encore apprécié mercredi 6 juillet. Il a notamment coté 6,1345 F en séance officielle (contre 6,1390 F la veille). D'après les cambistes, la devise américaine consolide ses positions, après sa récente et vive montée, en prévision de la publication le 14 juillet prochain des résumés du commerce extérieur américain pour mai.

FRANCFORT 5 juillet 6 juillet  
Dollar (en DM) 1 824 1 818  
Tokyo 5 juillet 6 juillet  
Dollar (en yen) 134,38 133,68

## MARCHÉ MONÉTAIRE

Paris (6 juillet) 71/81 1/4  
New-York (5 juillet) 73/4 1/4

## BOURSES

PARIS  
(INSEE, base 100 : 31 déc. 1987)  
Valeurs françaises : 125,9  
Valeurs étrangères : 115,2  
C° des agents de change  
(base 100 : 31 déc. 1981)  
Indice général : 368,36 363

## NEW-YORK

(indice Dow Jones)  
4 juillet 5 juillet  
Industrielles : 408 2158,61

## LONDRES

(indice Financial Times)  
4 juillet 5 juillet  
Industrielles : 1478,38 1485,3  
Mines d'or : 213,10 213,5  
Fonds d'Etat : 87,54 88,17

## TOKYO

5 juillet 6 juillet  
Nikkei Dow Jones : 2757,17 2776,69  
Indice général : 2164,11 2174,58

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISSES

COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.
SE-UL	61000	61110	- 38	- 23	- 75	- 59
S. Am.	50400	50440	- 98	- 69	- 152	- 384
Yen (100)	45733	45810	+ 109	+ 127	+ 216	+ 249
DM	33662	33692	+ 76	+ 93	+ 152	+ 176
Florin	29868	29897	+ 74	+ 86	+ 138	+ 156
FR (100)	160737	160838	+ 69	+ 151	+ 163	+ 293
PS	46894	46951	+ 128	+ 139	+ 242	+ 278
L (1 000)	45362	45418	- 142	- 185	- 277	- 793
C. Europe	104874	104987	- 254	- 211	- 581	- 434

## TAUX DES EUROMONNAIES

SE-UL	7 5/8	7 7/8	7 11/16	7 13/16	7 3/4	7 7/8	7 15/16	8 1/16
DM	3 7/8	4 1/8	4 1/8	4 1/4	4 1/4	4 3/8	4 9/16	4 11/16
FR (100)	6 1/4	6 3/4	6 5/16	6 5/16	6 5/16	6 5/16	6 5/16	6 5/16
RS	3 1/4	3 1/2	3 7/16	3 9/16	3 1/2	3 5/8	3 5/8	3 7/8
L (1 000)	9 1/4	9 3/4	10 1/8	10 5/8	10 1/4	10 3/4	10 5/8	11 1/16
F. franc	9 1/4	9 1/2	9 13/16	9 7/8	9 15/16	10 1/16	10 1/16	10 3/16
	9	7 1/2	7 3/16	7 5/16	7 1/4	7 3/8	7 1/16	7 13/16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

## BOURSE DU 6 JUILLET

VALEURS	Cours de 5 juillet	Cours de 6 juillet
Alcatel	700	695
Bridgestone	1 280	1 300
Casio	250	250
Fujitsu	3 190	3 190
Honda Motors	1 870	1 780
Isuzu	2 300	2 300
Mitsubishi Heavy	524	580
Sony Corp.	5 200	5 310
Toshiba Motors	2 300	2 340

## Cote des changes

Cours de 5 juillet		Cours de 6 juillet	
VALEURS	Cours	VALEURS	Cours
Alcatel	700	Bridgestone	1 280
Bridgestone	1 280	Casio	250
Casio	250	Fujitsu	
Fujitsu		Hitachi	
Hitachi		IBM	
IBM		Intel	
Intel		Motorola	
Motorola		Nokia	
Nokia		Sony	
Sony		Toshiba	
Toshiba		Yamaha	
Yamaha			
</			



## Marchés financiers

## BOURSE DU 6 JUILLET

PARIS

## second marché

[illegible]

LA BOURSE SUR MINTEL  
**36-15** TAPÉZ  
LE MONDE

### rolé des options négociables

is 6 JUL 1988

NO. 11 419

PRICE	OPTIONS		MARKET		LAST TRADING DAY	
	September	October	October	November	October	November
100	60.50	-	14	-	-	-
120	51.50	-	20	-	-	-
140	40	70	12	12	-	-
160	115	140	40	80	-	-
180	10.50	70 70	0	-	-	-
200	575	-	-	-	-	-
220	40	-	-	-	-	130
240	230	-	15 00	-	-	-
260	40	40	11 40	-	-	-
280	15	70	0	-	-	-

**MATIF**

Year	1964	1965	1966
1964	104.35	104.35	104.35
1965	104.35	104.35	104.35
1966	104.35	104.35	104.35

**OPTIMUM PRACTICE**

Page No.	Date
101	2.10

**INDICES**

**BOLASSES**

13

[illegible]

1000

D

V

V

100

100

INTERNATIONALE DES DEVICES

[illegible]

DES ELUMONNAIES

[illegible]

## Règlement mensuel

1072	S.A.P. T. 1073	1074	1075	1076	1077	1078	1079	1080	1081	1082	1083	1084	1085	1086	1087	1088	1089	1090	1091	1092	1093	1094	1095	1096	1097	1098	1099	1100	1101	1102	1103	1104	1105	1106	1107	1108	1109	1110	1111	1112	1113	1114	1115	1116	1117	1118	1119	1120	1121	1122	1123	1124	1125	1126	1127	1128	1129	1130	1131	1132	1133	1134	1135	1136	1137	1138	1139	1140	1141	1142	1143	1144	1145	1146	1147	1148	1149	1150	1151	1152	1153	1154	1155	1156	1157	1158	1159	1160	1161	1162	1163	1164	1165	1166	1167	1168	1169	1170	1171	1172	1173	1174	1175	1176	1177	1178	1179	1180	1181	1182	1183	1184	1185	1186	1187	1188	1189	1190	1191	1192	1193	1194	1195	1196	1197	1198	1199	1200	1201	1202	1203	1204	1205	1206	1207	1208	1209	1210	1211	1212	1213	1214	1215	1216	1217	1218	1219	1220	1221	1222	1223	1224	1225	1226	1227	1228	1229	1230	1231	1232	1233	1234	1235	1236	1237	1238	1239	1240	1241	1242	1243	1244	1245	1246	1247	1248	1249	1250	1251	1252	1253	1254	1255	1256	1257	1258	1259	1260	1261	1262	1263	1264	1265	1266	1267	1268	1269	1270	1271	1272	1273	1274	1275	1276	1277	1278	1279	1280	1281	1282	1283	1284	1285	1286	1287	1288	1289	1290	1291	1292	1293	1294	1295	1296	1297	1298	1299	1300	1301	1302	1303	1304	1305	1306	1307	1308	1309	1310	1311	1312	1313	1314	1315	1316	1317	1318	1319	1320	1321	1322	1323	1324	1325	1326	1327	1328	1329	1330	1331	1332	1333	1334	1335	1336	1337	1338	1339	1340	1341	1342	1343	1344	1345	1346	1347	1348	1349	1350	1351	1352	1353	1354	1355	1356	1357	1358	1359	1360	1361	1362	1363	1364	1365	1366	1367	1368	1369	1370	1371	1372	1373	1374	1375	1376	1377	1378	1379	1380	1381	1382	1383	1384	1385	1386	1387	1388	1389	1390	1391	1392	1393	1394	1395	1396	1397	1398	1399	1400	1401	1402	1403	1404	1405	1406	1407	1408	1409	1410	1411	1412	1413	1414	1415	1416	1417	1418	1419	1420	1421	1422	1423	1424	1425	1426	1427	1428	1429	1430	1431	1432	1433	1434	1435	1436	1437	1438	1439	1440	1441	1442	1443	1444	1445	1446	1447	1448	1449	1450	1451	1452	1453	1454	1455	1456	1457	1458	1459	1460	1461	1462	1463	1464	1465	1466	1467	1468	1469	1470	1471	1472	1473	1474	1475	1476	1477	1478	1479	1480	1481	1482	1483	1484	1485	1486	1487	1488	1489	1490	1491	1492	1493	1494	1495	1496	1497	1498	1499	1500	1501	1502	1503	1504	1505	1506	1507	1508	1509	1510	1511	1512	1513	1514	1515	1516	1517	1518	1519	1520	1521	1522	1523	1524	1525	1526	1527	1528	1529	1530	1531	1532	1533	1534	1535	1536	1537	1538	1539	1540	1541	1542	1543	1544	1545	1546	1547	1548	1549	1550	1551	1552	1553	1554	1555	1556	1557	1558	1559	1560	1561	1562	1563	1564	1565	1566	1567	1568	1569	1570	1571	1572	1573	1574	1575	1576	1577	1578	1579	1580	1581	1582	1583	1584	1585	1586	1587	1588	1589	1590	1591	1592	1593	1594	1595	1596	1597	1598	1599	1600	1601	1602	1603	1604	1605	1606	1607	1608	1609	1610	1611	1612	1613	1614	1615	1616	1617	1618	1619	1620	1621	1622	1623	1624	1625	1626	1627	1628	1629	1630	1631	1632	1633	1634	1635	1636	1637	1638	1639	1640	1641	1642	1643	1644	1645	1646	1647	1648	1649	1650	1651	1652	1653	1654	1655	1656	1657	1658	1659	1660	1661	1662	1663	1664	1665	1666	1667	1668	1669	1670	1671	1672	1673	1674	1675	1676	1677	1678	1679	1680	1681	1682	1683	1684	1685	1686	1687	1688	1689	1690	1691	1692	1693	1694	1695	1696	1697	1698	1699	1700	1701	1702	1703	1704	1705	1706	1707	1708	1709	1710	1711	1712	1713	1714	1715	1716	1717	1718	1719	1720	1721	1722	1723	1724	1725	1726	1727	1728	1729	1730	1731	1732	1733	1734	1735	1736	1737	1738	1739	1740	1741	1742	1743	1744	1745	1746	1747	1748	1749	1750	1751	1752	1753	1754	1755	1756	1757	1758	1759	1760	1761	1762	1763	1764	1765	1766	1767	1768	1769	1770	1771	1772	1773	1774	1775	1776	1777	1778	1779	1780	1781	1782	1783	1784	1785	1786	1787	1788	1789	1790	1791	1792	1793	1794	1795	1796	1797	1798	1799	1800	1801	1802	1803	1804	1805	1806	1807	1808	1809	1810	1811	1812	1813	1814	1815	1816	1817	1818	1819	1820	1821	1822	1823	1824	1825	1826	1827	1828	1829	1830	1831	1832	1833	1834	1835	1836	1837	1838	1839	1840	1841	1842	1843	1844	1845	1846	1847	1848	1849	1850	1851	1852	1853	1854	1855	1856	1857	1858	1859	1860	1861	1862	1863	1864	1865	1866	1867	1868	1869	1870	1871	1872	1873	1874	1875	1876	1877	1878	1879	1880	1881	1882	1883	1884	1885	1886	1887	1888	1889	1890	1891	1892	1893	1894	1895	1896	1897	1898	1899	1900	1901	1902	1903	1904	1905	1906	1907	1908	1909	1910	1911	1912	1913	1914	1915	1916	1917	1918	1919	1920	1921	1922	1923	1924	1925	1926	1927	1928	1929	1930	1931	1932	1933	1934	1935	1936	1937	1938	1939	1940	1941	1942	1943	1944	1945	1946	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035	2036	2037	2038	2039	2040	2041	2042	2043	2044	2045	2046	2047	2048	2049	2050	2051	2052	2053	2054	2055	2056	2057	2058	2059	2060	2061	2062	2063	2064	2065	2066	2067	2068	2069	2070	2071	2072	2073	2074	2075	2076	2077	2078	2079	2080	2081	2082	2083	2084	2085	2086	2087	2088	2089	2090	2091	2092	2093	2094	2095	2096	2097	2098	2099	2100	2101	2102	2103	2104	2105	2106	2107	2108	2109	2110	2111	2112	2113	2114	2115	2116	2117	2118	2119	2120	2121	2122	2123	2124	2125	2126	2127	2128	2129	2130	2131	2132	2133	2134	2135	2136	2137	2138	2139	2140	2141	2142	2143	2144	2145	2146	2147	2148	2149	2150	2151	2152	2153	2154	2155	2156	2157	2158	2159	2160	2161	2162	2163	2164	2165	2166	2167	2168	2169	2170	2171	2172	2173	2174	2175	2176	2177	2178	2179	2180	2181	2182	2183	2184	2185	2186	2187	2188	2189	2190	2191	2192	2193	2194	2195	2196	2197	2198	2199	2200	2201	2202	2203	2204	2205	2206	2207	2208	2209	2210	2211	2212	2213	2214	2215	2216	2217	2218	2219	2220	2221	2222	2223	2224	2225	2226	2227	2228	2229	2230	2231	2232	2233	2234	2235	2236	2237	2238	2239	2240	2241	2242	2243	2244	2245	2246	2247	2248	2249	2250	2251	2252	2253	2254	2255	2256	2257	2258	2259	2260	2261	2262	2263	2264	2265	2266	2267	2268	2269	2270	2271	2272	2273	2274	2275	2276	2277	2278	2279	2280	2281	2282	2283	2284	2285	2286	2287	2288	2289	2290	2291	2292	2293	2294	2295	2296	2297	2298	2299	2300	2301	2302	2303	2304	2305	2306	2307	2308	2309	2310	2311	2312	2313	2314	2315	2316	2317	2318	2319	2320	2321	2322	2323	2324	2325	2326	2327	2328	2329	2330	2331	2332	2333	2334	2335	2336	2337	2338	2339	2340	2341	2342	2343	2344	2345	2346	2347	2348	2349	2350	2351	2352	2353	2354	2355	2356	2357	2358	2359	2360	2361	2362	2363	2364	2365	2366	2367	2368	2369	2370	2371	2372	2373	2374	2375	2376	2377	2378	2379	2380	2381	2382	2383	2384	2385	2386	2387	2388	2389	2390	2391	2392	2393	2394	2395	2396	2397	2398	2399	2400	2401	2402	2403	2404	2405	2406	2407	2408	2409	2410	2411	2412	2413	2414	2415	2416	2417	2418	2419	2420	2421	2422	2423	2424	2425	2426	2427	2428	2429	2430	2431	2432	2433	2434	2435	2436	2437	2438	2439	2440	2441	2442	2443	2444	2445	2446
------	----------------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------

## Comptant *Intégration*

COMPTANT (Section 1)													
VALEURS		% du com.	% du coupon	VALEURS		Cours princ.	Dernier cours	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS		Cours princ.	Dernier cours
Obligations													
Emp. 8,80 % 77	127 05	1 068		Caribee	112	121 10		Lowrie Bld	1450	1815	Tenat-Anglais	185	185
10,80 % 78/82	103 20	9 888		Chemistry (N.)	870			Loth	1400	1180	Tow Effet	270	280
10,80 % 78/84	106 03	9 888		Chlor. Comp (W)	147			Lyonsville Term. (C)	318	318	Union S.M.S.	555	505
12,25 % 80/82	106 80	1 234		C.I.P. (France) etc	185	184		Macdonald Bld		107 20	U.A.P.	300	308
12,25 % 81/88	103 20	1 234		C.I. Medicine	710	700		Magneson Unipol	135	135	U.T.A.	1720	1700
16,25 % 82/80	111 80	7 790		Cinema Bld	3211			Margaret S.A.	127	126	V.I.C.		1657
19 10 % 82	114 83	1 227		Columbia Bld	1300	1300		Martinez Pail	325	325	Vieira		1200
14,80 % 86/85	116 10	3 485		Colonial Bld	1300	1300		Melby Delap	480	397 70	Vinc	100	100
15,40 % 85/84	108 20	7 790		Compt	338	339 80		Merrill, Bld etc	61		Wessman S.A.	880	882
15,40 % 85/84	113 86	4 117		Comptech	342	345 10				85 80	Itou de Mexico	134	
10 10 % 82	107 10	3 288		Co Industriels	246	246		OPF Paribas	246	250			
14,80 % 86/85	116 10	3 485		Comp Lyon-Vier	488 50			Opting	329	332			
15,40 % 85/84	108 20	7 790		Comp. Paribas	789	789		Orlé (C.I.) C.L.	220	2200			
12,25 % 82/84	103 20	1 234		Comp. Paribas	18 35	18 35		Orlé-Denonville	1015	1030			
10 10 % 82	107 10	3 288		Dals. G. et C.	853	840		Palais Henri-IV		448	A.E.S.	700	700 d
12,25 % 82/84	103 20	1 234		Dals. G. et C.	853	840		Palais Henri-IV		448	A.S.	370	
10 10 % 82	107 10	3 288		Co Industriels (C)	544	540		Paribas		185	Alma Alas	185	185
12,25 % 82/84	103 20	1 234		Dals. G. et C.	853	840		Paribas-CP	380		Algerie Inter	136	133
10 10 % 82	107 10	3 288		Dals. G. et C.	853	840		Paris-France	172 10	176 80	American Bank	280	288
12,25 % 82/84	103 20	1 234		Dals. G. et C.	853	840		Paris-Orléans		222	Am. Paribas	435	
10 10 % 82	107 10	3 288		Dals. G. et C.	853	840		Paribas		300	Arbel	315	
12,25 % 82/84	103 20	1 234		Dals. G. et C.	853	840		Paribas		300	Autoroute Metz	130	
10 10 % 82	107 10	3 288		Dals. G. et C.	853	840		Paribas		300	Autos de Strasbourg	341 80	345
12,25 % 82/84	103 20	1 234		Dals. G. et C.	853	840		Paribas		300	Tow Effet	475	472 80
10 10 % 82	107 10	3 288		Dals. G. et C.	853	840		Paribas		300	Union C. et M.	2140	
12,25 % 82/84	103 20	1 234		Dals. G. et C.	853	840		Paribas		300	Union C. et M.	2140	
10 10 % 82	107 10	3 288		Dals. G. et C.	853	840		Paribas		300	Union C. et M.	2140	
12,25 % 82/84	103 20	1 234		Dals. G. et C.	853	840		Paribas		300	Union C. et M.	2140	
10 10 % 82	107 10	3 288		Dals. G. et C.	853	840		Paribas		300	Union C. et M.	2140	
12,25 % 82/84	103 20	1 234		Dals. G. et C.	853	840		Paribas		300	Union C. et M.	2140	
10 10 % 82	107 10	3 288		Dals. G. et C.	853	840		Paribas		300	Union C. et M.	2140	
12,25 % 82/84	103 20	1 234		Dals. G. et C.	853	840		Paribas		300	Union C. et M.	2140	
10 10 % 82	107 10	3 288		Dals. G. et C.	853	840		Paribas		300	Union C. et M.	2140	
12,25 % 82/84	103 20	1 234		Dals. G. et C.	853	840		Paribas		300	Union C. et M.	2140	
10 10 % 82	107 10	3 288		Dals. G. et C.	853	840		Paribas		300	Union C. et M.	2140	
12,25 % 82/84	103 20	1 234		Dals. G. et C.	853	840		Paribas		300	Union C. et M.	2140	
10 10 % 82	107 10	3 288		Dals. G. et C.	853	840		Paribas		300	Union C. et M.	2140	
12,25 % 82/84	103 20	1 234		Dals. G. et C.	853	840		Paribas		300	Union C. et M.	2140	
10 10 % 82	107 10	3 288		Dals. G. et C.	853	840		Paribas		300	Union C. et M.	2140	
12,25 % 82/84	103 20	1 234		Dals. G. et C.	853	840		Paribas		300	Union C. et M.	2140	
10 10 % 82	107 10	3 288		Dals. G. et C.	853	840		Paribas		300	Union C. et M.	2140	
12,25 % 82/84	103 20	1 234		Dals. G. et C.	853	840		Paribas		300	Union C. et M.	2140	
10 10 % 82	107 10	3 288		Dals. G. et C.	853	840		Paribas		300	Union C. et M.	2140	
12,25 % 82/84	103 20	1 234		Dals. G. et C.	853	840		Paribas		300	Union C. et M.	2140	
10 10 % 82	107 10	3 288		Dals. G. et C.	853	840		Paribas		300	Union C. et M.	2140	
12,25 % 82/84	103 20	1 234		Dals. G. et C.	853	840		Paribas		300	Union C. et M.	2140	
10 10 % 82	107 10	3 288		Dals. G. et C.	853	840		Paribas		300	Union C. et M.	2140	
12,25 % 82/84	103 20	1 234		Dals. G. et C.	853	840		Paribas		300	Union C. et M.	2140	
10 10 % 82	107 10	3 288		Dals. G. et C.	853	840		Paribas		300	Union C. et M.	2140	
12,25 % 82/84	103 20	1 234		Dals. G. et C.	853	840		Paribas		300	Union C. et M.	2140	
10 10 % 82	107 10	3 288		Dals. G. et C.	853	840		Paribas		300	Union C. et M.	2140	
12,25 % 82/84	103 20	1 234		Dals. G. et C.	853	840		Paribas		300	Union C. et M.	2140	
10 10 % 82	107 10	3 288		Dals. G. et C.	853	840		Paribas		300	Union C. et M.	2140	
12,25 % 82/84	103 20	1 234		Dals. G. et C.	853	840		Paribas		300	Union C. et M.	2140	
10 10 % 82	107 10	3 288		Dals. G. et C.	853	840		Paribas		300	Union C. et M.	2140	
12,25 % 82/84	103 20	1 234		Dals. G. et C.	853	840		Paribas		300	Union C. et M.	2140	
10 10 % 82	107 10	3 288		Dals. G. et C.	853	840		Paribas		300	Union C. et M.	2140	
12,25 % 82/84	103 20	1 234		Dals. G. et C.	853	840		Paribas		300	Union C. et M.	2140	
10 10 % 82	107 10	3 288		Dals. G. et C.	853	840		Paribas		300	Union C. et M.	2140	
12,25 % 82/84	103 20	1 234		Dals. G. et C.	853	840		Paribas		300	Union C. et M.	2140	
10 10 % 82	107 10	3 288		Dals. G. et C.	853	840		Paribas		300	Union C. et M.	2140	
12,25 % 82/84	103 20	1 234		Dals. G. et C.	853	840		Paribas		300	Union C. et M.	2140	
10 10 % 82	107 10	3 288		Dals. G. et C.	853	840		Paribas		300	Union C. et M.	2140	
12,25 % 82/84	103 20	1 234		Dals. G. et C.	853	840		Paribas		300	Union C. et M.	2140	
10 10 % 82	107 10	3 288		Dals. G. et C.	853	840		Paribas		300	Union C. et M.	2140	
12,25 % 82/84	103 20	1 234		Dals. G. et C.	853	840		Paribas		300	Union C. et M.	2140	
10 10 % 82	107 10	3 288		Dals. G. et C.	853	840		Paribas		300	Union C. et M.	2140	
12,25 % 82/84	103 20	1 234		Dals. G. et C.	853	840		Paribas		300	Union C. et M.	2140	
10 10 % 82	107 10	3 288		Dals. G. et C.	853	840		Paribas		300	Union C. et M.	2140	
12,25 % 82/84	103 20	1 234		Dals. G. et C.	853	840		Paribas		300	Union C. et M.	2140	
10 10 % 82	107 10	3 288		Dals. G. et C.	853	840		Paribas		300	Union C. et M.	2140	
12,25 % 82/84	103 20	1 234		Dals. G. et C.	853	840		Paribas		300	Union C. et M.	2140	
10 10 % 82	107 10	3 288		Dals. G. et C.	853	840		Paribas		300	Union C. et M.	2140	
12,25 % 82/84	103 20	1 234		Dals. G. et C.	853	840		Paribas		300	Union C. et M.	2140	
10 10 % 82	107 10	3 288		Dals. G. et C.	853	840		Paribas		300	Union C. et M.	2140	
12,25 % 82/84	103 20	1 234		Dals. G. et C.	853	840		Paribas		300	Union C. et M.	2140	
10 10 % 82	107 10	3 288		Dals. G. et C.	853	840		Paribas		300	Union C. et M.	2140	
12,25 % 82/84	103 20	1 234		Dals. G. et C.	853	840		Paribas		300	Union C. et M.	2140	
10 10 % 82	107 10	3 288		Dals. G. et C.	853	840		Paribas		300	Union C. et M.	2140	
12,25 % 82/84	103 20	1 234		Dals. G. et C.	853	840		Paribas		300	Union C. et M.	2140	
10 10 % 82	107 10	3 288		Dals. G. et C.	853	840		Paribas		300	Union C. et M.	2140	
12,25 % 82/84	103 20	1 234		Dals. G. et C.	853	840		Paribas		300	Union C. et M.	2140	
10 10 % 82	107 10	3 288		Dals. G. et C.	853	840		Paribas		300	Union C. et M.	2140	
12,25 % 82/84	103 20	1 234		Dals. G. et C.	853	840		Paribas		300	Union C. et M.	2140	
10 10 % 82	107 10	3 288		Dals. G. et C.	853	840		Paribas		300	Union C. et M.	2140	
12,25 % 82/84	103 20	1 234		Dals. G. et C.	853	840		Paribas		300	Union C. et M.	2140	
10 10 % 82	107 10	3 288		Dals. G. et C.	853	840		Paribas		300	Union C. et M.	2140	
12,25 % 82/84	103 20	1 234		Dals. G. et C.	853	840		Paribas		300	Union C. et M.	2140	
10 10 % 82	107 10	3 288		Dals. G. et C.	853	840		Paribas		300	Union C. et M.	2140	
12,25 % 82/84	103 20	1 234		Dals. G. et C.	853	840		Paribas		300	Union C. et M.	2140	
10 10 % 82	107 10	3 288		Dals. G. et C.	853	840		Paribas		300	Union C. et M.	2140	
12,25 % 82/84	103 20	1 234		Dals. G. et C.	853	840		Paribas		300	Union C. et M.	2140	
10 10 % 82	107 10	3 288		Dals. G. et C.	853	840		Paribas		300	Union C. et M.	2140	
12,25 % 82/84	103 20	1 234		Dals. G. et C.	853	840		Paribas		300	Union C. et M.	2140	
10 10 % 82	107 10	3 288		Dals. G. et C.	853	840		Paribas		300	Union C. et M.	2140	
12,25 % 82/84	103 20	1 234		Dals. G. et C.	853	840		Paribas		300	Union C. et M.	2140	
10 10 % 82	107 10	3 288		Dals. G. et C.	853	840		Paribas		300	Union C. et M.	2140	
12,25 % 82/84	103 20	1 234		Dals. G. et C.	853	840		Paribas		300	Union C. et M.	2140	
10 10 % 82	107 10	3 288		Dals. G. et C.	853	840		Paribas		300	Union C. et M.	2140	
12,25 % 82/84	103 20	1 234		Dals. G. et C.	853	840		Paribas		300	Union C. et M.	2140	
10 10 % 82	107 10	3 288		Dals. G. et C.	853	840		Paribas		300	Union C. et M.	2140	
12,25 % 82/84	103 20	1 234		Dals. G. et C.	853	840		Paribas		300	Union C. et M.	2140	
10 10 % 82	107 10	3 288		Dals. G. et C.	853	840		Paribas		300	Union C. et M.	2140	
12,25 % 82/84	103 20	1 234		Dals. G. et C.	853	840		Paribas		3			

**SICAV**

[illegible]

VALEURS	Cours prix
---------	---------------

[illegible]

### Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS prix	COURS 6/7	COURS DES BILLES Achat	Vente
café (100 lb) .....	6 139	6 134	5 800	5 844
café (100 lb) .....	6 995	6 998		
café (100 lb) .....	336 660	336 770	326 500	346 400
café (100 lb) .....	18 080	16 094	15 400	16 400
café (100 lb) .....	258 710	258 980	259	319
café (100 lb) .....	82 640	82 640	82 640	82 640
café (100 lb) .....	32 400	32 410	88 800	88 800
café (100 lb) .....	10 431	10 514	10 150	10 150
café (100 lb) .....	4 202	4 235	3 800	4 200
café (100 lb) .....	8 299	8 640	4 300	4 800
café (100 lb) .....	406 800	405 260	392 500	415 000
café (100 lb) .....	47 017	47 017	46 500	100 500
café (100 lb) .....	47 360	47 350	46 400	46 400
café (100 lb) .....	5 080	5 061	4 860	5 300
café (100 lb) .....	4 177	4 119	3 800	4 600
café (100 lb) .....	5 093	5 089	4 860	5 200
café (100 lb) .....	4 668	4 682	4 440	4 600

### Marché libre de l'or

[illegible]

**PUBLICITÉ FINANCIÈRE**

**FINANCIERE**  
Renseignements :  
**45-55-91-82, poste 4330**

c: coupon détaché -- o: offert -- \*: droit détaché -- d: demandé -- ♦: prix précédent -- ★: marché continu



ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	COMMUNICATION	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 La visite de M. Takeshita en Australie. 4 Après la destruction de l'Airbus d'Iran Air. - Le procès de Mohamed Hamad à Francfort. 5 La démission du ministre de la justice américain.	8 La projet d'amnistie à l'Assemblée nationale. - M. Michel Sapin, nouveau président de la commission des lois. 9 L'avenir de la Nouvelle-Calédonie. - Point de vue : « Pouce ! », par Pierre Sudreau.	10 Les projets du gouvernement sur la santé. 11 Un terroriste basque prisonnier à Bayonne. 12 SPORTS : le Tour de France cycliste.	11 Réactions mitigées à la nomination des sept experts de l'audiovisuel. - Canal + investit en Grande-Bretagne.	30 Réunion de conciliation à Paris pour les Chantiers de l'Atlantique. - La Chapelle-Darbiay après le retrait de Cascades. 31 Le rapport de la Cour des comptes. 32 La fidélité des petits porteurs à l'épargne. 34-35 Marchés financiers.	Abonnements : 2 Annonces classées : 28 à 29 Cartes : 19 Expositions : 23 Légion d'honneur : 12 Météorologie : 25 Mots croisés : 12 Radio-télévision : 13	• Admissions aux grandes écoles, ESSEC. La 7/7 à 14 h • L'Info 24 h/24... FLASH 38-15 tapez LEMONDE • Tous les jeux du Monde JEU • Les corrigés du BAC... BAC 38-15 tapez LM

## M. Jean-Paul Huchon, numéro un du cabinet du premier ministre

Le *Journal officiel* du mardi 5 juillet publie un arrêté du 4 juillet portant composition définitive du cabinet de M. Michel Rocard. Dans ses grandes lignes, ce cabinet — marqué par deux fortes cellules éducation et économie et social — est inchangé. M. Jean-Paul Huchon, directeur de cabinet, devient le numéro un du cabinet, rang occupé précédemment par M. Antoine Prost, professeur d'université, qui devient numéro deux.

Le cabinet compte trois départs et cinq arrivées. Disparaissent de l'organigramme officiel M. Pierre Zénor, qui vient d'être nommé au Conseil d'État, et Pierre Brana, chargé de mission, qui a été élu député de la Gironde. M. Yvon Robert, inspecteur général de l'administration de l'éducation nationale, s'ajoute aux conseillers techniques déjà en poste et M. Mariel Touraine rejoint les rangs des chargés de mission.

Le cabinet compte désormais deux attachés parlementaires, avec l'arrivée de M. Manuel Valls. M. Denise Maury vient renforcer

le service de presse. Enfin M. Marie-Thérèse Varner remplace M. Catherine Le Gaiot comme chef du secrétariat particulier.

Nous publions ci-dessous la nouvelle composition du cabinet du premier ministre.

**Directeur du cabinet**  
M. Jean-Paul Huchon, administrateur civil.

**Chargé de mission auprès du premier ministre**  
M. Antoine Prost, professeur d'université.

**Conseillers auprès du premier ministre**  
M. Charles Gosselin, préfet ; M. André Salomon ; M. Roger Godino.

**Directeur adjoint du cabinet**  
M. Yves Lyon-Casa, administrateur civil.

**Conseiller pour les relations avec le Parlement**  
M. Guy Carcassonne, professeur d'université.

**Chef de cabinet**  
M. Jean-Claude Pélissier, conseiller technique ; M. Yves Colson.

**Conseillers techniques**  
M. Jacqueline Chabridon ; Marie-

Thérèse Joly-Lambert, inspecteur général des affaires sociales ; Armand Obolensky, administrateur civil ; M. Louis Jolivet, ingénieur ; André Laroque, administrateur civil ; Gérard Massé, ingénieur des ponts et chaussées ; Jean-François Marle, professeur agrégé ; Dominique Perreau, ingénieur civil des mines ; Philippe Petit, conseiller des affaires étrangères ; Alain Prost, ingénieur des télécommunications ; Yvon Robert, inspecteur général de l'administration de l'éducation nationale.

**Chargés de mission**  
M. Sylvie Hubac, maître des requêtes au Conseil d'État ; Mariel Touraine ; M. Jérôme Adam, administrateur civil ; Alain Berguignol, maître de conférences à l'université ; Lolo Deraison ; François Gosselin, ingénieur agronome ; Gérard Grunberg, directeur de recherche au CNRS ; Olivier Mallet, inspecteur des finances ; Jacques Mistral, professeur d'université ; Michel Taly, administrateur civil.

**Chargés de mission (relations avec la presse)**  
M. Marie Beria ; Denise Maury.

**Attachés parlementaires**  
M. Jean-Pierre Pouzoulet ; M. Manuel Valls.

**Chef du secrétariat particulier**  
Marie-Thérèse Varner.

**Chef de cabinet militaire**  
M. le général de brigade africain Bernard Norcia.

Déjà le 10 novembre 1949 à Fort-de-France (Martinique), M. Yves Robert a été professeur de lycée de lettres classiques de 1968 à 1971, après des études supérieures à la Sorbonne. Certifié de lettres classiques en 1972, élève de l'ENA et militant du Parti socialiste, il a été chargé de cours en droit à l'université de Paris de 1978 à 1980. En juin 1981, il est nommé conseiller technique au cabinet de M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale après avoir exercé pendant un an la fonction de chef de bureau à la direction des affaires financières de ce ministère. M. Yves Robert devient directeur des personnels enseignants à gestion nationale des lycées et collèges en novembre 1983, poste qu'il continuera d'occuper sous M. Chevènement et Monory, avant d'être « remercié » par ce dernier en janvier 1987. Il participera depuis lors à la réflexion du Parti socialiste sur les questions d'éducation.

## M. François Doubin veut organiser pour les apprentis des stages dans plusieurs pays européens

M. François Doubin, ministre délégué chargé du commerce et de l'artisanat, a annoncé, le 5 juillet, que « le revenu minimum d'insertion pourrait s'appliquer aux non-salarisés (commerçants et artisans) qui sont dans une situation difficile, et par exemple dans les zones rurales les plus défavorisées ». Les modalités d'application de cette mesure seront arrêtées dans les prochains semaines.

Le successeur de M. Georges Chavannes n'a pas l'intention de bouleverser ou de remettre en cause la politique de son prédécesseur. La grande campagne d'information sur la qualification et la formation des artisans aura lieu à l'automne. Les chambres de métiers sont actuellement en train de sélectionner les dossiers de leurs ressortissants qui auront le droit au titre de « maîtres-artisans » et de ceux qui se contenteront de la qualité d'« artisans ».

### Crédits

Le ministre a aussi annoncé qu'il demanderait au ministère des finances une augmentation de l'enveloppe des prêts bonifiés (9,6 milliards de francs en 1988) pour 1989. Cette enveloppe, qui donne lieu à une concurrence très ouverte entre les banques, permet d'accorder aux artisans des crédits au taux de 7,5 %.

Enfin, M. Doubin a exprimé sa volonté d'augmenter très largement le nombre des jeunes admis dans les centres d'apprentissage (ils sont actuellement 70 000 par an dans l'artisanat). « Il faudra aussi, a-t-il déclaré, que les cycles de formation des apprentis se terminent par un stage dans un autre pays de la CEE que la France afin de créer un véritable compagnonnage européen ».

## Au Sénat

### M. Estier

## nouveau président du groupe socialiste

M. Claude Estier a été élu, le mardi 5 juillet, à main levée et sans opposition, président du groupe socialiste du Sénat. Il succède à M. André Méric, nommé, le 28 juin dernier, secrétaire d'État aux anciens combattants et victimes de guerre. M. Estier, sénateur de Paris, a l'intention « d'adapter le fonctionnement du groupe à la conjoncture politique nouvelle, d'accompagner l'action du gouvernement au Sénat, de faire en sorte que chacun des membres du groupe assume ses responsabilités selon ses compétences et en communion qu'avec l'ensemble du groupe ».

Journaliste et socialiste, Claude Estier s'était bien promis en arrivant au Sénat, le 29 septembre 1986, de ne pas y rester inactif. Très vite, il devient le porte-parole du groupe socialiste, fonction qu'il avait déjà exercée à l'Assemblée nationale. Son apprentissage des rouages du palais du Luxembourg aura été court : moins de deux ans après, le voilà à la tête de son groupe. Il participera aux conférences des présidents, comme il l'avait fait au Palais-Bourbon en sa qualité de président de la commission des affaires étrangères (1983-1986), succédant à Maurice Faure, devenu sénateur. Il ne s'était pas représenté aux législatives de mai 1986, ce qui lui avait valu une certaine reconnaissance de ses amis socialistes parisiens, qui du coup lui avaient laissé la première et seule place d'éligible sur leur liste sénatoriale.

[Diplômé de l'École libre des sciences politiques, résident dans la région lyonnaise, Claude Estier sera successeur de M. Rocard à la tête du groupe socialiste du Sénat.]

• Visite de M. Rocard à Mgr Guibert, recteur de l'Institut catholique. — M. Michel Rocard a assisté, le mardi 5 juillet, à l'ouverture de l'université d'été de l'Institut catholique de Paris. Par ce geste, le premier ministre a voulu rendre hommage à l'action de Mgr Paul Guibert, recteur de l'Institut, l'un des six membres de la mission de dialogue en Nouvelle-Calédonie.

## Le chef d'état-major soviétique à Washington

Le maréchal Sergueï Akhromov, chef d'état-major général des forces armées soviétiques et premier vice-ministre de la Défense, a quitté Moscou, le mardi 5 juillet, pour Washington, répondant à l'invitation de l'amiral William Crowe, chef d'état-major interarmées des États-Unis.

Cette visite, qui intervient au lendemain de la condamnation plénière par l'URSS des États-Unis pour leur responsabilité dans la destruction de l'Airbus iranien, ne devrait pas être affectée par cette catastrophe.

• Un Mirage s'est écrasé sur Karachi : 14 morts. — Karachi (Pakistan). L'accident d'un Mirage de l'armée de l'air pakistanaise dans une zone industrielle de Karachi a fait, le mercredi 6 juillet, au moins quatorze morts et vingt blessés. L'appareil s'est écrasé sur une fabrique d'huile de table dans l'ouest de la ville et a aussitôt explosé.

## Dans «le Monde de l'éducation» de juillet-août

### Tout sur les inscriptions en première année de fac

Bacheliers, la course d'inscriptions va commencer ! Le bac en poche, voilà le casse-tête des premières inscriptions en fac, au début du mois de juillet. Où, comment, pourquoi et quand : il faut frapper à la bonne porte, sans se tromper de filière ou d'université.

Dans son numéro de juillet-août, le *Monde de l'éducation* présente le guide pratique d'une inscription réussie en première année. Le *Monde de l'éducation* décrit les pièges à éviter, et notamment les modes de sélection (dites-butoirs, résultats scolaires pris en compte, etc.) instaurés dans certaines filières de nombreux établissements. Pour chaque université de province, les dates et les lieux d'ouverture des guichets d'inscription sont indiqués. Même chose à Paris avec les places disponibles, filière par filière, université par université, selon la section du bac obtenu.

Dans ce même numéro, une enquête — « Chef d'entreprise à vingt ans » — mène, à travers la description de nombreuses réussites (ainsi que de quelques échecs), quel est le « profil » du jeune créateur d'entreprise. Quelques 40 000 jeunes tentent leur chance chaque année. Parmi ceux-ci, très peu de diplômés des grandes écoles : entre une rente à vie dans l'élite et le goût du risque et de l'aventure, ces derniers ont choisi.

## Le Conseil national des universités rejette la titularisation de M. Claude Quin

Discrimination politique ou réflexe corporatiste ? Le Conseil national des universités vient de refuser la titularisation de M. Claude Quin comme professeur d'économie à Paris-Dauphine.

L'ancien président (communiste) de la RATP entre 1961 et 1986 présentait pourtant un dossier solide. Titulaire d'un doctorat d'État en économie, après avoir soutenu, en 1964, sa thèse sur l'appareil commercial français, M. Quin a été professeur associé à mi-temps à l'université de Dauphine, entre 1974 et 1981, puis à nouveau professeur associé dans la même université, à plein temps cette fois-ci, depuis 1986. Les deux rapports sur sa candidature étaient favorables. L'un des deux rapporteurs était M. Bernard Duros, président de la section concernée du Conseil national des universités (la cinquième section d'économie).

C'est pourtant cette section qui a scotché, le 17 juin, la candidature de M. Quin. Sur les douze membres de la section, six ont voté pour et six ont voté blanc. L'appartenance de M. Quin au Parti communiste français n'a évidemment pas été évoquée. On peut toutefois noter que

« Près de cinq cents militants du Livre CGT ont occupé le ministère des finances. — Protestation contre le lock-out de l'imprimerie Jean Didier de Massy (Essonne), fermée depuis trois semaines, plusieurs centaines de militants du syndicat du Livre CGT ont occupé, mercredi 6 juillet en fin de matinée, les locaux du ministère des finances. Ils entendaient ainsi faire pression sur les pouvoirs publics, qui auraient, selon eux, accordé leur aval à un consortium de quinze banques pour débiter les fonds permettant à Jean Didier la construction d'une nouvelle usine à Mary-sur-Marne. Évoquant les lieux après l'obtention d'un rendez-vous avec le ministre des finances, mercredi 19 heures, les manifestants ont renouvelé leur désir de négociation et menacé de multiplier les actions spectaculaires en cas d'échec.

Le numéro du « Monde » daté 6 juillet 1988 a été tiré à 501 098 exemplaires

A C D E F G H

« Onze des douze membres de la section appartenaient au syndicat autonome de l'enseignement supérieur qui n'a jamais caché ses affinités avec les partis de l'actuelle opposition. En revanche, il est certain que la création d'un poste de professeur de première classe, à Paris, taillé sur mesure pour la candidature de M. Claude Quin, a provoqué une réaction d'apathisme de la part de membres de la section.

Cette procédure de recrutement est cependant parfaitement légale : le décret du 6 juin 1984 prévoit, pour pouvoir un poste sur neuf au maximum, la possibilité de recruter des candidats présentant des travaux et une expérience professionnelle sérieuse. Une sorte de tour extérieur dans lequel s'inscrivait M. Claude Quin.

Cette affaire a pris une tournure politique, puisque M. André Lajoinie, ancien candidat communiste à l'élection présidentielle, s'est adressé, le 4 juillet, à M. Michel Rocard, pour lui demander le « règlement sans délai » de la situation de M. Quin. Le président du groupe communiste à l'Assemblée déclare : « L'exclusion de M. Quin constitue un véritable intérêt professionnel ».

G. C.

SVM

SCIENCE & VIE MICRO

LA

GUERRE

DES

STANDARDS

Les nouveaux PS/2 d'IBM

contre les tout nouveaux

PC de Compaq

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE

• L'hypertexte : une méthode révolutionnaire d'organisation et de gestion de l'information.

• Banc d'essai comparatif : 10 imprimantes professionnelles.

N° 1 DE LA PRESSE

INFORMATIQUE

Dossier spécial dans le numéro de juillet-août en vente en kiosque :

CHALLENGES

LE MAGAZINE DE LA RÉUSSITE

EMPLOI-FISCALITÉ-TECHNOLOGIES

FORMATION-CULTURE

FAITES LE PLEIN D'IDÉES NEUVES

EXCLUSIF : La BD qui explique la supériorité de l'économie japonaise.

FORMATION : Les pionniers de l'Apple University.

ENTRETIEN : Pierre Dussauge : « Comprendre le grand jeu » des alliances technologiques.

BANC D'ESSAI : Les catalogues pour managers.

MACINTOSH II,

C'EST LA PLUS FORTE TÊTE

DU CLAN MACINTOSH.

29 900 F HT

Échange de votre Macintosh Plus contre un Macintosh II 40 Mo interne, écran et écran monochrome, carte vidéo.

INTERNATIONAL COMPUTER

La micro sans frontières

26, rue du Renard Paris 4<sup>e</sup> 42 72 26 26

64, av. du Prado Marseille 8<sup>e</sup> 91 37 25 03

كتاب من التراث